Bernard, Claude, Alain, André. Quatre destins familiaux frappés du sceau de l'Algérie.

Bernard, rappelé par une Algérie en rébellion.

André, appelé dans une Algérie au seuil de l'indépendance.

Alain, qui trouvera en Algérie le terme de sa vie.

Claude, pour qui l'Algérie sera, tour à tour, terre de combats, terre de construction et terre d'amertume.

40 ans de silence. Et puis le sentiment très vif de devoir parler, de dire que l'Algérie a été suffisamment un drame pour qu'il ne soit pas nécessaire de le rendre plus noir qu'il n'a été.

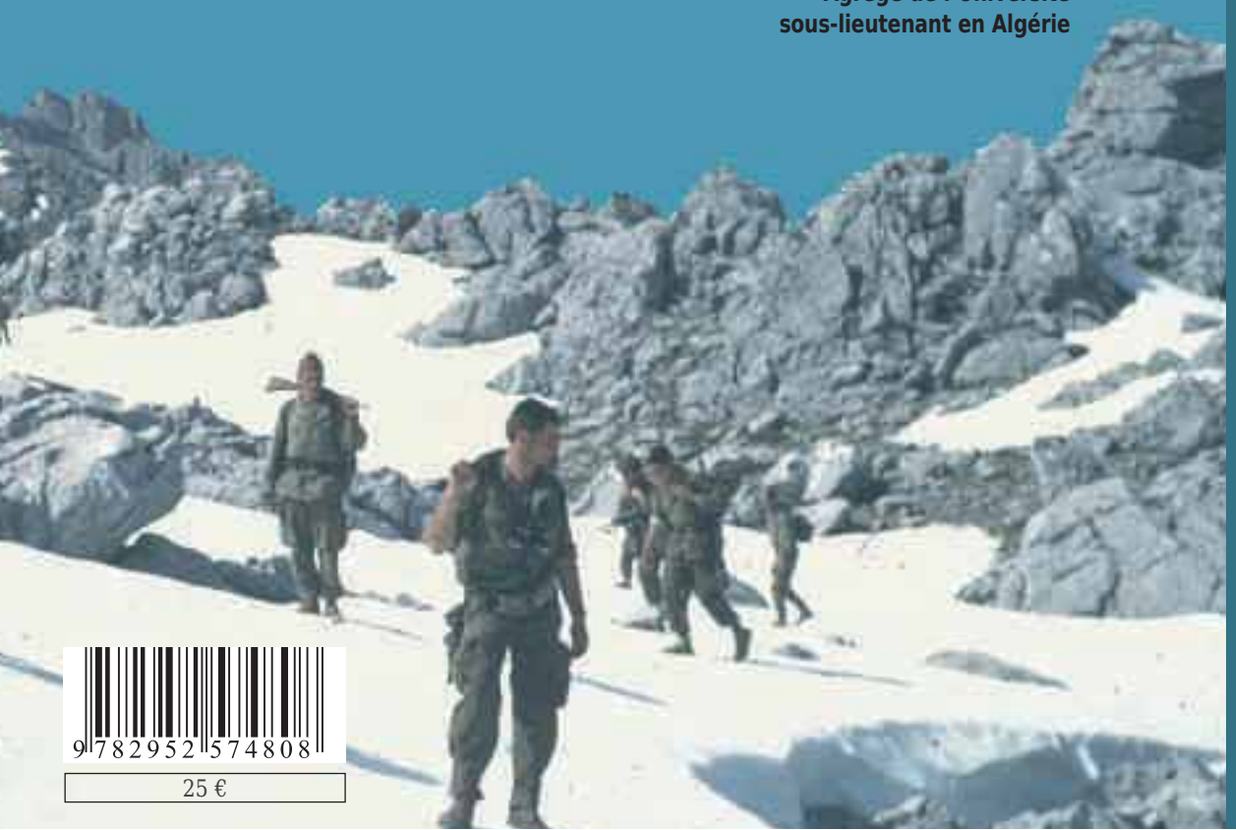
Non ! les hommes qui ont servi en Algérie n'ont pas été, dans leur immense majorité, ce que des médias en disent.

La mémoire d'une expérience, tout à la fois exaltante et cruelle ; les lettres d'un frère, rassurantes pour ses parents, plus proches de la réalité pour ses frères : des matériaux solides, crédibles, aptes à faire comprendre aux générations qui se posent ou se poseront des questions sur ce que les *« opérations de maintien de l'ordre »* en Algérie, devenues tardivement la guerre d'Algérie, ont été pour des centaines de milliers de jeunes Français de 1954 à 1962.

Ces matériaux, Claude Grandjacques a su les assembler pour faire *« des Miages aux djebels »* un travail précieux de mémoire vivante et un témoignage fécond :

- **Un travail de mémoire empreint de passion vive pour la terre de Kabylie, riche d'amitiés intactes pour ses compagnons d'armes, pétri d'amour profond pour un frère toujours présent.**
- **Un témoignage fécond d'enseignements et d'émotions auquel on ne peut pas rester indifférent.**

Serge Cattet
Agrégé de l'Université
sous-lieutenant en Algérie



9 782952 574808
25 €

Des Miages aux djebels

Claude Grandjacques

Des Miages aux djebels

Notre guerre d'Algérie

Alain, André, Bernard et Claude

1956-1962

Mémoire et regards

Claude Grandjacques

Edité par l'Association Miages-Djebels
BP 90053
74170 Saint-Gervais les Bains

Tous droits réservés à cette association

Cet ouvrage a été imprimé par :
IMPRIMERIE DES DEUX PONTS
ZA des Condamines
Bresson BP 500
38326 Eybens cedex

en janvier 2006

Dépôt légal : janvier 2006
ISBN : 2-9525748-0-4
EAN : 9782952574808

Des Miages aux djebels

Notre guerre d'Algérie

Alain, André, Bernard et Claude

1956-1962

Mémoire et regards

Claude Grandjacques

À ma femme Claude.

Depuis plus de quarante-cinq ans, elle est l'âme de notre famille. Dans les moments d'épreuves, au moment où nous avons fondé notre couple, elle a su, par sa force morale, apporter à mes proches un soutien sans faille et m'a permis de continuer la route sans rien oublier pour autant.

Qu'à travers ces pages, elle trouve non seulement l'expression de mon affection, mais revive également nos jeunes années. Ce que nous avons essayé de bâtir, sous le ciel de Kabylie, constitue un sujet légitime de fierté pour nos enfants et petits-enfants, même si nos rêves, en fin de séjour, ont donné lieu à un réveil.... un peu brutal.

*

* *

Aux faits ou événements évoqués, ont été mêlés des membres de la famille ou des amis qui nous ont quittés récemment et pour qui j'ai une pensée toute particulière.

En premier lieu nos parents. Après la mort d'Alain, ils sont restés debout, faisant taire leur chagrin. Deux années plus tard, ils ont accueilli tout naturellement, avec cœur, sous leur toit, mes amis de Bouzeguene qui fuyaient l'Algérie.

Ensuite Gilbert, mon beau-frère, qui ne manquait pas, à chacune de nos rencontres familiales, de m'appeler mon lieutenant et d'évoquer son engagement à Bouzeguene qu'il a vécu alors, avec l'enthousiasme de ses vingt ans.

Jean-Pierre Tréfeil, mon collègue de S.A.S. et ami de Bab-el-Oued : notre dernière rencontre, à mon corps défendant, a été pour lui source de bien des ennuis. J'aurais tant voulu en reparler avec lui.

Enfin Jean-Pierre Folliguet qui vient de nous quitter le 20 septembre 2005. Il a rejoint son copain Alain, revêtu de sa tenue de guide, face à l'aiguille de Grépon qu'il a gravie si souvent. Ensemble ils avaient fait l'ascension de la Main du Juif après avoir été du sauvetage du djebel Babor.

1. Alain voulait être guide de haute montagne et instituteur en Algérie.

Depuis mon voyage récent en Kabylie, mon regard vers les Dômes de Miages a changé : les arêtes des Covagnets me rappellent en permanence celles des Beni Zikki. J'y devine parfois, émergeant des nuages, l'âme des soldats morts en Algérie.

Ils ne portent plus d'uniforme.

Je ne distingue ni leur appartenance ni leur forme.

Qu'importe leur camp ! C'étaient des hommes.

Ils avaient vingt ans.

Ils obéissaient à leur gouvernement établi l'un, permanent à Paris, l'autre, provisoire en Tunisie. Leur combat était sans gloire, mais leur cause chargée d'espoir.

Les uns se battaient pour une Algérie qu'il fallait garder avec la France, les autres pour une vraie démocratie et l'indépendance.

Ils ont tous été trahis.

La France, s'abritant derrière des accords et la voix des urnes, abandonna une partie des siens : des milliers d'Européens et des dizaines de milliers de soldats-harkis seront massacrés. Le nouvel État, l'Algérie, aura pour longtemps le visage du totalitarisme sous la férule d'un parti hégémonique étouffant dans l'œuf la démocratie tant espérée.

Pour donner un visage aux âmes des nôtres tombés en Algérie, j'ai rédigé « *Des Miages aux djebels* ». En tournant les pages, non seulement vous vous familiariserez avec cette époque et les événements d'alors, mais vous découvrirez comment, à l'instar de centaines de milliers d'appelés, se sont comportés, pendant cette guerre fratricide, des jeunes ayant grandi à l'ombre des Dômes de Miage.

Après avoir rédigé « *Des Miages aux djebels* » s'est posée de façon concrète la question d'un mode de diffusion adapté à la cause de la mémoire que j'entends servir.

Pour rester fidèle à l'idéal humanitaire qui animait le corps des Affaires Algériennes auquel j'ai appartenu pendant deux ans et en pensant à Alain, j'ai créé avec Bernard et André une association à but non lucratif : « *Miages-djebels* ». Elle est chargée d'éditer et de vendre l'ouvrage et regroupera non seulement les personnes qui ont participé à l'aventure de sa rédaction, mais sera ouverte, à l'avenir, à celles qui s'engageront de façon active dans sa diffusion.

Conformément à l'objet de ses statuts, les bénéfices réalisés seront intégralement reversés essentiellement à des institutions ou des œuvres humanitaires ou prenant en charge les handicapés.

Pour engranger des bénéfices, il faut préalablement, bien entendu, vendre un nombre important d'exemplaires. Amis lecteurs, si l'ouvrage vous a conquis, nous comptons sur vous. Vous participerez avec notre association à un combat désintéressé, éternel et sans frontière : celui de la défense d'une certaine idée de l'homme.

In memoriam

En mémoire d'Alain, mon frère,

et de ses deux camarades de la S.E.M. du 7e B.C.A., morts pour la France en Grande Kabylie :

- Louis, Ferriol, le 29 avril 1960, à Ait Hatta,
- François Chavoutier, le 26 mai 1960, à Ait Mislaine,

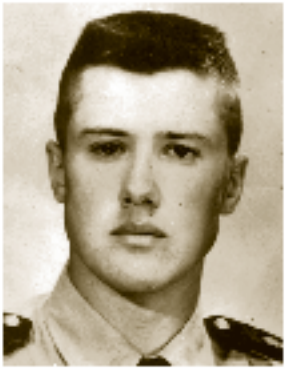
et en mémoire de mes trois camarades du 5e R.E.I., tombés pour la France et la Gloire de la Légion au Djebel Bou Khaïl (Sud Algérois) le 27 juillet 1958 :

- le lieutenant Bertand de Longueau Saint-Michel,
- le sergent Willy Klocke,
- le légionnaire de 1ère Classe Wannen Tiémann,

auxquels j'associe mon ami, Saïd Hamiche, d'Ibekarene, exécuté par le F.L.N. le 14 juillet 1961 pour avoir cru pouvoir vivre libre sur sa terre.

Pour que l'oubli et l'opprobre ne les tuent une deuxième fois ! ...

2. Alain en mai 1960 à Tabarourt



3. Le lieutenant Bertrand de Longueau de Saint Michel

4. Le sergent Willy Klocke

5. Le légionnaire de 1ère classe Wannen Tiemann

6. Le chasseur Louis Ferriol

7. Le chasseur François Chavoutier

8. Hamiche début juillet 1961, peu avant sa mort

Sont-ils morts pour la France ? Laquelle ?

Celle du lieutenant de Longueau, descendant d'une famille héritière de mille ans d'histoire ?

La France des Royautés, de l'Empire, des Républiques, celle des campagnes coloniales, celle des batailles gagnées ou des combats perdus, celle de Saint Louis, de Napoléon ou de De Gaulle ?

Celle de tous les conflits, en particulier des deux guerres du siècle dernier (14-18 et 39-45) où versèrent indistinctement leur sang, les ouvriers, les prêtres, les ingénieurs, les avocats, les poètes ou les paysans venus de Beauce, de Savoie, de Paris, d'Algérie, de la lointaine Indochine, de Madagascar et de bien d'autres contrées ?

Celle d'un territoire s'étendant de Dunkerque à Tamanrasset, selon une formule célèbre autant que vaine ?...

La France d'une province qu'elle avait fini par croire sienne, terre lumineuse et séduisante de l'Algérie, si proche et cependant si distante, tellement méconnue malgré les présentations convaincantes du moment ?

Cette terre s'était embrasée.

Nos camarades ont alors été engagés dans un conflit pour lequel ils n'étaient pas préparés, dans un pays qu'ils découvraient avec appréhension et éblouissement. La plupart l'ont aimé, très peu s'y sont sentis indifférents.

Ils ont apporté leur foi et leur jeunesse, donné leur cœur, parfois leur âme. Ils ont combattu avec détermination et courage et, trop nombreux, sacrifié leur vie en luttant contre un adversaire impitoyable et insaisissable. Celui-ci, à défaut de conquérir les cœurs ou de gagner les combats par les armes, recourait sans le moindre humanisme, pour s'emparer des esprits et s'approprier la représentation exclusive du peuple, aux exactions, aux exécutions et à la terreur aveugle.

Sont-ils morts pour une juste cause ou ont-ils été sacrifiés pour rien ?

Le débat, ouvert, ne se refermera jamais, et tous les adversaires de notre pays, de notre civilisation, de l'œuvre de nos pères, s'emploieront, n'en doutons pas, à entretenir le doute, semer l'opprobre, formuler des accusations du fond des confortables fauteuils de leurs convictions commodes et de leurs consciences irréprochables.

En souvenir de ceux qui restent nos exemples et qui sont bien morts pour que vive la France.

En leur mémoire et en mémoire de tous ceux qui sont morts en Algérie, les quatre petits-fils d'Émile et de Claire, engagés dans le conflit algérien, vous livrent leur quotidien.

Après avoir survolé la longue histoire des relations France-Algérie, fait connaissance d'Alain et de notre famille installée sous les Dômes de Miage, c'est près de six années que vous passerez, en leur compagnie, dans les djebels.

Avant-propos

À plusieurs reprises, mes enfants m'ont demandé de mettre par écrit ce que j'avais vécu en Algérie. Je ne voulais pas donner suite à leur demande pour deux raisons.

J'estimais avoir effectué mon service en A.F.N. avec des professionnels dans des conditions privilégiées par rapport à bien des appelés : je pensais donc être tenu à une certaine obligation de discrétion par égard à ceux qui avaient vécus parfois l'indicible. Mais surtout la mort d'Alain, quelques jours avant son retour de Grande Kabylie, avait ouvert, chez nos parents, une plaie qui ne s'est jamais cicatrisée. Je ne voulais pas réveiller dans la famille des souvenirs douloureux en évoquant cette période.

Les années ont passé. Pour la première fois de son histoire, notre pays vit sans être en guerre depuis une longue période. Il faut s'en féliciter. L'environnement international, politique et social a évolué et les esprits, libérés partiellement même de la contrainte du travail, ont le temps de vagabonder, d'analyser, de disséquer et sont même tentés de juger.

Nos parents sont maintenant décédés. Les rangs de notre génération commencent à être clairsemés et l'époque de notre jeunesse relève actuellement de l'histoire. Une histoire présentée bien souvent de façon tronquée, simplifiée et réductrice qui laisse peu de place à l'analyse objective et aux victimes du camp des vainqueurs.

En effet, en Algérie, les nouvelles nations ayant besoin de mythes fondateurs, la période de ce conflit franco-français, appelé maintenant la guerre d'Algérie, est présentée de façon manichéenne, en glorifiant les mérites des Moudjahidin et en stigmatisant les turpitudes du colonisateur et de son armée, alors que sont occultés les crimes de sang du F.L.N..

Plus grave, en France, certains manuels scolaires ou certains films ou documentaires s'inspirent de cette présentation partisane, alors que l'armée a été chargée par le pouvoir de maintenir l'ordre et de protéger les populations civiles (européenne et musulmane) des adeptes de l'indépendance qui utilisaient systématiquement la terreur pour arriver à leurs fins.

Face à cette situation, comment faire face et protéger la population ? Aucune démocratie n'a encore trouvé de réponse, sauf à laisser le champ libre aux tenants du terrorisme, comme le faisaient alors ceux qui soutenaient le F.L.N. et qui, encore maintenant, en partant de cas avérés, n'hésitent pas à charger d'opprobre l'action de toute une armée.

Même si de la part de celle qu'on appelle la grande muette, la réponse à cette situation immorale, n'a pas été toujours moralement irréprochable, la majorité des jeunes du contingent et des militaires de carrière ont effectué leur devoir sans renoncer à être eux-mêmes et en aidant les populations du mieux qu'ils ont pu.

À titre de témoignage et pour faire comprendre aux nouvelles générations le quotidien de ceux qui sont allés sur place, et en mémoire de ceux qui sont tombés en faisant leur devoir sur ordre, j'avais décidé de publier les courriers d'Alain adressés à la famille. Sa correspondance vaut bien des reportages sur le sujet et fait comprendre ce qu'a été la vie dans le djebel et dans les postes, l'esprit de camaraderie qui animait ces jeunes exposés loin des leurs, à un quotidien fait de sueur et parfois de larmes.

Pour compléter les courriers d'Alain, j'ai contacté ses anciens camarades de section du 7e B.C.A., les Bal, Gormier, Folliguet, Palafray … y compris l'ancien chef de la S.E.M., Gilbert Morand, qu'Alain avait en haute estime. Ils m'ont sorti leurs photos, apporté leur témoignage. J'ai pu ainsi m'imprégner de leur vie sur place.

Je m'étais orienté, dans un premier temps, vers la seule publication du courrier d'Alain, complétée par le témoignage de Bernard, mon cousin, qui avait été rappelé en 1956, ainsi que par des extraits d'un cahier personnel que j'ai tenu de façon très chaotique pendant la période de fin 57 à début 59.

J'avais prévu d'y ajouter une chronologie historique des années 1956 à 1962 qui reproduisait le travail remarquable effectué par l'Amicale des Anciens Combattants d'A.F.N. (titre officiel : Amicale des Anciens militaires d'A.F.N. qui malgré son titre est une association d'appelés et de rappelés). Je tiens à remercier bien sincèrement son représentant. Il m'a permis d'utiliser sans aucune restriction sa chronologie abondante et d'y puiser sans réserve (source : site Internet du Mémorial du Quai Branly, érigé à la mémoire de nos 25 000 camarades tombés en terre d'A.F.N.).

L'ensemble avait pris forme et était presque terminé. J'en étais au stade de la lecture. Il me manquait cependant un élément fondamental : une synthèse historique de l'engrenage qui avait conduit à ce désastre humain. J'étais incapable de réaliser cette présentation - n'est pas historien qui veut - malgré mes lectures sur le sujet.

Le cercle familial de lecture m'a mis providentiellement en rapport avec Serge Cattet, agrégé d'université, qui s'est intéressé à cette période d'histoire pour en avoir été, lui aussi, un des acteurs. Après avoir lu mon projet, il m'a suggéré d'articuler différemment ma présentation et de compléter nos témoignages d'appelés par mes souvenirs lors de mon premier séjour et la relation de mon action dans les S.A.S.. Il m'a proposé un plan pour mon futur ouvrage et m'a, en outre, fourni spontanément le texte d'une conférence qu'il avait donnée sur l'histoire commune de la France et de l'Algérie. Son exposé fait comprendre l'enchaînement inexorable qui a mené à ce conflit. Ceux des lecteurs qui ont vécu cette période, j'en suis sûr, apprécieront.

Fort des encouragements reçus et guidé par ces nouvelles balises, je me suis remis à l'ouvrage, en pensant à tous les parents qui ont vécu un drame similaire au nôtre, à mes anciens camarades du 5e R.E.I. ou du 15/9 R.I.A. et aux camarades d'Alain du 7e B.C.A., à tous ceux de notre génération qui ont été profondément marqués ou meurtris, parfois dans leur chair, mais souvent dans leur cœur.

Pour la partie historique, je me suis contenté d'une évocation, placée en tête de chapitre des années traitées, en utilisant comme support des extraits de la chronologie des anciens d'A.F.N., complétés par d'autres sources. Le lecteur pourra ainsi situer, de façon bien partielle, j'en conviens, le contexte des récits.

A l'occasion de ma rédaction, j'ai découvert le livre *« Ces soldats de l'impossible »* du colonel Jean Charles Domine avec qui j'ai établi le contact avec émotion, 45 ans après que nous eûmes couru le djebel ensemble : il était en effet mon commandant de compagnie au 5e R.E.I.. Cet officier d'exception a consacré à la Légion l'essentiel d'une carrière exemplaire et hors du commun. Il fait revivre, d'une plume alerte et brillante, en décrivant leur quotidien, le destin des hommes qu'il a côtoyés. Dans son ouvrage, il consacre deux chapitres à la 4e compagnie du 5e R.E.I.. Je lui ai emprunté les pages qui concernent l'engagement au cours duquel sont tombés mes trois camarades.

Par mon ancien commandant de compagnie, j'ai pu entrer également en contact avec le médecin général Pierre Cristau que j'ai connu médecin capitaine au 5e Étranger. Ce dernier a été de toutes les opérations d'août 1956 à novembre 1958. Armé de sa trousse médicale et de son appareil de photos, il accompagnait le P.C. du bataillon, sur le terrain. De ce poste d'observateur privilégié, lorsqu'il n'était pas auprès des blessés ou de ceux tombés aux combats, il a figé dans la pellicule avec talent, humanité et sensibilité, la beauté des paysages, l'action des soldats ou leurs sacrifices.

Quarante-cinq ans plus tard, avec une amabilité confondante, il m'a ouvert ses albums en me recevant en Bourgogne. Pendant que nous tournions les pages, l'ambiance de Turenne et le ciel d'Oranie se mélangeaient avec les saveurs de l'automne proche et le parfum des grappes des vignobles venues à maturité.

Chargé des précieux documents dans lesquels ont été immortalisés ces moments de sueur, de fatigue, de soif, d'actions ou de sacrifices, j'ai rejoint les Alpes. J'ai eu des difficultés à choisir parmi ces photographies qui parlent d'elles-mêmes et qui bien souvent n'ont pas besoin de commentaires : elles restituent l'atmosphère d'alors.

Pour m'imprégner de ce que j'ai vécu, j'ai eu, au fur et à mesure que j'avançais, une mine d'informations qui ont ravivé mes propres souvenirs :

> Pour la partie 5e R.E.I. *« le Mémorial »* rédigé chaque année par le régiment, ainsi que les photographies du médecin général Cristau,

> Pour la partie Bouzeguene les nombreuses diapositives que je détenais, mais également l'ouvrage rédigé par Roger Enria qui a servi comme sous-lieutenant au poste d'Igraïne, pas très loin par Bouzeguene. Dans *« Les Chasseurs de l'Akfadou »,* il a retracé la vie du 27e B.C.A. de 1956 à 1962 à partir du journal de marche du bataillon et de témoignages récoltés auprès des chasseurs.

Les informations glanées m'ont aidé à reconstituer le puzzle de cette période de ma vie.

Pour faire revivre l'ambiance, j'ai coloré le récit de conversations banales, à effet narratif, et restitué intégralement, dans des situations vécues marquantes, le contenu d'échanges gravés de façon indélébile dans ma mémoire, même à plus de quarante ans de distance. Il y a des sujets sensibles qui laissent des empreintes à vie, comme le désarroi d'une population affamée, la mise en cause de l'honnêteté, de l'honneur ou de l'amitié.

Les noms propres en italique des 2e et 3e parties, correspondent à des noms imaginaires, soit, dans de très rares cas, parce que ma mémoire m'a trahi, soit de façon délibérée, par discrétion et opportunité, mais surtout par « *principe de précaution* » après avoir effectué un voyage en Algérie. L'accueil que j'ai reçu a été très chaleureux, mais le mythe de la révolution aux mains pures face à l'oppresseur colonialiste a fait son œuvre : de façon banale, ceux qui ont travaillé avec nous, sont appelés des traîtres ou des collaborateurs. La sémantique locale va avoir la vie dure. C'est pourquoi il n'y aura aucune photographie des autochtones ayant œuvré à la S.A.S. pour le bien commun.

Par souci d'authenticité, j'ai demandé à ceux avec qui j'avais gardé le contact, de valider ma rédaction, en leur demandant de me faire part de leurs remarques et de leur sentiment.

Prologue : mémoire et histoire

9. Alain avec ses frères et sœurs en 1954
De gauche à droite : Joannès, Alain portant Odette, Claude, devant lui Marie-Claire, Raymond, Marie-Céline et Agnès

Une histoire que nous ignorions

Notre enfance a été dominée par la guerre de 39/45, puis par la guerre d'Indochine. À cette époque, l'Algérie, c'était la France. Alger a même été la capitale de la France libre en 1943.

Lorsqu'éclatent, le 1er novembre 1954, les premiers coups de feu dans les Aurès et en Kabylie qui, avec une concomitance programmée, tuent les premières victimes d'une guerre qui va en faire bien d'autres, notre pays est encore occupé à panser les plaies et les séquelles de la guerre 39/45. Il vient d'être humilié par le Viet-Minh de Hô Chi Minh, soutenu par la Chine communiste

Comment, en Algérie considérée à cette époque comme terre de France, en arrive-t-on à s'entretuer ? Serge Cattet, lors d'un colloque sur l'Algérie intitulé « *De la conquête aux suites d'une guerre, ou la France et l'Algérie : 130 ans d'histoire commune* », donne le fil conducteur de l'engrenage qui a conduit à cet abîme d'incompréhension entre les communautés et le pouvoir.

Avec son accord, j'ai complété son exposé synthétique et lumineux, qui figure en italique, par des questions circonstanciées que pose l'ancien d'A.F.N.. Il m'a semblé que la lecture en était facilitée.

*

* *

- L'ancien d'A.F.N. : Notre génération s'est trouvée engagée dans un conflit auquel elle n'a pas compris grand-chose et qui, 45 ans après, soulève encore les passions. Si vous deviez résumer, comme certains disent aujourd'hui, la problématique du conflit algérien comment la résumeriez-vous ?

> *L'historien : 1830 : l'expression "Algérie" n'existe pas encore : elle est sur le point de prendre naissance avec la fin du pouvoir turc installé à Alger et le début d'une nouvelle page de l'histoire du pays, celle de ses rapports avec le nouveau conquérant, la France. Cette histoire est destinée à durer un peu plus de 130 ans qui, pour l'essentiel, se sont déroulés en trois grandes phases.*

De 1830 à 1870, sous la direction de l'Armée, le pays est l'objet d'une conquête systématique, accompagnée d'un début de colonisation.

1870 à 1930 : le décor change ; au temps du "Sabre" succède celui des colons qui impriment leurs marques à la direction des affaires du pays. Dans le même temps que s'affirme ce pouvoir, que le pays se transforme, le problème de la place de la communauté musulmane dans sa direction se pose avec une acuité croissante.

À partir des années 30, faute d'une réponse satisfaisante, une dynamique de division se développe. Tout oppose l'évolution des sociétés et des économies européennes et musulmanes ; la reconnaissance de son droit de gestion devient, pour les élites indigènes, une obsession.

Devant le refus des milieux dirigeants européens d'accepter toute évolution sérieuse du partage du pouvoir, des revendications nouvelles font leur apparition au sein des formations politiques musulmanes : l'autonomie, l'indépendance avec, puis sans la France.

En 1954 ce qui est à l'ordre du jour c'est, en effet, l'insurrection.

- Vous venez de nous résumer les phases marquantes des relations de l'Algérie avec la France, comment se présente le pays où vivent de nombreuses tribus avant la conquête de 1830 ?

> *En 1830, on ne parle pas d'Algérie, mais de "Maghreb central" ou de Régence d'Alger depuis l'installation du pouvoir turc au XVI° siècle. Ce pouvoir, représenté à Alger par un Dey, s'exerce sur un territoire qui s'étend d'Ouest en Est, du massif des Traras au nord de Tlemcen, à la limite de l'Empire chérifien du Maroc, à la Calle, en bordure du territoire du Bey de Tunis, et du nord au sud d'Alger à Biskra aux confins du monde saharien. En gros, le cadre territorial de la future Algérie.*

Les Turcs sont peu nombreux et leur emprise est faible sur une population estimée à trois millions d'habitants organisés en tribus sédentaires ou nomades. La majeure partie de cette population vit dispersée dans les campagnes. Les villes n'en regroupent que 5%, au sein desquels il faut compter une communauté juive active. C'est elle qui anime l'essentiel des activités de l'artisanat et du commerce, notamment du commerce extérieur.

À la veille de l'intervention française, le pouvoir turc est affaibli. La situation économique du pays s'est détériorée ; la piraterie source de revenus s'essouffle ; les exportations de céréales reculent. Les révoltes se multiplient au sein des tribus arabes et berbères ; la Kabylie est particulièrement remuante. Les rapports avec le monde extérieur sont tendus, c'est le cas avec la France depuis l'incident de 1827. Pour une dette datant de 1798 et portant sur une vente de blé, le Dey d'Alger s'est emporté contre notre représentant, le menaçant d'un coup d'éventail.

- Pourquoi Charles X décide-t-il d'organiser cette expédition sur Alger ?

> *Il faudra trois ans au gouvernement de Charles X, pour répondre à ce geste de manière militaire. En réalité, c'est plus pour des raisons de politique intérieure et sur pression des milieux économiques de Marseille, que la décision est prise de s'emparer d'Alger.*

- Dans quelles conditions l'expédition, qui ne devait concerner qu'Alger, a-t-elle eu lieu ?

> *La préparation et la réalisation de l'expédition ne posent pas de problème majeur, il suffit de sortir des archives du ministère de la Guerre, un plan élaboré en 1810 à la demande de Napoléon par le commandant du Génie Boutin et de le mettre à exécution.*

Le 14 juin 1830, l'armada française (plus de 300 navires) débarque dans la baie de Sidi Ferruch, à l'ouest d'Alger, 37 000 hommes placés sous le commandement du général Bourmont ; le 19, les forces du Dey d'Alger sont écrasées ; le 29, le fort l'Empereur qui domine Alger est investi : le 5 juillet, le Dey d'Alger signe la reddition de la ville.

- Que se passe-t-il après le débarquement ? Avait-on alors des projets pour la suite ?

> *Dans les semaines qui suivent, Bourmont transforme l'expédition d'Alger, en début de conquête du pays. Il conforte son installation à Alger, dont Paris, où la Restauration a fait place à la Monarchie de juillet, ne sait que faire. Il procède à la conquête de Bône où Paris était décidée à consolider notre influence qui était déjà ancienne. Il s'empare d'Oran de sa propre initiative.*

- Si je comprends bien, la conquête de l'Algérie n'était pas prévue au départ de l'expédition ?

> *Effectivement la conquête de l'Algérie, qui n'était pas prévue au départ de l'expédition, est amorcée dès le début par la suite d'absence de directives des différents gouvernements qui se succèdent et pour 40 ans le pays devient « le champ de manoeuvre et le domaine réservés à l'Armée » selon la formule de Charles-Robert AGERON.*

- Comment s'est effectuée la conquête dans les premières années ?

> *Ce fut une conquête lente, difficile, menée en deux temps, celui de la conquête restreinte 1830-1840, puis de la conquête totale 1841-1857.*

- Parlez-moi de la conquête restreinte.

> *De 1830 à 1840, la politique menée par la Monarchie de juillet reste celle d'une occupation restreinte, limitée à des portions de littoral. À l'ouest, notre emprise s'étend d'Oran à Mostaganem. À Alger, elle s'élargit à son Sahel et à la plaine de la Mitidja. La consolidation autour de Bône nécessite la prise d'assaut en 1837 du dernier bastion turc : Constantine.*

Peu d'engouement donc pour une conquête en profondeur du pays. Même Bugeaud, à ce moment-là y est hostile, considérant l'Algérie comme « une possession onéreuse ». D'autre part, Paris est obligé de tenir compte des ambitions et du dynamisme du jeune émir Abd El Kader qui rêve de fonder un état arabe.

Après un premier conflit et de longues négociations menées par Bugeaud, la

France signe avec l'émir, en 1837, le traité de Tafna et lui abandonne les deux tiers de l'Algérie. Mais, à la suite d'une poussée française au sud-est d'Alger, la guerre reprend.

- C'est alors qu'intervient la période de la conquête totale ?

> *Nommé Gouverneur-Général, Bugeaud est chargé de la conduite des opérations. La France entre alors dans une nouvelle phase de son implantation en Algérie, celle d'une conquête totale. Commencée en 1840, elle s'achèvera en 1857. Doté de moyens accrus (100 000 hommes) et notamment d'unités indigènes qu'il crée en 1841 (trois bataillons qui donneront naissance aux trois premiers régiments de Tirailleurs algériens en 1856), Bugeaud est maintenant décidé à mener contre Abd El-Kader une guerre sans merci, une guerre de mouvement. Il divise ses forces en colonnes légères et mobiles qui ont pour mission de parcourir le pays à la poursuite d'Abd El-Kader.*
>
> *Traqué, privé de ses moyens, l'émir se réfugie au Maroc dont il obtient un appui militaire sans lendemain. Bugeaud écrase les Marocains à la bataille de l'Isly en août 1844. En 1845, le conflit reprend avec une insurrection qui se généralise de l'Oranie au Hodna. Il ne prend fin en décembre 1847, qu'avec la soumission d'Abd El-Kader, après la capture de sa capitale mobile (sa smala) par la cavalerie du duc d'Aumale.*

- Quelles étaient les méthodes de Bugeaud en particulier pour soumettre les tribus ?

> *La lutte a été âpre, marquée de faits d'armes (la défense du marabout de Sidi Brahim par les Chasseurs) mais aussi accompagnée d'une politique de répression sévère à l'encontre des tribus en révolte. Lorsque Bugeaud quitte l'Algérie en 1847, le bilan de sa conquête est lourd. Le pays a été ravagé par la pratique systématique de la razzia : la population a subi un recul sensible par suite des massacres et de la famine. À Paris, des voix s'élèvent contre cette politique, notamment celle de Tocqueville qui affirme qu'il ne suffit pas d'exiger des indigènes soumission et impôts, mais qu'il faut songer à leurs droits et à leurs besoins.*

- Si je ne m'abuse, lorsque Bugeaud quitte l'Algérie sous la Monarchie de Juillet, il est remplacé par le Duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe. Il y a donc continuité dans la politique appliquée.

> *Le départ de Bugeaud ne met pas un terme à la conquête du pays ; elle est poursuivie sous la Seconde République et le Second Empire :*
>
> - *vers le sud où Touggourt est prise en 1854,*
> - *vers l'est où le bastion kabyle finit par être soumis en 1857.*
>
> *Au fur et à mesure de sa réalisation, cette politique de conquête s'est*

accompagnée d'une volonté d'extension et de consolidation de l'influence française, par la mise en oeuvre d'une politique de colonisation.

- Conquérir ne sert à rien si les positions conquises ne sont consolidées par l'occupation armée ou la colonisation. Comment s'est faite la colonisation ?

> *La colonisation du pays (c'est-à-dire l'installation d'un peuplement européen, la mise en place d'une administration, la définition nécessaire de rapports avec la population indigène) n'est pas le fruit d'une politique suivie, uniforme.*

La colonisation a procédé d'une volonté mêlée d'hésitations.

Elle varie sensiblement d'une période à l'autre :

- *La période 1830-1847 est marquée par l'arrivée des premiers colons et la prééminence de l'administration militaire : l'influence de Bugeaud est déterminante.*
- *De 1848 à 1870, l'esprit de colonisation fluctue entre des tentatives d'assimilation et la conviction de Louis Napoléon Bonaparte : la nécessité de pratiquer une politique d'association.*

- Quand sont arrivés les premiers colons et qui a développé la colonisation ?

> *Dès 1830, la colonisation est amorcée avec l'arrivée des premiers immigrants venant de France et de régions méditerranéennes qui s'installent dans le Sahel d'Alger et la Mitidja. Mais c'est avec Bugeaud que la colonisation acquiert un caractère officiel et prend son essor définitif.*

À son départ, on compte déjà 110 000 Européens dont 50% de Français.

Malgré les difficultés initiales et de nombreux échecs, 15 000 d'entre eux sont installés dans des centres de colonisation créés sur des terres abandonnées par les Turcs ou récupérées aux dépens des populations indigènes. L'armée participe à cette colonisation en ouvrant des routes, assurant des défrichements, construisant des villages. C'est aussi à l'armée qu'incombe l'administration du pays au fil de sa conquête.

- Comment est alors administré le pays ?

> *Dès 1834, Paris est représenté à Alger par un officier général nommé Gouverneur-Général et doté de pouvoirs très larges. Sur ce plan également, c'est à Bugeaud que l'on doit la mise en place d'un cadre territorial et administratif à trois niveaux :*

- *le niveau indigène, où la tribu reste la structure de base avec sa hiérarchie de notables et ses règles traditionnelles de fonctionnement.*
- *le niveau de l'autorité colonisatrice, qui repose, avec un découpage du territoire, en unités dont l'administration est confiée à des militaires. Au sommet de cette hiérarchie : les trois provinces d'Oran, Alger et Constantine, placées chacune sous la direction d'un général de division.*

- *le niveau intermédiaire des Bureaux des Affaires Arabes. Créés en 1844, ils sont chargés de faciliter les relations entre les autorités militaires et les notables indigènes locaux. Ces bureaux sont confiés à des officiers parlant l'arabe.*

- Y a-t-il un changement dans la politique de colonisation avec l'arrivée de la IIe République en 1848 ?

> *Avec la Révolution de 1848 et l'instauration de la IIe République, l'esprit de la colonisation change. Paris donne satisfaction aux colons, fatigués du régime militaire et pressés de s'administrer eux-mêmes. Trois décisions majeures sont prises qui inaugurent une politique d'assimilation, exigée par les députés élus des colons.*

- *la Constitution de 1848 proclame l'Algérie partie intégrante du territoire français.*
- *la direction des affaires algériennes est déplacée à Paris et confiée au ministère de la Guerre.*
- *trois départements sont créés pour faciliter l'administration des territoires qui regroupent la majorité de la population d'origine européenne. Les autres territoires restent sous la direction militaire.*

10. Scène champêtre près d'Haoura (1960)

- Quelles sont les conséquences des mesures prises pour administrer le pays et qui sont d'importance ?

> *Ces nouvelles directives ont pour effet une accentuation de l'immigration européenne dont les effectifs grimpent. En 1851, on compte 131 000 Européens dont 33 000 colons ruraux. S'étendant sur près de 20 ans, la période de Napoléon III ne manque pas d'être intéressante, dans l'histoire des rapports entre la France et ses terres d'Algérie.*

Sauf un court laps de temps entre 1858 et 1860, le pouvoir retourne aux militaires et notamment aux Bureaux arabes (ils sont au nombre de 50 en 1870), véritables gouvernants des tribus. Le développement du pays s'accélère ; la population européenne s'accroît de façon sensible, elle atteint 240 000 habitants dont la moitié de colons ruraux pour lesquels près de 500 000 hectares de terres sont récupérés et de nouveaux villages créés (près de 80). A la petite colonisation, s'ajoute celle de grandes sociétés, elles aussi intéressées par l'activité agricole.

L'économie se modernise dans ses infrastructures avec la création de la banque d'Algérie (1851), la construction des premiers grands barrages, le développement

des moyens de transports routiers puis ferroviaires. L'administration du territoire, elle aussi, se peaufine avec la création des Conseils Généraux.

La période du Second Empire est, par conséquent, une période de prospérité générale dont profite la colonisation.

- Si je comprends bien sous Napoléon III, le niveau de vie de la communauté européenne s'améliore. Mais qu'en est-il pour la population indigène ?

> *Pour la population indigène le bilan est plus mitigé : à deux reprises (1848/1851 - 1866/1868), elle subit les effets catastrophiques de la sécheresse, de la famine, des épidémies qui font près d'un million de victimes.*

Mais la politique à l'égard de cette population musulmane ne manque pas d'être originale. Sous l'influence de nombreux militaires, Napoléon III est convaincu de la nécessité de mettre en oeuvre une politique, non pas d'assimilation, mais d'association avec la société indigène. Cette conviction, il l'exprime, une première fois en 1863, lorsqu'il déclare « l'Algérie n'est pas une colonie proprement dite, mais un royaume arabe » .

- Napoléon III voulait-il sincèrement appliquer son programme ?

> *En 1865, il confirme son sentiment et annonce ses intentions : « la France n'est pas venue détruire la nationalité d'un peuple... je veux augmenter votre bien-être, vous faire participer de plus en plus à l'administration de votre pays comme aux bienfaits de la civilisation [...] ». Il résulte de cette volonté une série de décisions en faveur des populations arabes et kabyles.*

Les Conseils Généraux leur sont ouverts, la création des communes mixtes les associe à la gestion des affaires locales ; l'enseignement traditionnel est encouragé. Cette politique arabophile subit un coup d'arrêt en 1870 avec l'effondrement de l'Empire, salué avec joie par les milieux européens d'Algérie.

- Quelles sont les conséquences de l'effondrement du Second Empire en 1870 ?

> *Le passage du Second Empire à la IIIe République ne s'effectue pas en Algérie dans le calme. Profitant de la crise née de la défaite, les Pieds-noirs s'insurgent et menacent de faire sécession. L'ordre revient grâce à la décision du gouvernement de Gambetta de rétablir le régime civil et l'envoi de troupes par Thiers.*

Plus grave, éclate une insurrection des populations indigènes de Kabylie et du Hodna, suscitée avant tout par le retour du régime civil qui fait craindre une domination sans partage des colons. L'ordre n'est restauré qu'en 1872, suivi d'une très sévère répression, marquée notamment par la confiscation de 500 000 hectares.

Ces incidents maîtrisés, l'évolution ultérieure des affaires algériennes est surtout caractérisée par l'affirmation des pauvres de la société colonisatrice et la permanence des ambiguïtés, des fluctuations de la politique menée à l'égard de la société musulmane.

- C'est donc la fin d'un certain rêve pour les élites musulmanes qui ont pu penser faire jeu égal avec les Européens. Comment les colons vont-ils installer un pouvoir hégémonique ?

> *L'usage de la pression politique et la poursuite de la colonisation donnent à la société non musulmane (les colons européens et la communauté juive française depuis 1870) la capacité d'accéder à la direction effective du pays.*

Pour les colons, les responsables de la crise traversée par l'Algérie au début des années 70, sont les militaires dont il convient de réduire les pouvoirs. Pour ce faire, ils obtiennent, grâce à une représentation parlementaire, très active à Paris, que le territoire algérien soit assimilé à celui de la métropole, de façon à y mener une politique d'assimilation administrative.

- Concrètement comment va se traduire sur le terrain l'emprise des colons ?

> *Ainsi, à partir de 1871, les territoires d'administration civile sont progressivement étendus, pour atteindre, à la fin du siècle, une superficie de 105 000 km^2. Ils sont divisés en 261 communes de plein exercice et 75 communes mixtes. Les premières sont dirigées par des maires européens, les secondes par des administrateurs, le plus souvent civils.*

En 1900, le pouvoir des militaires est réduit à la direction d'une douzaine de communes dites indigènes et six communes mixtes. La quasi-totalité de la population en Algérie est ainsi passée sous administration civile. Dans le même temps, c'est un autre aspect de la politique d'assimilation administrative qui est mise en oeuvre, celle du système des rattachements qui veut que, désormais, les problèmes de l'Algérie ne soient plus traités par les services du gouvernement général, mais par les ministères parisiens, soumis à l'influence du lobby tout puissant des parlementaires algériens.

- C'est donc un système déséquilibré mettant en œuvre des réseaux, des sphères d'influence, qui se met en place. Certains sentent-ils le danger de la situation ?

> *Conscient du danger que ce système représente pour une direction équilibrée des affaires algériennes, Jules Ferry déclare: « [...] il est difficile de faire entendre au colon européen qu'il existe d'autres droits que les siens en pays arabe et que l'indigène n'est pas une race taillable et corvéable à merci [...].» Même si à la veille du XXe siècle, les gouverneurs généraux sont rétablis dans leurs pouvoirs, la mise en garde de J. Ferry ne sera pas entendue, d'autant que la colonisation a pris du poids, tant sur le plan démographique qu'économique.*

Avec la IIIe République et jusqu'à la veille de 1914, la colonisation vit son âge d'or. Elle reprend vigueur grâce à la relance de la colonisation officielle qui fait appel à l'immigration française (celle des Alsaciens-Lorrains et celle des viticulteurs du Midi touchés par le phylloxéra), grâce au développement de la colonisation libre et à l'afflux d'ouvriers agricoles, espagnols pour la plupart.

- Quelles sont les conséquences de l'augmentation du nombre des colons ?

> *Il résulte de cette politique de peuplement, une croissance régulière de la population d'origine européenne qui passe en soixante ans, de 1870 à 1930, de 240 000 à 880 000 individus. Dans le même temps, sa répartition géographique évolue dans le sens d'une urbanisation croissante : en 1930, les villes regroupent près des trois quarts de la population non musulmane. Oran et Alger sont devenues de véritables métropoles.*

- Existe-t-il un état d'esprit propre aux colons d'Algérie ?

> *Au sein de cette population, s'élabore progressivement une société animée d'un état d'esprit spécifique et agitée d'ambitions politiques. Face à la métropole, cette société se sent de plus en plus algérienne, ce qui signifie qu'elle se considère chez elle sur une terre qu'elle baptise de noms à consonance française et qu'elle jalonne de cimetières. Cette algérianisation est si forte qu'en 1898, Alger s'offre une émeute qui revendique l'indépendance. Revendication entendue à Paris, qui accorde au peuple des colons, une Assemblée élue (des délégations financières), et au territoire de l'Algérie, la personnalité civile dotée d'un budget spécial.*

11. Pressoir près de Bouzeguene (1960)

- Quelles sont les données économiques de la présence des colons ?

> *Parallèlement à cet effort de peuplement, la politique de récupération et d'acquisition de terres indigènes se poursuit. Vers 1930, ce sont ainsi 2,5 millions d'hectares qui sont aux mains de la population européenne. Sur ces terres, c'est une agriculture dynamique qui se développe. Elle gagne vers le sud, où la région du Sersou (autour de Tiaret) est mise en valeur. Elle se modernise dans ses structures ; vers 1930, on compte quelque 26 000 propriétaires dont 20% disposent de 75% du domaine européen. Couvrant 1,7 million d'hectares, la grande propriété devient une donnée essentielle de l'agriculture en Algérie.*

Enfin, les productions évoluent, aux céréales s'ajoute, à partir des années 1880, un vignoble destiné à compenser les dégâts opérés par le phylloxéra dans les exploitations viticoles du midi de la France. Agrumes et productions maraîchères complètent ce tableau qui fait de l'agriculture européenne en Algérie, une agriculture spéculative tournée vers le marché métropolitain.

- La détention des leviers économiques par la seule société européenne a-t-elle des conséquences pour la société musulmane ?

> *L'affirmation de la présence européenne a pour corollaire la transformation de la société musulmane qui est marquée par la colonisation. Elle est frappée de plein fouet par les effets de la colonisation ; elle se transforme, elle est soumise à des politiques fluctuantes, elle se réveille politiquement.*

- Quelle est l'évolution démographique et sociologique de la population musulmane ?

> *La société musulmane se transforme dans son nombre, ses structures, ses conditions de vie. La population croît de façon sensible mais irrégulière. Elle est forte de 2,7 millions d'individus en 1861 : ce chiffre s'abaisse à 2,1 millions en 1872, mais il atteint 5,5 millions en 1930.*

Sur le plan social, deux données s'imposent. Les élites traditionnelles de l'aristocratie et de la bourgeoisie disparaissent ; la grande majorité de la population reste d'implantation et d'activités rurales, mais ses modes de vie se modifient. Le nomadisme et le semi-nomadisme reculent avec la politique de cantonnement des tribus et de resserrement de leur territoire.

- Comment évoluent les conditions de vie de la population musulmane ?

> *Les conditions de vie ont tendance à s'altérer. Tout y contribue : le rapport population-terroir disponible s'est dégradé. Alors que la population s'accroît, l'enquête de 1917 montre que les superficies dont dispose le monde rural, se sont amenuisées : elles sont réduites à 6,4 millions d'hectares de terres privées auxquelles il faut ajouter 2,7 millions d'hectares de terres collectives. Ces terres sont cultivées par une majorité de petits propriétaires dont les exploitations n'atteignent pas, en moyenne, 4 hectares.*

À cela s'ajoutent des récoltes toujours aléatoires par suite des conditions climatiques marquées par la répétition des sécheresses. La misère dans les campagnes est une réalité qui explique l'apparition et le développement de phénomènes sociaux nouveaux tels que la prolétarisation d'une partie de la main-d'oeuvre agricole et de l'exode vers les villes et aussi vers la France.

- Quelle politique le pouvoir adopte-t-il vis-à-vis de la population musulmane ?

> *La politique menée à l'égard de cette société musulmane manque de continuité, mais non d'hésitations, voire de contradictions. Le pouvoir zigzague entre la politique d'assimilation et la politique d'association.*

- Qu'est-ce que la politique d'assimilation ?

> *De 1870 à 1898, la politique qui est mise en œuvre, est celle de l'assimilation, mais il s'agit d'une assimilation limitée. Sans entrer dans tous les détails, on peut donner deux exemples de ce refus de considérer les Musulmans comme des Français.*

Un premier exemple pris dans le domaine judiciaire où les membres de la communauté musulmane sont assujettis à un statut particulier dit de l'indigénat, qui implique notamment un régime spécifique de sanctions.

Autre exemple, celui de l'éducation : d'une part, les dispositions éducatives destinées à favoriser l'enseignement indigène et héritées du Second Empire sont progressivement rapportées, mais d'autre part, la politique scolaire voulue par J. Ferry est mise en oeuvre de façon timide.

En 1890, seuls 10 000 enfants musulmans sont scolarisés soit 1,9% de la population scolaire. Par la suite si des progrès sont réalisés, ils restent limités.

En 1930, 900 000 enfants sont en âge d'être scolarisés, mais 60 000 le sont effectivement. Dans les domaines de l'enseignement secondaire et supérieur, la présence musulmane est plus que réduite.

En 1914, on compte pour l'ensemble de la population musulmane 34 bacheliers et 12 licenciés : la médiocrité de ces chiffres est également à mettre au compte de la méfiance de la société musulmane à l'égard de l'éducation européenne et de ses conséquences sur la sauvegarde de la tradition.

12. Chez les nomades des Hauts Plateaux (1958)

- Vous parliez aussi de politique d'association. Qu'en est-il ?

> *À partir de 1901, changement de cap, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la politique dite d'association.*

L'objectif est de « faciliter l'évolution des Musulmans à l'intérieur de leur propre civilisation ». Mais les fruits de cette politique nouvelle sont maigres, notamment dans le domaine de la pratique politique. Seuls 5 000 électeurs musulmans peuvent participer à l'élection des 6 conseillers généraux musulmans. Ces hésitations et ces contradictions permettent de comprendre les réactions que l'on perçoit au sein d'une fraction de la société musulmane, celles d'un réveil politique.

- Si je comprends bien, on est alors à un tournant qui débouche sur une prise de conscience identitaire chez l'élite des Musulmans. Que demandent-ils ?

> *Ce réveil politique prend forme dès le début du XXe siècle : il est le fait d'une élite de citadins musulmans laïcisés et francisés qui fondent le mouvement des « jeunes Algériens » et revendiquent l'égalité politique avec les Français d'Algérie. Revendication modérée qui n'implique aucun rejet de la présence française.*

Ce loyalisme se retrouve à l'occasion de la première guerre mondiale : la

communauté musulmane répond doublement à l'effort de participation qui lui est demandé. Le recrutement militaire fournit 173 000 hommes dont 25 000 seront tués. À cette contribution militaire, il faut ajouter celle de 110 000 travailleurs venus apporter leur soutien à l'effort économique de la France. (Les Européens de leur côté perdront 22 000 hommes sur les champs de bataille).

- Au lendemain de la première guerre mondiale, comment réagit le pouvoir face aux aspirations de ceux qui ont été loyaux envers la France lors de ces années terribles ?

> *Au lendemain de la guerre, Paris estime donc nécessaire d'introduire en Algérie des réformes en faveur de la société musulmane. L'égalité fiscale lui est accordée et surtout sa situation politique est sensiblement améliorée. Ainsi, le nombre des électeurs musulmans aux Conseils Généraux passe à 100 000 et la représentation musulmane est accrue dans l'ensemble des assemblées du pays.*

13. Meule pour extraire l'huile des olives - Bouzeguene (1960)

Mais dans le même temps, un refus formel est opposé au monde politique musulman qui demande une représentation spécifique au sein du Parlement français. Pire, les lois sur l'indigénat sont rétablies.

- Dans le fond, alors que bon nombre de Musulmans algériens viennent travailler en France, rien ne change dans leur statut. Qui devient le porte-étendard des mécontents ?

> *La déception est vive dans les milieux musulmans. Elle donne naissance en 1924 au sein de la mouvance émigrée en France, avec le soutien du Parti Communiste, à un mouvement maintenant d'esprit radical « l'Étoile Nord-Africaine », rapidement pris en main par Messali Hadj. Des réactions se font également jour parmi les métropolitains conscients des problèmes : ainsi le Gouverneur-Général Violette affirme, en 1931, après son rappel à Paris, que si le pays devait rester le fief des colons, il serait perdu pour la France dans les 20 ans.*

- Est-ce à partir de cette période que l'on constate une montée des tensions ?

> *La période 1930-1954 correspond à une montée des tensions, due à l'accentuation des inégalités sociales et économiques. Ces tensions vont déboucher sur un divorce politique, car sur les deux plans des réalités sociales et des faits économiques, l'évolution des deux communautés est plus que jamais divergente.*

- Comment se répartit la population entre communautés en Algérie ?

> *L'écart de population se creuse : au ralentissement de la croissance démographique des populations non musulmanes s'oppose l'exubérance arabe et kabyle. De 1926 à 1954, l'immigration se tarit et le chiffre de la population européenne et juive ne progresse que très lentement : il passe de 833 000 à 984 000.*

Dans le même temps, celui de la population musulmane connaît une véritable explosion, passant de 5,1 millions à 8,7 millions, grâce à un taux d'accroissement annuel proche de 30%. Ce taux donne à la population algérienne musulmane un caractère d'extrême jeunesse ; 50% de cette population a moins de vingt ans.

L'évolution de la répartition et des structures de ces populations se fait également en sens opposé. 80% des Européens et des Juifs sont rassemblés dans les villes, notamment Alger et Oran, qui en absorbent 50%.

Au contraire, l'essentiel de la société musulmane, malgré un exode vers les villes, est toujours d'implantation rurale. Les campagnes, en effet, continuent à accueillir plus de 80% de ses membres. Les structures de la population active sont le reflet de cette situation. 85% de la population active européenne sont occupés par les secteurs d'activité du secondaire, et surtout du tertiaire. Ce pourcentage tombe à environ 20% pour la population active musulmane. Enfin, les niveaux de responsabilité complètent ce tableau des disparités. 93% des cadres supérieurs sont recrutés au sein de la population européenne, mais la communauté musulmane fournit 95% des manoeuvres employés par l'économie algérienne.

- Pourtant, il y a des colons à la campagne. Comment se présente l'évolution économique entre communautés ?

> *Dans le domaine économique, c'est à la même divergence d'évolution que sont soumises les deux communautés. Pour l'une comme pour l'autre, le secteur de production qui prédomine est celui de l'agriculture. Mais l'agriculture européenne et l'agriculture arabe ou kabyle sont sans commune mesure. Sur sa lancée, l'agriculture européenne poursuit la modernisation de ses structures, de ses méthodes et accroît ses capacités de production.*

La grande propriété l'emporte définitivement, elle contrôle 87% des terres exploitées par la paysannerie européenne et assure, à elle seule, 70% des revenus agricoles du pays. L'agriculture de la communauté musulmane fait pâle figure à côté. Faute de moyens, notamment financiers, elle continue à souffrir de ses archaïsmes. La petite exploitation reste de rigueur : les méthodes ne changent pas, la médiocrité des sols empire avec le développement de l'érosion. Il résulte de ces conditions une stagnation, voire une régression des volumes de production.

- Quelles sont les distorsions entre revenus ?

> *À la veille des événements, l'écart des revenus moyens agricoles s'est considérablement creusé. Pour l'agriculteur musulman, il atteint péniblement 22 000 F, tandis qu'il s'élève à 780 000 F pour l'agriculteur européen. Un mal social empire dans les campagnes arabes ou kabyles : le chômage qui frappe en permanence un million de ruraux. Le mal est d'autant plus irrémédiable qu'il concerne une population touchée par un analphabétisme qui ne recule que très lentement.*

- Comment résumeriez-vous la situation et le contexte ?

> *Malgré les progrès de l'enseignement primaire (le taux de scolarisation des enfants est passé à 15%), la plaie de l'analphabétisme touche encore 90% de la population musulmane.*

On ne peut que souscrire à l'analyse de Charles-Robert Ageron qui insiste sur la coexistence de deux Algéries économiques et sociales, l'une, moderne en voie de développement et d'enrichissement, l'autre, traditionnelle et archaïque, en voie de paupérisation.

La perception de ce dualisme par la communauté musulmane s'ajoute aux effets de l'émigration en France (deux millions d'hommes entre 1914 et 1954) et de ceux de la cohabitation dans les centres urbains avec la société européenne. L'état d'esprit de cette communauté se transforme progressivement, sous l'emprise d'une montée de plus en plus perceptible des convictions et des aspirations d'essence nationaliste.

- De telles différences entre communautés ne portent-elles pas en elles les germes d'un divorce profond ?

> *L'esprit nationaliste au sein de la société musulmane est une réalité dès la fin du XIXe siècle : c'est en 1895 que paraît à Alger, un ouvrage intitulé « l'Algérie libre ». Mais c'est entre les deux guerres que cet esprit prend son essor. L'émigration en France y participe avec la création en 1926, à Paris, de « l'Étoile Nord-Africaine » et en 1937 du « Parti Populaire Algérien ». Bien entendu, l'Algérie n'échappe pas à cette dynamique.*

- Est-ce à cette période que les religieux, représentés par les marabouts lors de la conquête, reprennent du service avec les Oulémas ?

> *1931 voit la naissance d'un mouvement d'inspiration religieuse et nationaliste, l'Association des Oulémas : sa devise est sans équivoque quant à ses convictions : « l'Islam est notre religion, l'Algérie est notre patrie, l'arabe est notre langue.» Ce sont ces oulémas qui vont, un peu plus tard, répondre à Ferhat Abbas, favorable à une politique d'assimilation : « cette population musulmane n'est pas de la France, elle ne peut pas être de la France, elle ne veut pas être de la France ».*

- Le mouvement des Oulémas est-il le seul, alors, à manifester des aspirations d'indépendance ?

> *1936 est l'occasion du regroupement des forces de revendication en Algérie. Les Oulémas, les jeunes Algériens et le P.C. organisent la réunion du Premier Congrès Musulman qui revendique le maintien du statut personnel musulman.*

Dans le même temps, le rejet du projet Violette est, pour l'élite musulmane algérienne et les jeunes Algériens, la source d'une profonde déception que Ben Djelloud, exprime d'une manière lourde de menace : « les Musulmans algériens se réserveront le droit de revendiquer autre chose ».

- La deuxième guerre mondiale, comme la première, n'a-t-elle pas accéléré la prise de conscience ?

> *La deuxième guerre mondiale imprime une impulsion nouvelle à l'esprit de revendication des milieux musulmans.*

Tout y contribue : la défaite qui entame le prestige de la France, l'effondrement de la IIIe République, remplacée par Vichy qui prend la décision, appréciée, d'abroger le décret Crémieux, une grave crise économique liée au déficit d'industrialisation du pays, le débarquement des Américains et leurs propos anticolonialistes, la demande faite aux deux communautés de participer au redressement des armes de la Métropole.

14. Labours à Aït Ferrach (1960)

C'est dans cette atmosphère que Ferhat Abbas rédige en 1943 « le Manifeste du Peuple Algérien » dans lequel il réclame, pour l'Algérie, la fin du régime colonial. Il est soutenu par les élus musulmans aux Délégations Financières qui exigent « la formation d'un État algérien démocratique et libéral, l'autonomie politique de l'Algérie en tant que nation souveraine avec droit de regard de la France...»

- Que fait De Gaulle face à la demande exprimée par ceux qui réclament la fin du régime colonial ?

> *La réponse de De Gaulle et du Comité Français de Libération est un élargissement des droits politiques de la Communauté musulmane, avec l'accès pour 65 000 électeurs musulmans au collège électoral français. Mais ce progrès est jugé insuffisant par les nationalistes qui fondent en mars 1944 « l'Association des Amis du Manifeste et de la Liberté » dont l'objectif est « de rendre familière l'idée d'une nation algérienne, et désirable la constitution*

en Algérie d'une République autonome fédérée à une République française rénovée...» Au Congrès de mars 1945, Messali Hadj est salué comme « le leader incontestable du peuple algérien ».

- Est-ce alors que le climat s'alourdit ?

> *Peu après, le climat dans le pays se détériore brusquement. Les ferments sont nombreux : l'effervescence au sein du Monde arabe, la montée de l'esprit de la décolonisation, la déportation de Messali Hadj, le bruit d'un soutien de Roosevelt à l'indépendance de l'Algérie.*

Du 8 au 15 mai 1945, la région de Sétif et de Guelma est secouée par une violente émeute armée au cours de laquelle une centaine d'Européens sont massacrés. L'ordre est rétabli au prix d'une sévère répression, qui fait officiellement 1 500 morts ; mais, selon toute vraisemblance, le bilan est plus lourd, sans pour autant atteindre 45 000 victimes, chiffre retenu par les autorités officielles de l'Algérie indépendante.

- Comment réagit le pouvoir pour calmer le jeu ?

> *Soucieux de calme, les milieux politiques parisiens accordent aux Musulmans du deuxième Collège, le droit d'envoyer au Parlement un nombre de députés égal à celui des Français du premier Collège mais repoussent toute discussion concernant le sort de l'Algérie. Pour les milieux politiques musulmans qui ne peuvent se satisfaire de la persistance du statu quo, c'est une déception supplémentaire qui renforce leur volonté d'action.*

1946 est par conséquent riche de créations de formations politiques musulmanes nouvelles. Ferhat Abbas fonde « l'Union Démocratique du Manifeste Algérien » et Messaii Hadj « le Mouvement pour le triomphe des Libertés démocratiques ».

- Le Parlement fait-il un effort pour assurer la représentativité de la communauté musulmane ?

> *Face à cette dynamique politique, le Parlement français élabore, pour l'Algérie, le statut du 20 septembre 1947 qui rejette tout à la fois l'assimilation et l'indépendance. L'Algérie est définie comme un ensemble de départements, auxquels sont reconnus la personnalité civile et l'autonomie financière. Elle est dotée d'un pouvoir exécutif confié à un Gouverneur Général assisté d'un Conseil de Gouvernement et surtout d'une Assemblée, où la représentation est dite « paritaire » : le 1er collège, fort de 464 000 électeurs européens et de 58 000 électeurs musulmans, y envoie 60 délégués ; le 2e collège, constitué de 300 000 électeurs musulmans, y désigne un nombre égal de délégués. Le statut ne satisfait aucune des deux communautés : les Européens le considèrent comme « déshonorant » et les Musulmans comme un « statut octroyé » sans pouvoirs réels autres que financiers.*

Plus grave, dès la première installation de cette instance représentative, l'administration en place s'emploie à faire élire ses candidats.

- Quelles sont les conséquences de cette mascarade dans la représentation démocratique ?

> *Ce comportement exacerbe les sentiments nationalistes et renforce la position du M.T.L.D. qui se dote, dès 1948, d'une « organisation secrète » (O.S.), chargée de préparer l'insurrection sous la direction d'Aït Ahmed et de Ben Bella. Démantelée par la police en 1950, l'O.S. est remplacée, en 1954, par un « Comité révolutionnaire d'Unité et d'Action » animé par l'aile radicale du M.T.L.D..*
>
> *À l'annonce de la défaite de Diên Biên Phu, la décision est prise d'accélérer la préparation de l'insurrection. En octobre 1954, les dirigeants du C.R.U.A. mettent en place le dispositif de l'insurrection. Le C.R.U.A. est dissout, remplacé par un mouvement politique, le F.L.N. et son armée l'A.L.N.*
>
> *La date de l'insurrection est fixée au 1er novembre.*

- Y avait-il eu des clignotants qui auraient pu mettre en garde le pouvoir politique ou celui-ci a-t-il été pris au dépourvu ?

> *Pour conclure, deux textes cités par Jacques Duquesne dans son ouvrage « Pour comprendre la guerre d'Algérie », qui montrent que les responsables politiques, tant en Métropole qu'en Algérie, n'auraient pas dû être surpris par l'explosion du drame de novembre 1954.*
>
> *« Il est à prévoir, et je le crois comme une vérité historique, que dans un temps plus ou moins lointain, l'Afrique du Nord, évoluée, civilisée, vivant de sa vie autonome, se détachera de la métropole. Il faut qu'à ce moment-là - et ce doit être le suprême but de notre politique - cette séparation se fasse sans douleur et que les regards des indigènes continuent toujours à se tourner avec affection vers la France. Il ne faut pas que les peuples africains se retournent contre elle. À ces fins, il faut dès aujourd'hui, notre point de départ, nous faire aimer d'eux.» Ces lignes ont été écrites le 14 avril 1925 à Rabat par le Maréchal Lyautey nommé Résident Général de France au Maroc.*
>
> *« Je vous ai donné la paix pour dix ans, mais il ne faut pas se leurrer. Tout doit changer en Algérie. Sinon cela recommencera.» Ainsi s'exprimait au lendemain des émeutes de Sétif, le général Duval, commandant la division de Constantine.*
>
> *1945 - 1954, dix ans ne s'étaient pas écoulés ! »*

*

* *

Lorsque les premiers attentats ont lieu en 1954, personne ne peut imaginer que commence un conflit qui va durer huit ans (1954-1962) et donner naissance :

- pour l'Algérie, à une nouvelle nation indépendante dont le sang sera l'élément fédérateur,
- pour la France, à une nouvelle République, dotée d'institutions stables.

Le prix sera cependant lourd :

- toute une génération d'hommes nés entre 1932 et 1940 passera la Méditerranée pour combattre. Vingt-cinq mille y perdront la vie.
- Les Européens d'Algérie, appelés les Pieds-noirs, (un million), quitteront leur pays, d'autres seront tués ou disparaîtront sur place. Les Harkis [1] et leurs familles, (par dizaines de milliers), seront massacrés au lendemain des accords d'Évian, d'autres plus chanceux devront s'exiler.

Fin 1954, alors que, de l'autre côté de la Méditerranée, apparaissent les premiers symptômes d'un conflit qui va se transformer en guerre, dans les Alpes, au pays du Mont Blanc, sous les Miages, les petits-fils d'Émile et Claire, comme les jeunes de leur âge, coulent des jours paisibles. Ils sont loin de se douter qu'ils vont être concernés par les événements qui vont bientôt faire la une des journaux.

1. Forces supplétives musulmanes aux côtés de l'armée française.

Sous les Miages : le temps de l'insouciance

Notre arrière-grand-père Jean-François Grandjacques (1829-1896), après avoir amassé un petit pécule en travaillant à Paris, abandonne les pentes de Saint-Nicolas de Véroce, berceau de la famille, pour s'établir en 1869 un peu plus bas aux Bernard. Avec sa femme, il y achète un terrain constitué de « *molies* »[2] qu'il va assécher en y construisant un réseau de drains en pierres avec l'aide d'ouvriers venus du Val d'Aoste. Il y batît un peu plus tard, en 1873, une maison aux dimensions imposantes qui abritera sa famille et le bétail de la ferme.

La même année, naît notre grand-père Émile (1873-1951) qui prendra plus tard la suite de l'exploitation familiale avec son frère puîné Joseph. Émile épousera Claire, une des plus solides parmi les trois sœurs de la famille Louvier qui travaille la terre aux Pratz. Les Bernard, alors, ne représente que quelques maisons éparpillées, disposées de part et d'autre du chemin remontant le Val Montjoie, tandis que les Pratz constitue un hameau de quelques fermes plus regroupées, placées sous la protection de la Vierge des Sept Douleurs à qui est dédiée la chapelle surplombant le village.

15. Mariage d'Émile Grandjacques et de Claire Louvier en 1902.

Les lieux vivent sous la domination glacée et souvent ouatée des Dômes de Miage qui surveillent la vallée depuis des temps immémoriaux. Ils sont là altiers, drapés de leurs habits d'apparat à la blancheur immaculée. Ils font face aux Aiguilles de Warens qui, à l'opposé, en sentinelles grises, montent la garde au dessus du verrou donnant accès à la haute vallée de l'Arve ; là convergent des masses neigeuses congelées qu'un miracle de la nature transforme en glaciers majestueux comme la Mer de Glace ou le glacier des Bossons que surplombent des aiguilles aux noms mythiques : les Drus, la Verte, le Plan, l'Aiguille du Midi…

Les Dômes de Miage eux, n'ont pas la puissance massive du Mont-Blanc du Tacul ou du Mont-Maudit, contreforts étayant le Mont-Blanc au nord-est. Ils jouent dans la catégorie de la grâce et de la distinction naturelle qui sied aux âmes bien nées, fières de leur filiation. Leur mère, la vertigineuse et élégante Aiguille de Bionnassay, est au service du seigneur des lieux. C'est pourquoi les Dômes soignent les apparences et la séduction. Leur arête sommitale laisse tomber vers la vallée, les manteaux blancs et translucides des glaciers de Miage, de Covagnet et

2. Terrain marécageux.

d'Armancette, tandis que leur croupe repose négligemment sur la Bérangère et minaude en ondulations figées et lascives.

C'est dans ce cadre enchanteur et sévère, sous le regard protecteur des Dômes de Miage, éclatants de blancheur ou voilés de nuages, que vont grandir les cinq enfants d'Émile et Claire. Leur vie sera ponctuée par le rythme des saisons. Ils passeront l'été à l'alpage des Rasses sur les pentes du Prarion où les ressources en fourrage compléteront celles de l'exploitation des Bernard.

L'aînée, Lucie (1903-1977) fut la première à se marier et épousa Abel Cruz-Mermy. Très tôt, dès 1926, ils s'installeront aux Pratz où ma tante reprendra l'épicerie de Stéphane, son oncle maternel. Lucie et Abel auront dix enfants, dont André, l'un des derniers. Je serai proche de lui, bien qu'il soit mon cadet de quelques années. Nos chemins se croiseront à La Roche, pendant un an durant nos études secondaires, mais surtout à Grenoble. Quelques années après notre retour d'Algérie, nous travaillerons en effet dans le même établissement industriel et poursuivrons simultanément des études supérieures qui ouvriront la porte à des postes à responsabilité. Pour nous aérer, pendant ces années où les loisirs sont absents de notre emploi du temps, nous irons nous ressourcer en gravissant ensemble les Dômes de Miage et le Mont-Blanc.

16. La famille de nos grands-parents en 1933. Bernard est sur les genoux de sa grand-mère.
De gauche à droite : Joseph, Abel, Lubin, François, Stéphane Louvier, Marcelle, son frère, Célina, Lucie sa fille, Eugène, Lucie. Les grands-parents entourent leur fille Régina, en religion, sœur Claire Émile.

François, (1905-1972), le second des enfants d'Émile, se maria en 1931 et s'installa quelques années plus tard avec sa femme Marcelle dans la vaste ferme familiale. Ils eurent sept enfants. Les deux premiers, Bernard et Roland, étaient un peu comme nos frères aînés. Bernard sera le premier à partir en Algérie.

Mon père Lubin (1911-1997), le dernier de la famille, se maria avec Andrée en 1936. Ils eurent neuf enfants et s'installèrent aux Pratz non loin de ma tante Lucie.

Pour toute la fratrie, les souvenirs de notre enfance ont pour cadre la maison des Pratz bien sûr et les relations quotidiennes avec notre tante Lucie chez qui, à tour de rôle, nous nous rendons, avec notre sac à provisions, faire les courses d'épicerie nécessaires à la vie d'une famille nombreuse. Quant à Alain et moi, c'est aux Bernard que sont nichés les meilleurs moments de nos jeunes années malgré les difficultés d'alors.

En effet, c'est là que nous trouvons refuge, lorsque la famille s'agrandit. Nous y montons aussi pour jouer, car aux Bernard, les espaces sont vastes, la forêt proche : nous avons tout loisir d'y construire des cabanes ou de faire du négoce avec des animaux fabriqués de pommes de terre et de brindilles de bois.

Nous jouons fréquemment dans une grange voisine du bâtiment principal dominant la bergerie. Dans cette grange, où repose une petite quantité de foin, a été construite une chambre dont le plafond de bois sert de plancher pour stocker divers instruments peu utilisés. Ce promontoire, auquel on accède par une échelle rustique assez courte, oblige les grimpeurs à un peu de gymnastique pour gagner les lieux en faisant un demi-rétablissement. Le petit jeu consiste, pour celui qui a réussi à se hisser le premier, à empêcher les autres de monter, quitte à les précipiter dans le foin en contrebas.

À l'occasion d'une hospitalisation de notre mère, en mai 1944, nous sommes aux Bernard et reprenons notre jeu favori. Bernard me précipite dans le foin qui s'est tassé. Je me reçois sur le coude droit, dans l'herbe sèche qui ne joue plus son rôle d'amortisseur. Je hurle de douleur. Mon grand-père, persuadé que je fais des manières, me bouge l'articulation, ce qui aggrave le traumatisme. Mon père, absent, ne rentre que tard le soir, alors que le coude enfle. Nuit blanche. Le lendemain, mon père me descend dans une charrette au Fayet où nous prenons le train jusqu'à Sallanches. Radio à l'hôpital : le radius est cassé, avec déplacement au niveau du coude. Pour réduire la fracture, je suis endormi à l'éther, ce qui ne va pas sans hurlements de ma part. Ma mère, alors immobilisée dans une chambre voisine pour une phlébite, plaint cet enfant qu'elle entend crier sans savoir qu'il s'agit de sa progéniture.

17. Mariage de Lubin et Andrée en 1936

Après quarante-cinq jours d'immobilisation, le plâtre est enlevé. Comme huit jours plus tard, mon coude, bloqué à quarante-cinq degrés, refuse toute mobilité, mon père me descend à nouveau à Sallanches et consulte le chirurgien. Celui-ci, après un bref examen, avant de nous renvoyer, affirme péremptoire :

- Il restera toute sa vie comme cela, ce sera ni le premier, ni le dernier !

Quelques jours plus tard, mon père me conduit à Annecy chez Corbet, un rebouteux de renom, qui plus est, soigne avec désintéressement. Celui-ci m'examine, me fait poser le coude verticalement sur la table qui lui sert de bureau. Sans rien dire, il force l'ouverture de l'articulation bloquée et indique à mon père pendant que je hurle :

- Je ne sais pas si vous en aurez le courage, mais voilà ce qu'il vous faut faire tous les jours, en faisant tremper le coude dans de l'eau chaude salée.

C'est ainsi que mon père promu kiné, insensible à mes pleurs, sauve la mobilité de mon l'articulation et que je tisse avec mon cousin Bernard, des liens solides et indélébiles.

Nous avons également des jeux moins innocents, car nous avions découvert dans la vieille ferme chez Damien, achetée par notre grand-père, inoccupée alors, des pétoires datant des campagnes napoléoniennes. Nous faisons la guerre avec ces armes plus hautes que nous, ce qui n'a pas été du goût de mon père qui, un jour, me surprend en train de viser Roland :

- Pan, Pan, tu es mort !...
- On ne vise jamais un homme, même avec une arme non chargée ou factice ! nous fit remarquer mon père, en nous faisant ranger nos mousquets.

Ce dernier faisait partie de cette génération aux idées simples, qui ne s'est jamais dérobée. Après sa démobilisation en 1940, très tôt, il choisit le camp de la résistance, de façon naturelle, en hébergeant à la maison des réfractaires aux S.T.O.[3] envoyés par les Pères Jésuites de Fleurs des Neiges et en ravitaillant, avec son frère Joseph, les hommes du maquis, installés dans l'alpage de famille aux Rasses ou au Say au-dessus du Champel. Le maquis avait été créé par Henri Baud qui fit carrière dans la préfectorale et Julien Viallet dont la famille paya le prix fort pour son engagement : sa sœur fut déportée et son beau frère fusillé. Tous les Viallet durent quitter le pays pour échapper au même sort. Mon père avait cependant horreur des armes à feu, sachant ce qu'elles représentaient. Gamins, nous n'avons plus jamais joué avec des fusils.

C'est à cette époque que je prends conscience de l'existence de l'Algérie dans des conditions bien particulières. Notre arrière-grand-père, côté maternel, avait quitté les Monts des Pierres-Dorées, pour s'installer à Alger dans les années 1880. Il y fit connaissance, à cette époque, de notre arrière-grand-mère Joséphine dont j'imagine la famille, fuyant l'Alsace plutôt que de passer sous le joug prussien, après le désastre de la guerre de 1870.

Notre grand-mère maternelle Pauline, naquit à Alger en 1886 et gagna Paris à l'âge de vingt ans, pour y travailler comme fleuriste. Elle se maria, eut deux enfants avant de mourir en 1918, emportée par la tuberculose comme son fils, dix années plus tard. Notre mère, eu égard aux mesures prophylactiques de l'époque,

---

3. Instauré par le régime de Vichy en février 1943, à la demande de l'Allemagne nazie et dans le cadre de la collaboration d'État, le Service du Travail Obligatoire prévoyait initialement l'envoi d'un million et demi de travailleurs français en Allemagne. 700.000 Français iront finalement travailler en Allemagne dans le cadre du S.T.O., qui fut très impopulaire et conduisit de nombreux Français à entrer dans la Résistance.

fut placée en orphelinat dès l'âge de trois ans et y resta jusqu'à sa majorité. Pour des raisons obscures, elle perdit le contact avec sa famille maternelle et retrouva après son mariage, peu avant la guerre de 39/40, une tante qui vivait à Alger. Elle entretint, avec tante Blanche, quelques relations épistolaires décousues.

Pendant la guerre, il y avait pénurie de chaussures et nous allions à l'école avec des galoches aux semelles de bois. Notre grand-tante d'Alger travaillait à l'enregistrement et son mari aux Chemins de Fer Algériens, (il fut un temps en poste à Orléansville). Pleine de bonnes intentions, elle m'avait envoyé, en 1943, une paire de chaussures rouges, produit introuvable par ces temps de restrictions. Dans l'esprit de mes parents, celles-ci devaient servir, par la suite, à mes frères. Mon manque de soin pour mes beaux souliers fut source de conflit et de reproches. Par souci de tranquillité, j'ai préféré reprendre mes galoches et n'ai jamais eu de sentiments de reconnaissance envers ma grand-tante, qui pourtant avait pris soin de ma personne.

18. Notre grand-mère Pauline, née à Alger en 1886

Pendant mes études secondaires, je survole, comme tout le monde, l'A.F.N.[4], l'A.O.F.[5], L'A.E.F.[6], toutes ces régions où flotte le drapeau français. Pendant cette période de pénurie où les enseignants qualifiés sont en nombre insuffisant et les moyens matériels font défaut, l'histoire est étudiée sans esprit critique, dans des manuels anciens, transmis entre élèves d'une année à l'autre.

Le régime colonial est alors présenté, selon les clichés du moment, comme un système apportant à des peuplades plus ou moins incultes et parfois barbares, les bienfaits de notre civilisation. Personne ne peut alors se douter que nous assistons à la fin d'une époque.

L'Algérie, dans cet ensemble, a une place particulière : elle est présentée comme terre française dans nos manuels d'histoire. Alger n'avait-elle pas été la capitale[7] de la France libre en 1943 ? Les Européens et Musulmans d'Algérie n'avaient-ils pas constitué une bonne partie des troupes qui s'illustrèrent à Cassino, à Garigliano ou qui débarquèrent en Provence ?

---

4. Afrique Française du Nord comprend le Maroc, la Tunisie, l'Algérie.
5. Afrique-Occidentale Française : organisation coordonnant sous une autorité unique la pénétration française à l'intérieur du continent africain. À l'origine, constituée des colonies de la Côte-d'Ivoire, de la Guinée, du Sénégal et du Soudan, puis comprenant le Dahomey, le Niger, la Mauritanie, plus tard la Haute-Volta.
6. Afrique-Équatoriale Française : organisation ayant compris le Gabon, Moyen-Congo, Oubangui et Tchad.

Quand ont lieu les premiers attentats qui marquent le début de la guerre d'Algérie, le 1er novembre 1954, Alain et moi sommes internes, lui à Annecy, occupé à préparer son B.E.I. d'électricien, moi à La Roche, dissertant avec difficulté sur Platon, Aristote ou Spinoza alors que Bernard, plus âgé, vient de terminer son service militaire depuis avril 1954 et qu'André, le plus jeune des quatre, est lui aussi interne et prépare son B.E.P.C. à La Roche, dans un établissement voisin.

Je ne garde aucun souvenir précis du début de cette insurrection, occultée, sans doute encore, par l'onde de choc du désastre de la chute de Diên Biên Phu, intervenue quelques mois plus tôt, le 7 mai 1954.

Roland qui, début 1954, peu de temps avant l'insurrection du 1er novembre, s'était engagé pour deux ans dans la Marine, est le seul des cinq qui ne partit pas en Algérie. Quant aux quatre autres, Bernard, Alain, André et moi, nous nous sommes retrouvés le fusil à la main, malgré l'éducation reçue de nos parents. À leur exemple cependant, nous avons fait notre devoir. Alain y perdra la vie.

Avant d'évoquer le séjour de chacun sur la terre d'Afrique, faisons plus particulièrement connaissance d'Alain en famille et de sa passion pour la montagne. À travers ses courriers, nous découvrirons plus tard sa personnalité attachante.

19. Alain et ses petites sœurs en 1954
De gauche à droite : Marie-Claire, Marie-Céline, Agnès et Odette

7 « La première séance du Comité français de Libération nationale (C.F.L.N.), créé le 3 juin 1943, eut lieu le 4 juin à Alger, sous la coprésidence du général de Gaulle, représentant les Français de Londres, et du général Giraud représentant ceux d'Alger.
Le C.F.L.N. se comportera comme s'il était le gouvernement reconnu de la France. Pendant la même période, le C.F.L.N., grâce notamment à Giraud obtient des Américains la formation de quatre divisions blindées (dont celle de Leclerc qui débarquera en Normandie) sur douze divisions françaises. Les corps expéditionnaires représentent 256 000 hommes. Celui d'Italie est confié au général Juin, et une deuxième armée est mise sur pied sous le commandement du général de Lattre de Tassigny qui doit débarquer en Provence. Développant une esquisse politique extérieure indépendante, le C.F.L.N. se proclame, le 26 mai 1944, gouvernement provisoire de la République française.» Encyclopaédia Universalis.

A la rencontre d'Alain et la montagne

Avec Alain nous avions seulement quatorze mois d'écart. Nous aurions pu passer pour des frères jumeaux. Pendant longtemps bien des saint-gervolains nous ont confondus. Lorsque Alain vient au monde, le 4 février 1938, il est le second de notre fratrie qui s'agrandira au fur et à mesure des années : les filles[8] feront nombre égal avec les quatre garçons lorsqu'Alain aura quatorze ans. Joannes que tout le monde appellera Jo ou Jojo, à qui il écrira de Kabylie, est le troisième.

Pendant notre petite enfance, l'ambiance à la maison n'est pas de tout repos. Les occasions de dispute entre les quatre garnements rapprochés ne manquent pas. Les jeux de mains sont monnaie courante et donnent lieu à des empoignades systématiques. Alain n'est pas de reste et a souvent l'initiative dans ce domaine : notre mère, souvent débordée, ne sait pas comment calmer les ardeurs de ses jeunes trublions et doit, malgré sa petite taille, recourir à la manière forte.

En 1949, Alain rentre en 6e comme interne à Moulins[9], à Saint-Michel. Il bifurque par la suite sur le technique en 1951, époque où il rejoint, toujours comme interne, l'E.C.A. à Annecy. Il y préparera et obtiendra en 1956, un diplôme de C.A.P. et B.E.I. de monteur et installateur électricien.

La coupure d'avec le milieu familial et la vie en groupe, doublée d'une discipline imposée et stricte, contribuent à forger son équilibre. Il garde cependant un caractère marqué, corrigé par une grande générosité et une grande attention aux autres.

Pendant ses études, ses résultats sont très honorables et corrects grâce à un travail assidu, régulier et méticuleux, allié à une bonne mémoire. Ses capacités de raisonnement logique lui permettent d'appréhender facilement les mathématiques et la technique. Ces qualités font de lui un joueur redoutable aux dames.

À l'issue de ses études, il est engagé comme électricien, en novembre 1956, à l'usine de Chedde, où il travaille jusqu'à son départ sous les drapeaux fin février 1958. Il effectue les premiers trajets à bicyclette. Il achète bientôt une Vespa 150 pour la conduite de laquelle il faut un permis de conduire. Il prépare celui-ci avec l'aide de son cousin Bernard qui, à l'époque, roule en moto. Alain utilise ce dernier moyen de locomotion pour gagner l'usine, même pendant l'hiver, et se protège alors du froid et du vent en glissant des journaux sous sa canadienne.

---

8. Sans compter Marie-Josèphe, née le 14.09.1945. Décédée le 19.10.1947.
9. En 1949, époque difficile, après la guerre, comme quatre autres familles de St-Gervais, nos parents avaient tenté un retour à la terre à Saint-Léopardin d'Augy (Allier). Notre père y avait acheté une ferme avec son frère Joseph. Notre famille y passera l'année 1949, avant de revenir à St-Gervais. C'est la raison pour laquelle Alain comme moi, faisons notre rentrée à Moulins.

Bien que titulaire du permis de P.L., il n'a pas eu le temps de développer ses talents de chauffeur. Les quelques téméraires qui ont eu l'occasion de rouler en voiture avec lui, conservent un souvenir inquiet de ses dons en la matière. Il faut dire qu'il avait obtenu son permis P.L. en bluffant l'examinateur. Avec ma complicité, il se présente, à l'examen du permis, au volant d'un Berliet 5 cylindres, chargé à bloc de dix tonnes de chaux, destinées à Chedde. Très impressionné par la dimension du camion et du chargement, l'examinateur hésite d'abord à monter dans la cabine. Puis il s'enquiert des connaissances et aptitudes du candidat à conduire un tel véhicule. Finalement, devant l'air assuré et confiant d'Alain, il ne lui fait faire que cent mètres et lui donne le permis sur le champ.

20. Retour de la réfection du refuge Vallot vers 1941. De g. à d.: Lubin, Joseph Nicoud, Joseph Rastello (?), Élie Nicoud.

Dès notre adolescence, nous sommes séduits par la montagne. Nous chaussons les crampons pour la première fois, le 20 juillet 1952, en gravissant les Dômes de Miage dans la cordée conduite par notre père. Celui-ci, avant et pendant la guerre, avait été porteur et même guide, à une époque où les diplômes dans ce domaine n'avaient pas cours. À ce titre, il avait conduit des clients vers les sommets. Des années plus tôt, comme porteur, il avait transporté sur ses épaules, les matériaux destinés à la construction du vieux refuge des Conscrits et ceux nécessaires à la rénovation du refuge Vallot.

Bernard et Roland sont également de l'équipée des Dômes. Un mois plus tard, en leur compagnie, je fais une première tentative de l'ascension du Mont-Blanc. Un an plus tard, notre père nous conduira Alain et moi au sommet. Alain y remontera souvent. C'est Émilien Tuaz et notre père Lubin qui nous initient à la même époque, au rocher et à l'art du rappel, à Clocher Clocheton à Chamonix.

21. En descendant du Mont Blanc. De gauche à droite : Lubin, X, Georges Montéssuit, Y, Mme Micheline Goguel, André Chappeland. 1935 (?).

Pendant les années 1952 et 1953, nous passons la totalité de l'été au Nid d'Aigle pour assurer, ensemble, le ravitaillement des refuges de l'Aiguille du Goûter et de Tête Rousse, gérés, le premier, par Louis Viallet, ami des parents, le second, par Jeannot Crevola, épaulé par Louis Comte. Bernard Tridondani seconde Louis Viallet au refuge du Goûter.

Il n'y a pas d'hélicoptère pour assurer le transport. Par contre, deux câbles, l'un

reliant le Nid d'Aigle à Tête Rousse, l'autre Tête Rousse à l'Aiguille du Goûter, permettent d'acheminer, dans des conditions rustiques, les denrées alimentaires, les combustibles, en fait tout ce qui est nécessaire pour restaurer les alpinistes. Ceux-ci sont déjà nombreux à fréquenter les deux refuges situés sur la voie royale conduisant au Mont-Blanc.

Il faut donc, en dehors des boîtes de conserve stockées en début de saison, alimenter les refuges en produits frais tels que pain, viande, boissons, œufs,... pour être en mesure de servir des repas dont le nombre est conditionné par la météo.

À chaque câble, est accrochée une benne, sorte de caisse rudimentaire formée de planches à claire-voie. Cette benne est tractée par une « *cordine* », c'est-à-dire un câble plus fin, enroulé ou déroulé sur un treuil. Pour éviter à la « *cordine* » d'avoir une flèche trop importante et de traîner sur les rochers, des galets indépendants roulent sur le câble porteur et accompagnent le filin.

Pour faire fonctionner l'installation, une équipe de trois servants est nécessaire. Sur la plate-forme du haut, un premier est chargé du moteur ou des freins, tandis que l'autre pose ou enlève les galets, selon que la benne descend ou monte. Enfin sur la plate-forme du bas, un troisième, responsable du chargement ou du déchargement, coordonne le départ ou l'arrivée. Les coups donnés sur le câble, à l'aide d'une barre, selon un code approprié, remplacent les moyens de communication qui font défaut : il n'y a en effet ni liaison à vue, ni téléphone, ni radio.

22. Les quatre cousins devant les Dômes de Miage. 1952
De gauche à droite : Bernard, Claude, Roland et Alain

Comme à Tête Rousse, la plate-forme d'arrivée depuis le Nid d'Aigle et celle du départ vers le Goûter sont éloignées l'une de l'autre et situées à des niveaux d'altitude différents, il faut, à dos d'hommes, acheminer à nouveau les marchandises pendant un long trajet, dans des conditions harassantes. Ces bennes, qui servent au transport des marchandises, sont utilisées à plusieurs reprises pour descendre des alpinistes blessés ou décédés en montagne.

Nous passons donc nos journées à la gare supérieure du T.M.B.[10]. C'est bercé par les à-coups des pistons du train à vapeur, somnolant sur les banquettes ou assis sur la plateforme à marchandises que, quotidiennement, nous gagnons notre aire de travail ou redescendons vers la vallée.

10. Tramway du Mont-Blanc.

Chaque soir, nous commandons chez des commerçants répertoriés, les courses listées par les gardiens des refuges. Ceux-ci griffonnent sur un papier leurs besoins, confiés à une boîte placée dans la benne. Le matin, nous prenons livraison des commandes préparées et les acheminons jusqu'à la gare du T.M.B. avant de prendre le train.

Depuis le terminus du train jusqu'à la plate-forme de départ, nous transportons les marchandises à dos d'homme. Dans la benne, celles-ci côtoient les sacs à dos des alpinistes quand ceux-ci préfèrent grimper les mains dans les poches et payer, en arrivant à Tête Rousse, une redevance calculée d'après le poids des sacs.

Comme le fonctionnement de la plate-forme du Nid d'Aigle ne réclame qu'une personne, nous assurons cette tâche à tour de rôle, ce qui ne soulève aucune difficulté, car nous faisons bourse commune. Celui qui en est libéré, soit accompagne des touristes racolés à l'arrivée du T.M.B. pour les conduire, moyennant finance, jusqu'au glacier, soit assure occasionnellement des courses comme porteur ou participe à des caravanes de secours.

C'est à cette période, qu'un soir, une heure avant le départ du T.M.B., une alpiniste du dimanche se rend compte, alors qu'elle bavarde avec les membres du groupe avec qui elle vient d'aller à Tête Rousse, qu'elle a oublié au refuge son sac à main. Alain qui est dans les parages, l'entend se désespérer. Notre bon samaritain lui fait décrire son sac et le lieu où elle l'a oublié. Après avoir, bien entendu, convenu du montant de la course, notre nouveau Saint Bernard court, à toutes jambes, en direction de Tête Rousse. Dans le groupe, les paris vont bon train. Le contrôleur siffle le départ. Le train commence à entreprendre la descente sans Alain qui matériellement ne peut effectuer, en une heure, l'aller et retour Tête-Rousse-Nid d'Aigle. Juché sur la plate-forme, un peu inquiet, je scrute le ballast et les rails. Alors que le train est à mi-parcours du trajet de descente vers le Mont Lachat, j'aperçois mon frère courant à grandes enjambées, le long des rails. Sous les applaudissements du groupe, il rattrape le train bien avant le Mont Lachat.

23. Fête des guides 1956. De droite à gauche : Robert Gonzeth, Alain, Hubert Tuaz, Jean Déchosal.

Sous le poids du givre accumulé, le câble du deuxième tronçon se rompt pendant l'hiver 53/54 et n'est pas réparé. Le premier tronçon fonctionne encore en 1955. En fin de saison, un incident met un terme à cette exploitation sommaire. Un cinéaste de renom vient de faire charger dans la benne, sacs à dos et matériels pour le tournage

24. Alain descendant du Mont-Blanc en 1957

d'un film. Le tout progresse normalement vers Tête-Rousse quand, aux deux tiers du parcours, lieu où la pente est la plus prononcée, le moteur cale sous l'effet d'une charge à déplacer, dépassant les capacités de ses maigres chevaux. La benne part en arrière à vive allure. Pour stopper sa course folle, l'un des opérateurs met une barre de fer en travers des rayons du treuil. Cette manœuvre bloque bien la benne de façon brutale, mais son contenu, projeté dans les airs, se fracasse sur les rochers en contrebas.

À la suite de la rupture du câble du deuxième tronçon, à partir de l'été 54, Alain assure seul, pendant l'été, le ravitaillement, à dos d'homme à partir de Tête Rousse jusqu'au Goûter pour le compte de Louis Viallet. Il fait, si nécessaire, deux tours par jour en emportant de 25 à 30 kg de charge sur son *« rèfle »* [11]. C'est pendant cette période qu'un jour, alors qu'il traverse le grand couloir avec sa charge, il attrape, par les vêtements, un alpiniste qui, sans lui, faisait une glissade jusqu'à la rimaye.

En juillet 1956, Hubert Tuaz, un des meilleurs guides d'alors, emmène un groupe de jeunes au Mont-Blanc. Alain l'accompagne comme porteur. Au retour de la course, les deux cordées sont bloquées à Vallot par le mauvais temps qui s'installe. Ils restent ainsi près de deux jours sans pouvoir sortir ni donner de nouvelles. Dans la vallée, les parents des jeunes commencent à s'inquiéter. À la maison, l'ambiance n'est pas à la sérénité. Et voilà que, pendant que les naufragés du froid se morfondent dans le refuge en aluminium qui est une vraie glacière, ceux-ci voient s'engouffrer dans le refuge deux alpinistes, couverts de glace et de givre, qu'ils n'ont pas reconnus de suite. C'est le guide René Broisat et sa cliente qui, surpris eux aussi par le mauvais temps, sortent de la Noire de Peutrey, une course vertigineuse et très difficile située côté Italie, qu'ils ont gravie par un temps épouvantable. Ce dernier ne veut pas s'arrêter à Vallot et propose à Hubert Tuaz de quitter les lieux, se faisant fort de trouver le chemin du retour, malgré le brouillard épais qui sévit. Tout le groupe se prépare : Hubert marche en tête et René se place en dernier et, de là, donne et corrige la direction à suivre. Dans la descente du Dôme du Goûter, ils croisent une caravane de secours, venue à leur recherche et formée à la demande

25. Alain au retour de sa course du Mont-Blanc en juillet 1956

11. Armature en bois, en forme de L, munie de bretelles pour transporter les charges.

pressante des parents des jeunes. René Broisat trouvera la mort, trois semaines plus tard, le 13 août 1956, avec cette même cliente, lors de l'ascension des Drus, et Hubert, l'année suivante le 9 août 1957, en gravissant l'Aiguille des Pèlerins.

26. Alain en 1957

L'endurance et la force d'Alain n'ont d'égales que sa volonté exceptionnelle. Dans l'été 56, il participe à l'évacuation d'un blessé qu'il faut descendre par l'Aiguille du Goûter, à l'aide d'un cacolet. Il enfile son harnachement dans lequel prend place la victime qui a la jambe cassée. Assuré par les guides qui font partie de l'expédition, il descend le blessé, sur le dos, jusqu'à Tête Rousse, en refusant de se faire remplacer.

Il participe à plusieurs caravanes de secours. Ensemble, nous en improviserons une en transportant bénévolement un skieur qui s'était cassé la jambe sur la Mer de Glace, en descendant la Vallée Blanche. Les amis du skieur sont allés chercher au refuge du Requin, la perche sous laquelle le skieur doit prendre place dans le hamac prévu à cet effet. Comme les membres du groupe ont des difficultés non seulement à mettre en place la toile à sac, la perche et le skieur, mais surtout, par la suite, à coordonner leurs pas en assurant le portage, nous proposons de les remplacer. Nous assurons la tâche jusqu'au Chalet du Chapeau. Une fois dans la vallée, nous avons toutes les peines du monde à récupérer nos skis, confiés à des membres du groupe qui ont filé tranquillement sans se préoccuper de leur camarade.

Alors qu'il travaille à Chedde, Alain est obligé de limiter ses sorties en montagne, car le travail hebdomadaire est réparti sur six jours et les vacances sont limitées à quinze jours. Comme il tient à sortir malgré tout, il propose à son frère Jo de lui prêter sa Vespa si, en échange, ce dernier l'accompagne en montagne. C'est dans le cadre de ce marché bien particulier que Jo effectue l'ascension de la Nord de Tré la Tête.

27. Alain (à droite) avec deux copains de l'ECA et Claude. Photo prise en 1956 depuis « Chez la tante ».

Alain est par ailleurs un grimpeur en rocher accompli. Râblé, doté d'une force peu banale dans les doigts, un brin casse-cou, il arrive à sortir des passages ardus. Pendant deux ans, lors de la traditionnelle fête des guides, avec d'autres guides, il fait des

démonstrations d'escalade sur le rocher récemment aménagé au Fayet.

Les derniers jours de décembre 1956, Alain fait partie de la caravane qui, depuis Saint-Gervais, se prépare, à pied, à porter secours à Vincendon et Henri, les jeunes naufragés du Mont-Blanc. Le départ est annulé, car une autre caravane de secours est annoncée : elle doit s'envoler depuis Chamonix, en hélicoptère. L'appareil finalement se crashe en dessous du Dôme du Goûter, à proximité des deux jeunes en grand état de faiblesse. Les secouristes vont redescendre le pilote. Les jeunes mourront de froid et d'épuisement dans la carlingue de l'hélicoptère. À la suite de ce drame, les secours en montagne sont réorganisés et naît P.G.H.M.[12].

C'est à ce moment que je pars faire mon service militaire à Briançon d'où je suis, dans la presse, l'évolution de ce drame qui a secoué Chamonix et Saint-Gervais. J'avais, en effet, arrêté mes études, en juin 1955, pour travailler dans l'entreprise familiale de transports. Je passe mon temps sur les routes au volant des camions et ne me préoccupe pas trop de ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée jusqu'à mai 1956, date où mon cousin Bernard est rappelé et part en Algérie.

Sur fond d'évocation historique, il va nous livrer son témoignage. Ce sera ensuite mon tour, avant de découvrir la vie militaire en Grande Kabylie à travers le courrier d'Alain. (1° partie : dans les djebels). Cette partie fait revivre l'aspect opérationnel en Algérie.

Les 2e et 3e parties se déroulent également dans le djebel en Grande Kabylie mais dans un cadre différent : l'action *« pacification »* (vocabulaire de l'époque) de la S.A.S., à l'exception du témoignage d'André, dernier à partir, qui raconte son séjour en terre kabyle au 7e B.C.A. au moment où le pays accède à l'indépendance.

28. Alain. Photo d'identité, 1955

29. Nos parents en 1956

12. Implanté depuis 1958 dans les vallées de Chamonix et depuis octobre 2001 à Annecy, le Peloton de Gendarmerie de Haute Montagne, qui comprend maintenant une vingtaine de pelotons spécialisés, a pour vocation d'assurer le secours sur l'ensemble des massifs montagneux du pays.

1ère partie

Dans les djebels

30. Évacuation d'un blessé le 26 mars 1958 dans le Djebel Assès. (33 fellaghas tués, 3 prisonniers, 26 armes récupérées. Le 3e Bataillon du 5e Étranger déplore le décès de l'adjudant-chef Mix ainsi que 4 blessés).

avec Bernard, Claude et Alain

Carte de l'Algérie en 1929

Extrait de la carte « *Afrique nord-ouest* » dressée, héliogravée et publiée par le Service Géographique de l'Armée en 1929,

Ministère des Travaux Publics et des Transports. Archives de l'Institut Géographique National, Ech. 1 / 5 000 000e

Carte de l'Algérie en 1954, Historia Magazine du 22.09.1971, N° 194, p.33, d'après Michelin

Carte de la Grande Kabylie et du Sud Algérois

Extrait de la carte Michelin - Aut. N°0511397 © Michelin et Cie, Algérie - Tunisie, 1960

Evocation historique 1954-1956

Le 1er novembre 1954, les premiers attentats (attaques de postes de polices, assassinats ponctuels et incendies etc..) feront six morts européens et deux musulmans. Ils avaient été préparés pour éclater avec simultanéité, de façon à frapper l'opinion. Ce sont les roulements de tambours des gardes champêtres qui précèdent l'avis à la population. Dès le lendemain est diffusée une proclamation *« Au peuple algérien et aux militants de la cause nationale »* informant la population de la création d'un Front de Libération Nationale (F.L.N.) ayant pour objectif *« la restauration de l'État Algérien, souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamistes [...] ».*

Ces actions atteignent partiellement leur but, sans pour autant inquiéter outre mesure le pouvoir d'alors : René Coty à l'Elysée, Pierre Mendès France à Matignon et François Mitterrand à l'Intérieur. Ces derniers, en réplique, se contentent de dissoudre le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D.), et d'envoyer des troupes en renfort. En effet, l'adhésion populaire à ce mouvement n'est pas au rendez-vous. Mais le contexte international est porteur : défaite de la France en Indochine, promesse d'une évolution vers l'autonomie pour le Maroc et la Tunisie.

Si, à ses débuts, l'insurrection ne mobilise que quelques centaines de militants agissant dans la clandestinité, principalement dans l'est du pays surtout dans les Aurès, le conflit change de tournure avec les massacres perpétrés en août 1955, qui donnent lieu à une répression aveugle.

Le 20 août 1955, Zighoud Youcef, membre du F.L.N., soulève des milliers de paysans algériens qui envahissent et prennent d'assaut des villes du Nord-Constantinois, Philippeville, Jemmapes, Catinat, Constantine... et tuent sur leur passage. À la mine d'El-Halia, c'est l'horreur : les familles qui n'ont pas eu le temps de se barricader sont massacrées. Les renforts ne trouvent qu'une poignée de survivants. La tuerie fait 71 morts européens et une centaine de Musulmans francophiles. La haine appelant la haine, l'armée, appuyée par des milices européennes, frappe à son tour côté algérien. Le bilan est lourd : les chiffres, comme en 1945, sont incertains. Officiellement 1 200 victimes. Le F.L.N. parle de 12 000.

Les massacres de Philippeville créent l'irréversible. L'Algérie s'installe dans la guerre. Le Gouvernement, fin août, se donne les moyens militaires pour faire face :

- il conserve la durée légale du service militaire à 18 mois, mais en prolonge sa durée au-delà de la durée légale (A.D.L.). Les classes sous les drapeaux feront entre 29 et 32 mois,
- il envoie des renforts en Algérie comme la 27e D.I.A. qui arrive en Algérie dès septembre et s'installe en Grande Kabylie.

Du côté des partisans de l'indépendance, ce n'est pas la vague déferlante portée par le souffle des aspirations nouvelles. Pour le F.L.N., il s'agit cependant de s'imposer et de contrebalancer l'influence de la France sur la population. La crainte et la terreur sont des moyens privilégiés pour faire pression et recruter ou obtenir des fonds. Ainsi :

- le 30 octobre 1955, le F.L.N. donne comme consignes aux Musulmans de : *« Ne plus boire, ne plus fumer, ne plus s'amuser.»* (les contrevenants auront le nez, les lèvres, la langue ou les oreilles coupés, quand ils ne seront pas égorgés, découpés ou pendus).[13]
- 10 janvier 1956, à Oued-Amizour, à quelques 25 km au sud de Bougie, il massacre plus d'un millier de Musulmans (hommes, femmes, enfants) sur ordre d'Amirouche parce que le Douar Ioun Dagen a accepté de fournir quelques Harkis à l'ex-sénateur Ourabah (Cf Historia, La guerre d'Algérie N°228, p.1030). Dans son livre *« Autopsie d'une guerre »*, Ferhat Abbas, fait allusion à cette tuerie du village Dagen près d'Oued-Amizour, ordonnée par Amirouche et condamnée, au même titre que les événements du 20 août, par le Congrès de la Soummam : *« Ce village hostile au F.L.N. avait été encerclé de nuit et tous ses habitants passés par les armes.*

13. À Bouzeguene, en 1960, je verrai régulièrement à la S.A.S. un Kabyle du nom de Boubeka qui avait subi ce châtiment : son nez avait été coupé. Ses fosses nasales étaient apparentes.

Au lendemain de cette triste nuit, appelée la nuit rouge de la Soummam, un vieux Kabyle en fit le reproche à Amirouche » ; *« Nous avons raison de châtier les traîtres, répondit Amirouche, Dieu est avec nous.»* Et le vieillard de répliquer : *« Si tu continues dans cette voie, il ne restera en Algérie, que toi et Dieu !»*

Guy Mollet, qui vient d'être nommé à la tête du nouveau Gouvernement, se rend à Alger le 6 février 1956, bien décidé à entamer des négociations avec les rebelles. Il est accueilli par une foule pied-noir qui le bombarde de tomates. Il se fait alors sa religion par une enquête de huit jours sur le terrain à l'issue de la quelle il présente un rapport aux députés et décrit l'action des rebelles en ces termes : *« [...] L'action des rebelles se développe principalement sur le plan*

- *politique où ils exploitent les thèmes élémentaires et à résonance profonde du nationalisme et de l'émancipation des peuples arabes [...]*
- *et psychologique à base de mesures brutales et voyantes : embuscades et massacres d'Européens isolés qui tendent à ruiner la croyance en la force française, exécutions quasi rituelles et sanctions barbares qui font peser sur la population musulmane une terreur qui la contraint à devenir souvent complice...»*

Alors que le Gouvernement est issu du Front Républicain - alliance de circonstances entre certains partis de gauche (S.F.I.O., le Parti radical), la majorité de l'U.D.S.R. (avec François Mitterrand mais sans René Pleven et quelques républicains sociaux (ex-R.P.F.) dont Jacques Chaban-Delmas),- la Chambre lui accorde le 12 mars 1956, à une écrasante majorité avec le vote des communistes, (455 contre 76) des pouvoirs spéciaux. Ce vote aboutira concrètement à :

- donner plein pouvoir à l'armée pour mater la rébellion et le terrorisme d'où création de tribunaux militaires qui auront à connaître des actes de terrorisme...et création de zones interdites avec évacuation des populations regroupées dans des camps d'hébergement,
- envoyer systématiquement le contingent en Algérie ainsi que les réservistes des classes 51 à 54 qui sont rappelés sous les drapeaux.

Alors qu'en mars 1956, le Maroc et la Tunisie accèdent à l'indépendance, le F.L.N. de son côté, s'affirme. Le 20 août, il définit la plateforme de son organisation, lors de son congrès de la Soummam, tenu à Ighbal près d'Akbou en Kabylie. Un document volumineux, adopté par les congressistes, définit la ligne de conduite de ce parti hégémonique :

- primauté du politique sur le militaire,
- primauté de l'intérieur sur l'extérieur.
- monopole de la représentativité. Le F.L.N. s'attribue, de façon exclusive, la légitimité de parler au nom du peuple algérien ou de le représenter pour négocier la paix. Cette position de principe explique les luttes fratricides entre le F.L.N. et le M.N.A..

Le 9 octobre 1956 - Guy Mollet lance un appel pour un cessez-le-feu en Algérie.

Quelques jours plus tard, le 22 octobre 1956, l'avion transportant du Maroc au Caire, les chefs de l'État-major F.L.N., Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf (futur Président, qui sera assassiné), Mohamed Khider (Assassiné à Madrid en 1967), Lachref et Hocine Aït Ahmed, est intercepté par l'Armée de l'air. Ce rapt, contraire au droit international, embarrasse le Gouvernement qui ne peut que l'entériner.

11 décembre 1956 - Le général Salan prend le commandement de la 10e division militaire : l'Algérie.

En outre, des évènements majeurs secouent alors le monde occidental, soumis à la pression des blocs. En effet, Nasser en nationalisant le canal de Suez le 13 juillet 1956 prend alors, de fait, le leadership du monde arabe. Cette initiative va conduire Israël, l'Angleterre et la France à lancer une opération militaire contre l'Égypte, la France voyant dans cette opération un moyen d'affaiblir le raïs qui officiellement encourage la rébellion. Cette expédition tourne court suite à la pression des Américains et de l'URSS et aboutit à l'effet inverse à celui recherché : le corps expéditionnaire franco-anglais, qui a sauté sur Port-Saïd, est obligé de rembarquer le 22 décembre.

Il est vrai qu'alors, l'URSS ne fait pas dans la dentelle : à Budapest, le 4 novembre 1956, les divisions soviétiques répriment dans le sang l'insurrection hongroise réclamant depuis le mois d'octobre, l'organisation d'élections libres : 28 000 morts.

Chap.1 - Bernard et les rappelés artilleurs (1956)

31. Bernard en 1956

« Après avoir effectué 18 mois de service militaire d'octobre 1952 à avril 1954, je viens de me marier et ma femme attend notre premier enfant. Alors que je travaille à l'usine de Chedde, je reçois ma convocation début mai 1956 : je dois rejoindre Montélimar. Comme mes camarades du coin dans la même situation, je ne me presse pas pour partir.

Finalement, après différentes relances par la gendarmerie, nous nous regroupons et partons en chemin de fer. À Grenoble où nous devons changer de train, nous nous joignons aux manifestants qui bloquent les voies. Finalement, les C.R.S. nous embarquent de force dans le train.

Après ces péripéties, je rejoins ma future unité à Montélimar où vont être constituées deux batteries d'artillerie composées de réservistes. Nous n'avons aucun professionnel de l'armée pour nous encadrer et la batterie dans laquelle je suis affecté est commandée par un capitaine, dans le civil, curé à Montbrison (petite ville près de Saint Etienne).

Après avoir embarqué à Marseille, nos deux batteries débarquent à Bône. Dans ce port, nous chargeons nos véhicules sur le train, et de là, par chemin de fer, nous gagnons Constantine. Nous y restons une journée avant de repartir, toujours en train, pour Bordj Bou Arréridj. Nous y séjournons quatre jours, le temps de faire une première opération. Ensuite nos deux batteries se séparent. La mienne gagne, toujours par le train, Sidi Moussa, petite bourgade agricole à 20 km au sud d'Alger.

Mes camarades artilleurs et moi sommes affectés dans un premier temps à la protection de la ferme d'un colon produisant des agrumes. Un peu plus tard, nous irons protéger la ferme d'un autre colon au Rocher Noir, petite bourgade en bord de mer, à 50 kilomètres à l'est d'Alger. Cette ville aujourd'hui Boumerdes, deviendra en 1962 le siège du Gouvernement provisoire. Ce colon veut bien de nous mais ne nous donne pas d'eau. Nous nous branchons directement sur la conduite de son château d'eau, ce qui nous vaut de partir, dès le lendemain, à une centaine de kilomètres de là dans le secteur de Bouira.

32. Une partie de la batterie autour du capitaine qui célèbre la messe

Nous rejoignons cette région, fin juillet 1956, de nuit, en convoi, en suivant

33. Premier atterrissage sur l'aérodrome tout neuf de Bir-Rabalou

la nationale 8 qui emprunte le Col des Deux Bassins. Nous nous installons dans différentes villes : Tablat, Bir-Rabalou à proximité d'Aïn Bessem, pays où Ferhat Abbas avait, je crois, une pharmacie, Beni Slimane, Souk El Arba.

Nous sommes voisins dans ce secteur du 9e R.I.C. constitué lui aussi de rappelés, originaires de la région parisienne. Cette unité qui est chargée alors de la protection de la voie ferrée et de la route Alger - Constantine, a établi le P.C. de son Bataillon à Beni Amrad, dans les gorges du même nom, au nord de Palestro. Une de leurs sections est tombée dans l'embuscade sanglante du 18 mai 1956, lors d'une mission de reconnaissance, à quelques kilomètres des gorges. Ce furent les premiers rappelés à tomber et ce drame fit grand bruit en France à cause des atrocités qui accompagnèrent leur mort.

Leur section composée de vingt et un « *marsouins* »[14], dont quinze pères de famille, était commandée par le sous-lieutenant Artur et crapahutait dans un massif tourmenté. Elle cherchait à gagner le Col d'Ouled Djera et venait de faire halte dans le village du Douar Amal quand elle est tombée dans une embuscade montée par les hommes du commando F.L.N. Khodja. Lors de l'engagement, cinq militaires furent faits prisonniers et seize hommes dont le sous-lieutenant succombèrent. Leurs corps furent retrouvés affreusement mutilés. Une opération menée par le 1er R.E.P. et le 20e B.P.C. permit de neutraliser une partie de la bande rebelle qui s'était réfugiée dans des grottes et de libérer un des deux prisonniers détenus. Un autre prisonnier trouva la mort pendant l'engagement, trois autres furent portés disparus et ne furent jamais retrouvés.

34. Scènes d'opérations

Notre batterie participera à toutes les opérations du secteur ainsi qu'à une opération de deux jours dans les Gorges de la Chiffa entre Blida et Médea. Il nous est arrivé aussi de monter la garde pour protéger des puits de pétrole situés au nord-ouest de Sidi Aissa.

Un mois avant mon retour en novembre 1956, comme il y avait pénurie de main-d'œuvre dans les mines, les mineurs de fonds furent libérés par anticipation. À ce titre, dans une unité voisine, huit rappelés avaient pris place dans un convoi à destination d'Alger pour regagner la France. Le convoi tomba dans une embuscade qui fit une vingtaine de morts.

14. Militaire de l'infanterie de marine

35. Bernard et ses camarades de batterie

Les rappelés mariés dont je faisais partie, furent libérés un peu plus tôt que les célibataires. C'est ainsi que je suis rentré en France, fin décembre 1956, avant mes camarades, peu de temps avant la naissance de ma fille qui est née le 8 janvier 1957.

Aucun de mes camarades de batterie ne manquera à l'appel.

*
* *

En 1956, peu de temps avant que mon cousin Bernard ne mette le pied sur la terre d'Algérie, débarque en Oranie, venant d'Indochine, le 5e R.E.I., le Régiment du Tonkin, créé le 25 novembre 1930. Je vais être affecté dans cette unité, en octobre 1957. Ce régiment, dès son arrivée sur le sol algérien, est en butte aux menées du F.L.N..

Les troupes de l'A.L.N. s'entraînent, alors, dans des camps basés au Maroc et en Tunisie. Elles passent ensuite les frontières à l'Est et l'Ouest de l'Algérie, ce qui explique la violence et l'intensité des accrochages durant les années 1956 et 1957. Les combats sont également violents dans les Aurès et en Kabylie *(Cf. chap.4.1)*.

Courant 1957, après quelques essais, une haie électrifiée, doublée d'un réseau miné, est construite près de Marnia, à la frontière marocaine, sur une dizaine de kilomètres. Ce réseau, jugé satisfaisant, sera prolongé par la suite.

Il en est de même du côté tunisien où, en quelques mois, en 1957, va s'étendre, sur plus de 200 km, un autre barrage électrifié et miné : la Ligne Morice. Celle-ci sera encore renforcée au nord de Souk Ahras, par la ligne Challe en 1958.

Après la mise en place des barrages, la nature des combats changera. Les troupes de l'A.L.N., basées à l'extérieur, auront de grandes difficultés à pénétrer sur le territoire. Lorsqu'elles y parviendront, elles seront vite repérées et souvent anéanties. Cependant, dans le premier semestre 1958, des tentatives de passage en force auront lieu, côté tunisien. À cette occasion, se livreront les combats les plus rudes de la guerre d'Algérie.

Côté Maroc, les accrochages seront, à partir de fin 1957, moins sévères, à cause de l'efficacité des barrages, sans aucun doute et, peut-être, parce que Boumediene qui commandait les troupes de ce secteur, voulait conserver cette force intacte. Elle lui servira, après l'indépendance, à prendre provisoirement le pouvoir, par les armes.

L'efficacité des barrages et les opérations menées par le général Challe en 1959 (voir plus tard) asphyxieront l'A.L.N. de l'intérieur et seront la clé de la réussite des opérations menées sur le plan militaire.

Au 31 décembre 1957, soit deux années à peine, après son arrivée, les pertes du 5e Étranger s'élèvent à 90 morts, (2 Officiers, 14 sous-officiers, 18 caporaux, 56 légionnaires) auxquels il faut ajouter 177 blessés. Les tableaux ci-dessous, bâtis à partir du Mémorial du Régiment, donnent un aperçu des principaux combats livrés par le 5e Étranger en 1956 et en 1957 et des pertes des deux côtés.

1956	**Lieu**	**Tués**	**Prisonniers**	**Armes prises**	**Morts**	**Blessés**
20/03	Nédroma	6		7 armes		
20/03	Djerf-Toumaï				1[15]	
06/04	Beni-Mishel	28		27 armes	7	4
10/04	Beni-Mishel	71		23 armes	8	12
18/04	Village Tient	43		28 armes dont 1 F.M.	2	
10/05	Djebel Tiona	15		8 armes		
16/05	Bréa	17		8 armes		
25/05	Felfela	16		8 armes	1	
06/06	Nedroma	6		5 armes		
07/06	Dj Tarasmont	4		4 armes		
25/06	Sud Turenne	2	18	23 armes		
15/07	Filaoussen	36		21 armes dont 1 F.M..	4	16
22/07	Djebel Khoun	30		10 armes dont 1 F.M..		
14/08	Moutas	28				
23/08	Tadjera Barhal	19				
14/11	Si Ameur	25	9	18 fusils, 1 mortier, 2 F.M., 4 P.M.		
08/12	Djarf el Eugab	40		40 armes dont 2 F.M.	4	
Total		**559**	**46**	**439**	**43**	**79**

1957	**Lieu**	**Tués**	**Prisonniers**	**Armes prises**	**Morts**	**Blessés**
15/01	Douar Kreane	21		21 armes		
26/01	Djorf el Bellel	92	8	43 armes dont 1 F.M.	7	9
15/02	Djebel Nékrif	28	1	22 armes dont 1 F.M.	2	5
20/03	Djebel Keskas	12		8 armes		
04/04	Djebel Mmelal	18	1	12 armes	1	2
20/04	Fillaoussene	75	75	45 armes	6	21
25/05	Azails	14	3	13 armes	3	2
13/06	Sidi Mammar	55	3	42 armes dont 1 F.M.	7.	7
13/09	Djebel Morsott	39		27 armes	2	6
28/11	Bou Kiou	13		12 armes dont 1 F.M.	.	1
Total[16]		**540**	**109**	**492**	**47**	**98**

15. Capitaine Cozette, tué au combat le 20 mars 1956, premier mort du 5e Etranger en Algérie.
16. « Total » est le « bilan » annuel et ne correspond pas à la somme des colonnes : le Mémorial ne faisait pas état de tous les combats et tous ceux y figurant n'ont pas été repris.

Chap.2 - Claude et la 4e Cie du 5e Etranger (1957-1958)

2.1 - du 15/9 R.I.A. au 5e R.E.I. (1957)

Quand Bernard revient au pays, je reçois ma convocation. Je suis affecté au 15/9 R.I.A.[17] à Briançon où j'arrive le 4 janvier 1957. Je fais alors connaissance avec la vie de chambrée qui ne me dépayse pas trop, après l'expérience des dortoirs en internat. En revanche, être ramené, bien souvent, au rang d'un numéro matricule me pose plus de difficultés d'adaptation personnelle.

Heureusement, l'ambiance entre alpins est sympathique : les marches ou les sorties à ski, avec armement, n'ont pas leur pareil pour forger l'esprit de camaraderie. S'y ajoutent, comme pour toutes les unités, les corvées de pluches, les gardes, les marches aux pas cadencés, les présentations d'armes, les alignements de la droite vers la gauche, etc…

Début mai, après avoir passé, un peu plus tôt, à Clermont-Ferrand, un examen d'entrée aux E.O.R., je quitte Briançon pour Saint-Maixent-l'Ecole. Mes camarades de section, eux, embarquent à Marseille pour rejoindre le secteur de Boghni en Grande Kabylie. Certains ne reviendront pas, en particulier un de mes camarades de chambrée, Poisson Raymond, tué dans une

36. Le lieutenant de Longueau donne lecture du récit de Camerone le 30 avril 1958.

37. Avec les Alpins du 15/9 R.I.A., marche dans le Briançonnais en février 1957.

17. Régiment d'Infanterie Alpine.

Evocation historique 1957

Le conflit algérien cause des ravages dans la classe politique et plonge nos institutions dans un état de déliquescence complet. Pour le comprendre, il suffit de regarder le spectacle de la valse de nos Gouvernements, à la merci des votes sanctions de l'Assemblée Nationale.
Les Présidents du Conseil se succèdent avec difficulté laissant des périodes sans gouvernement. Cette instabilité conduira aux évènements du 13 mai 1958. Ainsi :

17.06.54	05.02.55	Pierre Mendès-France
17.02.55	18.02.55	Christian Pineau
23.02.55	29.11.55	Edgar Faure, renversé le 29.11.55, dissout l'Assemblée Nationale. Le 24.01.56, les électeurs envoient au parlement une majorité de gauche. Montée du Poujadisme.
01.02.56	21.05.57	Guy Mollet.
12.06.57	30.09.57	Maurice Bourgès-Maunoury
17.10.57	18.10.57	Antoine Pinay
22.10.57	28.10.57	Guy Mollet
05.11.57	15.04.58	Démission Félix Gaillard. (Suite affaire Sakiet).
14.05.58	28.05.58	Pierre Pflimlin

Pendant que la classe politique se déchire, au cours de l'année 1957, des combats ont lieu partout, et avec un acharnement particulier, dans certains secteurs tels que El-Milia au Nord-Est de Constantine, dans l'Ouarsenis au Nord de Tlemcen...

Les troupes françaises sont engagées contre deux maquis, ceux du F.L.N. et ceux du M.N.A., ces deux derniers se livrant également, entre eux, une lutte fratricide. Même entre français, c'est déjà le déchirement : le 16 janvier, à l'Etat Major d'Alger, a lieu un attentat contre le général Salan. Il en sort indemne mais son chef de cabinet, le commandant Rodier est tué.

C'est au cours de cette année que le D.P.U. (Dispositif de protection Urbaine) d'Alger avec le colonel Godard et le capitaine Léger, met au point une stratégie diabolique visant à déstabiliser le F.L.N.. Au cours des interrogatoires, la manière forte n'est pas toujours utilisée car les interlocuteurs français laissent comprendre qu'ils savent tout au sujet des maquis et laissent traîner habilement de faux documents compromettant des cadres du F.L.N. censés travailler pour l'armée française. Ils proposent, *« à leur tour »*, à ces prisonniers qu'ils relâchent *« eux aussi »* de travailler pour l'armée.

Ces derniers, une fois dans les djebels, s'empressent de dénoncer les traîtres. Ces soi-disant traîtres, sous les sévisses des tortionnaires du F.L.N., avouent n'importe quel forfait et dénoncent à leur tour d'autres camarades. Ce système, ajouté aux discordes déjà existantes au sein du F.L.N., décimera certaines willayas : 3 000 morts en willaya III, en Grande Kabylie. Plus de cinq cents morts en willaya IV de l'Algérois.

Au cours de cette même année 1957, en juillet, prés d'Aïn Boucif dans le sud Algérois, le colonel Si Chérif de la willaya VI et 330 rebelles se rallient à la France. Si Chérif rejoindra la France en 1962 avec certains de ses hommes.

embuscade[18] qui fit sept morts et quinze blessés. J'ai appris sa mort récemment en lisant « *Au pays de la soif et de la peur. Carnet d'Algérie 1957-1959* » de Jean Faure. Ce dernier, parti de Briançon deux mois plus tard, en juillet 1957, a publié les notes qu'il avait prises en Kabylie : elles sont criantes de vérité et font revivre l'enfer auquel ont été soumis les Alpins du 15/9 dans cette période.

Mon séjour à Saint-Maixent, alors usine à former des officiers, me donne l'occasion de retrouver, le premier soir au rapport, un camarade de classe de Thonon que je n'avais pas vu depuis 1949, Louis Bondaz, et de nouer connaissance avec un autre Savoyard Bernard Métral. Nous ferons ensemble quelques sorties entre copains dans les environs.

Les cinq mois de formation passent rapidement. Fin septembre sont proclamés les résultats. Les mieux placés obtiennent le grade de sous-lieutenant, grade auquel est lié un traitement alors que les aspirants ne perçoivent qu'un pécule d'argent de poche.

Dans un amphi sont affichées les places disponibles dans les différentes unités. Chacun, à tour de rôle, en fonction de son rang de sortie, peut choisir. Il y a un premier choix à blanc, avant le choix définitif le lendemain.

Lors du premier essai, je choisis une affectation au 6e B.C.A.. Le lendemain, j'ai quelques hésitations en entrant dans l'amphi. En effet, la veille, j'avais remarqué que des places étaient proposées à la Légion étrangère. Or, j'avais eu pour instructeur, un officier du 1er R.E.P., le lieutenant Armand que j'avais beaucoup apprécié pour sa droiture, sa réserve et la clarté de son enseignement sans fioriture.

Mon tour vient. Je constate que, parmi ceux qui semblaient les plus militaristes et bûchaient dur pour obtenir un bon rang de sortie, personne ne se précipite pour choisir la Légion. Je n'arrive pas à prendre de décision. Je prends alors une pièce de monnaie : pile les Chasseurs, face la Légion. La face de cette pièce de monnaie va me faire plonger dans un univers sans équivalent et tellement attachant.

À la sortie de l'amphi, les officiers instructeurs ayant servi à la Légion, réunissent, autour d'un toast accompagné de champagne, ceux qui avaient choisi cette formation. Ils nous donnent quelques conseils, avant de nous souhaiter bonne chance.

- Ne vous faites pas de soucis, avant de vous donner une section, votre commandant de compagnie vous gardera avec lui quelque temps. Vous aurez ainsi la possibilité de vous familiariser avec le terrain et les hommes avant d'avoir des responsabilités.

Adieu Saint-Maixent ! Je rejoins Marseille, après m'être procuré la ficelle rayée à mettre sur les épaules. Il me faudra quelques jours pour perdre le réflexe du

18. le 25 novembre 1958.

salut aux sous-officiers. On n'efface pas d'un seul coup, neuf mois d'une discipline tatillonne destinée à forger les caractères.

J'embarque sur le « *Sidi-Bel-Abbes* » au son du Boudin, sans savoir si je dois ou non rectifier la position en entendant, pour la première fois, ce que mes camarades de traversée me signalent être l'hymne de la Légion.

Après notre arrivée à Oran, nous gagnons Arzew, petite bourgade en bord de mer, à quarante kilomètres plus à l'est. Pendant huit jours, avec une trentaine de mes camarades, nous suivons un stage de formation au C.I.P.C.G.[19]. Ce centre avait été créé à l'initiative d'anciens officiers qui avaient survécu, quelques années auparavant, à l'enfer des geôles du Viêt-minh. Ils nous parlent en connaissance de cause, pour l'avoir vécu dans leur chair, des méthodes utilisées par l'adversaire et essayent d'inculquer, aux jeunes novices que nous sommes, leur analyse de la situation. Ils nous donnent un aperçu des théories de Clausewitz qui inspirent ce type de guerre.

- Vous êtes engagés, nous disent-ils, dans une guerre subversive. Rien à voir avec une guerre classique. C'est une guerre sans nom, aux méthodes éprouvées par le passé, perfectionnées et corrigées par les théoriciens marxistes-léninistes. Elle inspire ici ceux dont l'objectif est simple : mettre la France dehors.

  Quels sont les ingrédients de la guerre subversive ? Un liant : l'idéologie, en l'occurrence ici l'indépendance ; une dose de subversion consistant à désorganiser le plus possible : sabotages, attentats, lutte armée,... un produit alimentaire de base : la terreur pour faire basculer la population et couper les liens avec la France présentée comme l'occupant ; des condiments tels que propagande intérieure et extérieure, prise en main administrative du pays organisé en Wilayas (département), subdivisées elles-mêmes en mintakas (zones), puis en nahias (régions), enfin en kasmas (secteurs)…

Les instructeurs ne se contentent pas d'argumenter, ils étayent, soit par l'image, soit par des documents. Ils donnent comme exemple l'ordre écrit, au printemps de 1957, par le C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution), première direction centralisée du F.L.N., intimant aux responsables des wilayas de brûler tous les villages qui ont demandé la protection de la France, et *« d'abattre tous les hommes âgés de plus de vingt ans qui y habitent.»*

Le contenu de ce stage éclaire d'une lumière crue les méthodes d'en face, sans apporter de réponse aux interrogations qui sont les nôtres depuis le début de l'année, époque où a commencé la Bataille d'Alger. En effet, le terrorisme et les attentats qui jusque là sévissent dans les campagnes, se sont déplacés également vers le milieu urbain en particulier Alger.

Pendant que je faisais mes classes et que j'étais à Saint-Maixent se déroulait la

19. Centre Interarmes de Préparation à la Contre-Guérilla.

bataille d'Alger, menée par le général Massu qui commandait la 10e D.P. composée du 1er R.E.P. du colonel Jean-Pierre, du 1er R.C.P. du colonel Fossey-François et du 3e R.C.P. du colonel Bigeard. Le tout représentait 4 600 parachutistes qui revenaient de Suez où ils avaient été largués sur Port-Saïd et obligés de faire demi-tour.

Massu, le 7 janvier, avait reçu pleins pouvoirs pour éradiquer le terrorisme à Alger, alors que, quelques jours plus tôt, le F.L.N. avait lancé son nouveau slogan *« Qui n'est pas avec nous est contre nous.»* et avait décidé de faire une démonstration de force pour la fin du mois, en décrétant une grève générale.

Dès le 8 janvier, les paras investissent la Casbah à 3 heures du matin, et arrêtent 1 500 suspects, (collecteurs de fonds, etc.). Leurs investigations permettent de remonter la filière des poseurs de bombes. Avec détermination, ils brisent également la grève prévue en fin de mois.

Trois mois plus tard, le 31 mars, la 10e D.P., qui déplore deux tués et cinq blessés, avait arrêté 1827 membres du réseau terroriste d'Alger et saisi 812 armes, 88 bombes, 200 kg d'explosif et 166 grenades.

Des universitaires, des intellectuels, des membres du clergé et des notables (Témoignage Chrétien, l'abbé Pierre, Vercors, René Capitan etc…) s'élèvent contre les méthodes employées, la torture, pour obtenir les renseignements et empêcher les terroristes de semer la mort. Ils s'indignent de certaines bavures.

Le terrorisme, dans le cas des attentats à Alger, nous en étions conscients, avait pour objectif de chasser les Européens, ce qui dans une logique de recherche d'indépendance, pouvait peut-être se comprendre : le slogan initial des années 1954 n'était-il pas *« la valise ou le cercueil »* ? Mais à quelle logique obéissait le massacre des Musulmans entre eux, symbolisé par le drame de Mélouza qui s'est produit pendant que j'étais à Saint-Maixent ?

Car alors, même entre partisans de l'indépendance, il faut choisir le bon camp : les rivalités intestines F.L.N. – M.N.A. ont fait des ravages sanglants en Métropole et en Algérie. Le F.L.N. qui finalement s'imposera comme parti unique et le restera après l'indépendance, ne reculait devant aucune extrémité pour asseoir son hégémonie.

En mai 1957, il alla jusqu'à égorger les 300 hommes du douar de Melouza partisans du M.N.A.. Ce massacre, qui fit plus de bruit que celui de la nuit rouge de la Soummam d'Oued-Amizour, début 1956, avait été relaté largement dans la presse et fit perdre alors, pendant quelques temps, tout visage humain au F.L.N. dans l'opinion internationale.

Puis l'opinion oublia. Cette tuerie, exploitée par les services d'action psychologique, devait m'influencer, comme bien d'autres, et m'avait persuadé, à cette époque, du bien-fondé de l'engagement de notre armée.

J'ignorais alors le détail de ce massacre dont j'ai pu reconstituer le déroulement en me documentant dans les Numéros consacrés à « *La Guerre d'Algérie* » par Historia Magazine (*Cf.* p.1031).

Melouza est un village perdu de Petite Kabylie au sud du Djurdjura. Il est situé au sud du Djebel Choukchot, dans un coin aride et inaccessible représentant alors, cependant, un intérêt stratégique : c'était un des points de passage à cheval entre la Petite et la Grande Kabylie, pour le ravitaillement des différentes wilayas.

La population y est disséminée et vit pauvrement sur une terre désertique et tourmentée. Ce douar faisait partie de la Wilaya 3 d'alors, commandée par le chef F.L.N. Mohammedi Saïd qui localement était représenté par le capitaine Arab.

La population de cette région, composée par des Beni-Illmenane, était contrôlée jusque là par le M.N.A. de Bellounis. Or, un des habitants du village de Melouza fut à l'origine du rapprochement de Bellounis avec les troupes françaises par l'intermédiaire du patron du sous-quartier du secteur, le capitaine Combette. En effet Bellounis, dont le maquis était en butte aux attaques à la fois du F.L.N. et des troupes françaises, avait fini par conclure un pacte de non-agression envers notre armée pour se consacrer à la lutte anti-F.L.N..

38. Bellounis dit Olivier.
(Cf. sous chapitre 2-3, les combats du Bou Khaïl).

Les succès de cet accord fragilisèrent localement les structures et les troupes du F.L.N. et scellèrent le sort du village. Dans la nuit du 28 mai, à 2 heures du matin, le village de Melouza où vivaient 700 personnes, est encerclé par deux ferka (sections) tandis que deux autres ferka pénètrent dans le village au petit jour et surprennent les messalistes qui n'ont pas eu le temps de se défendre.

Les 301 hommes sont regroupés un peu plus loin au village de Mechta-Kasbah, petit hameau situé un peu plus haut, où ils sont exécutés à coup de crosse, au couteau, à coup de pioche, au fusil.

Le message est clair pour ceux qui se trompent de camp.

Je ne savais pas, alors, que le drame de Melouza était lié à Bellounis, dont j'ignorais même l'existence, et que cette tuerie allait renforcer la détermination de ce dernier. Ses hommes allaient être équipés et entraînés par les troupes françaises, le 11e Choc, et allaient croiser la route de l'unité à laquelle je serai affecté.

Préparés psychologiquement à notre future mission, nous quittons Arzew après une semaine de cours où alternent, le jour, cours théoriques et séances

d'entraînement au tir instinctif, et la nuit, jappements pleureurs des chacals qui pullulent dans les forêts voisines.

Pendant notre formation, j'avais fait la connaissance d'un collègue affecté à Sidi Bel Abbès. À l'issue du stage, je décide de partir avec lui et de faire une halte dans cette ville, berceau de la Légion, où nous arrivons un samedi après-midi par le train.

Nous trouvons le gîte au quartier Vienot sans difficulté. Pour le couvert, nous décidons, au diable l'avarice, d'aller au mess des officiers. Nous n'avions à nous mettre qu'une tenue de laine kaki, un peu froissée, et surtout, nous n'avions pour couvre-chef qu'un calot aux couleurs de la Légion ce qui, sur place, faisait un peu militaire d'opérette : en effet en Algérie, les légionnaires et l'encadrement portaient le képi. Nous convenons de nous présenter au mess des officiers, en civil. Je sors de mon sac marin, les seuls vêtements disponibles : un pantalon défraîchi, une chemisette et un pull. Mon collègue n'est pas mieux loti que moi.

Avec une certaine inconscience, due à notre jeunesse et à notre naïveté, nous entrons dans le mess où des officiers, en tenue jaspée ou en costume cravate, devisent entre eux ou, parfois, avec la gente féminine. Certains nous regardent d'un air étonné. Nous nous approchons du bar. Nous n'avons pas le temps de passer commande : un adjudant-chef, bardé de décorations, vient nous voir et après s'être enquis de nos qualités, nous enjoint, de façon courtoise mais ferme, de revenir soit en uniforme, soit en costume cravate. Un peu confus, nous gagnons la porte. Nous ne saurons jamais ce qui figurait au menu.

Après une nuit à Sidi-Bel-Abbes, je gagne, toujours par le train, Turenne via Tlemcen. Jusque-là, rien ne m'a indiqué que je suis dans une contrée en guerre. Il y a bien des militaires en surnombre, un peu partout, et j'ai remarqué quelques poteaux téléphoniques coupés. Mon attention a également été attirée par la locomotive qui tracte nos wagons en poussant devant elle un wagon plateforme, ce qui est inhabituel. Je comprends le pourquoi, peu avant d'arriver à Turenne, à hauteur de la forêt d'Hafir. Le convoi a ralenti,

- A cause des courbes de la voie ! pensais-je.

Pas seulement. Nous nous engageons par-dessus un talweg comblé par un remblai que traverse une immense buse.

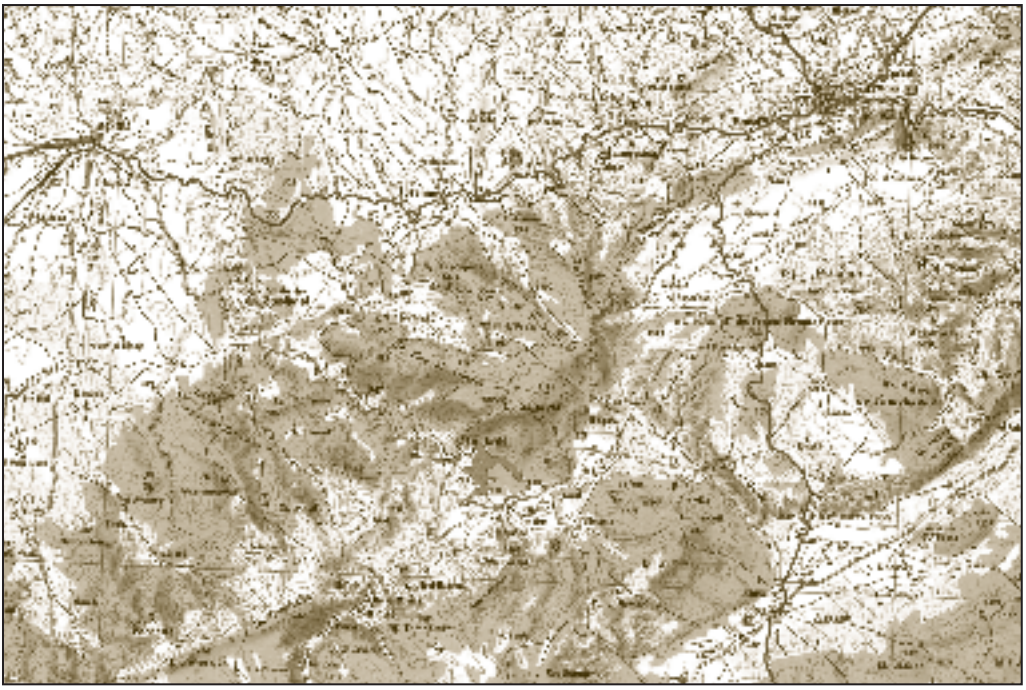
Ce talweg descend une des pentes des Monts de Tlemcen qui culminent à notre gauche. Je me mets à la fenêtre et vois, en contrebas du remblai, une locomotive allongée sur le côté, montrant ses bogies, dressés à la verticale. Le déraillement est récent.

Je ne me doute pas, en regardant ce spectacle, que deux jours plus tard, je passerai ma première nuit dehors à garder ce gisant et que j'userai mes semelles, un certain nombre de fois, à contrôler l'état des voies. La plateforme sert, bien sûr,

Carte de l'Oranie

Extrait de la carte Michelin - Aut. N°0511397 © Michelin et Cie, Algérie - Tunisie, 1960

Carte de la région de Turenne



Extrait de la carte IGN au 1 : 200 000, Carte d'Algérie, Tlemcen, Type 1960 © IGN - Paris (1961) – Autorisation n° 50-5331

à détecter et faire déclencher les mines posées sur la voie.

Je me rends compte alors, par moi-même, que nous sommes bien dans un pays où la subversion est en action.

Je descends à Turenne, petite bourgade agricole d'Oranie, peuplée surtout de colons d'origine espagnole. La terre aux teints d'ocre a été retournée sur des hectares à l'aide de tracteurs puissants, équipés de herses aux mâchoires solides : elles ont cassé et extrait de la terre, les pierres calcaires qui affleuraient le sol et ont été empilées à hauteur d'hommes. Elles forment des murailles voûtées à perte de vue.

Je me présente au P.C. du régiment qui est installé à proximité de la gare. Personne ne m'attend, car je n'ai pas annoncé ma venue.

- Aspirant Grandjacques, affecté au 5e R.E.I., mes respects mon colonel !

Le colonel Adolenko, officier à la forte carrure et aux moustaches soignées et discrètes, me reçoit de façon courtoise. Celui qui est surnommé, je l'apprendrai plus tard, le Prince, m'interroge sur les raisons de mon choix pour le 5e R.E.I. et me présente rapidement son unité :

39. Dans le Bou-Kiou, le 17 avril 1957, cote 413, le médecin capitaine Cristau est auprès du sergent Zebula qui vient d'être blessé par une balle de FM.

- Le 5e Étranger, connu sous le nom de Régiment du Tonkin, que j'ai l'honneur de commander, a été créé il y a 27 ans. Notre unité a quitté l'Indochine début 1956 sur le Pasteur pour rejoindre l'Algérie en février 1956.

  Actuellement, le 5e est articulé de la façon suivante : le P.C. avec l'E.M.[20], la C.C.S. et le 1er Bataillon tiennent leurs cantonnements à Turenne. Deux des compagnies du bataillon sont installées dans les environs, l'une à la ferme Fabre, l'autre à la ferme Toro. L'autre bataillon, le 3e, aux ordres du commandant Chenel est implanté sur les hauteurs de Tlemcen et la route de Sebdou.

Le colonel me montre sur la carte les différentes implantations, avant de poursuivre :

- Notre mission est triple, me rappelle-t-il :

  Purger le secteur de toute implantation fellaga que ce soit militaire ou politique.

  Assurer la libre circulation sur la route nationale N°7, la voie ferrée et garantir l'alimentation en eau potable de la ville d'Oran qui est approvisionnée par le barrage proche de Béni-Bahdel.

  Poursuivre l'action pacificatrice auprès de la population dont il faut reconquérir

20. Etat Major et Compagnie de Commandement et des Services.

les esprits et les coeurs. La population est soumise au régime de la terreur des O.P.A. que nous avons démantelées avec succès. Mais c'est une tâche de longue haleine. Dans ce domaine, rien n'est gagné de façon définitive.

Je vous affecte au 1er Bataillon, avec le commandant Nos. Je vais vous faire conduire, bien que ce ne soit pas loin, juste de l'autre côté du village.

Présentation au commandant Nos qui, la pipe à la bouche, m'interroge à son tour, de façon simple et joviale. Je remarque immédiatement le nombre des décorations qui bardent sa veste et me sens à l'aise devant son affabilité attentive qui ne se démentira en aucune circonstance.

À son tour, il m'affecte à la 4e compagnie. Un légionnaire me conduit en jeep à la ferme Fabre au bord de la route nationale à deux kilomètres à l'est de Turenne. Accueil un peu étonné du capitaine Degura, trois barrettes aux états de service impressionnants, en attente d'une mutation prochaine, qui voit débarquer un appelé sans expérience, déguisé en officier. Il me présente au lieutenant Roubert, homme direct, énergique et sans détour, un peu soupe au lait, et au lieutenant de Longueau guère plus âgé que moi. C'est un jeune Saint-Cyrien aux allures courtoises et simples, au port altier, reflétant une noblesse simple de bon aloi. Ce chevalier Bayard me prend en charge de façon naturelle et me propose de partager sa chambre au rez-de-chaussée de la ferme.

Un peu plus tard, le capitaine m'annonce :

- Vous prenez la tête de la 4e section. Demain, départ à 5 heures. Comme matériellement, vous ne pouvez pas prendre le commandement ce soir, demain vous m'accompagnez.

Il m'indique, sur la carte affichée au mur, le tracé de la sortie du lendemain. C'est une carte à courbes de niveau. Je n'en avais pratiquement jamais vues, car à Saint-Maixent nous utilisions des cartes à hachures !

Mon coturne[21] me facilite les contacts et me fait fournir tout l'équipement dont j'ai besoin, sans oublier jumelles, cartes, boussole, pistolet automatique, macaron phosphorescent pour les sorties de nuit….. À cette occasion, il me donne quelques conseils :

- À la Légion, une règle de base essentielle : pas de questions aux légionnaires sur leur passé ou les raisons de leur engagement. L'officier doit tenir son rang et garder ses distances, donc pas de familiarités. En cas de manquement à la discipline, pas de faiblesse, la sanction doit tomber, mais ensuite la page est tournée etc…

Au repas du soir, à la popote, présentation aux autres officiers du bataillon : nous

21. Dans les écoles préparatoires, voisin de chambre.

partagerons, à l'avenir pendant près d'un an, tous les repas (midi et soir) sauf les jours d'opérations. Il est interdit de venir au mess en tenue de combat. Le protocole des salutations est simple : le bonjour se fait toujours en se mettant au garde-à-vous, accompagné du salut et du

- Mes respects, mon …

Comme je suis le moins gradé des officiers, j'aurai à saluer respectueusement, à tour de rôle, tous les officiers, du lieutenant au commandant. Je prendrai garde de n'en oublier aucun. La plupart, pendant six mois, en attendant ma ficelle, m'appelleront « *l'aspi* » avec sympathie.

Tous ces officiers chevronnés, ayant pour la plupart combattu en Indochine, réservent, au jeunot sans expérience que je suis, débarquant de sa Savoie natale, un accueil sympathique et naturel. Immédiatement je me sens adopté et suis rapidement à l'aise dans ma nouvelle famille.

Dès les premiers contacts, comme je suis appelé, certains m'interrogent avec naturel sur ma profession. Je commence par dire que je suis chauffeur de poids lourds dans l'entreprise familiale. Cela surprend. Il me faut donc donner des indications sur mon parcours et le niveau d'études qui m'a permis d'entrer aux E.O.R.. De fil en aiguille, je complète le tableau en expliquant que j'ai fait des études classiques jusqu'au bac, au petit séminaire à Moulins et que depuis, réfléchissant à ma future orientation, je travaille à l'entreprise familiale.

Le soir même, dès le premier repas, je prends en charge les fonctions traditionnelles de popotier confiées à l'officier le plus jeune. Dès que tout le monde est à table, après m'être levé et avoir obtenu le silence par un

- Vos gueules là-dedans !

bien timbré, je dois appeler mes commensaux à se rincer le gosier par un appel

- À la poussière !

au cours duquel chacun avale une gorgée de vin. Il faut ensuite annoncer le menu, éventuellement les festivités locales telles que match de foot ou rares séances de cinéma et clore l'annonce par un :

- Bon appétit à tous ! Que la dernière bouchée vous étouffe et ce, dans l'ordre hiérarchique inverse ce dont je serai le dernier bénéficiaire !

ce qui suscite l'écho de l'assemblée :

- Mort à ce cochon de popotier !

qui alors entonne le chant du Boudin, repris par les convives :

« Tiens voilà du boudin, voilà du boudin, voilà du boudin
Pour les Alsaciens, les Suisses et les Lorrains,
Pour les Belges il n'y en a plus,
Pour les Belges il n'y en a plus,
Ce sont des tireurs au cul.»

Les places à table sont occupées en fonction des grades et de l'ancienneté dans le grade, le commandant et le capitaine major occupant le centre du dispositif. Pendant tout mon séjour, je serai en bout de table et aurai pour voisin, à ma gauche, le lieutenant Le Pivain. Celui-ci, dès le premier soir, de façon sympathique, me fait une remarque au sujet de la couleur de mes chaussures. Je lui explique :

- Mes chaussures étaient rouges à l'origine. Au 15/9 j'ai dû les teindre en noir pour respecter le règlement imposé aux hommes de troupes. Par manque de ressources, à Saint-Maixent, j'ai enfreint le règlement qui imposait aux sous-officiers de porter des chaussures rouges. Cela m'a valu un certain nombre de sanctions.

Sans rien dire, mon voisin ouvre son portefeuille, me donne discrètement deux billets et m'intime l'ordre de faire le nécessaire, dès que possible, avec interdiction de lui dire merci.

Habituellement, les plus anciens réservent un accueil agrémenté de quelques surprises au jeune officier qui débarque dans un poste. Dans la plus classique des séances, les officiers permutent leurs galons. Un collègue, arrivé deux mois plus tôt, a eu droit à cette mise en scène qui l'a désorienté et déstabilisé pendant quelques heures. Le capitaine Perrin, robuste savoyard jamais en reste pour mettre de l'ambiance, non seulement était devenu un caporal plus vrai que nature, assurant le service de la table pendant le repas, mais surtout ne s'était pas gêné pour renverser la saucière sur la tenue du nouvel arrivant.

Comme je n'étais pas attendu, je prends les officiers au dépourvu. Le capitaine Perrin, à la fin du repas, bat le rappel auprès des lieutenants et me fait signe de les suivre :

- Allez l'aspi, on va fêter votre arrivée !

Le groupe, à la nuit tombée, se dirige à pied vers ce que je crois être un café. Nous pénétrons dans une salle à l'atmosphère enfumée. Toutes les tables sont occupées par des légionnaires, certains discutent avec une fille sur les genoux. Je tombe des nues. Je suis dans, ce que j'apprendrai être, un B.M.C.[22]. Au petit séminaire, je n'avais jamais entendu parler de l'existence de tels établissements !…

La soirée commence au cognac et se déroule debout au bar. Lorsque je vide mon verre, le capitaine Perrin qui arbore moustache, me le remplit aussitôt. Si je reste sans boire, le capitaine me tape familièrement sur l'épaule :

22. Bordel militaire de campagne.

- Allez, une arrivée à la Légion, cela s'arrose ! et un peu plus tard....
- Comment ? En arrivant, refus d'obéissance à un trois galons ! me dit-il mi-sérieux, mi-souriant.

40. Retour en G.M.C. en fin d'opération.

Face à cette douce pression, quand on a vingt et un ans et la moitié d'une ficelle, et que de plus, on débarque, on ne sait pas trop quelle attitude adopter. Après avoir bu trois verres, je sens la chaleur me monter au visage et l'inquiétude m'envahir. Je finis par m'approcher d'une plante grasse, trônant sur le comptoir, à qui je vais devoir mon salut. Lorsque le trois ficelles tourne le dos, j'en profite pour soigner ce cactacée qui pourtant n'a besoin de rien. La soirée se termine à deux heures du matin. Le capitaine ne s'est rendu compte de rien, d'autres m'adressent un sourire entendu.

Quand les trois compagnies embarquent dans les G.M.C. à cinq heures, personnellement je suis un peu vaseux, mais l'air vif du matin me remet les idées en place. Le capitaine Perrin, lui, donne ses ordres, frais et dispos. J'accompagne mon nouveau patron, attentif à assimiler relief et carte : finalement, les courbes de niveau sont plus parlantes que les hachures !

Tout à mon souci de m'adapter le mieux possible, je ne pense pas une seconde à la façon dont j'honorerai mes factures de mess. Quelques jours plus tard, j'aborde le problème avec le lieutenant Trabis qui a en charge la gestion administrative du Bataillon et de la popote.

- Tout est réglé par le montant du prêt. me dit-il.

J'apprendrai par la suite qu'il y a un différentiel qui sera supporté par l'ensemble des officiers jusqu'à mon passage au grade de sous-lieutenant.

La section que je prends en charge est dirigée jusqu'alors par le sergent-chef Baret qui fait fonction de chef de section. Il est français d'origine et me facilite la tâche. Je l'aurai comme adjoint pendant quelques mois avant qu'il ne quitte la Légion. J'aurai l'occasion de le saluer, quelques années plus tard, dans ses nouvelles fonctions d'agent de sécurité aux Aciéries d'Ugine.

Baret désigne Figueruelo comme ordonnance pour prendre soin de mes affaires. C'est un jeune Espagnol, un brin taciturne mais très méticuleux et pondéré, calme en toutes circonstances. Très investigateur et observateur, il sera l'un des éléments les plus actifs pour la découverte des caches qui deviendra une des spécialités de la section, ce qui me vaudra le surnom de « *la tête chercheuse* ». Il portera l'essentiel de mon sac lors des sorties en opérations. En lisant récemment le

mémorial de l'année 1959, j'apprendrai qu'il sera blessé en opération peu de temps après que je l'ai quitté début 1959.

Je m'étonne, auprès de mon camarade de chambre, de ce traitement de faveur. Celui-ci me précise qu'un officier doit avoir l'esprit dégagé des contingences matérielles pour être tout à ses obligations : disposer ses hommes en fonction du terrain, assurer les liaisons entre les groupes, effectuer, si nécessaire, les reconnaissances sur le terrain, indiquer la direction ou le chemin à suivre. Comme, pendant quinze mois nous serons dehors de façon presque ininterrompue, sans aller, deux fois de suite au même endroit, à l'exception des ouvertures de la voie ferrée, j'apprécierai cette sollicitude : les marches de jour, et souvent de nuit, dans des endroits inconnus, avec pour seuls guides, la carte et la boussole, engendrent un certain stress comme je le vérifierai encore lors de ma dernière sortie.

Pendant les opérations, alors que la plupart des unités de secteur sont en bouclage, notre unité, avec quelques autres, sera toujours en ratissage. Il s'agit d'avancer de front, tous ensemble, de façon à fouiller ou passer au peigne fin toute une zone plus ou moins accidentée, où bien souvent la forêt ou les rochers sont agrémentés de buissons et de ronces. Il faut, bien sûr, respecter les zones délimitées à la section et établir la liaison avec des voisins qu'on ne voit pratiquement pas. C'est donc un exercice de coordination entre les groupes qui réclame vigilance, attention, observation et organisation d'autant plus que certaines sorties peuvent avoir lieu dans des zones couvertes par plusieurs cartes. J'apprendrai à répondre rapidement aux demandes reçues par radio :

- Rouge 4, ici rouge, donnez-moi votre position !
- Rouge, ici rouge 4, je vous entends 2 sur 5, je suis en 10 B 04 5 !

Le surlendemain, j'effectue ma première sortie à la tête de ma section : il s'agit de protéger la locomotive qui gît en contrebas de la voie. Deux G.M.C. nous débarquent sur place. Je fais disposer une partie du groupe aux endroits stratégiques. Cette mission sans difficulté particulière, me donne le temps de faire connaissance avec chacun :

Le sergent-chef Fula en charge du groupe d'appui, un Hongrois au sourire prévenant mais qui veut toujours avoir raison alors que ce n'est pas toujours le cas.

Le sergent Pikarski, Polonais un peu brouillon mais actif, les caporaux, Korb et Pelleter, deux Allemands solides et peu bavards et Martinez un Espagnol qui ne se laisse jamais démonter. Le caporal Jakubzac, au fort accent hongrois, d'un calme à toute épreuve.

Je remarque surtout, parmi les caporaux, Klocke, jeune Allemand au regard clair, aux allures décidées qui passera rapidement sergent. Ne ménageant jamais sa peine, précis, dévoué et écouté, il se révèle rapidement incontournable.

À quelques jours de mon arrivée, le capitaine Degura est affecté à la C.C.A.S.[23] du bataillon. Il est remplacé par le capitaine Charles Domine qui était au régiment depuis un mois, dans l'attente du commandement d'une compagnie.

Cet ancien résistant, Saint-Cyrien, diplômé de l'École d'état-major, des Langues orientales, parlant le persan, a effectué un séjour en Indochine comme lieutenant dans des conditions extrêmes, avant de servir à Madagascar et au Maroc. Soucieux des hommes, vivant par et pour la Légion, d'un naturel réservé et pudique pour tout ce qui le concerne, il est intarissable pour ce qui touche la Légion dont il connaît parfaitement l'histoire. C'est un conteur de talent que j'écouterai un peu subjugué et fasciné, pendant les longs mois où j'aurai la chance de le côtoyer à la popote et surtout en opérations ; nous pourrons effectivement, un certain nombre de fois, nous retrouver pour partager nos rations après des journées harassantes sur les pitons. Son style de commandement n'a pas pour fondement l'autorité due aux galons, mais l'adhésion au chef qui commande avec des ordres limpides, donnés avec une civilité maîtrisée de bon aloi, empreinte d'humour. Incontestablement cet homme, qui pour moi incarne l'officier de référence, marquera ma personnalité bien au-delà du temps où j'aurai la chance de servir sous ses ordres.

41. Avec le P.C. du 1er Bataillon du 5e Étranger autour d'Aïne Djadja en décembre 1956

Par la suite, les sorties se succèdent : ouvertures[24] de la voie ferrée, embuscades, sorties en opérations dans le secteur ou dans les environs. Mon rôle est simple : je reçois des missions que je dois exécuter avec des légionnaires dont j'apprécie le savoir-faire. Comme ils ont le sens du terrain et que les sous-officiers anticipent, la plupart du temps, les ordres donnés, je n'ai comme préoccupation, bien souvent, que la direction à donner dans des terrains presque toujours inconnus. Je fais donc rapidement, sous la pression des événements, des progrès en topographie.

À l'occasion des sorties ou des quelques travaux sur place, j'apprends à mieux connaître les hommes de ma section : le 1ère classe Tiemann, un Allemand placide, toujours d'humeur égale, bon tireur F.M. ou P.M. qui disparaîtra avec Klocke. Bruck, qui deviendra un as du volant, soucieux du matériel et de la mécanique, lorsque nous aurons des jeeps. Meyer, un ancien des compagnies de discipline, le meilleur des voltigeurs, n'ayant peur de rien ni de personne, à la limite de l'inconscience.

---

23. Compagnie de Commandement, d'Appui et des Services.

24. Il s'agit de remonter, à pied, la voie ferrée avec un groupe pour vérifier qu'il n'y a pas de mine ou d'explosif, etc....

Cependant, comme son intempérance chronique finira par devenir permanente, il retournera d'où il était venu, après de nombreux incidents. Sa présence dans la section, finissait par présenter trop de risques.

En dehors de ce cas particulier, les Basert Wilfried[25], Giezler, Howiller, Storm, Michnicik, Gierens, Schwerin Harry[(25)], ne poseront aucun problème pas plus que les Salvato, Capria, Loti Giovani[(25)] ou Delaunay.....

Comme je l'écrivais à mon plus jeune frère, le 14 novembre 1957, dans un courrier retrouvé récemment par hasard : « *pour ma part, voilà bientôt un mois que je suis en Algérie. Tout se passe bien. Dans la section il n'y a que deux Français, sinon il y a des Italiens, Espagnols, Suisses, Anglais, Allemands, Polonais, Hongrois, Roumains, Suédois et je dois en oublier. Nous passons notre temps à faire des sorties. C'est un genre de vie assez spécial. Mais quand nous ne sortons pas, les légionnaires construisent et travaillent bien.*»

Dans les premières semaines, Figueruelo repère dans un jardin, près d'un mur de pierres sèches, dominant les bords d'un oued, un espace qui semble avoir été remué. Le Gros, le lance-grenade, s'approche et gratte à l'aide de la baïonnette du fusil. Il finit par dégager l'orifice d'une cache obstrué par des planches recouvertes de terre. Klocke dépose son P.M. et enlève son ceinturon :

- Je descends voir.
- Pas question ! dis-je en désignant, pour assurer cette reconnaissance risquée, le P.I.M.[26] qui porte le poste radio.

Ce dernier, pressentant le danger, se fait prier. Nous l'attachons à l'aide d'une corde. Il finit par descendre : il n'a pas encore pénétré complètement dans le boyau vertical et étroit, qu'il se fait abattre d'un coup de fusil provenant de l'intérieur de la cache. Nous le sortons, sommons les rebelles de sortir et entendons pour réponse une deuxième détonation. Nous lançons une grenade OF. Deux rebelles suffocants finissent par sortir. Il en reste un à l'intérieur, le chef du commando. Mort ! Exécuté par un de ceux qui voulaient se rendre. Le capitaine et l'officier de renseignement sont vite sur place. Nous récupérons trois fusils.

Décidément si ce n'est pas la guerre, cela lui ressemble et je suis impliqué dans ce combat où la mort est sur le chemin.

Comme j'ai servi dans des conditions certes difficiles, mais peut-être moins risquées que les Alpins ou les Chasseurs en Grande Kabylie, je vais livrer surtout au lecteur, les quelques notes que j'ai prises, de façon épisodique, et qui vont révéler l'état d'esprit dans lequel j'étais alors. Je compléterai par des souvenirs.

---

25. Par le Mémorial du Régiment et en consultant le Mémorial du Quai Branly , j'apprendrai récemment qu'ils sont tombés pour la France et la Légion le 3 mai 1959 au cours d'un héliportage opérationnel. dans l'Ouarsenis.

26. Prisonnier interné militaire.

42. Dans l'oued Bou Kiou le 17 avril 1957

Dans ces notes il y a un mélange des genres : quelques informations sur la vie de tous les jours, états d'âme et réflexions sur les événements. Ces écrits mettent à nu les sentiments, le désarroi d'un jeune de vingt et un ans, confronté aux dures réalités du moment, à la recherche de sa voie et qui, après avoir quitté un système de formation rigide où tout était codifié moralement de façon étroite, se trouve plongé dans un contexte déstabilisant, épaulé cependant par des officiers hors pair.

Je ne pense pas faire preuve de manque de retenue ou d'exhibitionnisme religieux en laissant apparaître mes doutes, mes interrogations et, comme cela a été le cas pour un certain nombre, le recours à la prière comme solution naturelle pour tenir le coup. Il est évident que j'ai supprimé certains passages de mes réflexions par trop métaphysiques, sans intérêt pour le lecteur. Pour d'autres passages, je me pose encore la question. Mais après tout, quel que soit l'âge, personne n'échappe aux questions fondamentales que je me posais !..... Je pense qu'au pire, je risque seulement de faire sourire certains et encore pas si sûr. Les chiffres qui peuvent figurer, correspondent à l'altitude des pitons ou des petits sommets mentionnés sur les cartes.

Samedi 14 décembre 1957

43. Avec le P.C. du 1er Bataillon autour d'Aïne Djadja en décembre 1956

Un caporal de la 1ère Compagnie vient de se tirer une rafale ! Une explosion dans un oued ! Smith vient de se faire sauter sur une mine à la frontière marocaine avec un groupe de fellagas !

On vient d'apprendre tout ça à la popote lors du dîner. Un suicide, une désertion, dans une apparente indifférence.

Pourtant, tous ce sont des hommes, tous rachetés par vous Seigneur : tous même les fellagas, tous ce sont vos fils qui s'entretuent. Fichue famille !

Lundi 16 décembre 1957

Drôle de dimanche passé hier ! Partis à 7h30 à la recherche d'un caporal de la 1ère Compagnie dont la section est tombée dans une embuscade.

La 3ème qui était sur le terrain depuis 3 heures du matin a retrouvé le corps sans arme. Avons cherché autour de 1212 en vain, plus personne. A 14 heures, Le Gros a retrouvé une belle cache, mais vide. Rentrés à 17 heures.

Redépart à 19 heures en haut de 661 pour faire une embuscade. A 22 heures la 3e section de la 1ère Compagnie est tombée dans une embuscade : le chef de Section, un sous-lieutenant est sérieusement blessé.

Mardi 17 décembre 1957

Opération pour rien au Sud de Turenne. Viens d'écrire un petit mot à Jean Bouclier.

Mercredi 18 décembre 1957

Longue opération, pour rien, du côté de Nemours en face de Tadjera. Journée pénible : partis à 6h30, rentrés à 22 heures. Le soir en rentrant les rebelles ont harcelé 5 fois le convoi. Résultat, deux blessés au bataillon.

Jeudi 19 décembre 1957

Reçu une lettre de Raymond Vidonne. Mes légionnaires préparent leur crèche.

Dimanche 22 décembre 1957

Messe à 9 heures à côté de l'église dans la salle de catéchisme.

À 10h15 suis parti pour Tlemcen chercher 8 G.M.C..

L'après-midi, ai assisté à 2 matchs de foot. Le soir ai vu « Histoire d'un détective ».

Lundi 23 décembre 1957

Ce matin opération pour rien au Sud du Col du Juif. L'après-midi ai constaté les effets de l'alcool sur Swenson. Hier au soir, il y a eu une grosse bagarre au BMC, provoquée, je crois, par l'adjudant C.. Faut-il en rire ou en pleurer ?

Ce soir je devais sortir en embuscade car le sgt-chef Barret est à un mariage. Comme j'allais me changer, le sgt Klocke arrive de la popote où il venait d'apprendre que je sortais. Il n'a pas voulu me laisser faire l'embuscade. Pourtant il a assez de travail à prendre les consignes du Major. Ce brave Klocke !

44. Armes récupérées le 29 Décembre 1957 dans l'Oued Nirouf lors de la destruction du commando Sbih par la 3e compagnie

Mercredi 25 décembre 1957

Hier soir à 21 heures, nous avons eu la messe puis remise des cadeaux. La section m'a offert une chemise en nylon, une cravate verte et une paire de gants. Les sous-officiers un abat-jour. Je ne m'y attendais pas.

Dimanche 29 décembre 1957

À 9 heures ai pu aller à la messe. À 10 heures étions en alerte et à 11h30 nous partions : la 3e Compagnie avait accroché. Opération[27] terminée le soir à 18 heures. Bilan 28 rebelles tués et 3 prisonniers. 2 F.M., 2 P.M., et 25 fusils récupérés. De notre côté 3 morts et 1 blessé à la 3e Compagnie.

Souvenir - Décembre 1957

Nous sommes en train de déjeuner à la popote. Comme d'habitude, je suis en bout de table et le lieutenant Le Pivain est assis à ma gauche. Nous parlons très souvent ensemble : la disposition géographique de nos places à table permet les discussions, malgré le brouhaha des conversations. J'apprends à le connaître et à estimer sa sincérité butée.

Il avait servi en Indochine dans les Tabors marocains. C'était des unités d'indigènes recrutés chez des tribus de l'Atlas. Le tabor représentait un bataillon, subdivisé en goums, approximativement une compagnie. Les goumiers avaient pour uniforme la djellaba. L'encadrement était français, mais devait parler arabe ou berbère, seules langues utilisées. Les tabors s'étaient distingués lors de la campagne d'Italie en particulier à la bataille de Monte Cassino. Le Pivain était entré très jeune, immédiatement après son bac dans ces unités spéciales. Promu rapidement sous-officier, il avait servi en Indochine où des tabors entiers avaient pratiquement été anéantis. Entré sur titres à Saint-Cyr, il en était sorti avec le grade de sous-lieutenant. Il avait alors accepté les fonctions d'aide de camp du général Guillaume, Résident Général du Maroc, à condition de pouvoir choisir par la suite, le 5e Étranger, le régiment du Tonkin qu'il avait connu en Indochine.

Le général Guillaume était un ancien des Tabors : en 1942, il les avait reconstitués discrètement après leur dissolution en 1940, leur permettant ainsi de s'incorporer dans le dispositif allié du débarquement en Italie. De son poste d'observateur privilégié, mon voisin avait donc vécu de près, en 55-56, l'accès du Maroc à l'indépendance et n'avait pas gardé un bon souvenir de cette période.

À son arrivée au bataillon, Le Pivain, compte tenu de ses bonnes connaissances de l'arabe, avait été chargé des fonctions d'officier de renseignement. Il s'acquittait de cette tâche sans haine, la conscience cependant déchirée entre sa

27. Dans l'oued Nirouf. Anéantissement du commando zonal fellaga.

morale personnelle et le devoir de sa mission. En exploitant les renseignements obtenus, le bataillon avait vaincu l'adversaire sur le terrain, en particulier le 3 décembre 1957 [28] : arrestation de tout l'état major de la zone I du F.L.N. en Oranie et mise à jour d'un armement important. Un peu plus tard, le 29 décembre [29] : neutralisation d'un commando F.L.N. se soldant par 25 fellagas tués, la prise de 2 F.M., 2 P.M. et 21 fusils de guerre.

Il me confia ses états d'âme plus d'une fois. La trilogie autorité - liberté - responsabilité, nécessaire à tout système social, faisait partie des thèmes récurrents qu'il aimait aborder et que je résume dans le dialogue ci après :

- Savez-vous quel est le fondement de toute armée ? me demanda-t-il.
- La discipline et le respect des ordres. me hasardai-je.
- D'accord pour la discipline, mais savez-vous que la nature des ordres est différente selon la hiérarchie ? insista-t-il.

Je restai silencieux et perplexe. Où voulait-il en venir ?

- Avec votre section, continua-t-il, cela est simple. Vous recevez l'ordre d'aller en bouclage sur le Bou Medrar. Vous rassemblez vos hommes, leur donnez leurs armes, leurs vivres et vous partez exécuter votre bouclage. Le tour est joué. Votre capitaine vous a donné les moyens d'exécuter l'ordre reçu. Par contre, quels ordres ont reçus les officiers supérieurs dans le secteur ? finit-il par me demander.
- Maintenir l'ordre et protéger la population des exactions du F.L.N., répliquai-je.
- Oui, c'est la mission. Il faut identifier les poseurs de bombes, détruire leur logistique, leurs réseaux, leurs filières et organisation. Jusque là, on est dans l'abstrait. C'est donc l'objectif. Mais comment ? en ayant du renseignement bien sûr, car ce n'est pas en se baladant armés, que l'on trouve les rebelles, sauf si le hasard vous sourit, comme vous avec votre cache.

J'étais presque vexé de sa remarque que pourtant je recevais 5/5. Il poursuivit :

- Et pour obtenir des renseignements, il n'y a qu'un moyen, à moins que vous en connaissiez un autre. Ce moyen fait débat, mais les massacres et les mutilations ne font-ils pas débat ? À moins d'être pour les terroristes, refuser ce moyen revient à demander à un chirurgien d'opérer sans bistouri.

Après une pause, il reprit :

- Ce ne sont pas les nantis de la bonne conscience, bien calés dans leurs fauteuils, les Duval ou autres ensoutanés qui vont me donner des leçons de morale alors que l'Église au nom de Dieu s'est permis des atrocités ignobles. Ce ne sont pas non plus ceux qui se réclament du communisme, qui se sont tus devant

28. Près de Sidi-el Hadj.
29. Dans l'Oued Nirouf (voir plus haut).

l'écrasement des Hongrois à Budapest qui vont nous faire la morale et nous dire ce qu'il faut faire face aux bombes et aux attentats qui déchiquettent et mutilent les femmes, les enfants…

Je gardai le silence. Il poursuivit :

- Dans toutes les armées du monde, les soldats exécutent les ordres. Celui qui exécute n'est qu'un instrument. Le responsable est le donneur d'ordre. Les ordres doivent être exécutés : il ne peut y avoir de liberté d'interprétation dans les ordres reçus, sinon, il n'y a plus d'armée. Dans la chaîne de commandement, le responsable est le donneur d'ordre et non celui qui l'exécute. Qui est responsable de la mort du condamné : le bourreau qui guillotine ou le juge qui condamne ? Dans un peloton d'exécution, le soldat qui tire, l'officier qui commande le peloton ou le juge qui condamne ? Ici en Algérie, les responsables du sale boulot sont-ils ceux qui le font ou ceux qui nous ont chargés de le faire ? Je ne suis qu'un instrument.

Je hasardai :

- Vous ont-ils demandé de faire le sale boulot comme vous dites ?

Il me répliqua :

- Bien sûr que non, ils jouent les Ponce Pilate, nous ont confié la mission d'arrêter les terroristes et donc de les identifier. Ils ne veulent pas entendre parler des moyens, mais exigent des résultats.

Je compris que sous sa carapace apparente, se cachait un écorché vif à la conscience broyée par les aspects de cette sale guerre qui le tourmentait. Il continua sur le thème des guerres actuelles :

- Les guerres entre soldats ? Une vision angélique de la guerre ! Les guerres ou les conflits touchent indistinctement les hommes, les femmes, les enfants et les vieillards. Il n'y a pas de guerre propre. Vous comprendrez un jour, l'aspi, que la morale collective est sélective et indulgente pour les vainqueurs : ces derniers ont toujours raison devant l'histoire. Prenons la dernière guerre mondiale. Hitler et le nazisme, une abomination ! C'est un fait. Les dictatures communistes, quelle horreur ! Elles sont de la même veine. Mais que dire d'Hiroshima, Nagasaki, des bombardements de Dresde qui ont fait des centaines de milliers de morts sans justification stratégique ? Leur but : uniquement semer la terreur chez l'adversaire et le mettre à genoux. Où est la morale dans ces bombardements ?

Ce jour de décembre, le repas de midi débute comme d'habitude. Le Pivain me paraît un peu préoccupé et n'a pas envie de parler. Alors que nous avons terminé de manger l'entrée, mon voisin se lève de table, ce qui ne se fait pas. Il va jusqu'au téléphone de campagne, posé sur le bar à proximité de lui, tourne la manivelle,

décroche le combiné. S'adressant à son interlocuteur :

- Fais ce que je t'ai dit ! lui enjoint-il, avant de revenir à sa place où sans me regarder, il garde le silence.

Je ne pose pas de question. Les officiers, tout à leurs conversations, n'ont rien remarqué. Subitement, en face, la porte de la popote s'ouvre. Entrent deux P.I.M. portant un brancard sur lequel gît un blessé. Stupeur et silence. J'ai la gorge nouée et n'arrive pas à déglutir. Quelques secondes s'écoulent, interminables. Le Pivain se lève, se met au garde-à-vous :

- Mon Commandant qu'est-ce que je fais de ce prisonnier ?

Réponse après quelques hésitations :

- Le Pivain sortez, vous êtes aux arrêts de rigueur !
- Mon commandant, j'ai posé une question, je souhaite une réponse.
- Sortez, c'est un ordre. Vous êtes aux arrêts !

Le Pivain quitte la popote. Nous ne le reverrons pas pendant huit jours.

Il n'eut jamais de réponse à sa question, car il n'y a pas d'antidote homéopathique à cette gangrène que constitue le terrorisme ; il n'y qu'une méthode pour l'éradiquer : l'opération chirurgicale du membre gangrené. Les moralisateurs, drapés dans leur manteau de probité, ont bien glosé sur ce sujet dramatique mais en se penchant, la plupart du temps, sur le sort des assassins, rarement sur le sort des victimes, et n'ont jamais proposé de solution pour arrêter de faire couler le sang des innocents.

La seule réponse que reçut mon voisin, fut politique, quelques années plus tard. La politique changeait, il s'était sali les mains pour rien : le camp des terroristes était vainqueur, ce qu'il ne put supporter.

Gagné à son tour par la gangrène qu'il avait combattue, après avoir quitté l'armée, il rejoignit l'O.A.S. en 1961 et fut happé par la spirale de ses convictions déraisonnables. Il mourut à Alger, le 7 février 1962, sous les balles des gendarmes mobiles *(Cf. Chap.7 - La fin de la guerre d'Algérie - Evocation historique 1962).*

Evocation historique 1958

L'année 1958 va être une année charnière pour le conflit et pour la France, car les événements de mai vont faciliter le retour au pouvoir du général de Gaulle. Celui-ci va prendre les rênes du pays. Il va y avoir un pilote dans l'avion Algérie : il n'est pas sûr que ce nouveau pilote sache du reste, au départ, la destination finale du vol. Les passagers, c'est certain, mettront du temps à comprendre leur point de chute. Voici quelques séquences du film de l'année 1958.

C'est au cours de cette période, le 8 février, qu'a lieu le bombardement des cantonnements du F.L.N. installés à Sakiet-Sidi -Youssef[30] en Tunisie faisant 70 morts et 80 blessés.

Les pays de l'Est, tout comme le Maroc et la Tunisie, aident la rébellion : le 18 janvier : Le Slovenija, un cargo Yougoslave chargé de 150 tonnes d'armes et de munitions est arraisonné au large d'Oran, par la Marine française.

Alors que le Gouvernement de Félix Gaillard a démissionné, dans un climat explosif découlant des suites de l'affaire de Sakiet-Sidi-Youssef, les faits suivants se déroulent interagissant les uns sur les autres :

- Le 9 mai, le F.L.N. annonce qu'il a fusillé, le 26 avril, trois appelés, le sergent J. Richaume du 23e R.A., le cavalier Feuillebois du 18e Dragons et le soldat Decourteix du 23e R.A., capturés lors de l'embuscade du 11 janvier.
- le 9 mai, à l'appel des anciens combattants, première manifestation à Alger en faveur de l'Algérie française, réclamant en outre un Gouvernement de salut public,
- le 10 mai, remise, au général Massu, d'une pétition de jeunes officiers de la 10e D.P., à l'attention du Président Coty, se terminant par *« L'armée française, d'une façon unanime, ressentirait comme un outrage l'abandon de l'Algérie, et l'on ne saurait préjuger sa réaction de désespoir. Nous attirons votre attention, Monsieur le Président de la République, sur notre angoisse, que seul un gouvernement fermement décidé à maintenir notre drapeau en Algérie peut effacer.»*
- le 12 mai : Arrive à Alger l'émissaire du Cabinet Pflimlin, avec le projet de déclaration d'investiture, qui contient à propos de l'Algérie : Médiation du Maroc et de la Tunisie, reconnaissance quasi officielle du F.L.N., effort militaire pour préparer et faciliter la négociation avec les rebelles.

Le 13 mai, ont lieu des manifestations civiles et militaires, dans toute l'Algérie, pour protester contre l'exécution des trois militaires français, prisonniers en Tunisie.

- Alger. La manifestation tourne à l'insurrection : le centre culturel américain est saccagé par les premiers manifestants, puis, en fin d'après-midi, à l'initiative de Lagaillarde, les manifestants prennent d'assaut le Gouvernement Général,
- dans la soirée, dans un premier temps le général Salan, qui paraît au balcon du Gouvernement Général, est hué par la foule qui s'est amassée sur le Forum devant le bâtiment, les manifestants pensant qu'il est hostile à l'Algérie française,
- un peu plus tard, le général Massu annonce la constitution d'un Comité de salut public à Alger, sous sa présidence, et demande la constitution d'un Gouvernement de salut public, sous la présidence de De Gaulle à Paris, et un peu plus tard, devant 30 000 personnes, lit le texte du C.S.P. qui fait appel au général de Gaulle,
- dans la nuit, le général Salan, prend la tête du mouvement et se fait acclamer par la foule, tandis qu'à Paris, le gouvernement Pflimlin est investi grâce à l'abstention des communistes.

Par la suite, à Alger, le mouvement ne faiblit pas. Toutes les communications (téléphoniques, aériennes et maritimes) sont interrompues entre la France et l'Algérie, tandis que la grève continue, et que le forum, qui s'est presque vidé avant l'aube, se remplit à nouveau.

Salan, adresse à René Coty le télégramme suivant : *« Devant troubles graves qui menacent unité nationale en Algérie et qui ne peuvent être arrêtés sans risquer de faire couler le sang, les autorités militaires responsables estiment impérieuse nécessité de faire appel à un arbitre national afin*

de constituer Gouvernement salut public. Un appel au calme de cette haute autorité est seul capable rétablir situation.»

Le 15 mai, de Gaulle se déclare prêt à assumer les pouvoirs de la République et le confirmera dans une conférence de presse le 19 mai.

Le 16 mai : les Musulmans rallient en masse le mouvement du 13 mai, c'est la fraternisation sur le Forum, des milliers de mains européennes et musulmanes, s'étreignent faisant une chaîne immense parmi la foule. C'est un moment d'émotion intense. Le commandant Hélie de Saint Marc, alors témoin-acteur de ces journées où ont pu naître les espoirs les plus fous, raconte, à près de 30 ans de distance, dans *« Mémoires, les champs de braises »* : *« Le journaliste Jean Daniel - pourtant peu suspect de sympathie envers l'Algérie française - n'a pas fait le parallèle entre le 16 mai 1958 et le 4 août 1789 par hasard. Cette journée de mai avait conduit des dizaines de milliers d'hommes et de femmes à accomplir un geste qui les dépassait et les engageait. L'enthousiasme dura plusieurs jours. Le F.L.N. était hors circuit. Des foules immenses venaient dire leur volonté de bâtir un avenir commun sans qu'une seule grenade soit jetée ou sans qu'éclate le moindre coup de feu.»*

Le 26 mai. Une entrevue a lieu de Gaulle-Pflimlin à Saint Cloud, qui se solde par un désaccord.

Le 27 mai. Malgré l'échec de son entrevue avec Pflimlin, de Gaulle annonce qu'il a entamé le processus nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain, alors que le même jour, le parlement accorde massivement sa confiance au Gouvernement Pflimlin et que celle-ci a été votée, même par les communistes.

Le 28 mai. A Paris, à l'appel des partis de gauche et des organisations syndicales, 300 à 400000 personnes manifestent contre de Gaulle.

Le 29 mai : Le Gouvernement Pflimlin démissionne.

Le 30 mai. Une déclaration du Président de la République est lue devant les deux chambres réunies : *« Dans le péril de la Patrie et de la République, je me suis tourné vers le plus illustre des Français, vers celui qui, aux années les plus sombres de notre histoire, fut notre chef pour la reconquête de la liberté et qui, ayant réalisé autour de lui l'unanimité nationale, refusa la dictature pour rétablir la République »*. La motion est acceptée et de Gaulle désigné pour former le Gouvernement.

Le 1er juin : La Formation du Gouvernement de de Gaulle est investie à l'Assemblée Nationale par 339 voix contre 224.

Il faut noter que pendant une semaine a plané la menace du déclenchement du plan Résurrection qui prévoyait l'envoi de parachutistes en métropole et la prise du pouvoir par la force.

Le 4 juin. Devant plusieurs centaines de milliers de personnes, le général de Gaulle prononce, au balcon du GG[31] à Alger, le fameux discours : *« Je vous ai compris ... Eh bien ! de tout cela, j'en prends acte au nom de la France et je déclare, qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Etc.»*

Le 6 juin. Le général Salan remplace Robert Lacoste comme Délégué général du gouvernement. Il cumule les fonctions militaires et civiles.

Le 4 juillet. Décret instituant le vote des femmes musulmanes, et le collège électoral unique, en Algérie.

Le 10 juillet. Devant les exactions de son allié M.N.A., l'armée française attaque le maquis de Bellounis, qui est tué le 14 juillet. Les combats sporadiques dureront jusqu'au 28 juillet. La quasi-totalité du maquis sera détruite (tuée ou ralliée). Le 5e R.E.I. sera impliqué dans la neutralisation de ce maquis *(Cf. chap. 2.3)*. Seule une petite bande réussira à s'échapper pour rejoindre le F.L.N..

Le 24 août. Le F.L.N. lance des offensives terroristes sur tout le territoire métropolitain. Le feu est mis à plusieurs dépôts de carburant, à Rouen, Port la Nouvelle et Alès. Plusieurs mitraillages de poste de police et casernes font 7 morts dont 4 policiers et plusieurs blessés. Le sabotage de la voie ferrée provoque le déraillement d'un train à Cagnes sur mer.

- Avant de mettre le feu au dépôt de carburant de Mourepiane, banlieue de Marseille, qui brûlera pendant 10 jours, d'autres commandos F.L.N., ont allumé plusieurs incendies dans les forêts du Var, pour disperser les moyens de secours.

Le 19 septembre. Le F.L.N. se constitue en G.P.R.A. «*Gouvernement Provisoire de la République Algérienne* » et entend se poser ainsi comme seul et unique interlocuteur.

Le 26 Septembre. Le F.L.N. renouvelle ses menaces à propos du referendum, proclame la grève générale et déclare : *« Quiconque sortira de chez lui le 28 septembre sera abattu par le F.L.N.»*.

Le 27 septembre. Depuis le 1er juillet, 568 Musulmans dont 52 femmes ont été tués par le F.L.N., pour n'avoir pas respecté ses consignes.

Le 28 septembre. En Algérie, malgré le boycott préconisé par le F.L.N., il y a eu 3 476 394 suffrages exprimés dont 118 631 NON au referendum. La nouvelle Constitution consacrant la Ve République est approuvée par référendum : 79 % de OUI en métropole (93,4 % dans le bas Rhin et 92,4 % dans la Manche), 95 % en Algérie. Les femmes musulmanes, à qui le droit de vote vient juste d'être accordé, votent pour la première fois.

Le 23 octobre. De Gaulle propose la *« Paix des braves »* aux combattants du F.L.N. que le F.L.N. rejette.

Le 12 décembre. Le général Salan est remplacé par Paul Delouvrier, nouveau Délégué Général en Algérie et le général Challe, nouveau commandant en chef en Algérie.

Le 21 décembre. Le général de Gaulle est élu Président de la Ve République et de la Communauté, par les grands électeurs.

Le 23 décembre. Le général de Gaulle nomme Salan Gouverneur militaire de Paris, fonction qu'il cumule avec celle d'Inspecteur général de la défense.

---

30. Le F.L.N. s'emploie à empêcher le rapprochement amorcé entre la France et la Tunisie. Le 11 janvier 1958, une section du 23e RI tombe dans une embuscade traquenard montée, avec la complicité active la garde nationale tunisienne, en territoire français par les troupes de l'A.L.N. basées en territoire tunisien. Voici une partie du témoignage du capitaine Allard qui commandait la section. Sources : Historia Magasine la guerre d'Algérie. N° 239 p 1360 :

    « Quand nous avons repris le terrain et relevé nos morts, il y en avait 14, et les « fells » s'étaient acharnés sur eux selon le rituel qui leur est propre. Trois blessés, dont un mourra le lendemain, avaient réussi à se dissimuler au cours du combat. L'un d'eux a vu achever, à 20 mètres de lui, l'infirmier de la section, qui portait au dos sa musette marquée d'une grosse Croix-Rouge.»

    Aux obsèques des victimes de l'embuscade, le 15 janvier, à Souk-Ahras, le capitaine Allard répétera violemment cette accusation :

    - Vous êtes morts, dit-il, dans un combat difficile, devant un ennemi supérieur en nombre aidé par ses amis tunisiens, nous le savons maintenant.

    Il traduisait l'exaspération de l'armée, notamment à la frontière. Une question se posait alors, inlassablement, dans les conversations des popotes et des postes échelonnés le long de la ligne Morice :

    - La Tunisie et le F.L.N. sont cobelligérants. S'il en est ainsi, qu'on nous donne, alors, les moyens de riposter.

    - Si, comme Bourguiba l'affirme, il n'en est rien, alors, le responsable de la garde nationale de Sakiet a désobéi à son gouvernement, ce qui appelle des sanctions publiquement appliquées et le renvoi immédiat des prisonniers de Sakiet, entraînés par les rebelles en territoire tunisien.

    - Si ces prisonniers ne sont pas rendus, c'est que la Tunisie couvre la rébellion algérienne dans cette histoire et donc que Bourguiba prononce des discours qui ne correspondent pas à la réalité.

    - Ou alors, on peut se demander si, aux frontières, la souveraineté tunisienne n'est pas débordée par le F.L.N.»

    En fait, non seulement le F.L.N. ne rendra pas les prisonniers, mais il joue la provocation en publiant leurs photographies et en mitraillant les avions français qui survolent le territoire algérien. Cette attitude finira par déclencher, en riposte, le bombardement du camp de l'A.L.N. de Sakiet-Sidi-Youssef, le 8 févier. Le camp est détruit, mais il y a des victimes parmi les civils, dont les enfants d'une école. La Tunisie déposera une plainte à l'ONU, le Gouvernement Gaillard finira par tomber le 15 avril.

    Le F.L.N. imperturbable continue la politique de la provocation : le 25 avril, à Souk-el-Arba, il exécute trois prisonniers et l'annoncera le 9 mai, ce qui déclenchera la crise du 13 mai.

    Il faut préciser qu'entre-temps a eu lieu la bataille aux frontières tunisiennes au cours de laquelle l'A.L.N. a perdu 4 000 tués, et 672 prisonniers. Les troupes françaises 279 tués et 758 blessés.

31. Gouvernement Général.

2.2 - De Turenne à Djelfa (de janvier à mai 1958)

En ce qui concerne mon unité, 1958 va être fertile en événements. Début janvier, je suis toujours à Turenne. Je reprends mes notes.

45. Arrestation de suspects autour d'Aïne Djadja en décembre 1956

Mercredi 1er janvier 1958

A la Compagnie il y a quelques bleus sur les têtes : des bagarres d'hommes saouls !

Samedi 4 janvier 1958

Opération dans le Zitoun, rentrés à 2 heures du matin.

Mardi 14 janvier 1958

Opération en haut de Beni Badel à 1292. Accrochage. Une vingtaine de fellagas tués. Deux par la section qui récupère un mauser[32] et une thomson[33] (Bargueley, Le Gros, Figueruelo). L'un des deux était très jeune, à peine 18 ans. Drôle de guerre !

Mercredi 26 février 1958

Les jours passent très rapidement, toujours les mêmes. Voilà quinze jours que je réfléchis, que je réfléchis trop. Je deviens pessimiste : j'en viens à me dire comme le philosophe que tout est vanité, que je ne suis rien sur cette planète. Je suis un inutile. À quoi est-ce que je sers ? On est si peu de chose. Il y a quelques jours j'ai reçu une lettre de Jean T . Même raisonnement.

Pourquoi diable est-on sur cette planète ? La vie, c'est si peu de chose : 10 grammes de plomb peuvent vous la supprimer en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire.

Ici, la vie d'un homme est bien peu de chose.

Jusqu'à 20 ans j'ai vu le beau côté du monde : où les gens ont des principes, où aller au bordel est un sacrilège, ne pas aller à la messe un scandale. La

46. Le 14 janvier 1958, le commandant Nos observe le combat qui se déroule en bas de la falaise au dessus du lac de Beni Bahdel

32. Fusil allemand.
33. Pistolet mitrailleur.

vie était quelque chose d'organisée, on meurt de temps en temps de vieillesse. Les gens, quand ils se voient, se disent bonjour au moins par politesse. Celui qui brutalise un animal est un criminel. Enfin, c'est la vie normale en temps de paix, où chacun vit un peu pour soi en égoïste, mais tranquille.

47. Le 9 mars 1958 accrochage dans le djebel Bou Chouk. Le F.M. de la section de l'adjudant Kazanovic se met en batterie pour atteindre les rebelles en contrebas de la falaise.

À l'heure actuelle, c'est la vie des hommes préhistoriques, de l'homme se bagarrant contre l'homme pour vivre. C'est la guerre : on se guette, on se maudit, on se hait, on se bouscule. C'est le plus fort, celui qui est armé qui a raison. (Peut-être est-ce lui, peut-être n'est-ce pas lui). C'est la vie de l'homme animal. L'homme dort, mange, boit, court les femmes et se bagarre. Voilà la vie. ....

Je sais, je comprends que ma vie n'a de sens qu'avec Dieu, que tournée vers lui. Mais je ne le connais pas beaucoup. Je ne pense pas à lui. Je vis comme s'il n'existait pas. Je prie tellement rarement. Je tâche de vivre selon ses principes, mais cela n'est pas commode dans cette atmosphère.

« Le 9 mars dans le Bouchouk, une opération du Régiment, par des conditions atmosphériques détestables se solde par 16 fellaghas tués, 1 prisonnier, 12 armes récupérées. La 1ère compagnie du capitaine Perrin accroche avec une vigueur exemplaire. Le sergent-chef Honetzi est blessé, alors qu'il se bat au corps à corps.» [34]

Mercredi 12 mars 1958

Hier au soir, nous avons discuté à la popote. Pourquoi est-ce que la France baisse de plus en plus, ... Pourquoi tout le monde s'embourgeoise et ne pense qu'à ses aises ?

48. Le 9 mars 1958, accrochage dans le djebel Bou Chouk. Le sergent-chef Honetzi vient d'être blessé à la cuisse.

Personnellement cela m'aide à réfléchir aussi. Je suis en train de devenir à 21 ans un petit bourgeois aussi, incapable de rien risquer. Pourquoi avoir peur de risquer sa vie ? Pourquoi ne jamais regarder la mort en face ? Tôt ou tard cela arrivera.

Pourquoi suis-je capable de rien ? C'est simple, jusque-là, dans la vie, tout m'a souri. Je n'ai jamais manqué de rien et si je vivais une éternité sur terre, eh bien ma foi ! On n'y est pas si mal.

34. Mémorial 1958 du Régiment du Tonkin.

À quoi se bornent mes aspirations ? Mon corps, mon petit confort, mes habitudes !

Attention cela ne dure qu'un temps ; ensuite il faudra que tu laisses la place à la génération suivante. Alors, pourquoi toujours hésiter à foncer dans une direction, à faire quelque chose de ta vie, quelque chose qui vaille le coup, même s'il y a des risques ?

Dimanche 16 mars 1958

Ce soir, grande discussion entre le capitaine P.. (du vent) et le frère du lieutenant P.. Discussion très intéressante sur les événements actuels, sur le Gouvernement. D'après ce dernier, toute forme de gouvernement a pour base une doctrine philosophique et si cela va mal en ce moment, il faudrait repenser les bases et peut-être songer à la doctrine sociale de l'Eglise, voir quels en sont les principes. Il ne s'agit pas de s'affoler, mais avant de renverser ou de démolir, il faut auparavant réfléchir à ce qu'on va mettre en place.

Samedi 22 mars 1958

Fête du bataillon. Ce matin messe pour les morts du bataillon.

Ensuite la journée s'est déroulée dans une ambiance assez sympa, particulière à la Légion. Mais c'est comme toutes les bonnes journées, après coup, elles laissent une impression de vide lorsque l'on se retrouve seul, devant la simple réalité.

Jeudi 27 mars 1958

Suis plongé dans « Sens Chrétien de l'Homme ». Je n'y comprends pas grand-chose. Cela ne semble pas possible et me ferait presque dire que tout cela est du baratin. Car qu'est-ce que l'homme ? L'homme en général, en tant qu'humanité, représentant de l'humanité est quelque chose de grand. L'homme maître de la nature, organisateur du monde, essayant de conquérir l'espace. Bien sûr ! ... l'homme est quelque chose ou plutôt quelqu'un d'important. L'homme pris globalement. L'humanité : oui.

Mais quand je réfléchis, l'homme pris séparément, un tel , un tel, moi, mes parents, mes copains, pris séparément, un par un , qui suis-je ? Rien.

À l'armée : je suis un numéro, tenant telle place, telle fonction, remplissant tel rôle, étant capable de telle ou telle chose. Le reste n'a aucune importance. Si je me fais

49. Le 9 mars 1958, le lieutenant Le Pivain descend dans la paroi, chercher les armes et les papiers d'un rebelle dont le cadavre gît plus bas.

tuer, aucune importance. La vie de la terre n'en continuera pas moins. Un autre numéro me remplacera. Pour un peu, je serais d'accord pour chanter : « tu n'es qu'un maillon de la chaîne ! ...»

Pour un général qu'est-ce qu'une division ? Eh bien pour lui, c'est tant de mètres carrés occupés et qui seront tenus. Ce ne sont pas les individus qui la composent, c'est la somme des individus qui la composent et qu'il ne connaît pas. Cela explique souvent bien des choses. Le mépris de certains gradés vis-à-vis de leurs subordonnés ou leur indifférence vis-à-vis d'eux. Chacun ne pense qu'à lui et ne songe pas à se mettre à la place de l'autre.

Que suis-je par rapport aux deux milliards d'hommes du monde et qu'est l'humanité par rapport au reste de l'univers ?

L'homme est bien peu de chose : son équilibre dépend de tellement peu de chose et peut être rompu si facilement !

Quand on a vécu un peu, on est brutalement mis en face de la réalité.

Mardi 15 avril 1958

Je me rends compte que j'aurais besoin de changer un peu d'air, de retourner dans mes montagnes, pour m'oxygéner spirituellement. Car à force de vivre dans cette atmosphère vide où il n'y a plus de place que pour les fusils ou les P.M., je finis par penser la même chose. On finit par ne plus considérer l'homme comme un homme, encore moins comme un fils de Dieu, car on ne pense même plus que Dieu existe.

Évidemment, rester dans sa tour d'ivoire n'est pas une solution. Jusqu'à mon service militaire, je n'avais vu que le petit côté, le beau côté du monde : atmosphère familiale paisible, des vies bien calmes, et bien rangées sans histoires, une commune bien gentille où les seuls faits divers sont les accidents de montagne.

Et je me trouve ici dans un pays divisé où l'on se sent haï on ne sait pas trop pourquoi. C'est la guerre avec toutes ses atrocités, les innocents qui trinquent. Des soldats qui tombent sans savoir pourquoi, des civils égorgés, des grenades lancées aveuglément en pleine rue, des nord africains embrigadés de force contre nous alors qu'ils ne demandaient qu'une vie paisible et sans histoire, des gens torturés et tout cela pourquoi ? Pourquoi ces gens-là en veulent-ils vraiment à ces « putains de français » comme disait hier un garde champêtre fellaga avant de trépasser. Pourquoi ce nouveau genre de guerre où les civils prennent plus que les militaires où, pour être vainqueur, le plus faible commet des atrocités aveugles pour faire pression ?

Comment, dans un monde pareil, arriver à penser à la douceur évangélique ? Comment concilier la parole de Dieu avec cette violence machiavélique ?

Comment répondre à un ennemi qui se fiche éperdument du code d'honneur, des lois morales les plus élémentaires ?

Nos bons évêques prêchent et avancent de belles théories, d'accord ! Mais parmi eux, combien ont été touchés personnellement par ce genre de guerre ?

Lundi 28 avril 1958

Ce matin, j'ai fait déclencher [35], sans le vouloir, une opération pour deux mots dits à la radio et une perte de liaison par la suite. Personne ne m'a fait de réflexion, mais je suis mécontent de moi, parce que j'ai dit une connerie... Évidemment, je ne l'ai pas fait exprès, mais je broie du noir, alors qu'il n'y a pas de quoi. Je suis trop bileux. Dans le fond ce n'est pas grave ! Je me demande la tête que je ferais s'il m'arrivait une vraie tuile. La soif d'absolu est presque une maladie chez moi.

Jeudi 1 mai 1958

Hier, Camerone ! Le matin il y a eu prise d'armes, à midi repas qui dura jusqu'à 16 heures. Puis je suis revenu à la compagnie pour la garde et suis descendu à nouveau au Bataillon pour le dîner, mais je suis resté au début du repas et ensuite suis remonté à la Compagnie sans me faire remarquer.

Samedi 10 mai 1958

Hier après-midi, nous avons été avec le 2e bataillon en exploitation de deux caches données par deux jeunes. L'un avait à peine 16 ans : les fellagas voulaient les enlever, les emmener. Eux n'ont pas voulu et se sont sauvés. Ils sont allés au Régiment et ont raconté leur histoire et ont donné les deux caches dont une était occupée par 3 civils (deux jeunes de 20 ans et un autre de 40 ans). Ils n'ont pas voulu sortir : on a grenadé, ils sont morts quand on les a sortis. On ne saura jamais ce qu'ils faisaient dans ce trou. D'après leur carte de contrôle, ils avaient été contrôlés le 27 avril. ....

Et les deux jeunes maintenant que vont-ils devenir ? Que va-t-on faire d'eux ? Ils ne peuvent plus s'en retourner chez eux. Toujours la même chose : la guerre, la

35. Sur le coup de 11 heures en patrouille, je vois au loin une colonne dont les têtes émergent au dessus des champs de blé. Je passe les jumelles à Kloche qui, lui aussi, croit voir un groupe de rebelles. J'informe mon commandant de compagnie. Nous courons au contact, pour nous apercevoir que, finalement, il s'agissait d'un groupe d'enfants qui regagnaient leur village ! Quand nous réalisons la bévue, la liaison radio ne passe pas et les opérations de bouclage ont été lancées.

50. Le 8 mai 1958, Claude, à la tête de sa section, défile à Tlemcen.

guerre. Jamais on ne trouvera de solution à la méchanceté des hommes. Car quelle importance cela peut-il avoir pour Monsieur Ferrhat Abbas ou autres salauds qui dirigent la rébellion, que des gamins soient obligés de vendre leur voisin ou que des jeunes soient emmenés de force au maquis, que des jeunes soient égorgés parce qu'ils n'avaient pas voulu suivre les rebelles. Quelle importance cela peut-il avoir pour un de ces salauds puisque cela ne les touche pas personnellement. Car il est à remarquer que souvent celui qui donne un ordre ne se sentirait pas le courage de l'exécuter lui-même. Combien ont bonne conscience parce qu'ils ne trempent pas leurs mains .....

51. Un moyen de transport rarement utilisé pour partir ou revenir en opérations.

Mercredi 14 mai 1958

Depuis hier au soir, tout le monde est pendu aux informations et cela discute ferme partout. Les Comités de Salut Public se constituent un peu partout en Algérie. Pflimlin a pris la tête du Gouvernement. Cela ne va sans doute pas durer très longtemps.

Quand on y réfléchit un peu, une République c'est obligé que ce soit le b... Chacun pense à soi ou à l'intérêt de son parti politique. C'est donc obligé que personne ne soit d'accord et que jamais rien ne soit décidé.

Quand par hasard, les députés arrivent à mettre un ministre sur son trône, il suffit d'un rien pour qu'il perde la confiance de ses députés et pour qu'il soit mis à terre. Pratiquement il ne peut rien faire lui-même. Alors, allez demander à 500 députés de se mettre d'accord et de décider quelque chose. Chacun s'en fout et ne se sent pas responsable ou rejette les torts sur son voisin. Les autres ont toujours les épaules plus larges que soi-même. Attendons quelques jours pour voir ce qu'il va en sortir !

Jeudi 15 mai 1958

Aujourd'hui fête de l'Ascension : je ne m'en suis pas aperçu. Ce matin nous avons fait une opération de Régiment pour rien en hélicoptère[36]... Pendant que nous

36. Pendant cette opération, alors que sur le stade, nous sommes en attente d'embarquement dans les hélicoptères qui doivent nous emporter sur le piton d'une minute à l'autre, je suis pris subitement d'une gastro-entérite pressante d'origine alimentaire. Il me faut embarquer malgré tout. Je donne mes consignes pendant le vol à Fula. Dès que l'hélicoptère approche du piton, je débarque le premier en sautant à deux mètres du sol. Je me précipite vers un maigre buisson pendant que le reste de la section débarque et se met en place. Pendant que mon postérieur prend l'air, j'entends, dans mon dos, le vrombissement d'une alouette à qui je sers sans doute de point de repère. L'hélico survole la zone et finalement se pose sur le piton. C'est le général Berton qui inspecte le dispositif et réclame le chef de section. Il lui faudra attendre ! Il ne me fera aucune remarque et nous ferons ensemble le tour d'horizon...

étions en route, une mine a sauté entre la ferme et la Tour d'Equilibre (château d'eau). Bilan, pour l'instant, 4 morts, 4 blessés graves et 4 blessés légers. C'était une camionnette civile. Évidemment cela ne leur était pas destiné, c'était pour nous.

Je commence à être complètement abruti et déformé par ces histoires : l'homme créé pour aimer, ne vit plus que pour détruire, tuer. Malgré soi, on se trouve embrigadé, que la cause soit juste ou non, impossible de choisir, de faire selon sa conscience et après on dira que l'homme est libre, que la liberté existe. Qui peut se prétendre libre et pouvoir agir avec lucidité. Je ne crois plus que cela existe beaucoup, la liberté.

Je m'aperçois aussi qu'à force de devenir trop réaliste et de connaître le monde, j'en arrive à être non plus un aigri mais presque un indifférent, un blasé que plus rien n'étonne.

C'est dur de devenir un homme en regardant le monde tel qu'il est. Il est tellement mieux de le voir à travers des lunettes qui le font voir en rose.

C'est à se demander si la vie vaut la peine d'être vécue puisqu'il suffit d'un rien (une pince à linge)[37] pour vous l'ôter en 1/100e de seconde. Le fait de mourir est quelque chose de naturel évidemment, mais qui le croit vraiment et en est persuadé ? Je suis trop du monde, ne vivant que pour le monde.

La Compagnie, le 18 mai, gagne l'aérodrome de Zenata et par avions Nord Atlas s'envole vers l'aéroport de Maison Blanche et s'installe provisoirement à Maison Carrée près d'Alger. Elle y reste consignée pendant huit jours en alerte, sans pouvoir bouger, à attendre les ordres et la suite des événements. La mission de la Compagnie, a toujours été tenue secrète.

En lisant « *La guerre d'Algérie* » de Pierre Montagnon, j'ai découvert récemment, le rôle qui nous était destiné : protéger le général Salan de certains militaires ultras. J'extrais de son livre le passage suivant :

> *« Salan n'a pas apprécié l'arrivée de Soustelle et cela se comprend. Il mène un jeu difficile d'équilibriste face aux forces qui veulent sa chute. Dans la cohue généralisée qu'est devenue Alger, il sait qu'un fanatique peut l'abattre. Il sait que ses propos et son comportement peuvent déplaire à Paris et lui enlever brutalement son caractère de pouvoir légal et officiel. Il n'ignore pas que des excités parlent de l'embastiller et de le remplacer par de jeunes capitaines résolus. Cette menace de coup de force où seraient impliqués des éléments paras, soutenus par la foule, l'inquiète tout particulièrement.*
>
> *Il ne sous-estime pas l'audace et la détermination de jeunes centurions exaltés*

37. Mines rudimentaires, composées de l'explosif et d'un piège agissant par fermeture d'un circuit électrique. Le plus simple combine une pince à linge aux bras rendus conducteurs par des feuilles de papier d'aluminium, (servant d'interrupteur), une amorce électrique et une pile de lampe de poche. Un petit coin de bois écarte les deux branches de la pince à linge ; un fil lui est fixé, qui sera tiré par le pied d'un ennemi, ou par ramassage d'un objet innocent. Le coin saute et le circuit électrique est fermé, donnant l'explosion.

par l'Algérie française. Pour se garder, il fait venir, dans le plus grand secret, des troupes sûres. De nuit, deux compagnies de Légion débarquent à Maison Blanche (une compagnie du 2e R.E.P., une compagnie du 5e R.E.I.) et s'engouffrent en toute hâte dans de gros Willems, bâchés, pour rejoindre la caserne du 5e cuirassiers à Maison-Carrée à quelques kilomètres à l'est d'Alger. Une longue semaine, ces solides guerriers, venus du Constantinois et d'Oranie et moins saisis par le virus politique que leurs camarades en garnison dans l'Algérois, seront sa garde prétorienne.

Les hommes vivent en alerte immédiate, faisceaux formés. La situation éclaircie, ils regagneront leurs djebels tout aussi discrètement qu'ils sont venus.»

À l'issue de cette période d'isolement, la Compagnie est envoyée du côté de Djelfa. Elle gagne cette ville par le train[38]. Elle y sera bientôt rejointe par le bataillon qui va rester dans cette région, de fin mai à mi-août pour contribuer à résoudre militairement l'affaire Bellounis.

52. À Paul Cazelles, sous la guitoune, nous écoutons les nouvelles. En premier, le lieutenant Trabis, derrière, le lieutenant Chatenet ? Au fond, Claude, à droite le sous-lieutenant Desvilles ?

Nous sommes installés sous la guitoune, près de Paul-Cazelles, et avons l'occasion de passer devant le camp d'internement où sont enfermés certains partisans de l'indépendance : prisonniers F.L.N. et politiques d'alors. Ils seront libérés avant ou au moment de la signature des accords d'Evian, le 19 mars 1962. Le camp, peu après, sera occupé, pendant quelque temps, par les partisans de l'Algérie française *(Cf. Chap.7, le bouclage de Bab El-Oued, à la date du 23 mars 1962)*.

Bellounis était un chef de maquis M.N.A.. Certains partisans de ce mouvement avaient été éliminés lors du massacre de Melouza. Jouant la carte de la division, le 11e Choc avait équipé et entraîné ces nationalistes dissidents pour lutter contre le F.L.N. avec plus ou moins de succès. Les exactions de cette troupe échappant à tout contrôle avaient fini par exacerber la population et exaspérer le commandement.

Pendant le mois de juin et début juillet, le bataillon, renforcé par d'autres unités, effectue des opérations d'intimidation au cours desquelles il est interdit de répondre même en cas d'agression, car des tractations sont menées et certains espèrent encore que la raison prévaudra.

Parallèlement, nous nous occupons des bandes F.L.N. qui agissent plus au sud.

38 Cette voie pittoresque a été fermée, il y a quelques années, faute d'investissement.

Fin juin, nous effectuons des opérations au sud de Djelfa. Nous gagnons le djebel Azereg (la Montagne Bleue) au nord de Laghouat qui dresse sa muraille tabulaire, émergeant de quatre cents mètres au milieu d'un plateau uniforme et monotone. Le 20 juin, ma section, en ratissage, dans cet univers minéral, parsemé de maigres épineux, sans contact avec les unités voisines, y débusque un groupe d'une vingtaine de rebelles qui ne s'attend pas à notre visite. L'engagement est rapide, la détermination de voltigeurs conduits par Fula les met en fuite. Ils dévalent les pentes d'un talweg disposé dans le sens opposé à celui de notre d'arrivée.

- Rouge 4 de Rouge, donnez-moi votre position ! s'enquiert mon commandant de compagnie, alors que crépitent les P.M. et les fusils.

53. A Paul Cazelles, briefing du capitaine Jean Charles-Domine. Le lieutenant de Longueau et Claude.

Le temps que je réponde, de façon approximative, alors que nous nous trouvons dans un univers chaotique où tout se ressemble, je me trouve, un peu vexé dans mon amour propre, non plus en tête, mais en queue du dispositif, en charge des deux équipes de F.M. pour appuyer les voltigeurs de tête. Ceux-ci bondissant de rocher en rocher, délogent les éléments ennemis opposant de la résistance, tandis que les autres fuient vers le bouclage en contrebas. Dans la précipitation, nous récupérons quatre armes parmi les sept victimes de cet accrochage où tout s'est joué en peu de temps.

Quelques jours plus tard, nous opérons en ratissage dans un secteur où la végétation est plus abondante. Les liaisons à vue entre sections sont lâches. Nous sommes en fin d'après-midi et descendons les pentes prononcées d'un talweg où s'accrochent de maigres buissons. Aux jumelles, je repère trois rebelles qui essaient de passer à travers les mailles du ratissage : à plat ventre et à reculons, ils se faufilent en rampant, à l'abri de la végétation. Ils ne sont pas sur mon secteur de ratissage et mon voisin de gauche est en retard dans sa progression. A croire que les rebelles connaissent la répartition des zones entre unités ! J'interviens auprès du commandant de compagnie :

- Rouge de rouge 4, ai repéré trois rebelles à 100 mètres de là, cachés sur zone d'intervention de mon voisin. Demande autorisation d'intervenir en 55AB23 !

La réponse est claire :

- Pas question pour le moment, vous attendez autorisation.

Aux jumelles, je suis l'évolution de la partie de cache-cache. Si l'autorisation tarde, je vais les perdre de vue. Finalement, Rouge me donne son accord. Je prends avec moi trois voltigeurs et nous fonçons sur l'endroit que j'avais repéré. Nous faisons deux

prisonniers et récupérons leurs armes, le troisième s'est évanoui dans la nature. Le soir, en arrivant aux G.M.C., je me fais vertement réprimander par mon capitaine qui m'avait suivi aux jumelles depuis l'autre versant du talweg. Il me reproche, avec juste raison, mon manque de prudence dans ma progression. Inconsciemment, j'avais voulu, sans doute, corriger l'impression que j'aurais pu donner en me trouvant en queue du dispositif lors de l'engagement du djebel Azereg.

54. Le lieutenant de Longueau, le jour de la fête de Camerone. Turenne, le 30 avril 1958.

Comme début juillet, nous ne savons toujours pas s'il faut compter les troupes de Bellounis parmi les troupes amies ou ennemies, dans ce contexte surréaliste, je prends une permission de 15 jours du 6 au 20 juillet.

Avec le lieutenant de Longueau, tous les deux, nous avions la même taille longiligne. Spontanément, sans que je lui en fasse la demande, celui-ci, avant mon départ pour la France, insiste pour que je revête sa tenue jaspée. J'assisterai à la cérémonie de commémoration du 14 juillet à Saint-Gervais, en uniforme, en compagnie de mon cousin Bernard.

À mon arrivée, mes parents organisent une petite fête au cours de laquelle je retrouve Alain qui fait ses classes à Bourg-Saint-Maurice. À cette occasion, je fais connaissance de Renée, la fiancée de mon frère et de Claude, sa meilleure amie, une blonde au teint de pêche, venue du Nord. Toutes deux sont monitrices au préventorium de Jean-Lou, une des nombreuses maisons d'enfants de l'époque à Saint-Gervais.

À mon retour en Algérie, je reçois l'ordre de rejoindre Turenne et de remplacer, pendant sa permission, le lieutenant Trabis qui commande la Compagnie de services du Bataillon. Secondé par des sous-officiers chevronnés, j'ai en charge la sécurité du P.C. dont les effectifs sont réduits, et quelques menus problèmes d'intendance. Je suis en outre dépositaire de l'argent du coffre. Le lieutenant, avant son départ, me confie les clés et la combinaison de cette armoire forte qui renferme un coffre plus petit contenant de l'argent liquide.

À quelques jours de là, ayant besoin d'argent pour régler un fournisseur, j'accède au petit coffre en laissant le trousseau de clés sur la petite porte. Par mégarde, je ferme la porte principale qui se verrouille automatiquement. Le coffre est fermé et les clés sont à l'intérieur !.... Je fais en vain de nombreuses démarches pour trouver un serrurier. Je finis par joindre le lieutenant Trabis qui m'indique détenir un autre jeu de clés. Ouf !...

C'est à ce moment qu'arrivent au P.C. du bataillon les télégrammes annonçant la mort du lieutenant de Longueau, du sergent Klocke, et du 1ère classe Tiemann.

2.3 - L'engagement dans le Bou Khaïl (juin à Août 1958)

Je laisse au colonel Charles Domine, alors mon commandant de compagnie, le soin de faire revivre cette période puisée dans « *Ces soldats de l'impossible* ». Nous étions encore à Maison Carrée, près d'Alger, lorsqu'il commence son récit.[39]

« Fin mai, alors que nous commençons à tourner en rond, et que je m'inquiète de quelques écarts encore sans gravité, je suis appelé à l'état-major où l'on m'indique que je dois me joindre à une mission de commandement le lendemain, par avion, à Djelfa dans le Sud-Algérois : « Prenez quelques affaires, laissez le commandement de votre compagnie à votre adjoint, il n'est pas certain que vous rentriez de suite.»

55. Le capitaine Charles-Domine en janvier 1959 à Damesnes

Dans le broussard qui nous emporte, très tôt, le lendemain, on me remet un dossier qui résume la situation dans la zone où nous nous rendons. Je découvre l'affaire Bellounis, ballotté dans ce petit avion survolant l'Atlas et les hauts plateaux.

C'est d'abord, sur fond de paix française, l'histoire enchevêtrée et sanglante des rivalités ancestrales entre Arabes et Berbères, la lutte pour l'affranchissement de la tutelle « coloniale », le partage des influences entre le F.L.N., noyau de la rébellion dirigée depuis Tunis et Le Caire, et le M.N.A. de Messali Hadj, moins radical et plus localisé.

Bellounis, métis arabo-kabyle, a servi un temps dans l'armée française, comme sous-officier du train, après avoir tenté une carrière politique locale, en Kabylie, sans succès. Brutal, intrigant, fluctuant, maladroitement opportuniste, il se crée une clientèle qui devient une bande armée aux objectifs peu discernables. Plus que nationaliste Béllounis est surtout antifrançais, depuis un passage en prison et dans l'armée qui le cantonne dans un rang très subalterne. Il crée, en 1955, l'Armée nationale populaire algérienne dont il se proclame général en chef, mais le F.L.N. le chasse de Kabylie après de sanglants accrochages. Bellounis se réfugie en bordure des confins sahariens, où il renforce son armée, mais se trouve aux prises avec deux adversaires, le F.L.N. et l'armée française, avec en prime les trahisons et les règlements de comptes internes.

Le « général du Désert », portant cinq étoiles sur chacune de ses épaulettes,

39. J'étais absent de la compagnie pendant une partie du récit. En permission du 6 au 20 juillet et présent à Turenne à mon retour de permission.

négocie une alliance avec la France contre le F.L.N., ce qui, dans son esprit, ne lui crée aucune obligation mais lui apporte, comme il l'exige, un soutien logistique conséquent avec des équipements, de l'armement léger et lourd, des munitions, du matériel médical et de transmissions, des véhicules et même des instructeurs. À la tête d'une armée de trois mille hommes, Bellounis, au printemps 1958 étend sa zone d'activité sur une grande partie de l'Atlas saharien et son autorité sur les douars par des exactions et la terreur. Certains commencent à s'interroger sur la loyauté et la solidité de cet « allié » dont les exigences n'ont d'égales que sa versatilité.

Les incidents se multiplient, les dérobades également, et les compagnies sahariennes portées de la Légion étrangère de Messad et de Laghouat en font la dangereuse et amère expérience au cours du mois de mai : rendez-vous manqués, contacts rompus, harcèlements. Le commandement, qui a espéré que le mouvement du 13 mai entraînerait le ralliement sans équivoque de l'armée bellouniste et son engagement concret à nos côtés, entend maintenant forcer la décision et, dans un premier temps, en souplesse, rétablir le contact et connaître les intentions du « général » auquel un ultimatum aurait été adressé.

Premier briefing à Djelfa, où les intervenants sont sceptiques quant aux intentions de Bellounis de se joindre à nos forces.

Un groupement opérationnel est constitué, j'apprends que je dois rester à Djelfa où ma compagnie va me rejoindre, avec l'ensemble du bataillon venant de Turenne : le colonel Andolenko ne doit pas être très heureux de cette décision. On attend aussi le 3e Régiment de Chasseurs Parachutistes, les commandos de l'air, un escadron de spahis équipé d'engins blindés rapides. Comme il y a à Djelfa des éléments isolés des bataillons bellounistes, la consigne est d'abord : « Pas de légionnaires à Djelfa », pour éviter des incidents. Nous serons cantonnés plus au nord, près de Paul-Cazelles sous la guitoune.

Muni de cartes, en attendant nos éléments, je suis invité à faire quelques reconnaissances en Piper, pour me familiariser avec le terrain. Conseil : « Ne pas voler trop bas, éviter les douars et les campements nomades ». Le pilote rit et me dit :

- *Il va falloir zigzaguer et avoir la main sur la manette des gaz. La zone très vaste, à cheval sur la rocade des hauts plateaux, se partage entre des parties boisées, pins et chênes, adossées à des reliefs très accidentés et rocheux coupés de gorges profondes, d'étendues où alternent une maigre végétation d'épineux, des bouquets de lauriers-roses, des touffes d'alfa. Par-dessus les chaînes de montagnes, au sud, l'immensité ocre de la bordure saharienne.*
- *De quoi vous amuser, murmure le pilote. Mais cela risque d'être sérieux si ces salopards choisissent la bagarre, ce qui est probable avec ce mégalo qui les commande et tout ce qu'on leur a distribué comme armement !*

La compagnie arrive, elle débarque en pleine nature. Pas un arbre à l'horizon, pas de point d'eau, la plaine sablonneuse parsemée de rares touffes. Les plaisanteries un peu forcées et amères fusent, où il est question de bourricots, des « folies » d'Alger, des étoiles sous la voûte des cieux. Mais il faut dégager le terrain, installer des guitounes, creuser des trous, placer la roulante, répartir les tâches, corvées, liaisons, gardes... La routine, quoi ! Il faut aussi baliser les emplacements des autres compagnies et du P.C. du bataillon dont un détachement précurseur est annoncé. Dans les jours qui suivent, le bataillon est installé grâce à une organisation bien rodée, du matériel perçu et la débrouillardise légionnaire. Seules questions : comment va évoluer la situation ? Combien de temps devrons-nous rester dans cette attente inconfortable ? Les journées sont chaudes, les nuits froides, l'imagination a des limites pour occuper les légionnaires...

Au courrier, un mot du lieutenant de Longueau qui me donne quelques précisions sur l'ambiance à Paris et manifeste son impatience de rejoindre la compagnie.

56. Le sergent Klocke Willy

Premières missions, sous le signe de la prudence, en direction des repaires traditionnels des bataillons bellounistes ; c'est le vide, mais plusieurs maisons forestières récemment incendiées et quelques barrages de rochers et d'arbres ne constituent pas de bons présages. Longueau nous a rejoint, je le charge de coiffer la 1ère et la 2e section pour permettre aux sous-officiers d'en conserver le commandement.

Le 28 juin, le commandement se décide à mettre en oeuvre, sur une plus grande ampleur, le dispositif, en lançant notre bataillon à la recherche de contacts.

C'est d'abord, le 30, la région du djebel Zaccar, massif rocheux barrant la plaine au sud de Djelfa.

- *Vous prenez la tête du dispositif, m'a précisé le chef de bataillon, la mise en place se fera de nuit, la progression sur ordre : un escadron d'E.B.R. sera déployé, très largement, au pied du massif, une batterie d'artillerie prête à l'appui. L'A.L.A.T. nous enverra un ou deux Piper pour l'observation. Nous devons rechercher le contact et éviter tout engagement. Le commandement espère, par ce genre de déploiement, amener Bellounis à la raison, c'est d'ailleurs son intérêt.*

Le jour n'est pas levé lorsque nous débarquons de nos G.M.C. transis de froid, aux abords de quelques mechtas vides. Ma compagnie se déploie dans les lauriers-roses, face à la muraille du Zaccar qui se découpe sur le ciel bleu rose. La radio grésille. James cale la fréquence. Deux ombres avancent. Vistica me dit :

- *C'est le sergent Klocke, il amène un type.*

En effet, Klocke pousse devant lui un homme en djellaba et rend compte :

- Nous l'avons surpris près d'un buisson, c'est un guetteur, nous l'avons désarmé.

L'homme est calme, il indique à l'interprète qu'il appartient à une compagnie du bataillon bellouniste de Si Meftah qui vient de passer la nuit au pied du massif, avec une autre unité, en tout quatre cents hommes environ. L'alerte a été donnée à l'approche de notre convoi, ordre de prendre position sur les crêtes. Il dit n'en savoir pas plus.

Dans le jour qui pointe, nous commençons à distinguer, à la jumelle, des types qui grimpent les pentes, sans précaution particulière, l'arme à la main ; certains prennent position sur les crêtes. Je rends compte au P.C. qui me répond : « Les ordres sont de rester en place, ne rien faire qui puisse amener une réaction. Mais le télémètre permet d'observer des positions d'armes lourdes. Nous avons les fréquences, nous tentons de contacter ces gens par radio, ils ne répondent pas.»

Tout ça ne sent pas très bon, et maintenant que le jour est bien levé, je constate que notre position est très inconfortable. Entre le massif et nous, une crête longiligne, comme un pas de tir, et un glacis de quelques centaines de mètres. La crête ne semble pas occupée mais, dans le cas contraire, nous ferions de belles cibles. Impensable de rester où nous sommes, il faut, et très vite, l'occuper ou se retirer. Un berger, dépêché avec un message réclamant un contact, n'est pas revenu. Le commandement temporise et nous répète de ne pas bouger.

Ma décision est prise, je lance dans la radio : « Je mets mes gens à l'abri » et donne l'ordre de progresser, très rapidement, vers la crête et d'y prendre position. La manoeuvre par bonds, sous la protection des armes automatiques, dispositif largement étalé, est promptement exécutée.

Le Piper d'observation fait un passage et indique que les gens d'en face progressent vers la crête. Il faut y être avant eux. Le terrain, moins escarpé de notre côté, nous est favorable, et les légionnaires n'ont pas besoin qu'on les pousse. Le fracas d'une arme automatique se répercute dans les gorges et sur les parois. Le Piper vire sur l'aile et annonce : « Appareil touché, je vais tenter un poser dans la plaine » et, à l'adresse du P.C.: « Merci effectuer balisage ». Cet acte d'agression apporte une justification à notre initiative : ces gens-là ne sont pas des amis !

Au moment où je parviens à la crête, suivi de James, le radio, et de Muller, mon ordonnance, un légionnaire de la section Kazanovic bondit derrière un rocher et réapparaît avec un fusil-mitrailleur et son servant qui n'a pas eu le temps de le mettre en batterie. Belle prise, il faut accélérer notre ancrage d'autant qu'un Piper venu en relève annonce, en prenant contact : « Vous avez donné un coup de pied dans la fourmilière ; ça grouille de partout.»

Les choses se passent très vite, deux sections viennent de s'installer, elles sont

accueillies par un feu nourri, assez peu ajusté, un profond ravin nous sépare des tireurs. Pour que les choses soient plus nettes, je donne l'ordre d'aménager les positions pour se protéger, observer, mais de ne riposter en aucun cas, dans l'immédiat du moins. Dans le commandement sur le terrain, c'est une des situations les plus inconfortables qui soient : ne pas riposter face aux tirs adverses.

En prenant beaucoup de précautions, nous pouvons observer, mais les balles sifflent dès qu'une tête dépasse la crête. Le lieutenant Le Pivain, officier de renseignement du bataillon, qui nous a rejoints pour récupérer le prisonnier et identifier son arme, en fait l'expérience : son képi au bout d'un bâton est balayé d'une courte rafale. Mais nous ne sommes pas là pour nous amuser, les légionnaires perdent patience, d'autant que le Piper indique des mouvements dans notre direction, dans les parois que nous surplombons et, plus largement, de part et d'autre de la crête.

Un interprète, avec un porte-voix, essaie, sans succès, d'interpeller les gens d'en face qui continuent à tirer. Je demande que des tirs d'artillerie soient préparés pour nous appuyer en cas de besoin, la réponse est positive : « O.K. pour l'artillerie. Nous avons également réclamé un appui feu de l'aviation ; à Oran, la chasse est prête à décoller.»

57. Le 8 juillet 1958, dans le djebel Sahari, le médecin capitaine Cristau près d'un légionnaire atteint par un coup de chaleur. Debout, à droite, le lieutenant Le Pivain.

Le temps n'est pas pour nous, nous risquons l'encerclement si rien n'est fait, l'énervement gagne en même temps qu'augmente la chaleur. L'ordre arrive en fin de matinée : « L'affrontement n'est pas souhaité. Les artilleurs vont tirer pour protéger votre dégagement qui doit être effectué par échelon dès que le top sera donné.

N'ouvrez le feu que sur des objectifs très proches sans vous découvrir.»

L'ordre est transmis, les dispositions prises, et dès que le signal est donné, après les premières salves des 105, le repli est amorcé, couvert par la section Campanella, qui se défoule en faisant des cartons dans les ravins, dans le même temps où Vistica allège son groupe en envoyant quelques obus de mortier. La riposte, brutale et bien ajustée, surprend les bellounistes dont les éléments les plus avancés décrochent en désordre, laissant quelques-uns des leurs sur le terrain.

L'affaire est réglée. Jusqu'au dernier moment j'ai craint un « accident » ; personne n'est touché, mais nous rentrons épuisés et déçus, malgré le message de félicitations pour « le sang-froid exceptionnel des légionnaires qui a permis de

lever toute hypothèque sur les intentions de l'adversaire, à la veille de l'expiration de l'ultimatum qui lui a été signifié ».

- *Comme en Indochine, nous avons encore à payer des choix précipités et hasardeux. Nous n'aurions jamais dû accorder notre confiance, ni surtout notre aide à ce sinistre Bellounis. Maintenant, en plein mois de juillet, il va falloir aller les sortir de leurs montagnes ! commente un officier au briefing de l'état-major.*
- *Et qui va le faire ? ironise un des nôtres.*

Certains croient encore naïvement à des contacts pacifiques. Ce n'est pas notre cas. Les compagnies poursuivent donc leurs reconnaissances tous azimuts pendant la première quinzaine de juillet. Les conditions sont difficiles dans ces montagnes aux parois et aux rochers déchiquetés et chauffés à blanc, la récupération reste très aléatoire sous les guitounes surchauffées. Les légionnaires s'endurcissent encore : joues creusées, teint de brique cuite, ils soignent leurs pieds et font une grande consommation de rangers. Le moral tient bon.

58. Vision expurgée du charnier

Quelques accrochages dont un, le 8 juillet au Kef el-Kakhina, coûte la vie à deux légionnaires de la 1ère compagnie.

Le 14 juillet, le bataillon au complet, tenue de combat et chèche autour du cou, défile en chantant à travers Djelfa, avant de faire mouvement, dans la nuit, vers le fief du « général », Dar el Chioukh, qui est passé au peigne fin.

Avant la fin de la journée, un ensemble de caches, de souterrains bien camouflés et bien aménagés, livrent leurs trésors : nombre de véhicules, du matériel, des armes. Dépôt logistique considérable que les services de Djelfa mettront plusieurs jours à évacuer…

Une autre découverte, dramatique est faite dans un douar des environs : un charnier de plusieurs centaines de cadavres, mains liées derrière le dos ; vision d'horreur, sanction d'un fou à ceux qui ont refusé de le suivre ! Il est urgent de neutraliser celui qui, maintenant, apparaît dans sa vraie nature, sanguinaire et dangereux : l'homme à abattre.

Deux jours plus tard, c'est chose faite, par hasard, lorsque, dans la vaste plaine d'alfa, au petit jour, une patrouille de cavaliers motorisés intercepte et contrôle deux individus en djellaba. Les papiers sont en règle, chacun poursuit son chemin. Mais un doute se fait dans l'esprit du chef de patrouille qui a vu, sous une des djellabas, une chemise blanche et une cravate. Insolite. Demi-tour, les hommes sont rattrapés. Le plus grand annonce :

- Je suis le général Bellounis.

Embarqué !

La suite est moins claire, mais personne ne s'en émeut : le captif a tenté de fuir au cours de son transfert, il a été abattu. Dans ce contexte d'horreur, de rage, de fatigue, cette disparition n'apparaît que comme un juste châtiment qui, sur le terrain, ne résout rien. Dans une macabre mise en scène, où le cadavre de Bellounis est soumis, de douar en douar, au regard des populations, les services d'action psychologique pensent trouver là un moyen de provoquer l'électrochoc salutaire qui ne se produit pas : trop de lassitude, de peur, de trahisons, d'incertitudes, de doutes…

Notre tâche n'est pas accomplie, nous repartons à travers gorges et massifs, plaines et forêts. Nous ne sommes pas les seuls, car le mouvement de fraternisation issu du 13 mai a fait long feu, les grandes opérations ont repris, les régiments de Légion sont engagés de la frontière tunisienne à celle du Maroc avec, parfois, de spectaculaires résultats. La compagnie a quitté ses cantonnements depuis plus de deux mois, dont deux au bivouac avec une présence incessante sur le terrain dans des conditions climatiques et matérielles très dures. Retour le 25 à Djelfa où chacun espère une pause, mais elle n'est pas à l'ordre du jour.

59. Je suis le général Bellounis

- La présence signalée d'importantes forces adverses dans le massif du Bou Khaïl commande de nouvelles opérations, nous annonce-t-on. Les mises en place se feront de nuit, la fouille du terrain sera à la charge des légionnaires, des para-coloniaux et des commandos de l'air, les bouclages incomberont aux compagnies sahariennes portées de Légion de Laghouat et de Messad ainsi qu'aux cavaliers.

Le 26, nous nous reposons quelques heures dans la palmeraie de Messad où nous aimerions nous attarder. Nous y recevons les ordres pour l'opération Bou Khaïl, la mission principale incombant à notre bataillon avec, en tête, la 4e compagnie. L'approche doit être discrète, pas de bruits, pas de feux, les légionnaires ont l'habitude.

Le soir, nous sommes à Amourah. Carte étalée, je donne les dernières instructions aux chefs de section.

- Départ à 4 heures, la piste est défoncée, il faut rouler sans lumière et sans distance. Le balisage est assuré par un peloton de spahis, mais le lieutenant de

Longueau, à mes côtés, s'assurera de la bonne orientation, car il y a des traces de véhicules et de fausses pistes tout le long.

Réveil à 3 heures. Je fais appeler Longueau, l'ordonnance me dit qu'il se rase à la source proche. Avec la fraîcheur de la nuit et notre manque de sommeil, ce souci de toilette n'a effleuré aucun d'entre nous !

Dans ce paysage chaotique éclairé par une faible lune, le repérage est malaisé. Longueau, qui semble perdu dans ses pensées, carte sur les genoux, répond par monosyllabes. À 6 heures, la compagnie débarque à Dechret Kanira, confluent de deux oueds enfoncés dans les lauriers-roses. Les crêtes déchiquetées du Bou Khaïl se dressent, menaçantes, sur le ciel qui rosit.

Les charges, allégées, sont réparties, essentiellement des munitions, deux jours de ration, deux bidons d'eau, le nécessaire habituel pour une partie de campagne qui peut durer. Le dispositif, étalé autant que le terrain le permet, est pris, les contacts radio sont assurés. Au signal, la progression commence : deux sections accolées pour franchir les fonds, une section en appui. Après ce premier bond, le dispositif doit être modifié pour aborder les crêtes escarpées et sans végétation. Les lisières sont atteintes, au pied de la chaîne, le rythme est pris, les articulations sont dérouillées, les esprits plus clairs, et les ombres, sur le terrain, s'estompent. Longueau coordonne la manoeuvre de la section Falke qui aborde les premières pentes, avec celle de Kazanovic, en retrait, alors que la section Fula couvre le dispositif sur l'aile droite.

60. Photo prise après le combat. Arrière du piton tenu par les bellounistes. La conquête de ce massif a coûté la vie au lieutenant de Longueau.

Je colle à la section Falke avec le radio, mon ordonnance et l'infirmier, laissant Vistica et son équipe mortier en arrière. La progression est prudente, régulière, sans à-coups, les commandements se font aux gestes. Nous marchons à découvert, il faut accélérer pour atteindre et coiffer les premières crêtes.

Nous sommes attendus : une longue rafale déchire le silence, se répercute sur les parois, d'autres armes entrent dans le concert, chacun s'aplatit ou gagne l'abri proche d'un rocher, nous sommes cloués au sol, il faut se dégager très vite. Le feu provient de la crête, au-dessus de Falke, mais rien ne dit qu'il ne va pas s'étendre. Pas d'hésitation, il faut foncer. Longueau doit pousser la section Falke à l'assaut, appuyée sur la droite par les feux de Fula qui améliore sa position. Kazanovic doit suivre au plus près. L'ordre est donné au moment où un premier légionnaire est blessé, sans gravité semble-t-il.

Les tirs s'intensifient, sont plus ajustés. Le lieutenant de Longueau n'a pas hésité : pistolet au poing, suivi de Falke, il a simplement crié : « En avant ! », entraînant les voltigeurs vers la crête. C'est la ruée, dans un vacarme de tirs, de cris, l'éclatement des grenades. Des silhouettes émergent des rochers, elles tombent, d'autres plongent dans les ravins. Kazanovic accélère pour apporter son appui à la section qui prend pied sur la crête. Falke crie :

- Vite, l'infirmier, le lieutenant est touché !

Nous nous précipitons, il est trop tard. Touché à bout portant à la poitrine, sur la partie droite, le lieutenant Bertrand de Longueau Saint-Michel est tombé sans un mot, il est étendu sans vie, à nos pieds, le visage tourné vers le ciel, serein. Notre émotion est grande, notre rage aussi, trois légionnaires sont morts, cinq sont blessés et, si la crête est conquise, le massif ne l'est pas.

Le nettoyage s'achève, la compagnie a atteint son premier objectif, elle consolide sa position, marque un temps d'arrêt. De la crête, plus éloignée, les tirs continuent, moins ajustés.

- On vous envoie un hélicoptère, préparez un périmètre de poser, à l'abri bien entendu, élargissez votre zone de protection. Je viens vers vous, m'annonce le chef de bataillon. Le résultat est remarquable, mais le prix élevé, ajoute-t-il tristement.

61. Les adieux au lieutenant de Longueau par son commandant de compagnie, le capitaine Charles-Domine. (à gauche).

L'adversaire a laissé une vingtaine de combattants sur le terrain, nous récupérons deux armes automatiques et une trentaine de fusils et de pistolets-mitrailleurs. Les corps sont alignés, enveloppés dans des toiles de tente, unis dans nos mêmes pensées.

Falke murmure :

- C'était ma place. Ses derniers mots ont été : En avant !

Je ne peux détacher mon regard de ce jeune officier étendu, et plus tard, je songerai au Dormeur du val de Rimbaud :

Les parfums ne font pas frissonner sa narine,

Il dort dans le soleil, la main sur sa poitrine,

Tranquille. Il a deux trous rouges au côté droit.

Cette scène, cet instant transcendent tous nos sentiments : la tristesse, voisine du désespoir qu'il faut surmonter, la peur qui pourrait, comme la fatigue, nous atteindre, dans ce décor de roches déchiquetées, écrasées de soleil, sous un ciel

blanc, ces crêtes qui restent à enlever, et dont on sait qu'elles vont être âprement défendues. Mais il y a la mission, la dette vis-à-vis de ceux qui nous quittent avec leur exemple, le souvenir qui reste notre richesse... C'est à la fois irréel et d'une grande intensité.

Nous ne pouvons nous arrêter, les tirs qui se poursuivent nous le rappellent et je prescris à Fula de consolider sa position et d'ajuster la riposte. L'hélicoptère, qui nous apporte des munitions, amarre deux brancards, les pales tournent et, dans un tourbillon de poussière, nous saluons, tandis que les légionnaires les plus proches présentent les armes. L'action doit reprendre avant que la chaleur ne soit insupportable et que le sommet du Bou Khail ne devienne une citadelle inexpugnable.

Appel radio :

- *La 2e compagnie va prendre à sa charge votre mission pour la suite, m'indique Soleil.*

Refus net

- *C'est notre affaire, nous n'avons pas terminé. Donnez-nous les appuis nécessaires.*
- *O.K., l'artillerie va ajuster des tirs, la chasse a décollé, vous la prendrez dans le réseau. La zone est maintenant bouclée, ils ne peuvent filer et vont s'accrocher au terrain. Soyez prudents.*

La section Fula a progressé de rocher en rocher. Deux légionnaires ont été légèrement blessés et refusent d'être évacués. Le groupe du sergent Klocke est à portée de grenades, il est stoppé pendant que les sections, aux ailes du dispositif, grignotent du terrain.

- *Il y a des trous profonds autour du sommet, indique le Piper, avec des gens retranchés qui ne semblent pas disposés à décrocher.*

En arrière, au point du premier poser, un hélicoptère largue une silhouette et s'éloigne. Vistica annonce, à la jumelle

- *C'est le lieutenant Roubert.*

En effet, un moment plus tard, mon adjoint se présente, simplement :

- *À vos ordres, mon capitaine. J'étais en l'air, ce matin, en mission d'observation, lorsque j'ai appris la mort de Longueau. J'ai demandé à interrompre ma mission, et mon stage, ma place est ici.*

Beau geste, unanimement apprécié, je remercie Roubert et lui confie la coordination des appuis avec notre manoeuvre, laquelle doit maintenant être menée à son terme, car nos positions sont rien moins que confortables : dans une chaleur accablante, chaque geste est salué d'un tir, d'une rafale ou d'une grenade ; il faut conclure.

Je rampe vers Klocke et ses voltigeurs ; à l'abri d'une barre rocheuse, ils ne peuvent bouger et reçoivent des grenades qui, par chance, dévalent la pente et éclatent plus bas.

- *Dès le signal, je vais déloger ces types, dit le sergent, j'ai repéré leur trou, avec deux voltigeurs, P.M. et grenades, ce sera vite fait.*

L'artillerie n'accroche pas. Les premières salves tombent dans les ravins, impossible de raccourcir, nous sommes trop près. Guidée par un Piper, la chasse se pointe et annonce

- *Nous allons effectuer quatre passages de straffing[40] face à vous : le terrain le permet. Mettez vos gens à l'abri ; dès la fin, vous pourrez y aller.*

Les rotations commencent, remarquables de précision, impressionnantes, car nous avons le sentiment d'être au centre de la cible. Les rochers, autour, volent en éclats. Mais chaque passage est salué, au sommet, par des tirs qui, pour dérisoires qu'ils soient, montrent bien que les gens d'en face sont des coriaces, des desperados.

Comme prévu, dans la fumée et la poussière du dernier tir, le sergent Klocke s'élance avec deux voltigeurs ; brèves rafales, éclats de grenades, cris.

Le dernier voltigeur appelle :

- *Nous en avons eu deux ou trois, mais Klocke et Tiemann sont touchés.*

62. Devant les légionnaires égayés en tirailleurs, la bombe de napalm vient de tomber sur la position tenue par les rebelles.

Une deuxième équipe s'élance, extirpe d'abord trois types hébétés qui ont jeté leurs armes et levé les mains. Mais, dans le creux, les corps de Klocke et Tiemann ; ils ont été tués à bout portant.

Le choc, le vide, la fatigue, la chaleur qui s'ajoutent au danger. Nous dégageons les corps ; Klocke, le petit sergent toujours net, vif, et son inséparable éclaireur, massif, imperturbable... Déjà la chasse, qui tourne à l'horizon, reprend contact :

- *Nous allons larguer des bidons spéciaux (le terme employé pour le napalm) dans l'autre sens, reprenez votre position et balisez avec vos foulards.*

Les T6 approchent, au ras des crêtes, les bidons sont lâchés dans notre dos, ils viennent s'écraser sur le sommet qui, dans un grand éclair, s'embrase : nous sentons le souffle brûlant. C'est le moment d'en finir : la 2e compagnie, arrivée à la rescousse, couvre les flancs, nous nous précipitons et, dans l'âcre odeur qui se

40. Mitraillage par aviation.

dégage, nous occupons le sommet, jonché de cadavres et d'armes calcinées. Deux hommes, les derniers, se rendent, ils sont blessés, leurs tenues sont en lambeaux. Quelques fuyards dévalent les pentes, ils ne pourront aller bien loin. Le Bou Khaïl est enlevé, la compagnie bellouniste qui s'y accrochait est anéantie, nous pensons à ceux qui viennent de nous quitter, ils étaient les meilleurs, et ce n'est pas une formule.

Quant à nos adversaires — pourquoi le cacher ? —, si, par force, nous leur reconnaissons le courage qu'ils ont apporté à se défendre, nous ne leur accordons aucune compassion et nous ne nous abandonnons à aucun état d'âme : les charniers de Dar el-Chioukh nous rappellent leur sauvagerie. Depuis plusieurs semaines, nous cherchons à leur tendre la main, la réponse est encore là. Ce n'est pas une guerre de preux, il n'y a pas de fleurs aux fusils.

Nous restons sur la position conquise, dans la fumée, l'odeur et la chaleur insoutenables ; le boeuf assaisonné des rations a du mal à passer. Quelques rafales, des tirs isolés, au fond des gorges, l'après-midi est avancé, nous avons évacué les morts, les blessés, les prisonniers, complété nos dotations, munitions, rations et eau, et nous passons la nuit sur une nouvelle position plus à l'est. Sous un ciel constellé d'étoiles, nous ne trouvons pas le sommeil : membres douloureux, nerfs tendus, recrus d'émotions et de fatigue, encore sur nos gardes, le temps semble long avant que le ciel, sur les crêtes, ne rosisse. James, à mes côtés, a répété le bilan par radio, et reçu les ordres pour le jour qui vient. Pour la compagnie, ce sera, le long d'une vallée qui s'amorce à nos pieds, dix kilomètres à parcourir avant d'atteindre nos véhicules.

Le ballet des hélicoptères commence, la radio répercute les demandes d'évacuation, nombreuses : je pressens le danger, les chefs de section sont d'accord pour ne pas céder à la tentation qui serait vite contagieuse : pour le principe, pour le geste, nous convenons de rentrer sans aide extérieure. D'une quarantaine d'évacuations sollicitées, aucune demande ne viendra de la 4e compagnie.

Au point de rassemblement où se trouvent les camions P.C., des hélicoptères, nos véhicules sont à l'écart… Nous rentrons à Djelfa alors que la nuit est déjà tombée, les armes sont nettoyées, on me rend compte de l'appel des hommes et du matériel. Chacun fait toilette, l'infirmier panse quelques plaies, soigne des pieds. Un repas chaud et copieux est servi, reste à prendre du repos, récupérer.

Mais avant toute chose, je tiens à rassembler les affaires personnelles du lieutenant de Longueau. Sa cantine est bien rangée ; au-dessus du linge, une enveloppe fermée : « À mes parents ». Lorsque j'en connaîtrai la teneur, plus tard, je saurai, s'il en était besoin, que le 27 juillet 1958 un jeune officier de qualité exceptionnelle nous a quittés et que, par une pensée prémonitoire, autant que par

un besoin d'ordre, il a songé à apporter à ceux qui le pleureraient le soutien de sa foi, de sa sérénité et de son courage :

« Je peux mourir bientôt. Cela m'est bien égal pourvu que Dieu m'aide à mourir en chrétien et face à l'ennemi. À Saint-Cyr, le soir du baptême de ma promotion, j'ai fait à Dieu le sacrifice de ma vie pour la France. Cela ne doit rien coûter à un officier.» Bel exemple généré au sein d'une famille que j'aurai le privilège de connaître, et dans laquelle une foi profonde et le sens du devoir commandent les attitudes de l'existence.

Aller-retour le 30 juillet à Tlemcen où j'assiste à la cérémonie émouvante de l'adieu à nos compagnons...»

Extrait de « *Ces soldats de l'impossible* » par Jean-Charles Domine.

Je retrouve mon commandant de compagnie à l'occasion de cette cérémonie au cimetière de Tlemcen. Obligé de regagner Djelfa, ce dernier me demande de rester encore quelques jours à Turenne pour le représenter et piloter le père du lieutenant de Longueau, colonel en retraite, et son jeune frère Jean-Louis, qui ont annoncé leur visite. Leur dignité et leur courage me remplissent d'admiration encore maintenant. J'étais loin de me douter, alors, que ma famille vivrait la même épreuve, deux ans plus tard.

63. Claude et sa section lors du défilé à Djelfa en juin 1958

Je gagne à mon tour les environs de Djelfa pour participer aux dernières opérations de la compagnie dans ce secteur. Celles-ci prennent fin mi-août, date à laquelle le bataillon revient en ouest Oranie.

Pendant notre absence, le 3e bataillon aux ordres du commandant Chenel a dû, non seulement compenser l'absence de notre bataillon, mais envoyer une compagnie défiler à Paris, lors du 14 juillet. Pendant cette période, avec des effectifs réduits, la lutte contre la pression F.L.N. est demeurée soutenue.

Le 9 juillet à Touririne : réduction d'une cache avec trois fellagas en armes au cours de laquelle un caporal harki et un caporal-chef interprète sont blessés.

Le 11 à Tibrhiouine : la 9e compagnie accroche dans des conditions très difficiles un groupe de fellagas au cours duquel le chef de la Nahia III est abattu et son arme récupérée tandis que nos pertes sont sévères : 1 sergent et 4 légionnaires tués, le sous-lieutenant Simon et 4 légionnaires blessés.

Le 12 dans l'Ourdjène : la 12e compagnie surprend un groupe de fellagas qui laisse sur le terrain 5 tués et 4 armes tandis que 4 autres sont faits prisonniers.

Le 23 près de Zarifet : la 9e compagnie perd deux des siens tués par mine.

En ce qui me concerne, le rythme soutenu des opérations des dix derniers jours ne m'a laissé que peu de temps pour réfléchir et penser à mes trois camarades. Le 12 août, je retrouve avec ma compagnie, la ferme Fabre : les places vides me rappellent mes trois camarades. Je retrouve mon cahier : mes notes laissent transparaître mon désarroi.

Vendredi 15 août 1958

C'est bizarre quand on est seul, quand on réfléchit, ce besoin de se confier à quelqu'un. Comme je n'ai personne, c'est ce bout de cahier qui tient lieu d'ami. On est drôlement fait !

Aujourd'hui je n'ai pas pu aller à la messe, non pas écrasé de boulot, mais parce que j'ai jugé que la Compagnie n'ayant pas quartier libre, ma place était avec tout le monde. J'ai essayé de compenser par la lecture de la messe.

Voilà quinze jours que j'aurais voulu écrire sur ce cahier mes impressions sur ce dur retour de perm.

Dur, à cause des trois télégrammes reçus le dimanche 27 au soir. Je crois que c'est la première fois que je suis autant affecté par la mort, qui fauche trois camarades avec qui pourtant je n'avais pas des rapports de copains comme avec Vidonne ou d'autres, car la hiérarchie impose une certaine distance. Mais nous nous estimions mutuellement et je reconnais qu'à la fin de ma perm, j'étais presque heureux de revenir pour les retrouver tous deux. Le lieutenant avait toujours été si chic avec moi et de conseils si précieux ! Klocke, lui c'était l'image du sous-officier parfait. Bien avec tout le monde, ayant le souci des légionnaires. C'est une grosse perte pour la section. Je n'arrive pas à comprendre.

La vie n'est pas grand-chose. Je n'arrive pas à me persuader de l'évidence : tout homme est mortel. Le 27 cela a été les amis, bientôt ce sera d'autres ou moi mais mon tour viendra une fois, bientôt ou plus tard, mais il viendra c'est sûr. Il n'y a rien qui soit plus sûr et plus évident et dont on soit moins persuadé.

Nous vivons comme si nous devions rester éternellement sur terre, déplorant les jours qui passent mais sans voir que le rouleau aura une fin.

Samedi 16 août 1958

Ce soir avant dîner, nous avons regardé quelques photos prises par le Docteur, en particulier deux du lieutenant sur son « lit de mort », le brancard de l'infirmier. Et ce soir le problème de la mort me torture encore. Une fois le corps disparu, le corps retourné en poussière, que reste-t-il ? Qu'est-ce que l'âme ? Pourquoi faut-il se

creuser la tête pour ne pas arriver à trouver de réponse tout seul, si le vrai but n'est pas la vie sur terre ?

S'il est vrai que la vie sur terre n'est rien, qu'elle n'est qu'un pied-à-terre, qu'une porte pour la vraie vie, pourquoi cela ne nous paraît-il pas évident ou du moins qu'à certaines minutes ? Il faut toujours reposer le problème et ne jamais rien trouver.

Il est vrai que je raisonne, alors que la foi n'est pas une question de raisonnement.

Mais mon Dieu, vous me comprenez, nous sommes obligés de vous suivre les yeux fermés : il est bien normal que nous essayions de nous demander de temps en temps où vous nous emmenez ! Excusez-moi de vous dire ces choses, mais vivement le jour où le bandeau que nous avons sur les yeux sera enlevé. Je voudrais tellement voir et comprendre.

En attendant, il faut faire confiance : je vous fais confiance ; mais cela ne suffit pas, il faut aussi agir : alors ça c'est un autre problème.

Mercredi 20 août 1958

Je vais partir tout à l'heure en embuscade faire un petit tour. Je viens de regarder une photo de Klocke. Le capitaine aujourd'hui a trié ses affaires et maintenant je pense à lui comme il m'arrive souvent. Tout ici à la compagnie me le rappelle : hier l'opération dans le Bouchouk, les sorties en embuscade, tout…

Mais il est vain de garder le souvenir comme les païens, cela ne sert à rien, sinon de se prouver que cet ami était quelqu'un par rapport à moi.

Aussi mon Dieu, bien que je ne sois qu'un mécréant, j'ose vous adresser cette prière, ce n'est pas souvent que je vous prie, mais pour une fois écoutez-moi : « Si vous n'avez pas encore pris chez vous, dans votre demeure, ceux que j'ai connus et aimés et qui sont tombés le 27, dépêchez-vous de les prendre ! Ne les jugez pas, faites comme moi, je les aime sans les connaître, ce sont des légionnaires, cela doit vous suffire et puis ce sont mes amis (d'accord que ce n'est pas une référence) mais vous ne pouvez refuser à celui qui demande et espère faiblement un jour vous retrouver enfin pour de vrai et retrouver aussi tous ceux qui m'étaient quelque chose.»

2.4 - Dans le Sud-Oranais (septembre à décembre 1958)

Le colonel Adolenko quitte le régiment le 1er septembre 1958. Il est remplacé par le colonel Favreau, un sportif portant bandeau sur l'œil gauche qu'il a perdu lors d'une campagne en Tunisie avec le 3e Étranger, quinze années plus tôt. Il va nous laisser nous reprendre pendant quelques jours avant de nous dévoiler notre nouvelle mission.

Samedi 6 septembre 1958

Voilà 4 à 5 jours que nous sommes toute la Compagnie à Rach Goun. Occupation de la journée : baignade !... Je lis « Verbe » que m'a prêté le lieutenant Le Pivain. C'est assez intéressant et je crois que j'ai peut-être trouvé ce qui convient pour m'instruire sur la religion, ce que je cherchais depuis si longtemps. Il ne s'agit pas de disperser ses forces n'importe où, n'importe comment.

64. L'adjudant Kazanovic à Damesnes en janvier 1959

Jeudi 18 septembre 1958

Les jours passent avec une rapidité folle. Où en suis-je ? Toujours la même chose ! En ce moment j'ai un boulot fou, du moins je n'ai jamais arrêté et le moral comme toujours s'en ressent. Faire des embuscades, sortir avec la Section, dormir.

Il faut se ressourcer intellectuellement, sinon (c'est ce qui se passe pour moi depuis pas mal de temps) c'est le corps qui commande et non l'esprit. On est victime alors d'une fatigue, d'une mauvaise digestion ou d'un bon repas. Le moral suit infailliblement l'état physique du corps.

Aux quelques jours de repos en début de mois, a fait suite une période d'activité fébrile. Aux occupations habituelles ont été ajoutées des séances de formation et d'initiation au nouveau matériel.

En effet, notre régiment, rebaptisé Unité d'Intervention, va être dégagé des contraintes du quadrillage d'un secteur et, au même titre que le 3e R.E.I. et la 13e D.B.L.E., va recevoir pour mission de se porter à la rencontre des rebelles et de chercher à les anéantir sur tout le territoire. Notre régiment, qui va troquer pour les opérations le képi pour le béret vert, va être incorporé dans la 11e Division commandée par le général Gilles. Cette division interviendra dans toute l'Algérie.

Dans ce nouveau dispositif, notre compagnie devient compagnie portée à vocation

de reconnaissance et d'éclairage, tandis que les bataillons - question de sémantique - prennent l'appellation d'E.M.T. c'est-à-dire d'état-major tactique.

Deux sections, celle de l'adjudant Kazanovic, un Yougoslave parlant peu, respecté de ses hommes, ayant perdu un œil en Indochine, et la mienne sont transformées en sections de reconnaissance motorisées, montées sur jeeps, avec des moyens nouveaux :

- une jeep de commandement avec un poste de radio longue distance, assurant la liaison, la plupart du temps en morse, un poste de radio moyenne distance, pour communiquer avec le commandant de compagnie et les deux autres postes qui équipent la section,
- une jeep équipée d'un canon 105 sans recul,
- quatre jeeps fonctionnant en binômes pour les liaisons radio. Elles sont équipées chacune d'une mitrailleuse AA52 et transportent, en plus du chauffeur et du tireur F.M., deux voltigeurs armés de P.M..

Les deux autres sections de la compagnie conservent leur matériel et armement habituels mais sont dotées de Dodge 4x4 ou 6x6, ce qui les rend autonomes et très mobiles. Ce peloton très redoutable va être commandé par le lieutenant Le Pivain qui rejoint notre compagnie fin septembre.

65. La Gaada d'Aflou, 17 au 18 novembre 1958

En plus des tâches habituelles, le capitaine me charge de former les nouveaux chauffeurs, de faire passer les permis de conduire et d'initier les hommes au nouveau matériel : le 105[41] sans recul et les AA52[42] que nous découvrons tous pour la première fois et que j'aurai à présenter au colonel début octobre.

Samedi 4 octobre 1958

Hier en rangeant mes affaires, je me suis aperçu que je m'étais fait voler 20 000 Fr. C'est dur à digérer, car pour moi, cela représente une somme surtout qu'en ce moment j'en ai besoin.

Que faire ? Je ne saurai jamais qui a fait le coup. Je ne vais pas porter le deuil pour si peu.

Vous me direz, mon Dieu que ce qui est, est (je viens de repenser au problème de la vérité) et que je n'y puis rien. Bien sûr ! Et je suis bien obligé de l'accepter bon gré, mal gré. Eh bien, je l'accepte bon gré et que cela me serve à me rappeler qu'il ne

41. Il s'agit du canon 105 sans recul.
42. Fusil mitrailleur à bandes.

faut pas trop s'attacher aux biens de la terre mais bien plus à Vous qui seul avez la Vérité. Malheureusement pour moi, il est plus facile de penser à ce que je ferai de mes billets qu'à ce que je ferai quand je mangerai l'herbe par les racines. Aidez-moi à mettre chaque chose à sa place.

Dimanche 5 octobre 1958

Que la journée a vite passé ! Nous venons de finir la revue de la compagnie passée par le colonel.

Peu de temps après, nous déménageons sur Damesnes, petite station balnéaire, à 4 km à l'est d'Arzew. Le temps de dresser les tentes, nous enchaînons aussitôt les opérations.

Pour la première sortie, nous gagnons Aflou avec nos nouveaux véhicules. De là, nous avons mission de rejoindre Géryville pour une opération avec les troupes du secteur. Comme la piste qui traverse le Djebel Amour et relie les deux villes, est coupée par endroits, selon les informations que détient l'état-major, un gros bulldozer Caterpillard, arrimé sur un porte char, tracté par un gros Diamond prend la tête de la colonne. Il pourra réparer les dégâts éventuels.

66. E.B.R. 75 Panhard utilisé en Algérie

Parti le matin à l'aube, le convoi, fort d'une quarantaine de véhicules transportant le bataillon, se met en branle, obligé de suivre l'allure du tracteur Diamond. Celui-ci peine à transporter sa lourde charge. Dans les passages difficiles, il faut faire descendre le bull. Son poids et son empattement en effet, dans certaines courbes et passages délicats, mettent en danger l'attelage. À ce rythme de tortue, après de nombreuses haltes interminables au cours desquelles nous stoppons les moteurs, le bataillon rejoint les environs de Géryville vers 17 heures, au lieu de la fin de matinée envisagée initialement.

L'opération prévue s'est déroulée sans nous. Les troupes du secteur ont poursuivi en vain les rebelles, sans établir le contact. En hâte, avant la nuit, nous dressons les tentes sous l'ombre inhospitalière du djebel Ksel dont les murailles dominent la plaine d'alfa. Notre section est installée près du bull juché sur le porte char.

À 23 heures, crachements par rafales d'un F.M. qui, depuis les pentes du djebel, tire sur notre bivouac.

- Que fait-on ? me demande Bruck le chauffeur.
- On dort. Restez sous les tentes !

Nos tentes et nos jeeps sont au cœur du dispositif, il est en effet impossible de réagir. Les mortiers du bataillon vont du reste bientôt calmer les ardeurs des trouble-fêtes que les troupes du secteur ont cherchés en vain toute la journée, mais qui, par contre, nous ont parfaitement localisés.

Le lendemain, aux aurores, nous émergeons des tentes et faisons le point. Surprises et perplexité. Le bull, près de nos tentes, a reçu une rafale dans le radiateur. Il est donc inutilisable en l'état. Bruck sentencieusement annonce à la cantonade :

- Il vaut mieux que ce soit le bull qui ait l'indigestion de pruneaux. On saura réparer. Nous par contre ….

Compte tenu de l'expérience de la veille, le bataillon qui doit se rendre du côté d'Aïn-Sefra, s'ébranle sans le bull dont le convoyage est confié à ma section. Les sens aux aguets, nous passons la journée, seuls, avec notre matériel, dans le djebel Ksour, et finissons par rejoindre le bataillon, tard dans la soirée.

Nous allons poursuivre les opérations dans ce secteur, plus au sud, en zone française de l'autre côté du barrage électrifié, dressé à proximité de la frontière marocaine. Au briefing notre section reçoit pour mission le bouclage ouest du Djebel Mzi au nord-est de Figuig. Un lieutenant du 2e R.E.C.[43], qui connaît bien le secteur pour le sillonner à l'occasion avec ses E.B.R.[44], est chef du détachement. Le matin, au départ, celui-ci m'indique :

67. Le 1/5 défile à Djelfa en juin 1958. En premier plan l'avant d'un E.B.R. des spahis.

- Il faut ouvrir l'œil, il y a des mines dans le secteur !

J'écoute d'une oreille distraite :

- Depuis le temps que j'entends parler de mines sans en voir ! me dis-je.

En effet lorsque nous partions en convoi, de nuit ou de jour, en Oranie surtout, il était habituel de positionner, en tête du convoi, un G.M.C.[45] pilote n'ayant à son bord, pour limiter les pertes humaines en cas de pépin, que le conducteur et un officier ou sous-officier chargé de donner la direction. Le G.M.C. était chargé de sacs de sable placés sur des tapis de caoutchouc pour amortir le choc de la déflagration en cas de contact avec une mine. J'avais pris, par le passé, mon tour de rôle, comme chacun des membres d'encadrement de la compagnie. Jusqu'alors, la chance nous avait souris.

43. Régiment étranger de Cavalerie.
44. Engin blindé de reconnaissance, très rapide, monté sur pneus, qui va aussi bien en avant qu'en arrière.
45. Camion militaire de transport (General Motors Compagny).

À l'aube, nous quittons Djannien Bou Rezg et filons plein ouest, par une piste ouverte d'une simple passe de bull, à travers la plaine d'alfa. Le lieutenant commandant le détachement est debout, dans son E.B.R. placé en tête, ma jeep en deuxième position. Les autres jeeps suivent, tandis que le deuxième E.B.R. ferme la file.

Nous roulons depuis trois quarts d'heure à peine. Soudain, explosion violente ! Cratère énorme causé par une mine qui vient d'exploser. Sous le choc, le blindé de plus de 15 tonnes est déplacé brutalement de trois mètres sur la gauche. Il n'a plus de train avant. Le lieutenant et son équipage sont commotionnés et blessés, sans trop de gravité. Appel au P.C. par le Piper. Rotation des hélicoptères. Je reçois l'ordre de poursuivre en laissant un détachement pour garder le matériel et l'armement, dans l'attente de l'intervention des services du matériel qui viendront remorquer et ramener à bon port l'E.B.R. accidenté.

Nous poursuivons avec l'E.B.R. restant, placé en tête, mais en délaissant la piste à notre droite que nous surveillons à distance. Nous zigzaguons autour des touffes d'alfa que parfois nous chevauchons.

- « *Mone lieutenante* », si cela avait été nous, me dit Bruck avec son accent allemand, dans un sourire forcé en me jetant un coup d'oeil.

Réponse laconique de ma part, alors que je scrute le sol :

- Regarde devant toi !

Il est bien évident, qu'au contact d'une mine, nos jeeps, au poids plume d'une tonne et demie, décriraient une figure d'acrobatie qui nous serait fatale.

Bien nous en prend. Une deuxième mine. Halte. Pose d'une grenade sur l'engin. Explosion. Le cratère est impressionnant. Nous partons à nouveau. La manoeuvre se répétera six fois.

Un peu inquiets, nous approchons du Djebel. Plus question de circuler en dehors de la piste. Il n'y a pas la place. La route est ouverte à flanc de pente. Nous empruntons un sentier où l'E.B.R. a des difficultés à se frayer un chemin. Deux voltigeurs ouvrent la route à pied et découvrent un passage suspect. Nous utilisons la baïonnette du lance-grenade. Encore une mine. Le scénario est bien rôdé. Nous la faisons exploser et poursuivons au pas.

Il est 15 heures, nous avons du retard sur le programme. Nous poursuivons sans nous hâter. Explosion. Celle-là, nous ne l'avions pas détectée : elle n'était pas à même le sol, mais sur le bas-côté. Même scénario que le matin. Les blessés ne sont pas trop gravement atteints. Nous passons la nuit sur place à attendre les gros tracteurs de la logistique qui viendront évacuer l'épave.

Le lendemain nous poursuivons en ouvrant toujours la route à pied, les jeeps

derrière, suivant au pas. Nous ne rejoindrons le bataillon, dans un col perdu, que tard le soir après avoir neutralisé encore deux mines. Je suis accueilli par une tape amicale et réconfortante sur les épaules.

Les opérations se poursuivent de façon presque ininterrompue. Nous allons soulever la poussière des pistes de Saïda, dormir sous la neige dans le Geryvillois où, le matin, nos jeeps auront quelques difficultés à démarrer, foncer dans le Plateau du Sersou près de Tiaret, retourner dans le Djebel Amour que nous occupons pendant une longue période sans revenir à la base. Le vent glacial du matin purifie nos mines hirsutes, tandis que le soleil brûlant de la journée sèche notre sueur. Les fatigues de la journée nous font dormir d'un sommeil de plomb dans nos sacs de couchage, humides de condensation faute de pouvoir les aérer.

68. La forêt de Massaguelfa où a eu lieu l'accrochage, le 23 novembre 1958

69. Le capitaine Charles-Domine

Un grain de sable, cependant, va gâcher cette dernière partie de camping sauvage qui s'éternise trois semaines. Au départ, nous avons pris livraison de nos rations collectives qui s'entassent dans nos jeeps et n'avons pas remarqué leur clonage à l'identique avec un seul menu fait de choucroute. Nous découvrons cette anomalie dès le premier soir en même temps que nous recevons - un malheur n'arrive jamais seul - l'interdiction de faire du feu, pour ne pas signaler notre présence.

Comme tout le monde, j'essaye de manger de la choucroute froide, comme toute la section, j'y renonce. Pendant cette période, le popotier n'a pas besoin d'annoncer le menu : notre quotidien est fait de pain, accommodé soit de boîtes de singe, ou de pâtes de fruits ou de chocolat. Avec un tel régime, ajouté à une espèce de sédentarité mobile dans les véhicules, je prends des kilos et deviens bouffi, alors qu'avec les opérations dans le secteur de Djelfa, comme tout le monde, j'avais gardé une ligne de mannequin.

Tout heureux de pouvoir manger enfin des plats chauds, nous revenons à Damesnes, où, pour faire bonne mesure, le cuisinier de la compagnie, resté à

garder le cantonnement, pendant notre longue absence, a préparé pour ses camarades, persuadé de leur faire plaisir... Cette bonne choucroute finit par crépir les plafonds des toiles de tente.

Le 23 novembre, opération[46] sous les ordres du lieutenant Roubert qui remplace le capitaine. Nous sommes dans la région de Djelfa. Il me répercute l'ordre reçu : je dois, avec les jeeps, coûte que coûte, gagner une crête pour empêcher la fuite d'une bande de rebelles accrochée dans le secteur. Nous entendons, sur le sommet d'un escarpement, le crépitement d'un F.M. ennemi. La futaie et la pente empêchent la progression des jeeps qui ont montré alors leurs limites. Nous leur ouvrons la route, en coupant les arbustes à la hache quand nécessaire. Finalement, nous renonçons et abandonnons nos véhicules en contrebas. Nous finissons par

70. le lieutenant Le Pivain. Janvier 1959 à Damesne

71. Le lieutenant Roubert à Damesne en janvier 1959

gagner la crête à pied, les F.M., habituellement posées sur jeep, en bandoulière. Nous arriverons après la bataille. Entre les cartes et la réalité du terrain, il y a un gouffre. Le combat s'est livré sans nous : 27 fellagas tués. Deux blessés prisonniers. 12 armes de guerre récupérées.

Je trouve dans mon cahier :

Noël 58

Depuis le 12 octobre, voilà que nous vivons la vie au grand air : des opérations de plusieurs jours. C'est très sain et vivifiant si l'on veut. Cela désembourgeoise. Les jours passent très vite et l'on ne s'ennuie pas.

46. Djebel Chebeibita à l'ouest de Djelfa

Souvenir complémentaire de ce Noël

Au cours de toutes ces sorties où nous dormons, la plupart du temps, à même le sol avec nos seuls sacs de couchage, malgré des conditions hivernales, l'ambiance n'est pas à la morosité et les chants, parfois, bercent le mordant des nuits froides.

J'avais remarqué la qualité de la voix de trois légionnaires et leur avais demandé s'ils acceptaient de chanter pour la messe de minuit. Fort de leur consentement, j'avais pris contact avec le curé de la paroisse, heureux d'apporter une note colorée à son office en faisant chanter le « *Stille Nacht, heilige Nacht !* » à l'offertoire.

Nous répétons l'après-midi, tout va bien. Je suis confiant. Les légionnaires sont présents dès le début de l'office. Notre groupe s'installe près du chœur auprès des dames de la chorale. Je ne remarque rien de particulier. Arrive l'offertoire. Les voix claires de l'après-midi ont disparu pour faire place à des voix embrumées et à des accompagnements insolites. Mes légionnaires avaient dû, depuis la répétition, fréquenter des chapelles où l'eau bénite n'était pas prévue au programme !

Dimanche 4 janvier 1959

Un dimanche de plus de passé, un dimanche banal. Ce matin, je ne voulais pas aller à la messe, car je ne voulais pas obéir à la force de l'habitude. Je voulais rester et méditer la messe dans ma chambre. Et puis sur le coup de 8h30, le lieutenant X. est venu me demander à quelle heure je descendais, alors... je suis descendu !

Pendant le repas du soir, le capitaine m'a fait « enrager », parlant de mon réengagement et de mes possibilités de faire carrière dans l'armée. L'armée, il est vrai, me plaît par certains côtés, et je m'y sens à l'aise, pour le moment du moins, et, il faut le reconnaître, on s'y sent quelqu'un lorsqu'on est officier.

Mais dans la vie quel est le problème ? Être quelqu'un, avoir de l'influence sur les autres, être un simple ?

Le problème, souvent dit-on, est d'agir en chrétien partout où l'on se trouve. Bien sûr ! Mais pour moi le problème est le choix de la place.

Souvenirs :

Le capitaine Charles Domine me convoque le dimanche 11 janvier après-midi.

- Ce soir, vous sortez : votre section et celle de Kazanovic. Je vous donnerai les indications en temps utile. Veillez à ce qu'il ne manque personne. Vous commanderez les deux sections. Vous passez la nuit dehors.

Je répercute les ordres. Les légionnaires, qui avaient eu besoin de repos, maintenant tournent en rond, ce qui n'est pas bon pour le moral. Leur faire prendre l'air : rien de tel pour remettre les idées en place.

Peu avant le repas, mon commandant de compagnie me fait venir dans le local qui nous sert de pièce commune, dans la villa étroite où nous avons établi nos pénates et me montrant la carte :

- À 20 heures 30, vous embarquez les deux sections dans les 6 x 6 de Le Pivain, vous débarquez ici du côté du Portet. Demain à 8 heures, nous vous attendons avec les 6 x 6 ici au carrefour.

72. Opération dans le secteur de Nédroma en août 1956

Je jette un coup d'œil à la carte. Il y a bien une trentaine de kilomètres de marche, ce qui n'est pas pour nous déplaire. Par contre, le massif semble relativement chahuté et couvert d'arbustes. Les courbes de niveau côté mer sont assez serrées, il faudra donc emprunter un talweg pour gagner le sommet qui domine la mer de trois cents mètres.

À l'heure dite, les deux sections sont rassemblées, en armes. Nous faisons l'appel. Il ne manque personne des cinquante hommes qui doivent sortir. Chacun porte son macaron lumineux au ceinturon. Nous en aurons besoin. Il fait une nuit d'encre. On ne voit absolument rien.

Nous allons marcher toute la nuit. Pas question de mettre un éclaireur en tête. Je marche le premier, la boussole à la main, concentré à compter mes pas pour anticiper approximativement la distance à laquelle il faudra changer de cap pour suivre le talweg que j'avais repéré sur la carte. Nous nous arrêtons très souvent : il faut s'assurer que tout le monde suit. Il m'arrive de partir seul faire une petite reconnaissance et de revenir sur mes pas.

Sur le petit matin, alors que je suis en nage, le crachin qui tombe par intermittence me glace le dos et j'ai périodiquement des frissons. Nous continuons notre marche. À 7 heures, le jour est bien levé, je fais le point et continue. Le cap a l'air correct. Une demi-heure plus tard, nous arrivons vers un promontoire qui nous permet de découvrir, en contrebas, une grande clairière avec les véhicules. Ouf ! nous allons bientôt arriver.

Le Pivain est là qui m'attend et me demande :

- Alors Grandjacques, ça va ?

Réponse affirmative de ma part en ajoutant :

- Ne me demandez pas par où nous sommes passés. Je n'en sais fichtre rien.

Nous embarquons et rentrons à Damesnes. Je suis heureux d'avoir atteint le rendez-vous prévu et d'avoir réussi. Mais je suis obligé de me mettre au lit, non

pas pour récupérer de la nuit, mais je me sens fiévreux avec des tremblements et des douleurs abdominales.

Le lendemain, le médecin capitaine Plassat vient jusqu'à la chambre :

- Appendicite subaiguë ! diagnostique-t-il en m'envoyant à l'hôpital Baudens à Oran tout proche. J'y reste en observation pendant trois jours au cours desquels j'ai le temps d'envoyer des nouvelles aux parents. Je subis finalement cette opération bénigne à la suite de laquelle mon séjour oranais se prolonge encore de quelques jours.

Un après-midi, j'entends frapper à la porte de la chambre.

- Entrez !

C'est mon père. Il vient de prendre l'avion à Lyon, un taxi à la Sénia. Il ne restera pas longtemps, le temps de s'assurer que le contenu de mon courrier est exact. Il n'en parle pas mais, après coup, je comprends qu'il s'est imaginé le pire. Une heure plus tard, il fait le chemin en sens inverse pour reprendre, dès le lendemain, le volant de ses camions.

Je reçois un peu plus tard ce courrier de mon frère Alain qui fait ses classes à Bourg Saint-Maurice depuis l'an dernier.

Cher Claude, courrier adressé à l'hôpital à Oran *Tignes le 20.01.1959*

Voici les courses de Peisey-Nancroix terminées et le 7e B.C.A. est particulièrement à l'honneur : 1er en slalom spécial, 2e en descente, (ça ce n'est pas moi qui l'ai fait) et avec Grandjacques 3e à la course de fond de Peisey-Nancroix ce qui était, vu la classe des coureurs, au-dessus de toutes espérances.

Puis deux autres de nos fondeurs ont couru à Mercury, le même jour, et l'un d'eux est sorti 1er à la course de fond… tu vois, c'est tout pour le 7.

Ces temps-ci, le temps se radoucit et la neige devient mauvaise, ce qui rend le fartage un peu difficile.

Dimanche prochain, je comptais aller en permission, mais je crois que l'on recourt à Sainte-Foy où l'on va prendre une bonne fessée, car il y aura les douaniers qui sont les meilleurs fondeurs de France.

73. Alain lors d'une de ses courses de fond

À part cela, je peux te dire qu'une course de 17 km comme nous l'avons faite, vide son homme : j'ai mis 1 heure 8 minutes. Je crois que j'ai maigri d'un kg. Mais enfin, cela n'est rien : on va récupérer.

Ce matin, nous avons été nous entraîner toute la matinée, mais nous avons fait surtout de la technique : le jour où je ferai un peu mieux la descente (car dans la dernière course je suis tombé 4 fois), ça ira certainement mieux.

Je termine car je crois que je vais aller à la soupe maintenant, ce n'est pas moi qui risque de l'oublier …..

Je t'embrasse fraternellement en espérant que, s'ils t'opèrent de l'appendicite, tu viennes passer 15 jours de convalo à la maison.

Alain

Je ne sais pas si le souhait de mon frère est parvenu jusqu'au médecin. Le 20 janvier, je quitte l'hôpital pour une convalescence de vingt jours, avec interdiction de faire de la jeep pendant cette période. Comme il me reste des permissions à prendre avant ma libération, je vais, le cœur serré, prendre congé du bataillon qui est à nouveau sur le départ.

Celui qui s'en va, n'est plus celui qui est arrivé, quinze mois plus tôt. J'ai été marqué par la Légion, cette famille, unique en son genre, où la camaraderie, la solidarité, le cœur ne sont pas des mots ou des concepts creux.

J'ai découvert comment, des hommes aux motivations incertaines, secrètes ou impulsives, venus d'horizons les plus divers, de milieux sociaux, culturels, linguistiques, religieux tellement variés, pouvaient, sous la conduite et l'autorité d'officiers et de sous-officiers expérimentés et de grande qualité, former un outil de guerre d'une extrême cohérence et d'une suprême efficacité.

Le secret de cette alchimie délicate et complexe ? Un grand souci des hommes, une disponibilité de tous les instants, une discipline aussi ferme que juste, une formation rigoureuse et permanente, un esprit de corps façonné par les épreuves communes et le creuset de traditions fortes, s'inscrivant dans un respect absolu de la parole donnée et de la stricte exécution de la mission reçue.

En créant cette troupe pour les besoins de la conquête de l'Algérie, en 1830, le roi Louis-Philippe pouvait-il se douter que cette formation, unique par son recrutement, ses règles, ses traditions et sa rigueur, constituerait l'outil essentiel des campagnes lointaines ? Que la Légion prendrait une part déterminante aux combats des deux guerres, inscrivant sur ses drapeaux, au prix de sacrifices considérables, les épisodes les plus éclatants ? Qu'elle susciterait autant d'admiration que d'envie, en acquérant, au service de notre pays, une renommée jamais égalée ?

Dès l'abord, j'ai été impressionné et surpris par ce milieu, à la fois solide et

efficace, vaillant et parfois excessif, mais si attachant pour son sens de la solidarité et de l'amitié. J'en ai donc, d'emblée, accepté les usages et appliqué les règles.

Porté par la confiance loyale de ceux qui m'entouraient, et dont j'avais la charge, je me devais, en retour, d'être à la hauteur et payer d'exemple. Je pense que je l'ai fait.

Cette expérience, j'en suis conscient, m'a marqué de façon durable. Je mesure le chemin parcouru et suis sensible à la trace et au souvenir que j'ai pu laisser en lisant, quelque quarante cinq ans plus tard, dans le livre de mon ancien capitaine ces lignes à mon sujet :

> *« L'aspirant Grandjacques, massif Savoyard, un peu emprunté, plutôt timide, est affecté à la compagnie. Il prend la 4e section, épaulé par un adjoint solide. Ce séminariste robuste semble d'abord un peu désorienté par la rudesse du milieu légionnaire, également par l'approche et l'exécution de missions accomplies en fonction d'impératifs précis, dans un contexte d'insécurité, de menaces, bien souvent d'accrochages qui n'appellent que peu la délicatesse ou de trop forts états d'âme.*
>
> *Porté d'abord par le rythme et la vigueur de la vie quotidienne, entraîné par les sous-officiers, il s'adapte très rapidement et comprend surtout qu'il est essentiel pour lui de maîtriser son commandement, de s'imposer comme le chef effectif. Par la rigueur, par sa résistance, par sa capacité d'adaptation aussi, il compense, d'abord son manque d'expérience. Son entourage lui apportant, comme il se doit, aide et adhésion totale, l'aspirant gomme ses réserves et se met au diapason. Il passe du vouvoiement au tutoiement d'un ton plus ferme, secoue les retardataires et accompagne même en sourdine les chansons lestes de la popote.»*

Oui, je pouvais être fier d'avoir, un temps, servi dans les rangs de la Légion étrangère, mais surtout sous le commandement d'officiers d'une telle valeur et à la tête d'une section aussi solide.

Je penserai souvent aux officiers de la 4e compagnie, compagnons de marche, de jour comme de nuit, dans les montagnes escarpées et brûlantes d'Oranie ou du Sud Algérois : le capitaine Charles Dominé, aussi exigeant qu'humain, le lieutenant Roubert un brin atrabilaire mais sans détour, le lieutenant Le Pivain à la sincérité tourmentée.

Mais surtout, chemineront, à mes côtés et dans mes pensées, ceux qui comptaient parmi les meilleurs et qui nous ont quittés dans le Bou Khaïl, mes frères de djebels : le lieutenant Bertand de Longueau, le sergent Klocke, le légionnaire Tiemann dont le nom et le souvenir restent gravés dans mon cœur.

Démobilisé en février 1959, je cherche immédiatement un travail et accepte provisoirement un poste de surveillant d'internat dans un collège d'altitude à Saint-Gervais où je note sur mon cahier.

Mercredi 25 Février 1959 Saint-Gervais

Me voici depuis hier soir à St Bernard des Alpes, au milieu des enfants. En avant pour une nouvelle expérience.
Que vais-je leur apporter à ces gosses ? Je vais déjà essayer de camoufler ma mauvaise humeur et essayer de la transformer en joie rayonnante à leur image.

Après l'intermède avec les enfants, dès fin juin 1959, je seconde à nouveau mon père dans l'entreprise familiale de transports.

En juillet, je me fiance dans le Nord avec Claude. Notre mariage est prévu pour juillet 1960.

À l'automne, je suis témoin de mariage de mon ami Louis Bondaz avec qui j'avais renoué aux E.O.R.. Il vient de prolonger son service de six mois, en servant dans les S.A.S. dont il me décrit les missions avec enthousiasme.

À peu de temps de là, je fais une demande d'intégration dans l'armée, comme O.R.S.A.[47], pour servir dans les Affaires Algériennes, comme chef de S.A.S. (Sections Administratives Spécialisées). Je signe un contrat de huit ans, résiliable, à mon initiative, tous les deux ans, avec un préavis de quatre mois. Ma demande est acceptée à compter du 1er mars 1960, date à laquelle je retourne en Algérie.

Entre-temps, mon frère Alain est parti en Grande Kabylie.

74. Dans le Djurdjura en Grande Kabylie, retour d'opération.

47. Officier de réserve en situation d'activité.

Carte du Sud Algérois

Extrait de la carte Michelin - Aut. N°0511397 © Michelin et Cie, Algérie - Tunisie, 1960

Chap.3 - Alain et le 7e B.C.A. - Lettres d'A.F.N. (1959-1960)

3.1 - La préparation

Depuis le 1er mars 1958, alors que je sers en Algérie, Alain, de son côté, accomplit son service militaire au 7e B.C.A., à Bourg Saint-Maurice. Il y reste un an jusqu'à fin mars 1959 et, après mon arrivée en France, part, à son tour, en A.F.N..

La famille ne possédait plus aucun courrier d'Alain pour l'année 1958. À l'occasion de travaux dans la maison familiale, en juillet 2004, la dernière de mes sœurs, Odette, a trouvé le courrier suivant, adressé à Raymond, le plus jeune de mes frères, alors âgé de seize ans, qui poursuivait ses études à l'E.C.A. à Annecy.

75. Alain et Hello, le chien de la famille. 1958

Cher Raymond, Bourg Saint-Maurice, 23.04.1958

J'ai bien reçu ta lettre que tu m'as écrite de St Gervais, et qui m'a bien fait plaisir, et j'espère que tu recommenceras.

Je sais bien qu'à l'E.C.A., on n'aime pas bien écrire : tout le monde joue à côté, on n'est pas tranquille ; mais ça n'empêche pas quand même.

Dimanche passé, je suis allé à la maison ; papa et Jojo sont allés à la Vallée Blanche. Pour ma part, je n'y suis pas allé pour pouvoir voir Renée, mais papa est revenu à 3 heures et si j'y avais été, je l'aurais vue le même temps.

Je suis revenu à Bourg avec la Vespa, ce qui m'a permis de rester 15 heures de plus à la maison, et ce qui me facilitera beaucoup pour aller en permission.

La dernière fois pour venir, je suis venu en auto-stop, cela a assez bien marché. J'ai mis 4 heures pour rentrer à la maison.

Aujourd'hui nous avons un test pour la formation commune de base, cela se passe sur 8 kilomètres au pas de course, avec sac à dos, fusil et brodequins et nous avons des interrogations en route.

Nous partons toutes les 5 minutes ce qui me donne le temps de t'écrire, car entre le premier et le dernier, il y a 3 heures de temps, bien que nous partions par 2.

Les départs en A.F.N. se succèdent, l'autre groupement est en perm de détente avant de partir. Dans 2 mois, ce sera notre tour.

Nous faisons maintenant du tir au fusil. Je suis dans les bons tireurs, paraît-il.

Je termine cette lettre en t'embrassant de tout cœur.

Alain.

76. Alain et sa fiancée Renée

Pendant cette période, l'encadrement, qui reçoit des appelés originaires surtout des Alpes, du Jura ou du Massif Central, a pour mission redoutable de transformer, en soldats aguerris, des jeunes de vingt ans qui viennent de quitter leurs familles.

En effet à l'issue de leurs classes, ils vont affronter un ennemi souvent invisible mais presque toujours omniprésent, qui va chercher à les surprendre et ne leur fera pas de cadeau.

Pour forger la cohésion du groupe et faire de ces jeunes civils, des militaires endurants, respectueux de la discipline et des ordres reçus, en plus de la formation traditionnelle, marches au pas, maniements des armes, corvées, alertes de nuit, un entraînement particulier leur est donné sous forme de marches harassantes, de jour comme de nuit, pendant lesquelles la sueur mouille les treillis…

Aussi, quand, après quatre mois de préparation intensive, quittent le quartier Bulle, les Ferriol, Chavoutier, Bal, Folliguet, Personnaz, Para, Bibollet…, ils constituent déjà une équipe endurcie, préparée mentalement et physiquement à leur futur point de chute. Alain les rejoindra un peu plus tard.

C'est soudés par une solide amitié qu'ils vont tous se retrouver, isolés dans une région tout à la fois magnifique, sauvage et hostile. Ils y seront chargés, sous les ordres de chefs remarquables, d'une mission qui exploitera au maximum leurs qualités naturelles de montagnards.

La S.E.M.[48] dans laquelle ils vont être affectés, va être mise à dure épreuve en Grande Kabylie. Les coups durs encaissés en fin de séjour, où vont disparaître successivement trois de leurs camarades de section, vont ouvrir dans le cœur de ces jeunes, une plaie qui se cicatrisera mal, alors que deux années de crapahut, pratiquement ininterrompu, ont créé dans la section un esprit de

48. Section éclaireurs de montagne, composée, chez les Chasseurs alpins, en général des meilleurs montagnards.

camaraderie aussi solide que le granit. Leur naturel réservé et pudique les conduira à garder un silence éloquent sur cette blessure.

*

* *

Pendant ses classes, Alain se fait remarquer lors d'un exercice de close-combat. Le sergent qui assure l'initiation aux prises, se fait fort de résister aux attaques. Il demande un volontaire pour lui tenir le poignet. Alain se présente. Comme l'instructeur lui demande de serrer, il fait le nécessaire et ne lâche pas prise. Au cours de la manœuvre, Alain, qui sans doute ne sent pas sa force, tord le bras du sergent qui doit aller se faire soigner à l'infirmerie.

77. Alain au milieu de 4 de ses camarades à Bourg-Saint-Maurice

Sa résistance à la fatigue attire l'attention de ses chefs, et très vite il sera intégré dans l'équipe de ski de fond du bataillon. Il s'entraîne de façon intensive et cherche, par fierté, à faire briller les couleurs de son unité.

Pendant l'été, il obtient une permission pour le week-end et surprend la famille en débarquant un samedi soir à la maison. Il sonne à l'entrée. Notre mère qui ne s'attend pas à sa venue, ouvre la porte, toute étonnée de le voir et s'enquiert :

- D'où viens-tu ?
- De la caserne ! répond-il laconiquement avec un sourire.
- Mais encore ? Comment es-tu venu ?
- A pied ! se contente-il de dire, d'un air détaché, en embrassant sa mère.

Il était venu à pied, de Bourg-Saint-Maurice jusqu'aux Pratz, en passant par les Chapieux, le Col du Bonhomme, Notre-Dame de la Gorge ce qui représente, à vol d'oiseau, sur la carte, une distance de 28 km et donc approximativement une quarantaine de km.

Alain a déjà effectué près d'une année de service lorsqu'il envoie ses dernières lettres de France.

78. Le commandant Santi entouré de l'équipe de skieurs. Debout de g à d : Personnaz, Gormier, le commandant, adjudant ou adjudant chef X, Alain, et X. 1er rang : Para, X, Folliguet, Odeon.

Cher papa, chère maman, Bourg Saint Maurice, 15.01.1959

Pas de permission pour dimanche, mais je ferai quand même du ski ce qui est déjà pas mal. N'importe comment, je ne serais pas venu. On a parfois des surprises.

Demain je crois que nous montons à Val-d'Isère pour la journée.

Je termine, car je suis au bout de la carte.

J'embrasse toute la famille.

Alain

79. Sortie de ski au Charamillon en février 1959. De g à d : Jo, Alain et Claude.

Chers tous, Grenoble, le 01.04.1959

Le voyage est commencé. Ce soir je serai à Marseille.

Demain 12 heures j'embarque vraisemblablement sur le Ville d'Alger qui part (je viens de me renseigner à une agence de voyage). Je serai vite arrivé et vous pouvez déjà m'écrire au SP 87 002.

J'embrasse toute la famille.

Alain

Cher papa, chère maman, Marseille, le 02.04.1959

Lorsque je suis arrivé, il était trop tard pour que j'embarque sur le Ville d'Alger. Je pars donc de Marseille sur le Ville d'Oran.

Ici ils ne perdent pas leur temps : ils ramassent les permissions, et via les corvées de garde etc…

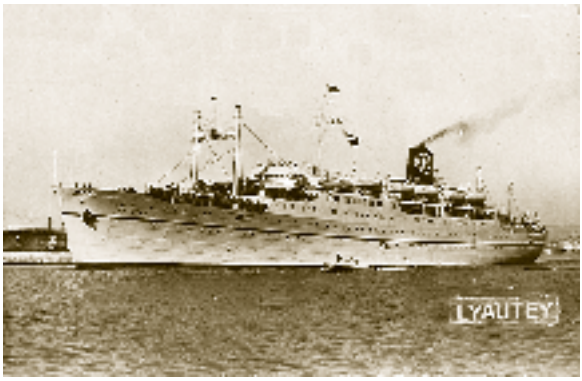
J'y ai échappé jusque-là, mais demain je serai au transit toute la journée : je ne sais pas en quoi cela consiste.

Il fait une chaleur de mois d'août à Marseille et j'ai hâte de partir, car c'est pire qu'un camp de prisonniers.

Par contre, on y mange pas mal ce qui est quand même appréciable.

Je termine en vous embrassant tous bien fort.

Alain



80. Carte postale correspondant au courrier du 2 avril 1959.

Avant son départ, mon frère obtient de chasseurs déjà sur place, avec qui il correspond, quelques informations pratiques concernant l'implantation géographique des unités alpines. La 27e D.I.A. est installée à Tizi-Ouzou, Préfecture de la Grande Kabylie et les unités de chasseurs alpins sont installées, le 7e B.C.A. à Tassaft, le 6e B.C.A. à Michelet, le 15/9 R.I.A. à Boghni, le 27e B.C.A. à Iffigha.

Ses camarades lui dépeignent la Kabylie, région montagneuse séduisante dont la beauté peut rivaliser avec les Alpes. Ils lui décrivent les villages de mechtas, construits sur les hauteurs pour résister à toute incursion extérieure. Ils regrettent de faire connaissance du pays, les armes à la main.

Au moment de partir, Alain ignore tout du particularisme kabyle et notamment que les Kabyles sont des Berbères. Ceux-ci, depuis des temps immémoriaux, sont implantés dans le Maghreb avec leur langue (le tamazight), leurs coutumes particulières : les assemblées de villages (la djemaa), leurs lois particulières (les kanoun). Guerrier dans l'âme, ce peuple fier a résisté aux différents envahisseurs à qui, occasionnellement, il n'hésite pas à fournir des troupes solides, à condition, cependant, que soit respecté leur propre territoire.

Alain, pas plus que ses camarades, avant et pendant son séjour, n'entendra parler des conditions de la conquête de la Kabylie. Il ne saura jamais que les bataillons de chasseurs se trouvent au cœur d'une région qui a résisté pendant des années à la présence française. Les Kabyles du Djurdjura, invaincus jusqu'alors, finissent par succomber, sous le Second Empire, aux trois divisions commandées par les généraux Renault, Yusuf et Mac-Mahon, au cours d'une campagne de trois mois en 1857. Pour consolider la conquête, sont construits, en hâte, sur une butte dominant Souk el-Arba, une plateforme et le tracé d'un fort qui deviendra Fort-Napoléon. La construction de la citadelle genre Vauban durera de 1857 à 1871.

La guerre de 1870 est l'occasion d'une nouvelle révolte au cours de laquelle les insurgés kabyles assiègent, pendant 62 jours, Fort-Napoléon qui prendra par la suite le nom de Fort-National[49]. La cité fortifiée ne sera délivrée en juillet 1871, qu'après de durs combats. L'ossuaire d'Icherridene témoigne de la violence des combats de 1857 et 1871.

Comme tous les appelés d'alors, Alain ne connaît pas non plus l'histoire de l'Algérie. Une histoire mêlée étroitement aux douleurs de l'enfantement d'une République qui mettra au monde, dans un accouchement interminable, une démocratie qui restera balbutiante pendant de longues années et cherchera éternellement sa voie dans la politique à suivre concernant ce nouveau territoire.

Cette démocratie grandira en se nourrissant de pages sanglantes : Trois Glorieuses, barricades de 1848, Commune en 1871… Dans certains épisodes douloureux,

49. Aujourd'hui : L'Arbaa Naït Irathen.

l'Algérie servira de terre d'exil et d'accueil pour les réprouvés. Elle accueillera aussi, comme à Camp du Maréchal près de Tizi-Ouzou, des Alsaciens qui ne veulent pas vivre sous la domination prussienne. L'Algérie servira également de réservoir supplémentaire, toutes communautés confondues, où la France puisera pour augmenter le nombre des soldats dont elle a besoin pour défendre son territoire en particulier pendant les guerres de 14/18 et de 39/45.

C'est ainsi, qu'au fil des années, cette terre colorée finira par se confondre avec la terre de France que nos gouvernants nous chargeront de défendre.

Tout au plus, Alain sait-il qu'Alger a été conquise en 1830 sous le drapeau à fleurs de lys et que la conquête s'est faite, par la suite, les armes à la main, sous le drapeau tricolore avec Louis-Philippe. Il a entendu parler, à l'école, de la lutte armée d'Abd el-Kader, de la prise de sa smala, le 16 mars 1843, par un détachement, commandé par le duc d'Aumale, alors âgé de 21 ans, (fils de Louis-Philippe).

Alain se doutait bien, cependant, que la conquête s'était heurtée à une résistance farouche en Oranie, puisque les Chasseurs, chaque année, célèbrent le combat sanglant de Sidi Brahim au cours duquel un détachement de 60 cavaliers hussards et les 350 chasseurs du 8e d'Orléans ont été anéantis, en presque totalité, par les troupes d'Abd el-Kader, le 21 septembre 1845.

Mais Alain, par contre, ne sait pas que deux années plus tard, le 24 décembre 1847, Abd el-Kader, vaincu, est obligé de demander l'aman[50] au colonel de Montauban à Sidi Brahim où il a remporté une de ses victoires : il sera présenté au général Lamoricière et au duc d'Aumale qui lui promettent qu'il pourra rejoindre Alexandrie ou Saint-Jean d'Acre. Deux jours plus tard, l'émir quitte l'Algérie pour Toulon où il est interné. Napoléon III, en 1852, lui rend sa liberté. Abd el-Kader prend alors l'engagement de rester fidèle à la France et se retire à Damas, où il meurt en 1883. Il donne des preuves de son attachement indéfectible à la France en sauvant du massacre, des milliers de Français à Beyrouth, en 1860.

Alain effectuera ses deux dernières sorties sous les ordres d'un sous-lieutenant dont notre famille apprendra l'identité récemment. Cet officier sera, à son tour, victime du devoir et se fera tuer quelques mois plus tard *(Cf. sous-chapitre 3.4).*

Par un étrange caprice du destin et par une ironie dont l'histoire a le secret, cet officier chasseur descendait en ligne directe de Louis-Philippe. Son père, le Comte de Paris, avait pour arrière-grand-oncle le duc d'Aumale qui, à Sidi Brahim, avait reçu la reddition d'Abd el-Kader.

Mais laissons Alain nous raconter son quotidien à travers ses courriers.

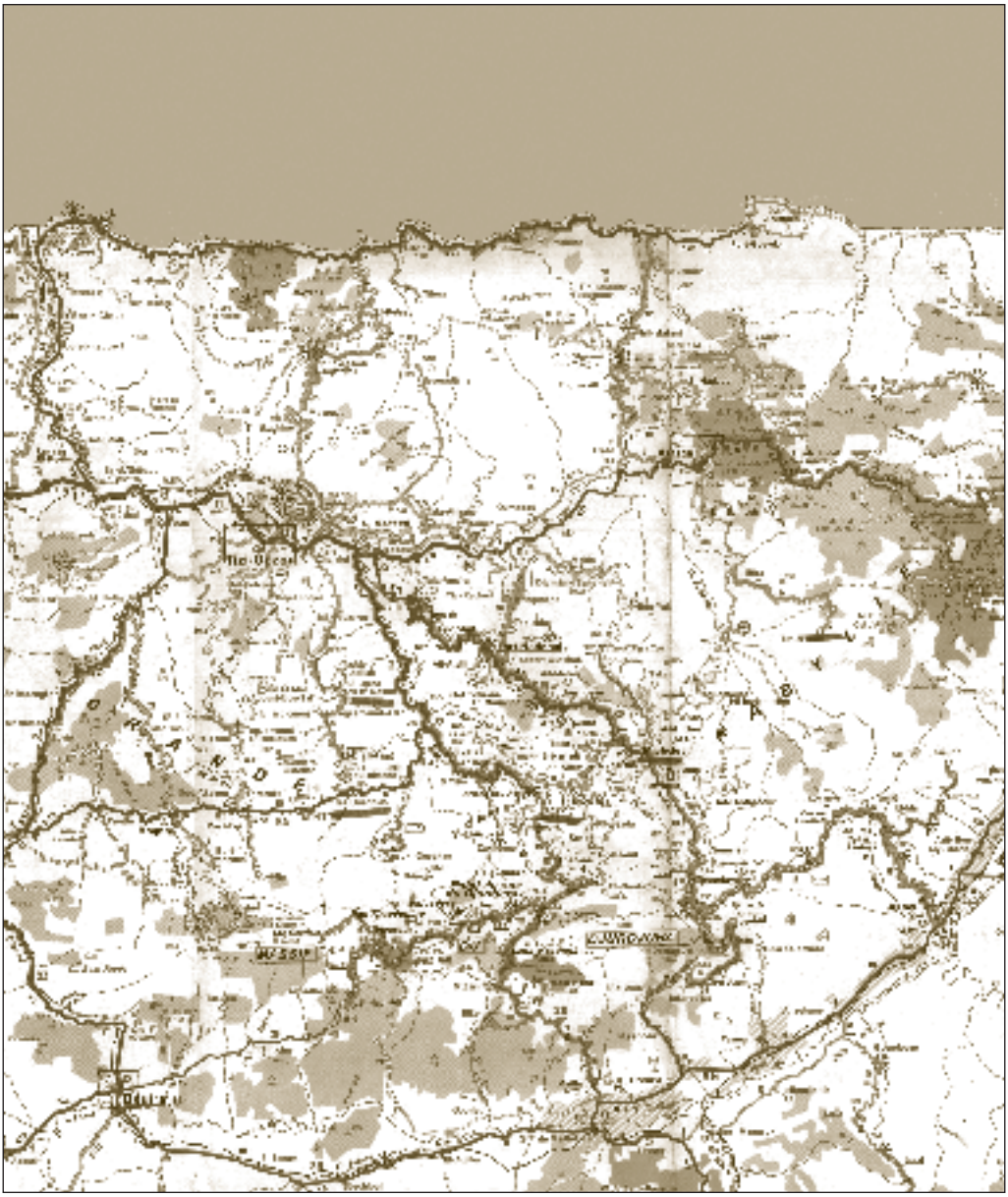
---

50. Chez les musulmans, octroi de la vie sauve.

Son séjour comporte deux périodes bien distinctes :

- les Ouadhias, période d'une certaine tranquillité,
- Aït El-Azis, période pendant laquelle sa section va se heurter fréquemment aux derniers rebelles rescapés des opérations Jumelles. Ceux-ci sont bien implantés dans cet endroit inaccessible de la chaîne du Djurdjura où l'armée n'avait, jusque-là, aucun poste. Alain y restera jusqu'à sa dernière sortie.

Carte de la Grande Kabylie.



Extrait de la carte Michelin - Aut. N°0511397 © Michelin et Cie, Algérie - Tunisie, 1960

Evocation historique 1959

Quand Alain débarque en Algérie le 1er avril 1959, la cinquième République n'a pas encore un an. Le général de Gaulle vient d'être élu à la tête du pays le 8 janvier 1959, en remplacement de René Coty.

Préalablement, le 3 octobre 1958, de Gaulle vient de lancer le plan de Constantine destiné à rattraper le retard de développement du pays : 250 000 hectares de terres redistribuées, 200 000 nouveaux logements, 400 000 nouveaux emplois à créer, parité de salaire avec la métropole, scolarité pour tous.

Le 19 décembre 1958, le général Challe remplace, en qualité de général en chef, le général Salan. Il accentue la guerre de mouvement partout en Algérie avec, ce qu'il sera convenu d'appeler, les commandos de chasse. Il lance en plus des opérations coups de poings qui vont durer un mois :

- dans l'Algérois, l'opération « *Courroie* » en avril,
- dans le Hodna, l'opération « *Étincelle* » en juillet,
- en Kabylie, l'opération « *Jumelles* » , en juillet,

Le bilan officiel de l'année 1959 sera éloquent : 26 000 rebelles tués, 10 800 faits prisonniers, 20 800 armes récupérées. Le plan Challe, en 9 mois de combat, a brisé l'A.L.N..

Le nouveau pilote de l'avion France, lance de son côté, différentes actions :

- En janvier : mesures de clémence en faveur du F.L.N. en graciant tous les condamnés à mort, en libérant 7 000 internés et en transférant Ben Bella et ses codétenus de la Santé, dans une enceinte fortifiée de l'île d'Aix.
- En janvier toujours, de Gaulle renouvelle l'offre de paix en Algérie. Cette offre est accompagnée un peu plus tard, d'un lâcher de milliers de tracts sur les djebels pour inciter les fellagas à accepter la « *Paix des Braves* ». Action couronnée d'un succès relatif puisque : le 21 mars, le capitaine Ali Hambli, F.L.N., demande à bénéficier de la paix des braves avec 130 hommes, et fait sa reddition au 3e Hussard. 20 de ses hommes, qui n'étaient pas d'accord, ont été exécutés (un peu plus tard, ce même commando, effectue un raid sur Ghardimaou en Tunisie où est cantonné l'A.L.N.). En avril, 123 rebelles se rallient à la France,
- En juillet : Le général de Gaulle fait une tournée des « *popotes* » en Algérie, où il séjournera jusqu'au 30 août.
- Le 16 septembre : le général de Gaulle propose l'autodétermination en Algérie, avec trois choix : La Sécession, la Francisation et l'Association. Il renouvelle dans sa conférence de presse du 10 novembre, son offre d'autodétermination et de cessez-le-feu au F.L.N. qui désigne comme négociateur, Ben Bella et ses compagnons prisonniers, ce qui est refusé.

Cette offre d'autodétermination va marquer un tournant dans le conflit. Les démocrates du F.L.N., implantés surtout dans la wilaya 4, vont prendre espoir et vont envisager de négocier directement (*Cf. Evocation historique 1960,* affaire Si Salah), tandis que, peu à peu, le doute va s'instiller dans les rangs des partisans de l'Algérie française et des officiers impliqués dans ce conflit *(Cf. Evocation historique 1961, le putsch d'avril 1961)*.

3.2 - Les Ouadhias (1959)

Cher papa, chère maman et toute la famille, Alger, le 6.04.1959

Je suis à Alger et viens de terminer la traversée, ce qui est fort heureux, car dans ces bateaux on se morfond l'âme.

À Marseille nous avons été... à la pêche. Sur les quais, en effet, nous avons tiré un caillou sur une mouette qui nous a laissé un poisson de plus de 500 g dans sa peur.

Je termine en embrassant toute la famille.

Alain

Cher papa, chère maman, Début avril 1959 (carte postale non datée)

Aujourd'hui, c'est le jour des écritures. J'ai écrit à tonton François, cousine Lucie et chez les Cruz-Mermy, car je suis parti sans aller les voir.

Je suis redescendu à Tizi-Ouzou escorter les quillards, car ici, ceux de la classe à Claude, partent seulement aujourd'hui et arriveront peut-être dimanche chez eux.

Je termine, car il se fait tard.

J'embrasse toute la famille.

Alain

Cher papa, chère maman, chers tous, Tizi-Ouzou, le 26.04.1959

Aujourd'hui, convoi imposant à Tizi-Ouzou où j'en fais parti.

C'est la première fois qu'il y a un tel armement mobile depuis que j'y suis : 18 mitrailleuses !

Nous avons croisé un autre convoi de 70 véhicules. Cela fait impressionnant.

En ce moment, je suis à l'aumônerie où j'écoute des disques et j'en profite pour écrire.

Dans le secteur tout est calme et je n'ai pas entendu parler d'accrochages dans la région : il est vrai qu'il n'en reste plus beaucoup : quelques isolés arrivent au prix de leur vie, (ils se font prendre 99 fois sur 100, car il y a plus de militaires que d'habitants) à lancer une grenade dans un café à Tizi.

Mais comme les militaires doivent aller dans des cafés grillagés, si nous respectons le règlement, nous ne craignons rien.

J'embrasse toute la famille.

Alain

Cher papa, chère maman et tous, Les Ouadhias, le 29.05.1959

Nous revenons d'une opération où nous avons couché trois jours dehors du camp : c'est la plus longue que j'ai faite jusqu'à maintenant.

En revenant donc, grand plaisir me fut fait de voir sur mon lit parmi de multiples cartes postales de Claude et de deux lettres de Renée, une lettre de papa et une lettre de maman où j'apprends pas mal de choses : que Zizi[51] est malade et que madame Viallet a un nouveau-né.

Pour nous, tout va bien, malgré une marche assez fatigante, mais je résiste. Sur ce sujet-là, faites-moi confiance, c'est encore moins pénible que les courses de fond que j'ai faites cet hiver.

Nous sommes allés au Col de Tizi-N'Kouilal, qui est un endroit fort joli et où il y a un grand carrefour de pistes autrefois carrossables, avec une des pistes, encore mieux taillée que les Gorges de l'Arly. Tout au fond, nous apercevions le Kouker où il y a un téléphérique et où il peut se faire du ski (plus longtemps qu'à St Gervais).

Je demanderai à Claude, ancien officier de réserve, s'il peut me faire avoir des cartes au 1/50 000 du coin. Il pourrait en prendre pour la maison aussi, comme cela, je pourrai mieux vous expliquer. Paraît-il que l'État Major d'Alger en délivre et en même temps, cela m'aiderait à préparer le CAT2[52] que je vais peut-être faire en formation accélérée.

Je termine en embrassant toute la famille.

Alain

81. Opération dans le Djurdjura

82. Opération dans la Main du Juif. Les chasseurs français et musulmans essaient de se réchauffer.

Chers tous, Tizi-Ouzou, le 01.07.1959

Aujourd'hui, je suis descendu en convoi dans notre capital et vu le temps libre, j'en profite pour écrire un mot.

À midi, je vais aller manger dans une pension de famille, car les repas froids que l'on a, on a trop souvent l'occasion de les manger lorsque l'on ne peut pas faire autrement.

51. Surnom affectueux de notre chauffeur qui a travaillé près de 20 ans à l'entreprise.

52. Certificat d'aptitude technique N°2, pour accéder au grade de sous-officier dans l'armée de terre.

C'est du reste presque une loi et nous nous y retrouvons toute la S.E.M..

Ce matin, le convoi (70 camions à peu près) a été bloqué 10 mn par une coupure de route : les fellagas avaient fait une tranchée comme celle qu'on ferait pour une prise d'eau. Les pauvres types doivent se donner bien du mal pour pas grand-chose, et en plus ils prennent bien des risques.

Le convoi, vu son importance, était escorté par l'aviation qui est la grande terreur de l'ennemi.

Je termine ce petit mot en embrassant toute la famille.

Alain

83. Carte postale correspondant au courrier du 10 août 1959. Légende : Tizi-Ouzou Algérie.

84. Carte postale correspondant au courrier du 10 août 1959. Légende : la Mosquée de Lalla-Saïda.

Cher papa maman et tous, (2 cartes) Tizi-Ouzou, le 10.08.1959

Aujourd'hui, à Tizi-Ouzou, en convoi. J'en profite pour vous écrire. Je suis dans la salle de lecture d'un foyer militaire et je profite des tables : je m'y trouve plus à l'aise que dans un café où je n'aime pas écrire.

J'ai trouvé une carte d'un petit village kabyle comme nous en avons tant : cela vous donne une idée de ce que c'est. Ce n'est pas les Ouadhias qui sont plus modernes, mais c'est bien les Tribus où est Bernard Jean-Roy ou Tagmoren et d'autres bourgades qui nous entourent. Ce qui est curieux, c'est qu'ils sont tous logés au sommet d'une crête comme celui-ci, et non dans une cuvette où ils seraient plus accessibles. C'est comme si on avait eu l'idée de construire Saint-Gervais non où il est, mais au Prarion.

C'est le village de mechtas : ses maisons abritent, dans le coin d'une pièce, l'homme, et dans l'autre, séparés par une espèce de râtelier, boucs, vaches et chèvres. Ce devait être comme cela en France il y a 200 ans.

A noter que ceux qui ont des tuiles sont déjà modernes, les autres ont une espèce de chaume ce qui fait un toit légèrement ondulé.

Nous sommes allés passer 36 heures dans la nature, en embuscade de nuit : nous avons attendu le pauvre rebelle qui ne vient pas, c'est évident. Mais ces chameaux nous ont recoupé l'électricité en déterrant 4 poteaux. Si c'était dans notre secteur, ils ne feraient pas les marioles. Du reste, nous sommes dehors si souvent qu'ils ne

doivent pas y venir, car pour eux, ils aiment aussi travailler en sécurité.

Et pour nous, quand nous sortons sur notre terrain, nous savons d'avance qu'il n'y aura rien, mais que nous ne relâchions pas notre surveillance, les gêne beaucoup sans doute.

Vous avez entendu parler par les journaux de l'offensive générale en Kabylie et de l'opération Jumelles. Nous n'y sommes pas et nous regardons cela de loin par les journaux nous aussi ou en regardant passer la chasse.

Ce matin, pour la première fois depuis bien longtemps, nous avons eu un orage qui ne nous a donné que quelques éclairs, ce qui ici est habituel, mais nous avons eu une bonne petite averse et tout le monde en fut heureux : il y a tellement longtemps que cela ne nous était pas arrivé.

Nous sommes rentrés dimanche matin de notre tour dans la nature, et nous n'aurions pas eu la messe si notre aumônier n'avait pas été de passage et ne nous en avait pas dit une à 18 heures.

Le soir, nous avons fait une petite réunion avec lui, qui n'était pas très animée car nous étions un peu fatigués, mais qui était intéressante quand même.

Je termine en espérant qu'à la maison tout va bien ;

J'embrasse toute la famille.

Alain

P.S. Les nouvelles se font rares et Jo a peut-être cassé son stylo ou ne doit pas avoir de quoi écrire. Si c'est cela, je lui en enverrai un.

85. Cartes postales accolées correspondant au courrier du 12 octobre qui décrit les paysages.

Cher papa, chère maman et tous, (2 cartes postales) Tikjda, le 12 10 59

Depuis longtemps, je cherchais des cartes du coin, le foyer en a fait venir et vous pouvez avoir une vue exacte de ce qui nous entoure (en hiver et non maintenant).

Tout au fond c'est le Lalla Kredidja, plus haut sommet du Djurdjura. Dans le flanc que vous voyez, il y a eu un accrochage assez violent il y a huit jours et y ayant passé deux jours, nous sommes revenus et nous venons d'y retourner trois jours. L'opération n'est toujours pas terminée car lorsque nous sommes partis ce matin, il y avait un héliportage.

Les villages ont été fouillés de fond en comble, de nombreuses caches ont été trouvées. Pour faire sauter la plus grande d'entre elles, située dans les rochers, le génie amènera 700 kg de T.N.T.[53].

Mais si cela a l'air tout près sur la carte, il n'y a pas tout à fait 4 heures de marche pour être au pied.

Nous avons fait pas mal de ratissages et la compagnie a récupéré 2 fusils de chasse et trouvé une cache avec de la farine et du sucre.

Revenons au panorama : tout au coin gauche de la photo, c'est le Kouker avec télésKi. Son câble a été transporté en face de chez nous pour descendre du bois.

Voici le camp vu du devant, avec sous la neige le Rocher du 14 juillet au milieu des bois. L'autre jour, il a fallu que j'apprenne à descendre en rappel à toute la section.

Grâce aux opérations, nous avons un convoi qui nous a apporté le courrier.

Maman me demande comment nous sommes ravitaillés : eh bien nous avons un convoi toutes les semaines qui s'en occupe ; le dernier convoi nous a déchargé 700 pains.

Je n'ai pas écrit à tante Célina ni à cousine Lucie, mais je vais le faire.

Je vais terminer cette lettre en espérant que tout le monde va bien et que Jojo n'a pas reçu sa feuille de mise en route.

J'embrasse toute la famille.

Alain

86. Alain et Renée souriant à l'avenir. Noël 1959

Pour la fin d'année 1959, Alain bénéficie d'une permission et passe Noël en famille à Saint-Gervais. Son frère Joannes (pour la famille Jojo ou Jo) est incorporé le 6 janvier 1960 au 13e B.C.A. à Chambéry. Alain va lui adresser du courrier.

87. Noël 1959. La famille est réunie au complet avec les trois futures belles-filles Claude (absente du champ de l'appareil), Renée et Andrée.
Sur la photo de g à d : Raymond, Jo, Andrée sa fiancée, Marie-Claire cachée par la carafe, les parents Lubin et Andrée, Odette appuyée sur la table, Marie-Céline, Alain et Renée, Agnès. Cf. commentaires d'Alain dans son courrier du 17 mars 1960 aux parents.

53. La tolite est plus connue sous le nom de T.N.T., abréviation de trinitrotoluene ou tolite. Elle a été inventée en 1891 par un allemand E.Haussermann. C'est l'explosif le plus fabriqué au monde à cause de son faible coût de fabrication et de sa facilité de stockage. On en trouve dans presque toutes les bombes et les obus de gros calibres ; elle est utilisée aussi dans les grenades et mines mais mélangée avec d'autres explosifs plus puissants.

Evocation historique 1960

L'année 1960 est marquée par les conséquences du discours du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination et sur les suites de l'appel à la paix des braves lancé précédemment. Les événements ou les prises de position marquent plus que jamais la fracture du pays où s'affrontent les passions.

Du côté des combattants de l'intérieur, De Gaulle avait visé relativement juste puisque les *« braves »* en ont assez de cette guerre. Leur lassitude va donner naissance à l'affaire Si Salah qui est traitée quelques lignes plus loin.

Pour les Européens attachés à leur terre, c'est la désillusion à la suite de la proposition d'autodétermination qui laisse entrevoir l'Algérie algérienne. Cet état d'esprit aboutit à la semaine insurrectionnelle des barricades après la mutation-sanction du général Massu à Paris.

Le 18 janvier, un grand quotidien Allemand publie une interview du journaliste allemand Kempski, qui prête à Massu des propos peu respectueux envers le Président : *« de Gaulle ne comprend pas les Musulmans !»* Massu dément. Convoqué à Paris, dès le lendemain de la publication, il sera immédiatement démis de ses fonctions et remplacé par le général Crépin à la tête du Corps d'armée d'Alger.

Le 24 janvier, prenant pour prétexte la disgrâce du général Massu, des ultras d'Alger (Pierre Lagaillarde, Jean Meningaut, Ortiz et Jean Claude Perez, avec le F.N.F.) qui voudraient renouveler le coup du 13 Mai, et faire basculer l'armée de leur côté, organisent une manifestation. Celle-ci dégénère en affrontement armé entre, d'une part les gendarmes mobiles, originaires d'Algérie pour beaucoup et, d'autre part les manifestants dont les U.T. de Bab-el-Oued et de la Casbah en armes, qui se retranchent derrière des barricades. Bilan : 20 morts (6 civils, 14 gardes mobiles), 147 blessés (22 civils et 125 gardes mobiles). La semaine des *« barricades »* commence.

Au cours de deux allocutions télévisées, de Gaulle stigmatise l'action des insurgés qui finiront par se rendre le 1er février. Entre-temps, des sanctions seront prises contre des officiers ayant pris des positions favorables aux insurgés. Les responsables de cette semaine sanglante finiront par être arrêtés, jugés et, dans les faits, acquittés un an plus tard.

Tel est le bilan. Qui pourrait se douter, début février 1960, que le chef militaire, Maurice Challe, qui a tout fait pour éteindre l'incendie et rester dans la stricte obédience gaulliste, sera celui qui, un an plus tard, lèvera l'étendard de la révolte ?

Dans son livre *« La guerre d'Algérie »*, Pierre Montagnon, historien, à l'époque officier au 2e R.E.P., fait le point de la situation et de l'état d'esprit des militaires après la semaine des barricades. J'en extrais le passage suivant qui me semble éclairer ce qui va se passer, un an plus tard, en avril 1961.

« Oui, décidément, la grande fêlure armée-Européens date des barricades. À ce titre cette semaine de fin janvier 1960, après le 1er novembre 1954, le 20 août 1955 à Philippeville, le 13 mai à Alger, apparaît bien comme la quatrième étape de la guerre d'Algérie.

Une guerre dont les plus avertis voient maintenant l'issue. L'Algérie sera indépendante puisque de Gaulle en a décidé ainsi. Lagaillarde et Ortiz ont précipité la procédure amorcée le 16 septembre 1959. De cette marche vers l'indépendance, quelles seront les péripéties ? s'interrogent les plus honnêtes, qui s'inquiètent à juste titre de lendemains sanglants.

L'intermède des barricades, essentiellement algérois, est officiellement terminé. La page paraît tournée mais au fil des jours les centurions du plan Challe s'interrogent. Même s'ils réprouvent l'insurrection du 24 janvier, ils commencent à s'inquiéter :

« Et si les civils avaient raison ? De Gaulle ne va-t-il pas tout larguer ? » De Gaulle,

bien informé et fin psychologue, perçoit ce malaise. Du 3 au 5 mars 1960, il est à nouveau en Algérie pour une seconde tournée des popotes.

Il se veut réconfortant, il brocarde certes l'Algérie de papa - sur ce chapitre il se sait suivi - et il emploie des formules qui trouvent écho :

« Il n'y aura pas de Dien-Bien-Phu diplomatique... L'insurrection ne nous mettra pas à la porte de ce pays... Ce que Ferhat Abbas appelle l'indépendance, c'est la misère, la clochardisation, la catastrophe... La France ne doit pas partir. Elle a le droit d'être en Algérie. Elle y restera. »

Ah, que ce langage est bien perçu ! À Redjas, au cœur de l'opération « Pierres précieuses », face aux capitaines de la 25e D.P., reviennent des accents définitifs :

« Moi vivant, le drapeau vert et blanc ne flottera jamais sur Alger ! »

Réconfortés, les capitaines et les lieutenants repartent se faire tuer, car les rescapés de l'A.L.N. vendent chèrement leur vie. Dans les lentisques et les bruyères kabyles, c'est souvent du un pour un à bout portant.

De Gaulle est vraiment un très grand acteur. Avec maîtrise, il a ramené le balancier de l'autre côté. Pour un temps, il oscille versant Algérie française. Combien lui reprocheront demain un cynisme qui coûte et qui coûtera si cher ! Les officiers français, surtout ceux des divisions de réserve générale ou des S.A.S., en connaissent le prix : les camarades disparus, les engagements pris en enrôlant les Musulmans à leur côté.

Ceux-ci sont désormais près de 200 000 ayant répondu à l'appel de la France à des titres divers : autodéfense de villages, maghzen de S.A.S., harka de secteurs, G.M.P.R., bataillons ou régiments de tirailleurs. Ils sont majoritaires dans les commandos de chasse, où leur connaissance du terrain et de l'adversaire est un atout incomparable. On les trouve même dans les unités fer de lance de l'armée française. Ainsi le 3e R.P.I.M.A. a-t-il sa « katiba », sa compagnie algérienne constituée d'anciens du F.L.N.

Si donc le contingent commence à trouver que la guerre s'éternise, l'encadrement, en revanche, s'enracine chaque jour un peu plus sur une terre dont il voit mal un avenir autre que français.»

Au cours de l'année, les prises de position s'accélèrent et se crispent, alors que s'ouvrent des pourparlers préliminaires avec le F.L.N. à Melun.

Le 30 juin, le M.N.A. réaffirme qu'il n'y aura aucune discrimination entre les Algériens, qu'ils soient d'origine européenne ou israélite, ils seront les citoyens égaux de la patrie algérienne. Le M.N.A. fait appel à ces minorités pour qu'elles contribuent au rétablissement de la paix et à l'édification de l'État.

Les partis politiques prennent des positions opposées :

- *Le 16 juin. Création du F.A.F. (Front Algérie Française) à Alger, qui, en quelques jours, recueille plus de 420 000 adhésions, sous la présidence du Bachaga Boualem.*
- *Le 3 septembre. Mise en place en Algérie du M.P.C. (Mouvement Pour la Communauté) destiné à promouvoir les idéaux gaullistes en faveur de l'indépendance.*
- *Le 5 septembre. Publication du manifeste des 121, soutenu par le parti communiste, prônant, l'insoumission et l'aide aux militants du F.L.N., alors que s'ouvre le procès du réseau Jeanson (porteurs de valises F.L.N.) à Paris, où comparaissent 18 Français de métropole et 6 Français musulmans. Ils seront condamnés à des peines de prison, et amnistiés en 1966.*
- *Le 6 octobre, publication d'un contre-manifeste : le Manifeste des intellectuels français en faveur de l'Algérie française.*

Le 4 novembre. Dans son discours télévisé, le général de Gaulle évoque pour la première fois : « la République Algérienne qui existera un jour ».

Le 5 décembre. Ouverture à l'ONU du débat sur l'Algérie qui aboutira, 15 jours plus tard, à un vote favorable au droit du peuple algérien à la libre détermination et à l'indépendance.(63 voix pour, 8 contre et 27 abstentions).

Le 9 décembre. Arrivée en Algérie du général de Gaulle, pour un voyage de 4 jours, qui va donner lieu à de véritables émeutes : 123 morts et plus de 600 blessés, toutes tendances confondues, et de nombreuses arrestations : 680 Européens et 250 Musulmans.

En effet, les Européens d'Algérie manifestent contre la venue du général de Gaulle, tandis que le lendemain, des manifestations musulmanes, organisées par les S.A.U., (l'équivalent des S.A.S. dans le bled), aux cris de vive de Gaulle et vive l'Algérie Algérienne, très vite dégénèrent et se transforment en émeutes : des drapeaux F.L.N. sont brandis, des Européens sont lynchés, des magasins et des maisons sont incendiés et leurs occupants massacrés, l'armée ouvre le feu pour ramener le calme.

Le 20 décembre : Dans son allocution, le général de Gaulle déclare que le OUI au referendum aura pour conséquence, la naissance d'un État algérien, ayant son gouvernement, ses institutions et ses lois.

Cependant, au cours de cette même année 1960, une autre affaire, l'opération Tilsit ou l'affaire Si Salah, qui aurait sans doute pu changer le cours des événements, met en contact les plus hautes instances de la République et les combattants de l'intérieur.

Cette affaire ne sera connue du public que bien des années plus tard. Rémy Madaoui dans son livre *« J'ai été fellaga, officier français et déserteur. Du F.L.N. à l'O.A.S.»*, publié en avril 2004, donne des informations inédites sur les protagonistes de cette occasion manquée.

Cette affaire est résumée de la façon suivante dans le site Internet de l'Amicale des Anciens Combattants d'A.F.N. du quai Branly, (Si Salah est le chef de la wilaya 4, Algérois) :

6 janvier. Les services d'écoutes radio, captent une série de messages, échangés entre la wilaya 4 (Algérois) et l'état major F.L.N. d'Oujda, dans lesquels Si Salah exprime la lassitude et l'écœurement des maquis, et menace l'État major, d'accepter la paix des braves, si la situation n'évolue pas.

17 mars. Trois adjoints (Lakdar, Halim et Abdellatif) de Si Salah, chef de la wilaya 4, rencontrent secrètement le cadi de Médéa pour organiser une entrevue avec les autorités françaises.

28 mars. En fin d'après-midi, à la Préfecture de Médéa, trois émissaires de Si Salah rencontrent deux proches collaborateurs du chef d'état français. Ils déclarent en substance : « Nous voulons la paix, mais il ne s'agit pour nous ni d'aman ni de reddition. Encore moins de trahison. Nous représentons nos camarades combattants du maquis et nous sommes prêts à déposer les armes, du moment que cela ne ressemble pas à une reddition.

Ce que nous désirons c'est la fin de la domination européenne et que l'avenir de l'Algérie se fasse dans une étroite coopération entre Algériens, d'origine musulmane et européenne.

Chacun a droit de vivre en paix dans son pays, nous désirons une cohabitation étroite avec les Européens et une coopération importante avec la France.»

31 mars. Les émissaires F.L.N. de la wilaya 4 (qui à cette époque représentaient les 3/4 de la rébellion intérieure) et les représentants de la France, se mettent d'accord sur les conditions d'un cessez-le-feu conforme à la plate-forme établie le 28/03/1960 à Médéa. De plus, les émissaires de Si Salah demandent l'arrêt des grandes opérations en Wilaya 4, pendant 8 semaines, afin de leur permettre de rallier les autres wilayas, en circulant plus librement.

29 avril. Krim Belkacem est informé par les autorités françaises, qu'une réunion doit avoir lieu avec Si Salah à Médéa.

31 mai. Les 5 protagonistes de l'affaire « Si Salah », 2 français et 3 F.L.N. se réunissent à nouveau à la préfecture de Médéa. Les rebelles confirment leur accord, à condition qu'ils rencontrent un haut personnage de l'état pour conclure avec lui un pacte définitif.

10 Juin. Le colonel Si Salah, chef de la wilaya 4, Si Mohamed, chef militaire de

la wilaya 4, et Si Lakdar, adjoint politique de Si Salah, rencontrent secrètement le général de Gaulle à l'Élysée, en vue de négocier une paix des braves, pour les rebelles des wilayas 3, 4, 5 et 6.

4 jours plus tard, de Gaulle dans un discours télévisé s'adresse au G.P.R.A. : « Je leur déclare que nous les attendons ici pour trouver une fin honorable aux combats qui se traînent encore.» et ne craint pas d'évoquer une Algérie algérienne.

Le G.P.R.A. à Tunis comprend très bien le discours, car il n'ignore rien de l'identité des visiteurs des combattants de l'intérieur à l'Élysée. En effet, trois ministres de De Gaulle, André Boulloche, Robert Buron et surtout Edmond Michelet, entretiennent des relations suivies avec le F.L.N..

25 juin. Pourparlers préliminaires de Melun avec le F.L.N..

20 septembre. Les protagonistes de l'affaire Si Salah sont exécutés par Ahmed Ben-Chérif , sauf Si Salah qui perd son commandement et reste prisonnier.

Cette affaire pèsera dans la décision d'un homme tel que le général Challe pour franchir le pas le 22 avril 1961 *(Cf. Evocation historique 1961).*

3.3 - Des Ouadhias à Aït El-Azis (1960)

Cher papa, maman et tous, (Carte postale) Les Ouadhias, le 5.01.1960

Ce n'est pas cet avion au premier plan, sur lequel j'ai embarqué mais le 2e, un D.C.4. Nous avons fait une très bonne traversée en 2h10. Je n'ai guère eu le temps d'écrire, si bien que j'écris cette carte des Ouadhias.

J'ai voyagé avec un copain qui prenait l'avion aussi et nous avons retrouvé tous les autres à Tizi-Ouzou, ce qui fait que nous sommes arrivés juste avec correspondance presque immédiate pour les Ouadhias, car il y avait le convoi le même jour.

Pour venir à Tizi-Ouzou nous sommes descendus à Camp du Maréchal car le train de la veille avait déraillé. Ils étaient occupés à débloquer la voie, mais il n'y a pas eu de blessés, juste du travail de réparation.

Depuis là, l'armée bonne mémère, a amené civils et militaires en G.M.C. à Tizi-Ouzou.

Je termine en embrassant toute la famille.

Alain

88. Carte postale du 5 janvier 1960.

Cher papa, maman et tous, Les Ouadhias, le 15.01.1960

Ce matin nous devions partir et l'opération a été annulée car il pleuvait. Mais depuis, le temps s'est changé en neige et c'est la neige qui tombe ici, ce qui ne nous est pas personnel, car j'ai appris qu'il y avait eu de grosses chutes de neige en France et la radio disait que beaucoup de transporteurs étaient bloqués sur les

routes verglacées, ce qui gênait le ravitaillement des halles de Paris.

Mais j'espère que papa n'est pas bloqué par les routes mauvaises car ce ne doit pas être le moment.

J'ai été voir P. tout à l'heure comme je fais assez souvent, et vu qu'il a bientôt la quille, il se débarrasse du rabiot qu'il a, si bien que j'ai hérité d'un pantalon d'escalade et un treillis tout neuf ce qui m'arrange bien, surtout pour aller en embuscade de nuit car le pantalon d'escalade est très chaud.

Je viens de manger tout à l'heure un bifteck de foie de sanglier, car la 2e section a tué un sanglier que nous avons été chercher. Mais comme ils ne pouvaient pas le monter à leur poste avant deux jours, c'est nous qui l'avons vidé et nous avons gardé le foie ; ça ne vaut pas du foie de vache, mais ça n'a pas du tout le goût du sauvage.

Cet après-midi, j'ai tout bonnement fait la sieste et fait une partie de tarot. Vous voyez qu'on ne se fatigue pas trop.

J'espère que Jojo va bientôt m'envoyer une lettre pour que je puisse avoir son adresse, car je n'ai encore rien reçu de lui.

Je termine ce petit mot en embrassant toute la famille.

Alain

89. *« La 2e section a tué un sanglier que nous avons été chercher ».* Au premier plan à gauche Ferriol Louis, à ses côtés Folliguet Jean-Pierre.

90. Dépouillement du sanglier. À droite devant, Ferriol Louis tient une des oreilles du sanglier.

Cher papa, maman et tous,

Les Ouadhias, le 18.01.1960

91. Sous-groupe de musulmans avec Gaston Bal (au 1er rang à droite).

J'ai reçu une lettre de maman me disant que Jojo était bien rentré et qu'il avait faim, qu'il demandait du saucisson. Pendant les classes c'est toujours comme cela : je crois que l'on mange autant dans les chambres qu'au réfectoire.

Aujourd'hui nous accueillons des nouveaux ici aussi : ceux qui sont partis juste avant que Jojo rentre pour lui

laisser la place. Ils sont assez nombreux par rapport au contingent précédent puisqu'avant ils étaient 41 et que maintenant il en arrive 104. Il y a une assez forte proportion de Musulmans.

Je crois que ce soir nous allons sortir, aussi ils parlent d'avancer le repas si bien que je suis obligé de terminer précipitamment. Je tâcherai d'écrire plus longuement une autre fois.

J'espère qu'à la maison tout va bien et que les routes sont assez bonnes. Renée m'a écrit qu'il avait fait très froid et qu'il se mettait à neiger maintenant.

J'embrasse toute la famille.

Alain

92. Jo vient d'être affecté au 13e B.C.A. à Chambéry. Alain va lui écrire.

Cher Jojo, Les Ouadhias, le 23.01.1960

Je viens de recevoir à midi ton adresse de la maison, aussi je t'envoie un petit mot sans tarder, auquel j'espère, tu répondras, puisque maintenant tu dois avoir la possibilité.

Maman m'a fait parvenir une lettre que tu as écrite le 14 à la maison. J'ai ainsi appris que tu faisais le peloton de caporal ; tâche de bien t'en sortir, cela n'a rien de sorcier et si tu peux faire aussi le P2 en France, n'y manque pas. Car si tu arrives à passer sergent là-bas, tu as bien des chances d'y rester 18 mois, et ça vaut la peine de s'embêter deux mois de plus après les classes.

J'espère que tu commences à te trouver de bons copains : il ne faut pas te laisser abattre : ce qui compte le plus à l'armée c'est le moral. Lorsqu'il n'est pas bon, le

93. Prise d'armes à Tizi-Ouzou. Au premier plan, l'adjudant-chef Morand. Homme de base, Gormier. Derrière lui, Alain.

temps est multiplié par 5 au moins. Je peux t'en parler car au retour de permission d'A.F.N. il n'était pas bien haut, mais je réagis et ça commence à remonter, heureusement car sinon ce n'est plus une vie.

J'ai reçu une lettre de papa et tu as dû recevoir la même, puisqu'elle était en double ; dans le fond c'est une bonne formule.

Pour toi, d'ici 15 jours, tu pourras sortir en ville et ça commence à être plus agréable et le dimanche tu pourras de temps en temps venir à la maison.

Il est 6 heures et la soupe sonne : je vais aller manger. Je reprendrai ma lettre après. Je crois que l'on mange mieux que toi... si cela peut te consoler...

94. De g à d : Pallaffray Simon de Cordon, Alain et Bal Gaston de Saint Marcel en Savoie..

Je reprends aujourd'hui dimanche après ma lettre interrompue hier. Le matin a été consacré à faire la grasse matinée et à aller à la messe.

Ces temps-ci, nous ne faisons pas grand-chose, il y a deux jours nous avons fait une opération où la 1ère Cie de chez nous a tué trois rebelles. Mais à comparer de cet été, nous ne sortons plus beaucoup.

Peut-être que je vais être nommé sergent d'ici 5 ou 6 jours. De toute façon, je te tiendrai au courant. Je suis proposé, mais reste à savoir si ce sera accepté.

Je viens de voir sur « le Cactus » que l'étoile bleue d'éclaireur m'est attribuée. J'en suis assez fier, car il y en a très peu qui y ont droit, même dans les rempilés et c'est ce qui me fait le plus plaisir. Il doit y en avoir au 13 aussi. Ce sont des étoiles avec le N° du bataillon d'inscrit à l'intérieur : tu pourras peut-être en voir quelques-uns qui l'ont au 13 (Il faut que je te dise que « le Cactus » c'est le journal du bataillon, sinon tu vas te demander ce que c'est).

95. Alain aux Ouadhias

Je termine cette lettre en t'embrassant de tout cœur.

Ton frère... avec toi dans le malheur.

Tu pourras chanter « Quelle triste vie que celle d'un alpin,

On y marche trop vite... On y crève de faim,

Le sergent de semaine nous dit dépêchez-vous,

Les forçats de Cayenne sont plus heureux que nous...»

Si tu ne le sais pas... Mais certainement tu apprendras... Quand on est chasseur on ne peut pas, ne pas le savoir !!

Cher Jojo, Les Ouadhias, le 27.01.1960

Je viens de recevoir à l'instant ta lettre du 24, qui me fait bien plaisir et je vois qu'on peut avoir une correspondance régulière, maintenant que tu es à l'armée. Si tu m'écris assez souvent, tu auras des lettres assez souvent de moi aussi. Car si à toi en France elles te font plaisir, à plus forte raison à moi aussi ici.

Bref, je te souhaite de remonter un peu le moral. De toutes leurs conneries il faut en rire : c'est partout pareil.

Je vais te donner un tuyau pour être bien vu de ton adjudant de Cie. Ce chef S. était avant dans ma section. Il y a des copains qui l'ont connu : alors ses exploits militaires, je vais te dire : c'était un bon baroudeur. Il se défendait bien, c'est un fait. Maintenant, fais attention, en France on exagère souvent, comme sa caméra sur son F.M., c'est possible, mais tu peux te renseigner auprès de François Louvier.

Maintenant, s'ils ne veulent plus de lui ici, c'est parce qu'il n'était pas un ange. On peut être bon baroudeur, sans traiter les civils moins bien que des chiens.

Enfin, tu peux lui dire que ton frère est à la S.E.M. du 7e B.C.A.. Tu verras ce qu'il te dira. S'il te demande des nouvelles du coin, tu lui diras que Taguemount et 5 villages des Tribus se sont ralliés.

Quant à se faire tirer dessus, c'est évident que si tous ceux qui s'étaient fait tirer dessus étaient morts, on ferait revenir les cercueils par bateau spécial.

À la deuxième compagnie de chez nous (n'en parle pas à la maison) un poste tenu par des appelés d'un effectif d'une douzaine s'est fait attaquer par des rebelles. Lorsque les renforts sont arrivés, ils avaient déjà dû évacuer leurs emplacements de combat pour se barricader dans la maison. Mais ni les Français ni les rebelles n'ont eu de dégâts. C'est les tourelles M16 (mitrailleuses de 12/7 quadruples montées sur half-track) qui ont obligé les rebelles à partir.

Pour nous ici ce n'est pas si terrible que cela : en ce moment nous sortons peu, et l'on va seulement se geler un peu en embuscade de nuit.

Je termine ce petit mot en espérant bientôt te lire.

Ton frère te dit bon courage (les classes ça dure que 4 mois) et t'embrasse de tout cœur.

Alain

Cher Jo, Les Ouadhias, le 31.01.1960

C'est la quatrième fois que je t'écris bien que je n'aie guère reçu de lettres de toi, mais je mets cela sur le dos des événements... un peu sceptique... mais je n'oserais pas dire quand même que tu es coupable !

Bref, le mois de janvier se termine, et j'espère pour toi qu'il a passé aussi vite que pour moi. Maintenant tu vas commencer à avoir des permissions, ça met un peu

d'agrément au service.

Pour nous, nous allons faire un petit tour parfois le matin, mais nous ne faisons plus grand-chose. Quelques ratissages où nous arrivons à nous faire mouiller.

J'attends avec un peu d'impatience ma nomination de sergent qui m'amènera une paie autour de 32 000 Fr par mois, mais est-ce que cela viendra ? D'ici quelques jours, je serai renseigné.

Je ne t'apprendrai rien de te dire qu'il y a des troubles à Alger. Ce sont des Algériens qui veulent rester français qui veulent des garanties pour que l'Algérie reste française envers et contre tout. Et tout le monde est bien embarrassé, car on ne peut pas remettre de l'ordre là-bas, et se servir des armes ferait bien rire les rebelles, et ce serait un grave problème que la France se retourne contre ceux qui veulent lui rester fidèles.[54]

96. Salin Françis (de Sainte Foy en Tarentaise) et Alain

Je termine ce petit mot en t'embrassant de tout cœur et en espérant que pour toi tout va bien.

Alain

Carte de petite Kabylie

Extrait de la carte Michelin
Aut. N°0511397 © Michelin et Cie, Algérie - Tunisie, 1960

97. Début de l'ascension du Babor. Cordée Alain-Gormier

98. Le 6 février 1960. Le détachement de la S.E.M. embarque dans le Sikorsky à Takichount pour le djebel Babor. De g à d : le capitaine Boursier, Folliguet , Alain (en avant) , Morand et X, à droite Gormier.

54. Alain dans son dernier paragraphe, fait allusion à la semaine des barricades.

Cher papa, maman et tous, Les Ouadhias, le 09.02.1960

Je viens de recevoir une lettre de Claude et de maman hier au soir : elles m'attendaient, car je n'étais pas là depuis vendredi.

Je vois que vous avez pensé à mon anniversaire : c'est curieux car moi j'y ai pensé par coïncidence. Un copain de la classe me dit qu'il avait 22 ans depuis quelques heures. Je lui dis « déjà ! ». Il me dit « pour toi ça ne va tarder non plus, car on ne peut avoir plus de deux mois d'écart ». Je demande la date et tout compte fait j'avais 22 ans et un jour.

Nous sommes partis vendredi pour faire un sauvetage d'un para du 6e R.P.I.M.A. qui a dévissé dans un couloir en courant après un rebelle. Ce n'était pas accessible sans matériel si bien que nous avons été héliportés là-bas pour l'aller et le retour du reste si bien que je totalise 2 heures et demie de vol opérationnel en hélicoptère, plus de temps que le voyage Marseille Alger en avion.

Ce bataillon, plutôt ce régiment, a travaillé avec le 5e R.E.I. à Djelfa[55]. Bref, vous voudriez savoir quand même où j'ai été ?

Nous avons été à Takichount qui est le P.C. du régiment (inutile de chercher sur la carte). Cela se trouve entre Sétif et les gorges de Kerrata, car depuis le P.C. nous voyions le barrage d'Iril Emda. Puis nous sommes partis en hélicoptère dans une compagnie avancée et le lendemain nous sommes allés chercher le para dans un couloir de la montagne du Djebel Babor.

Nous ne sommes revenus aux Ouadhias que le lundi, car dimanche les conditions atmosphériques n'étaient pas favorables.

Ce soir ou demain, nous allons manger un chat à la section, il est déjà tout préparé. Je vais goûter ça. Je crois que ça devient à la mode, car ils en ont déjà mangé un pendant que nous étions loin.

Claude me dit que les photos sont formidables. J'espère bientôt en recevoir pour que je puisse juger moi-même...

Je termine cette lettre en espérant qu'à la maison tout va bien et que le 5 cylindres a peut-être pris place au garage.

J'embrasse toute la famille.

Alain

Cher Jojo, Les Ouadhias, le 14.02.1960

Il y a un moment que je ne t'ai pas écrit, et l'autre jour j'ai reçu une de tes lettres, et je réponds maintenant.

Je n'ai pas connu S. lorsqu'il était à la S.E.M., mais il y a des anciens qui l'ont connu et l'adjudant-chef Morand, notre chef de section l'a eu lui aussi sous ses ordres.

55. Allusion aux opérations auxquelles Claude a participé.

Pour ce qui est de moi, je viens de passer caporal-chef, ce qui fait pour la paie (vu que je suis A.D.L.[56]) 20 000 Fr de différence, c'est assez appréciable bien que je ne l'aie pas encore touchée. D'ici quelque temps je vais sans doute passer sergent du reste.

La semaine dernière j'ai été héliporté en Sirkoski, pour faire un secours en montagne en petite Kabylie. Nous sommes allés chercher un para qui s'est tué en glissant dans un couloir. Nous avons fait l'aller et retour en hélicoptère, ce qui me fait autour de deux heures et demie de vol.

Cela se tenait sur la montagne dite Djébel Babor, occupée par pas mal de rebelles. Notre protection a accroché lorsque nous descendions en rappel... ça surprend . Ils en ont tué trois, dont un que nous avons bien vu faire : il s'est fait moucher à 200 mètres, j'étais dans les premiers à l'avoir vu, mais avec mon P.M.,... 200 mètres, c'est bien trop loin . Avec un fusil, je lui aurai bien vidé un chargeur dessus.

Hier soir nous avons couché dans la nature, ce n'était pas des plus chauds, mais il faut y aller quand même, en jouant des castagnettes avec les dents.

Je termine cette lettre en t'embrassant fraternellement.

Alain

Cher papa, maman et tous, Les Ouadhias, le 25.02.1960

Il est bientôt l'heure de la soupe et je commence une lettre.

Ces temps-ci, notre emploi du temps est bien chargé et parfois nous allons plus facilement au lit plutôt que de faire une lettre.

Hier nous avons fait une bonne petite trotte faite pour nous donner sommeil, mais cela fait de l'exercice et ce n'est pas mauvais.

J'ai reçu ces derniers jours deux lettres de Marie-Céline que je remercie bien. On me dit que le 5 cylindres est rouge, ça change un peu, mais ça ne doit pas être aussi joli.

Cet après-midi, je suis allé en convoi à Taguemount et là-haut j'ai vu un marcassin de près, car la section de là-bas l'a capturé et est en train de l'élever. Il est très joli et il mange pareil qu'un cochon. Il s'est bien adapté puisqu'il suit les gars lorsqu'on le lâche.

Aujourd'hui, j'ai touché ma nouvelle paie et il est inutile de m'envoyer de l'argent jusqu'à la quille. Je tourne amplement tout seul puisque je fais 260 Fr par mois (c'est des nouveaux francs évidemment).

J'espère bientôt pouvoir voir Claude. Qu'il me dise tout de suite dans quel coin il est orienté... Les Ouadhias... Il serait à 50 mètres de ma section.

Tout le monde écoute les jeux olympiques à la radio. Nous n'avons eu que la

56. Au-delà de la durée légale. C'est-à-dire après le dépassement des 18 mois, durée officielle alors du service militaire.

1ère manche du slalom spécial pour ce soir. Peut-être saurons nous la suite tout à l'heure. Les Français se débrouillent bien cette année.

Je termine en embrassant toute la famille.

Alain

Cher papa, maman et tous, Les Ouadhias, le 28.02.1960

Aujourd'hui dimanche je fais vite un petit mot. Je viens de la messe et il est 11h30.

Nous avons fait quelques sorties ces jours-ci, mais en arrivant avant-hier une bien triste nouvelle nous attendait ....le bataillon déménage des Ouadhias ! Nous allons atterrir vers Tassaft, au grand regret de tous les militaires et de toute la population aussi.

À Taquemount où une section de chez nous part, toutes les femmes pleurent, car tous les villages ralliés ont tourné leur veste et si la protection qui vient nous remplacer est moins efficace, il y aura des règlements de comptes. Enfin, le 15/9 qui prendra notre place en partie, se débrouillera, mais il ne sera pas partout où nous étions.

Pour nous, en vue de l'embarquement, nous démontons tout ce qui peut servir, par exemple, le réfectoire qui est en bois, se fait démonter pièce par pièce ; pour tout transborder le bataillon, le train va nous faire un convoi de 120 véhicules Ford certainement !

Aujourd'hui, les autorités civiles sont auprès du Général pour demander à ce que nous restions.

Hier au soir, nous avons fait une petite fondue pour dire au revoir aux « quillards ». Il y avait Décompois et Jean-Roy. Je crois que demain ils partent des Ouadhias. Peut-être que nous aussi déjà ! Car ça va assez vite.

J'espère qu'à la maison tout va bien et recevoir une carte de Claude d'Alger.

Je termine en embrassant bien fort toute la famille.

Alain

Cher papa, maman et tous, Les Ouadhias, le 29.02.1960

J'ai reçu deux lettres de la maison à midi, une de Marie-Céline et une de maman et vous remercie beaucoup. Mais dans la région je crois que le cancer fait vraiment du mal. Moi qui suis en train de lire sur Sciences et Vie « mobilisation générale des savants contre le cancer » j'espère que dans un proche avenir la terrible maladie pourra peut-être être vaincue.

Pour nous, l'avenir n'est guère prometteur : nous allons déménager avec le bataillon et notre Compagnie va se trouver dans un village de mechtas. Ce sera

fini pour l'électricité, les cafés et épicerie ! ça promet guère . Et le courrier, en plus de cela, ne sera pas aussi régulier. Enfin, il me reste 4 mois à tirer, ce sera vite là.

Ce matin Bernard Jean-Roy et Décompois sont partis des Ouadhias. Ils vont arriver un de ces jours à Saint-Gervais.

Que de nouveau à vous apprendre ? Je suis nommé sergent cette fois-ci. Je ne suis pas resté longtemps caporal-chef et je n'ai pas eu le temps de mettre les galons. Maintenant que je vais dépasser les 24 mois, ça va se connaître un peu sur la paie, c'est celle des super A.D.L. : je ne sais pas combien je vais toucher.

Je termine en embrassant toute la famille.

Alain

PS : c'est la S.A.S. qui nous a fait déménager et qui prend notre place, aussi on a une dent contre eux ! Mais ça ne fera pas de dispute familiale.

99. Alain aux Ouadhias

100. Santi Serge et son chien Kalt. *

Le 1er mars 1960, j'arrive à Alger. Pour me mettre dans le bain, les Affaires algériennes m'envoient, pendant trois jours, à la S.A.S. de Beni-Douala commandée par le capitaine Oudinot dont je parlerai un peu plus tard *(Cf. sous-chapitre 4.6)*. Dans les faits, à vol d'oiseau, cette S.A.S., n'est pas très loin des Ouadhias où Alain est encore pour quelques jours. Mon stage algérois se terminera début avril 1960.

C'est à cette période que la vie d'Alain va changer. Sa compagnie part pour le douar des Akbils et la S.E.M. va installer son poste à Aït El-Azis, petit village perdu à 1 000 mètres d'altitude, dans une zone tourmentée, où la notion d'horizontalité est inconnue.

* Santi, ami d'Alain, était maître chien à la S.E.M.. Originaire du Chablais, à sa démobilisation, il s'installe à St Gervais à Bionassay. Guide de montagne, il trouve la mort, le 29 avril 1967, dans une crevasse au Grand Plateau, après avoir effectué le Mont-Blanc à ski.

Cette région accidentée est dominée par l'Azrou Tidjer qui culmine à 1962 mètres et n'est pas très éloignée du Col de Tirourda (1750 mètres) qui permet de franchir la chaîne du Djurdjura et met en relation la vallée de la Soummam et la région de Michelet.

Cher Jo, Ait-El-Azis, le 10.03.1960

Il y a déjà un bon moment que je ne t'ai pas écrit, mais il y a aussi un bon moment que je n'ai rien reçu de toi.

Pour ma part, je suis excusable, car si je n'ai pas écrit c'est que nous avons déménagé, et cela n'a pas été une petite affaire de partir des Ouadhias avec tout notre matériel pour venir échouer à Ait-El-Azis qui se trouve du côté de Michelet.

Ce coup-ci nous sommes dans un bled abominable ! Pas un Européen à part les militaires, et à peine installés, nous avons commencé à sortir, sous une pluie battante. Le premier jour, nous ratissons et la 1ère section de la Cie trouve une cache avec 6 rebelles ! Deux sont morts au cours de la neutralisation de la cache, les 4 autres sont prisonniers.

101. Vue depuis le poste d'Aït El Azis sur Tamgount-de Lalla Khedidja. (2308 m.) puis Azrou-ou Gougane.

Nous sommes rentrés complètement trempés, mais contents. Depuis, nous avons inventorié des caches vides en quantité abominable et pincé quelques collecteurs de fonds.

Pour ma part, je suis passé sergent : la paie augmentera encore un peu. C'est toujours appréciable ; autrement je mangeais déjà au mess.

Ne parle pas à la maison de ce qui se passe par là. Si je t'en parle à toi, c'est parce que tu es militaire et que demain tu feras le même travail que nous.

Et quant aux rebelles, malgré que nous n'en voyions pas souvent, il faut y croire. J'ai un copain de la classe qui s'est fait tuer, il est resté 16 mois à Bourg et moi 14, on se connaissait bien.

Je termine ma lettre en espérant bientôt en recevoir une de toi.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain.

N.B. Mon changement de Secteur Postal 89 488 qui me permettra d'avoir le courrier tous les jours avec le piper qui nous le largue dans le camp.

Cher Claude, Aït el-Azis, le 12.03.1960

Tu dois te demander ce que je fiche pour ne pas avoir répondu alors que tu m'as écrit le premier du mois. La raison est cependant assez simple : convoi une fois par semaine. Une semaine pour recevoir ta lettre, une semaine pour que la mienne reparte ! Mais maintenant nous ferons mieux, car tu m'écriras au S.P. 89 488 et avec cela nous aurons le courrier tous les jours, grâce au Piper qui nous le larguera. On pourra ainsi avec un peu de chance avoir la lettre et la réponse la même semaine, car de toute façon la mienne ne part qu'au convoi.

J'ai vu ta lettre postée de Beni-Douala. J'y suis allé quelques fois, c'est le secteur du 2/121 R.I., et nous avons fait des liaisons depuis les Ouadhias en passant par Taguemount El Djedid qui était gardé par une section de notre compagnie.

Maintenant, nous avons déménagé et tout cela est fini. C'est la mort dans l'âme que la population nous a vu partir. Plus de 700 pétitions de délégués ont été adressées au général pour que nous restions !

C'est la mort dans l'âme que nous avons appris ce qui s'était passé depuis notre départ.

Le soir un commando est allé demander des explications aux Tribus, village nouvellement rallié et comment il se faisait que les gens ne les avaient pas tenus au courant de notre départ. Et ils ont eu le culot de planter des drapeaux rebelles à 150 m de l'entrée des Ouadhias. Il y a deux ans que l'on n'avait pas vu cela.

La faute n'est pas au 15/9 qui nous remplace, car il peut à peine combler la moitié de notre effectif.

Quant à nous, nous avons fait une entrée brillante dans notre nouveau secteur : le lendemain, alors que nous n'étions pas installés, et sous une pluie battante, la compagnie est en ratissage, et nous trouvons (la 1ère section) une cache avec six rebelles ! 2 ont été tués au cours de la neutralisation et 4 sont faits prisonniers. Depuis grâce à leurs renseignements plusieurs autres ont été arrêtés.

Avant hier soir, le groupe de ma section en sortant en embuscade de nuit (je n'y étais pas) est tombé en embuscade : il y avait un groupe rebelle très bien armé et notre groupe fut obligé de décrocher après 5 minutes de combat. Nous avons eu un blessé qui a eu deux balles de P.M. dans la jambe. (Cf. ci-après le témoignage d'un des participants).

Hier, nous avons fait évacuer le village et ce matin, nous avons ratissé et j'ai trouvé un petit lot de cartouches de chasse dans une cache.

Au convoi ce matin, j'ai reçu ta lettre ainsi qu'une de maman et une de Paul Décompois qui était avec moi et qui a eu la quille. Tu le connais peut-être ?

Et j'ai reçu aussi une insigne du 6e R.P.I.M.A. pour le sauvetage de l'un des leurs pour lequel nous avons été héliportés au Djebel Babor. Je crois que tu le sais déjà, je l'ai écrit à la maison.

À midi, je viens d'avoir une surprise : le capitaine m'a appelé à son bureau et

m'a dit que vu que je donnais satisfaction, je serai nommé sergent-chef de réserve dès que j'aurai la quille. Tu vois que je progresse à grands pas, car tu dois ignorer encore maintenant que je suis sergent. J'ai été nommé le 1er mars.

Nous avons du travail ces jours-ci et nous n'arrêtons guère et je ne crois pas que je pourrai aller à Alger surtout vu les commodités de transports ! Si tu voyais la piste qui nous mène ici ! Mais peut-être que toi, tu pourras venir me voir ! Sait-on jamais ?

Mais je voudrais profiter de ton séjour à Alger pour que tu te renseignes sur les possibilités d'enseignement avec un B.E.I. en travaillant seul, et en travaillant étant mariés, les deux pouvant enseigner.

J'ai déjà été au bureau de l'inspecteur de l'enseignement primaire à Tizi-Ouzou. Je sais que je ferai au moins 60 000 Fr mais les instituteurs des Ouadhias m'ont dit qu'ils avaient touché une prime d'installation ; de plus pour l'enseignement primaire un B.E.I. suffit. Je l'ai vu marqué sur sa feuille, mais je voudrais savoir si avec un B.E.I. on pourrait faire de l'enseignement technique.

Je sais que si je touche la prime d'installation, je viendrai ici, mais autrement non. Car grâce à elle, je devrais pouvoir me marier tout de suite. De plus, j'aimerais bien savoir avant la quille, car si je choisis l'enseignement, je vais passer mon stage d'aspirant guide en rentrant. Bref, je compte sur toi pour cela.

Je termine en espérant que pour toi tout va bien. Pour nous le moral est assez bon. Ait-El-Azis est un village de mechtas, rallié depuis quelque temps. La population y est bien sympathique.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

N'envoie pas ma lettre à la maison.

102. De d à g : Folliguet, Ferriol (tué en embuscade au même endroit qu'Alain) et Gormier.

Georges Gormier, sergent lui aussi, a partagé, avec Alain, la même chambre. Il a été son compagnon de cordée, lors du sauvetage au Babor. Il faisait partie du groupe pris dans l'embuscade. Il témoigne :

« Nous quittons le camp vers 21 heures. Nous sommes une dizaine d'hommes, soit la moitié de la S.E.M..

Nous approchons du village d'Aït Ouakour. Un coup de feu (fusil de chasse) tiré par une sentinelle H.L.L.[57] signale notre présence.

57. Hors la loi. Autre façon de désigner alors les rebelles, appelés également fellagha ou fellaga (coupeur de route) ou fell. Le vocabulaire utilisé révèle la fiction juridique dans laquelle s'est déroulé ce conflit. Nous n'étions pas en guerre. C'était une guerre civile..

Ce coup de feu me rassure presque. Puisque les H.L.L. savent que nous sommes là, ils ne vont pas nous attendre, car ils cherchent rarement l'affrontement direct. Erreur !

Nous continuons presque tranquillement. Nous abordons le village d'Aït Ouakour par un sentier légèrement en pente. Je suis en 3e position, derrière les 2 éclaireurs de pointe, dont Folliguet.

Tout à coup, l'enfer. À 10 ou 15 mètres devant nous, abrités par les premières maisons du village et en surplomb, les H.L.L. nous attendent.

Feu d'enfer, grenades. Je me jette à plat ventre sur le sentier. Mes copains me diront par la suite que c'est un miracle de n'avoir pas été touché. Je me relève. Il y a un gros chêne sur ma droite. Je m'abrite derrière et je tire quelques rafales de P.M. sur les lueurs de coups de feu des H.L.L. (Le lendemain, je verrai que le chêne a été truffé de balles).

J'entends la voix de l'adjudant-chef :

- On se replie.

Je commence à redescendre, soudain mon P.M. m'échappe des mains. Je me baisse, le cherche à tâtons dans l'herbe. Je l'ai. Nous nous replions au fond de l'oued, sous les coups de feu.

Je compte les hommes (vieux réflexe de moniteurs de ski). Un, deux, trois,…

- Mon Adjudant, il en manque un !

Consternation dans la troupe, silence total. Puis la voix de l'adjudant-chef :

- Gormier, Folliguet, avec moi !

Nous faisons tous les trois demi-tour, sans un mot. Il faut retourner d'où l'on vient de se faire canarder.

La peur au ventre, nous avançons. Nous faisons une centaine de mètres, et soudain, comme par miracle, un homme qui avance sur le sentier, en tirant la jambe. Notre copain est là, une balle dans la cuisse. Il a échappé à trois H.L.L. qui inspectaient le terrain pour savoir si nous avions laissé des hommes blessés ou morts, et récupérer les armes. Il revient de loin. Nous rentrons au camp en le portant.

Je comprends alors pourquoi mon P.M. m'avait échappé des mains, deux balles avaient coupé la bretelle de mon arme.»

Cher Claude, Aït el-Azis, le 17.03.1960

J'ai reçu hier ou plutôt avant-hier ta lettre datée du 9. Tu peux constater que le courrier met facilement la semaine pour parvenir ici, sauf lorsque le piper commence à l'amener.

Tu me dis de descendre à Alger. Je dois te dire que pour moi c'est impossible en ce moment ; motif : il faut que je m'absente de ma section plus de 15 jours pour avoir 2 jours à Alger ! Car de ma compagnie, il faut que je rejoigne Tassaft, P.C. du ba-

taillon et que j'attende là-bas le convoi suivant pour Tizi-Ouzou (car le dernier convoi s'y fait la veille du nôtre, de façon que la compagnie puisse se ravitailler). Évidemment, je gagnerai un peu de temps pour le retour. Mais on m'a déjà dit que j'étais allé en permission il n'y a pas très longtemps, si bien que j'ai compris qu'il ne fallait guère insister. Si nous étions restés où nous étions avant ! Je partais en convoi du vendredi et je rentrais à ma compagnie le mardi ! C'était si facile !

Ici point de téléphone, rien ! et en plus, la compagnie est à court d'effectifs car demain matin on nous supprime une section au profit de la 4e qui a un secteur immense .

Nous renouvelons embuscades sur embuscades ici, et 2 fois sur 3 nous tombons sur une sentinelle rebelle qui nous fait les sommations (encore heureux, ça nous donne le temps de nous écarter un peu) et nous tire un coup de fusil de chasse.

Mais si le premier jour, alors que nous avons continué à progresser, nous sommes tombés en embuscade dressée par le commando rebelle, maintenant celui-ci se sauve, car il paraît (c'est officiel) qu'à l'embuscade qu'il nous a tendue l'autre jour, si nous avons eu un blessé, eux ont eu deux morts et un blessé ! et ça leur passe pour quelque temps l'envie de s'y refrotter.

103. Une bonne équipe de copains : de g à d : Jean-Pierre Folliguet, Simon Pallafray, Gaston Bal, Louis Ferriol.

J'ai reçu les photos en couleur de la fête : elles sont très bien réussies et j'en suis très content.

J'espère que pour toi tout marche bien. Tu sais nous, on en veut à la S.A.S. ! C'est elle qui nous a fait partir des Ouadhias. Le capitaine Citerne qui la commande aurait dit au général que la S.A.S. suffirait bien là-bas, mais nous, nous voyons tout notre travail saboté. Le commando qui n'était jamais retourné aux Tribus a déjà harcelé tous les postes.

Enfin, nous avons du travail ici et je crois que l'on s'y met, car la 3e section en a tué un et moi, malgré que j'ai tiré tout un chargeur, j'en ai loupé 4 : c'est pardonnable ils étaient à 100 mètres. Du reste, je ne suis pas le seul à les avoir loupés. Il y en avait un qui faisait du roulé-boulé qui a dû être touché, car il y avait des traces de sang.

Je termine ce petit mot car demain, il doit y avoir convoi et il faut que j'écrive à tout le monde.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

Cher papa maman et tous, Aït el-Azis, le 17.03.1960

Il se fait déjà un peu tard et j'en suis à ma troisième lettre, une à Claude, une à la maison et une à Renée. Je ne compte pas celles que je devrais faire... je compte juste que le convoi est demain et que pour que le courrier parte, il faut faire vite.

Depuis que nous sommes ici, nous n'avons guère le temps ni de nous ennuyer ni d'écrire.

J'ai reçu les photos en couleur de Noël ; c'est dommage que beaucoup aient trouvé le moyen de s'orienter derrière une carafe d'eau ou un cierge !

J'ai reçu une lettre de Marie-Céline que je remercie bien. Elle était datée du 10, et je l'ai eue assez tôt, car le vaguemestre avait fait un paquet lettres et avait marqué notre nouveau secteur postal, si bien qu'elle fut l'une des premières jetées en l'air .... C'est le cas de dire.

C'est assez commode, le piper vise le mât des couleurs et le sac tombe dans un rayon de 20 m : il aurait assez de précisions pour qu'il nous envoie nos lettres à chacun... Mais nous n'exigeons pas trop de l'ami (c'est son indicatif radio) qui nous apporte un rayon de soleil de la Gaule (pour pas dire de la France, paraît que nous y sommes).

Maman m'a dit qu'il y avait une grève à Chedde, c'est toujours pareil, mais j'espère que ça n'a pas duré trop longtemps.

Je termine en espérant que tout marche et roule bien à la maison.

J'embrasse toute la famille.

Alain

Notes de Claude *Alger, le 21 mars 1960*

Me voici en Algérie depuis une vingtaine de jours et je suis de plus en stage à Alger. Stage qui, pour finir, est plus nuisible qu'instructif. On se rend compte que ça ne gaze pas à tous les échelons. Je ne sais pas ce qui va en sortir, mais partout cela va mal.

Il y a deux jours, de Gaulle a dit non à la convocation du Parlement pour résoudre le problème paysan. En Algérie, il y a une purge dans l'armée (il ne reste plus que les vieilles bedaines), ça va être la m...

Avec tout cela un stage ici où l'on se contredit : de Gaulle parle d'auto-détermination, un autre d'Algérie française. Je n'y comprends rien, alors le pauvre gars du bled lui !...

Vivement que j'aie une S.A.S., à ce moment là, je ferai ce que je pourrai, du mieux possible. Me donner à fond aux autres, c'est ce qui compte. Procurer du bonheur aux gars du bled dans la mesure de mes moyens, les protéger, les aimer, les faire devenir des hommes. Le reste, on s'en fiche. Pourvu que j'aie la force et l'esprit de compréhension nécessaire et que la réalité ne me décourage pas.

Cher Claude, Aït el-Azis, le 21.03.1960

J'ai reçu une lettre cette semaine de toi, où tu me dis que tu n'as pas encore reçu les miennes. Pourtant, je t'en ai envoyé quelques-unes déjà et là je peux te répondre presque tout de suite, car le piper m'a apporté la tienne, le vaguemestre ayant trié le courrier à Tizi-Ouzou.

J'espère que pour toi, tout va pour le mieux .Pour moi il m'est impossible de quitter le coin en ce moment et c'est dommage. Mais de toute façon, je te reverrai avant la quille car quelques temps avant nous arrêtons de crapahuter et là je pourrai te rejoindre quelques jours. Et toi tu pourras peut-être monter me voir à un convoi après ton stage. On verra en temps voulu.

Pour nous, la section vient de nouveau d'éliminer un rebelle en embuscade de nuit. Cela en fait dix d'hors de combat pour la compagnie en à peine 3 semaines ! Si on continue à ce train là, on aura vite fait d'épurer le secteur.

Tâche de venir à la S.A.S. d'Ait-El-Azis!... mais il n'y en a pas ! Enfin si tu vois un poste à Tassaft, on sera assez près, car c'est notre P.C. .

Je termine en t'embrassant fraternellement.

Alain

P.S. si un jour tu montes par là... prends une bonne sous-ventrière, parce la piste... horreur... jamais vu çà.

Cher Claude, Aït el-Azis, le 23.03.1960

Je viens de recevoir une lettre de toi qui m'a bien fait plaisir. Tu me donnes ce que tu as pu avoir comme renseignements. Je voudrais encore savoir quelque chose et te réponds au plus vite pour cela. D'abord le passage gratuit, je crois que pour la venue ici il n'y a pas de problème. Mais y en a-t-il d'autres ?

Ensuite, c'est la période de vacances, Noël, Pâques, et grandes vacances, de combien est la paie pendant ce temps-ci ?

Puis est-ce qu'il y a moyen pour moi de rentrer dans l'enseignement technique d'un côté et Renée dans l'enseignement primaire d'un autre côté, en étant dans la même ville ? ou comment il faudrait s'y prendre pour cela ? En plus, est-ce que la paie que tu m'as indiquée, est en étant logé ? ou est-ce qu'il y a quelque chose à donner pour le logement ? Je crois que c'est tout ce que je voudrais savoir.

J'ai envoyé ce que tu m'as donné comme renseignements à Renée et si tout va bien, nous ferons une demande dès que j'aurai la quille.

Est-ce que je t'ai dit que lorsque j'aurai la quille, je serai sergent-chef dans la réserve ? Je dois cela à l'adjudant-chef de la section, je crois bien.

J'espère que tout va bien pour toi et que tu as pu trouver un logement correct à

Alger, car paraît que ces derniers temps cela laissait à désirer ! Maman m'a dit que tu couches dans une salle de bains [58].

Je termine en t'embrassant fraternellement ;

Alain

Cher papa maman et tous, Aït el-Azis, le 24.03.1960

J'ai reçu il y a deux jours une lettre de Claude, mais nous n'avons guère vu « l'ami » survoler nos montagnes, car il fait mauvais temps, et en plus la deuxième section nous a joué un mauvais tour : ils ont marqué 89 488 sur leur toit si bien que le courrier de la compagnie est allé là-haut et non pas que ce soit eux qui viennent le chercher ici, c'est nous qui avons dû monter.

Hier soir, nous avons bien ri : nous étions en embuscade de nuit et nous sommes revenus par une nuit ! on ne voyait pas la piste ou plutôt le sentier. Comme nous ne connaissions pas encore bien la région, nous nous sommes égarés et chaque fois que nous tombions en sautant un talus, c'était la grosse bousculade. Enfin, nous sommes quand même arrivés et c'est l'essentiel, car nous n'avions pas mangé et à 10 heures nous commencions à avoir faim.

Depuis que je suis ici, je n'ai pas de nouvelles de Jojo, il est vrai que je ne lui ai pas

104. Retour d'opération dans la forêt d'Aït Ouabane au sud d'Aït El Azis entre les cols de Tirourda et de Tizi n'Kouilal.

58. Effectivement, je n'avais pas trouvé de chambre dans Alger. Je dormais dans une salle de bains : des planches, posées sur la baignoire, tenaient lieu de sommier ! Un samedi, sur le coup de 14 heures, en franchissant la porte de l'hôtel, je heurte, sur le trottoir, mon copain de terminale, Raymond Vidonne que je croyais en Allemagne. Il venait de débarquer. Nous passons le week-end ensemble et visitons la casbah.

envoyé des miennes : je vais lui écrire un petit mot tout à l'heure.

J'espère qu'à la maison tout le monde se porte bien et qu'il y a assez de travail pour tous les camions.

Un copain a reçu des journaux tout à l'heure et j'ai vu le train Paris-Côte d'Azur qui a déraillé par sabotage du F.L.N. et je crois que vous êtes à peu près moins en sécurité en France qu'ici ! (Où je suis il n'y a pas de train à faire dérailler) ou même autrement.

Je termine en embrassant toute la famille.

Alain

Cher Claude, Aït el-Azis, le 31.03.1960

Je t'envoie un petit mot, juste pour pouvoir parler à quelqu'un et je ne peux en parler à la maison.

Tu sais que depuis que nous sommes ici, çà commence à faire du travail.

Il y a quelques jours dans une opération de l'après-midi, nous avons tué 2 rebelles et fait un prisonnier.

Ce brave P.I.M.[59] nous a conduit à une cache située dans une falaise quasi verticale : c'était de l'alpinisme ! Mais l'alpinisme et la guerre c'est deux choses différentes. Nous étions un groupe à avoir passé par une voie détournée et rejoindre l'endroit où se trouvait la cache : ils nous ont laissés approcher à 50 m environ et de là : trois coups de fusils, deux blessés chez nous !

L'un, une grosse blessure au bras, c'était notre maître chien, l'autre, une petite blessure à la cuisse, notre adjudant-chef. J'ai ramené le maître-chien pendant que F.M. et les autres P.M. faisaient du tir de protection, puis tout le monde s'est replié.

On y a envoyé l'aviation qui a canardé avec mitrailleuses et roquettes pendant un bon moment ; Puis nous avons ravancé pour essayer de les avoir : deux, trois coups de feu et notre lieutenant est blessé d'une chevrotine à la jambe, on se replie à nouveau.

Les hélicos sont venus avec le SS11[60], le Sikorski avec sa mitrailleuse, puis le napalm, les flammes étaient à peine éteintes que l'on voit la tête d'un rebelle derrière un rocher, on les voit pour la première fois ! Un coup de fusil et on le voit basculer de son rocher.

Comme notre moral n'était pas très haut, le commando des grottes est héliporté. Il tire des roquettes à l'arsine, un gars qui bouclait le haut de la falaise est intoxiqué, ce n'est pas trop grave heureusement.

59. Prisonnier Interné Militaire.

60. Missile antichar téléguidé ou filoguidé.

Puis ils sont montés avec leurs masques : il y avait deux morts, les autres, mystère, surtout que la nuit était là.

On est redescendu quand même. Depuis le matin nous n'avions qu'un petit casse-croûte dans le ventre et nous arrivons à 23 heures au camp.

Tu vois, on ne s'amuse guère, mais enfin on tient le coup, c'est le principal.

Je termine, bien que je n'aie parlé que de moi.Je t'embrasse bien fraternellement. (Depuis quelque temps, on arrête pas mal de gens dans les villages alentours : collecteurs de fonds, etc... eux aussi ne doivent pas rire).

Je termine en t'embrassant fraternellement.

Alain

105 et 106. Près de Maala El-Isseri, récupération des toitures d'un village par les habitants pour construire un village de regroupement près d'un poste militaire. La population devait être ainsi mieux protégée.

Pendant ce temps-là, Claude

À l'issue de mon stage, je suis nommé officiellement à la S.A.S. de Maala El-Isseri du côté de Palestro, où j'arrive les premiers jours d'avril.

Je n'y reste que quelques jours, le temps d'accompagner le déménagement d'un village transféré dans un centre de regroupement. Contre-ordre ! La S.A.S., en définitive, est attribuée à un autre officier !... Je reçois une nouvelle affectation : la S.A.S. de Tabarourt, dans une zone isolée, située aux confins nord-est du département, au milieu d'une zone interdite. Je vais m'occuper d'un village implanté au milieu d'une forêt de chênes-lièges : ses habitants, qui avaient été déménagés loin de leur village, après s'être ralliés, étaient revenus récemment chez eux. Ils étaient regroupés en autodéfense, épaulés par un petit détachement du 6e Hussard, responsable du secteur.

En mai, je passe deux barrettes.

Cher Jo, Ait-El-Azis, le 04.04.1960

J'ai reçu aujourd'hui une de tes lettres et je constate que tu te paies du bon temps, profites-en, lorsque tu seras ici ce ne sera plus la même... Car depuis quelque temps on ne rigole guère. C'est pour cela, si j'ai un conseil à te donner, tiens-toi peinard et essaie de passer 14 mois en France, et même si tu peux y passer sergent pour y faire 18 mois. Souviens-toi toujours que lorsqu'on change d'adresse, on sait ce que l'on perd, mais on ne sait pas ce que l'on trouvera. Enfin, je ne fais pas de mauvais esprit, j'essaie seulement de te donner des conseils.

Ici, depuis quelques temps ce n'est pas rose (n'en parle surtout pas à la maison) : nous avons eu trois blessés à la section depuis que nous sommes ici : un, de deux balles de P.M. à la cuisse, un autre, d'une balle de fusil au bras, et l'adjudant-chef, a été transpercé à la cuisse, mais pas bien grave, à part un Lt qui a eu une chevrotine à la cuisse, c'est toujours nous qui avons morflé.

Nous avons essayé de réduire une grotte sur une falaise quasi verticale, mais deux corniauds y étaient bien postés et en deux coups de fusil au départ, ils ont fait deux fois mouche. On a beau eu faire tirer l'aviation, les roquettes télécommandées SS 11, faire tirer les mitrailleuses sur Sirkoski, le napalm, il a fallu que le commando des grottes vienne les asphyxier avec des roquettes à l'arsine. Enfin, on les a eus quand même .....

Enfin, il ne faut surtout pas se faire trop de tracas, car cela ne peut pas s'expliquer sur lettre, tu vois, on s'en tire quand même. 73 au jus.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

Cher papa, maman et tous, Aït el-Azis le 04.04.1960

Vous allez dire que je vous oublie un peu, mais je comptais vous écrire de Tizi-Ouzou vendredi passé et j'ai eu tant de commissions à faire, si bien que je n'ai pas eu le temps. Mais je vais essayer de me rattraper aujourd'hui.

Je comptais pouvoir voir Claude et je n'ai pas pu le voir, car il est arrivé à Tizi-Ouzou aujourd'hui. Demain, je vais essayer de descendre à nouveau en espérant qu'il n'aura pas quitté Tizi-Ouzou tout de suite. On m'a dit là-bas qu'il était affecté à la S.A.S. de Maala El-Isseri. C'est du côté de Fort-National à ce qu'il paraît et il me sera assez difficile d'aller par là-bas, si bien que j'aimerais bien le voir demain. Il serait resté à Alger 15 jours de plus, j'aurais peut-être pu aller le voir là-bas, car le capitaine est parti 15 jours et nous devons nous reposer un peu pendant ce temps-là, car nous avons pas mal travaillé, et aussi parce que c'est un sous-lieutenant qui commande la compagnie.

J'ai reçu un témoignage de satisfaction pour la fois où nous avons été héliportés pour redescendre le corps du para. Ils ont bien monté la chose en épingle, mais

enfin si je rentre dans l'administration, ce témoignage me sera très utile, car ils en tiennent beaucoup compte.

J'espère qu'à la maison tout le monde va bien, malgré que le travail soit au ralenti. C'est gênant tous ces à-coups qu'il y a à l'usine et ce ne doit pas être rose puisque maman me dit que papa a demandé du travail à Chedde pour les deux chauffeurs.

Pour nous, nous avons fait un petit repas avec ceux de la classe, car nous n'avions pas encore fêté le père cent, qui est passé depuis longtemps.

J'embrasse toute la famille.

107. Kalt, le chien mascotte de la S.E.M.. Il mourra d'un coup de chaleur en opération.

Alain

Cher Claude, Aït el-Azis, le 08.04.1960

Me voilà rentré dans mon nid d'aigle ou bien à mon Papa Charlie comme il y en a qui disent si bien.

Nous commençons à prendre des responsabilités maintenant que l'adjudant-chef n'est plus là et nous faisons des embuscades nous-mêmes. C'est-à-dire que l'on va seul avec notre groupe et je crois que l'on fait aussi bien que lorsque le sergent-chef vient avec nous, car l'autre jour il a fait une bêtise grosse comme lui. Il m'a envoyé avec un groupe au-dessus faire du grabuge dans le village pendant que lui se mettait en embuscade dessous. Mais ils sont tombés sur une sentinelle rebelle qui leur a tiré 2 coups de fusil de chasse ; ils n'ont rien vu et le chien éclaireur partait de l'avant et comme il est très bon, il aurait pu mettre le bonhomme en quartier si le sergent-chef qui était au milieu de la colonne ne s'était mis à tirer ! À ce moment-là, le chien est revenu en arrière, car il saute sur ceux qui tirent : on l'a vu en l'emmenant au tir avec nous.

108. Le lac Goulmine à l'extrémité ouest du Djurdjura. La S.E.M. est allée en opération dans ce secteur.

Enfin au retour, lorsqu'on faisait le compte rendu au lieutenant et qu'il a dit « j'ai tiré ! », nous lui avons dit « t'aurais mieux fait de ne pas tirer ! ». Dans le fond, il a beau être chef, nous avons tous plus de temps d'A.F.N. que lui et on connaît aussi bien notre boulot.

Hier en revenant, nous avons essuyé un coup de feu à 200 m du camp (nous allons les chercher trop loin !). Comme on a rien vu, personne n'a tiré et le soir au mess on s'est empressé de dire au chef que c'était cela la discipline de feu !... ça ne lui a pas fait des plus plaisir. Mais par malheur, le chien n'était pas avec nous, mais avec le deuxième groupe.

Hier soir les rebelles ont eu le culot de rentrer au village où nous sommes qui est entouré de barbelés et ils se sont fait un passage à un endroit : ils ont essayé d'aller chez une femme qui est condamnée à mort par eux, mais la population a donné l'alerte et ils sont vite repartis.

Enfin, nous nous sommes faits berner, mais cela ne durera pas, ils sont guère courageux quand même, car maintenant ils tirent la nuit à bientôt 200 mètres.

J'espère pour toi que tu es tombé dans un secteur assez bon.

Je reçois à l'instant une lettre de maman : oui les deux chauffeurs travaillent effectivement à Chedde, je te joins la lettre.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

P.S.: Je n'ai absolument rien dit à la maison sur ce qui se passe ici, j'en parle un petit peu à Jojo, puisqu'il y viendra, mais c'est tout, alors toi, tu ne vas rien dire !

Cher papa, maman et tous — Aït el-Azis, le 09.04.1960

Mardi passé à Tizi-Ouzou, j'ai vu Claude et j'étais assez content, car un peu plus on ne se voyait pas. Il y a eu fort heureusement un brave adjudant de la S.A.S. qui a fait la commission.

Il m'a dit (on va faire sauter maman au plafond !) : tu lui dis que tu m'as vu avec une mine de déterré et moi je lui dis pareil pour toi... Heureusement, on plaisantait, car nous avons bonne mine tous les deux quand même.

Nous avons mangé tous les deux au restaurant de la Grande Kabylie : il y avait pas mal de mes copains qui faisaient de l'œil à la table où nous étions. Il est vrai que cela faisait contraste : Claude avec sa tenue gabardine et moi avec mon treillis déjà pas mal sale : mais il fallait bien que je fasse l'escorte. Puis je pouvais jouer le garde du corps avec mon P.M. .

Enfin, Claude devait partir à 9h$^{1/2}$ et on s'est rencontré à 9h$^{1/4}$, il était temps ; il a pu retarder son départ et comme je suis arrivé à Tizi-Ouzou à 9 h et que nous repartions à midi et demi, je l'ai vu dans le maximum de temps que je pouvais rester là-bas.

Est-ce que papa a pu trouver un peu de travail en dehors de la chaux[61] ? C'est

61. Pendant de nombreuses années, l'entreprise a transporté de la chaux vive destinée à l'élaboration du ferrochrome que produisait, à cette époque, l'usine de Chedde.

la question que l'on s'est posé avec Claude lorsqu'il a demandé des nouvelles, mais nous avions reçu tous les deux une lettre de maman de la même époque.

Je termine ce petit mot en embrassant toute la famille.

Alain

J'entends l'avion, il y a peut-être quelques lettres pour moi

109. La Main du Juif.

Cher Claude, Aït el-Azis, le 12.04.1960

J'ai reçu une lettre de maman qui est allée à Versailles : elle est allée là-bas pour une réunion d'aides familiales rurales je crois. Mais je n'ai pas encore reçu de tes nouvelles depuis que tu es dans ton secteur. Est-ce que tu as une correspondance depuis Palestro pour Maala El-Isseri ? T'es-tu fait engueuler ? Peut-être et à cause de moi ?

Mais je me suis rattrapé… je t'ai pistonné auprès du colonel ! Tu vas rire, mais ce qui est dommage, c'est que ce n'était peut-être pas le bon colonel ! Folliguet et moi,

110. Jean-Pierre Folliguet

111. Alain

nous avons été demandés par le colonel Flottard pour faire une voie dans la Main du Juif[62]. C'était assez bien, nous avons fait une belle course de rocher. Si tu as une carte nous avons fait le majeur par la voie médiane : nous avions peur, car il y avait des passages cotés 5 et nous n'avions pas d'entraînement ; mais ça a très bien été car ce n'était que des cheminées ! Nous en avons ramoné une de 80 mètres.

Enfin où nous avons eu le plus peur c'est au retour, en zone interdite ; nous avons eu plus de deux heures de marche, à nous seuls, c'est-à-dire le colonel, un ingénieur des Ponts et Chaussées, Folliguet et moi, et nous n'avions absolument aucune arme, fût-ce même un lance-pierre ! et nous avons vu des traces de rebelles

62. La Main du Juif est située, à vol d'oiseau, à 3 km à l'ouest du col Tizi N'Kouilal. Le village de Timerass est à deux km plus au nord en redescendant de ce sommet.

toutes fraîches ! Enfin je crois que l'on s'encourageait les uns les autres.

En arrivant, nous avons discuté plus de deux heures avec le colonel et l'ingénieur des Ponts qui nous a payé le champagne.

Nous avons passé à Timerass et ce que nous avons vu là-bas est absolument unique en Kabylie et même en Algérie. C'est les femmes qui montent la garde ! et avec des bâtons : elles ont des yeux formidables et elles sont au poste dès qu'elles voient venir des rebelles ! Tout le monde sort pour nous dire bonjour, même les femmes qui savent déjà pour la plupart parler français ! Il y a trois ou quatre ans, c'était rebelle comme peu de villages le sont !

Enfin lorsque on voit un village à mechtas faire des progrès comme celui-ci en si peu de temps, on peut avoir confiance en l'avenir.

Je vais terminer cette lettre en te disant à bientôt, je l'espère, car je compte bien pouvoir faire un tour jusque chez toi.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 13.04.1960

En inscrivant la date aujourd'hui, je m'aperçois qu'hier c'était l'anniversaire de papa, je lui souhaite donc un bon anniversaire, qu'il n'ait pas trop de soucis, surtout ces temps, je crois que c'est ce qu'on peut lui souhaiter de mieux.

Je lui souhaite aussi que le travail reprenne, car avec le cinq cylindres[63] neuf, ce ne doit pas être rose. Est-ce le six roues qui fait deux voyages par jour sur Grenoble ?

Vous devez vous demander ce que je fais ces temps-ci. Eh bien pour moi, j'ai fait quelque chose d'assez inattendu : je suis parti avec Folliguet, le colonel Flottard et l'Ingénieur des Ponts et Chaussées faire une voie à la Main du Juif, montagne assez célèbre du Djurdjura. Nous y avons fait une belle ascension : nous avons passé de bonnes cheminées ; il y avait des passages cotés 5. Avant de partir avec Folliguet nous nous disions : « Nous n'avons pas d'entraînement, rien et on nous envoie là-bas avec des passages difficiles : ça ne va pas être drôle ! » Mais tout s'est bien passé.

Folliguet est parti en permission : il ira en faire d'autres à Chamonix.

Quant à moi, il est possible que d'ici quelque temps j'y retourne (à la Main du Juif) (précision peut-être utile pour ne pas vous donner de fausse joie) avec le général Crépin pour faire une voie également.

Au retour, l'Ingénieur des Ponts et le colonel nous ont payé le champagne à Ait Boumadi, P.C. de notre 4e Compagnie. Nous nous sommes tenus comme des grands,

63. Cinq cylindres : à l'époque camion Berliet de 10 Tonnes de charge utile. Six roues : camion Berliet à trois essieux de 15 à 20 tonnes de charge utile.

même devant des verres ! et nous avons discuté d'un peu tout pendant près de deux heures et demie : depuis les barrages jusqu'au gaucher qu'il ne faut pas contrarier, en passant par le ski et la montagne, il va de soi.

J'ai retrouvé plusieurs points communs avec lui : il a été souvent à l'Aiguille du Goûter en même temps que moi.

Hier, pour la première fois à Ait-El-Azis, nous avons eu du cinéma : un film amusant comme il se doit qui était si, si, si !... « la vie est belle ! »... On a ri un bon moment quand même.

Ce matin, le Commandant est venu nous voir ici et il a fallu faire un piquet d'honneur : je n'en suis pas pour une fois heureusement, car ma première tenue n'est pas en état et ici... les fers à repasser !... Il faut aller chercher l'électricité à 10 km !

J'ai reçu une lettre de maman de Versailles. J'espère qu'elle a fait un bon voyage de retour.

Je termine en embrassant toute la famille.

Alain

Cher Claude, Aït el-Azis, le 14.04.1960

J'ai reçu ta lettre du 10 avril où tu n'avais pas l'air d'avoir gros moral et je me suis dit qu'il fallait vite écrire un petit mot, ça remonte toujours un peu. Évidemment là comme ailleurs, tout doit marcher à coup de piston et c'est écœurant de voir cela, c'est à décourager les plus forts.

Est-ce que d'Azazga, tu dépends du colonel Flottard ? Peut-être, je n'en sais rien, à moins qu'il y ait une hiérarchie spéciale à la S.A.S..

Dans la course que j'ai faite à la Main du Juif, nous avons un peu parlé de toi, car il a demandé combien j'avais de frères et ensuite il m'a demandé combien nous étions à l'armée. C'est là que je lui ai dit que tu étais sous-lieutenant dans les S.A.S. en Grande Kabylie et il m'a dit qu'il aurait peut-être l'occasion de te rencontrer.

C'est un brave type, et il a fait comme s'il était deuxième classe avec nous et il nous a payé le champagne.

Enfin d'ici 15 jours, trois semaines, je vais certainement refaire la même voie, en tête de cordée puisque Folliguet est parti en perm, et avec le général Crépin. Paraît qu'il est très fort en rocher.

Tu as dû être écœuré en allant à Azazga, car j'ai déjà été dans ce coin en opération et il n'y a plus un pont debout.

Dans ce secteur, tu dois avoir des gars du 27e, et cherche s'il n'y en a pas de Saint-Gervais, des Tuaz : il doit en avoir, à moins qu'ils ne soient pas encore en A.F.N..

Dans le fond, tu aurais été mieux à Tassaft, car il y a déjà des constructions et la route pour y aller est goudronnée. Enfin, j'espère que tu te plairas quand même là-bas, et tu pourras peut-être y faire construire des bâtiments comme ils font ailleurs.

D'ici quelque temps, je tâcherai de faire un tour là-bas, sur la fin de mon temps qui est assez proche puisqu'il me reste deux mois à faire. Tu tâcheras de m'expliquer en gros comment tu fais pour te rendre là-bas, savoir si les convois correspondent de façon que je puisse y aller dans le minimum de temps.

À Tizi il doit peut-être y avoir le convoi du 27 le même jour que nous, et où le quittes-tu ? Quelle est la compagnie du 27 qui est à Tabarourt ?

Ces jours, nous ne sommes pas sortis, car il faisait vraiment mauvais temps et l'avion ne nous apporte pas de courrier non plus.

Dimanche, cela va être Pâques et nous aurons la visite de l'aumônier la semaine qui suivra : on pourra faire nos Pâques quand même !

Je termine en t'embrassant fraternellement.

Alain

Cher Claude, Aït el-Azis, le 18.04.1960

Pâques vient de se passer : j'espère que tu as malgré tout passé une assez bonne fête. Pour nous, nous avons eu la visite de l'aumônier et nous avons eu la faveur d'avoir la messe le jour de Pâques même, parce que nous sommes la compagnie la moins aidée.

Pour moi, j'ai été demander les jours qu'il me serait possible de prendre : je crois que je pourrai prendre 8 jours pour te voir. Donne-moi assez vite quand même les explications sur la façon dont je pourrai te rejoindre là-bas, car depuis le convoi du 27 il faudra que je trouve le moyen d'aller me nicher dans ton coin. Rassure-toi, tu n'as certainement rien à m'envier ;

Demain, les quillards de la 57 2/C quittent notre compagnie et nous, nous serons quillards la prochaine fois, cela approche.

J'espère bientôt avoir de tes nouvelles ; le courrier se fait un peu irrégulier ces temps-ci car le temps est mauvais. Et toi as-tu le courrier de la même façon que nous ? As-tu assez souvent la liaison avec Azazga ?

Aujourd'hui, nous ne sommes pas encore sortis de la journée, mais gare à ce soir ! On va encore bien geler ! Nous avons tout de même installé un mortier de 81, ça fera au moins un peu de bruit à défaut d'autre chose.

Je termine en espérant que tu as bon moral maintenant, et en espérant que tu as passé de bonnes fêtes.

Alain

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 18.04.1960

J'ai reçu samedi le colis de la maison et vous remercie beaucoup : la tomme est en très bon état ; il y avait juste un des deux tubes de lait qui s'était éventré en route, mais cela n'avait pas fait de dégâts.

J'espère que vous avez passé une bonne fête de Pâques à la maison. Ici nous avons eu la joie d'avoir un aumônier le jour de Pâques ; même, il était aumônier dans un lycée de Grenoble et est venu comme aumônier militaire pendant les vacances de Pâques ; il y en a beaucoup qui font cela. Il nous a parlé d'une façon très intéressante sur nos devoirs en A.F.N. et il était surtout bien placé pour nous en parler pour avoir été au front en 44. Mais la journée fut bien remplie, car il est venu aussi dans les postes et nous sommes allés l'escorter.

Tous ces jours-ci, nous avons eu un peu plus de repos et ce matin, nous avons fait le tour du village pour remettre en état les barbelés, car tout le village en est entouré et cela demande un peu d'entretien

J'ai reçu une lettre de Paul Décompois : il a l'air bien remis dans le civil. Enfin pour moi, c'est bientôt, c'est-à-dire dans 2 mois. Tout finit par venir.

Ce matin, figurez-vous que j'ai essayé de raccommoder des chaussettes ! J'ai bien bouché le trou, mais je crois que le pied a diminué de moitié ! Enfin avec de l'exercice... on arrivera peut-être à quelque chose.

Je termine cette lettre en embrassant toute la famille.

Alain

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 22.04.1960

Je viens de recevoir hier une lettre de maman. Tous ces jours-ci, il fait mauvais temps, aussi le courrier se fait rare, mais lorsqu'il arrive, évidemment il y en a plus.

112. *« Les premiers temps, ils prenaient ce qu'on leur donnait et se sauvaient comme des voleurs....»* Groupe Gormier. 3e depuis la gauche Serge Santi, le plus grand à droite Gaston Bal, puis Georges Gormier.

113. *« Maintenant il y a quelques progrès, on arrive à leur faire dire merci sans qu'on ait à leur faire remarquer.»* Louis Ferriol tient dans ses bras une petite fille du village.

Comme j'ai écrit sur ma dernière lettre, j'ai bien reçu le colis que vous avez envoyé et je vous en remercie. Il y a pas mal de Savoyards à la section et on se régale de la tomme qui est arrivée en bon état.

J'ai donné quelques œufs de Pâques aux gamins du village, il faut voir comme cela leur fait plaisir. Les premiers temps, ils prenaient ce qu'on leur donnait et se sauvaient comme des voleurs, mais maintenant, il y a déjà quelques progrès, on arrive à leur faire dire merci sans qu'on ait à leur faire remarquer.

J'ai reçu le paquet le samedi saint dans l'après-midi, je crois qu'il ne pouvait pas arriver mieux à temps.

Maman me demande si je vais reprendre Chedde, mais lorsque j'irai voir Claude, je ferai avec lui les deux lettres de demande pour l'enseignement et comme les réponses se font au mois de septembre, je verrai à cette époque selon les réponses.

De toute façon, dans l'enseignement technique en A.F.N., je suis obligé d'aller dans une petite ville et là c'est comme en France. Une ville comme Fort-National par exemple, c'est comme Sallanches. Les grandes villes généralement sont trop demandées.

J'ignorais que B... était rentré dans notre remorque : j'espère que cela ne gène pas trop papa. Enfin lorsque c'est uniquement matériel ! Il doit être assuré, mais cela vient toujours trop tard.

Je vais terminer en embrassant toute la famille.

Alain

Folliguet est en perm, s'il va voir Décompois, il passera peut-être à la maison. Je n'ai rien de spécial à lui faire prendre, mais il vous montrera que malgré l'A.F.N. on a bonne mine.

114. *« J'ai donné quelques œufs aux enfants du village, il faut voir comme cela leur faisait plaisir... »* Alain et les enfants du village.

115. Petit kabyle profitant de l'eau du poste.

Cher Claude, Aït el-Azis, le 24.04.1960

Ton courrier est rare ces temps-ci mais j'imagine que du coin où tu te trouves, il ne doit pas en venir et en partir souvent.

J'ai cherché sur la carte au 1/50 000e Tabarourt mais il y a une flèche sur la route au coin de la carte « Azazga 6 km », donc je ne peux pas trouver.

Comment es-tu installé ? Indique-moi la façon d'y parvenir le plus vite et dès réception de ta lettre je pose une permission de 8 jours pour là-bas. Maintenant je suis quillard, la 57 2C étant partie. Je dois pouvoir obtenir cette permission assez facilement, enfin je verrai. Et puis si tu as du travail là-bas, je pourrai te donner un coup de main.

Je profiterai de ce que je serai avec toi pour faire une lettre de demande pour l'enseignement, car on y arrivera plus facilement à deux que moi tout seul, surtout que tu es dans la bureaucratie à l'heure actuelle.

Demain, nous allons faire évacuer trois petits hameaux d'une cinquantaine d'habitants mais qui ravitaillent les rebelles et que nous ne pouvons pas toujours surveiller car nous sommes que notre section à pouvoir sortir en embuscade.

Je termine en espérant que pour toi tout va bien, que ton moral est bon.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 28.04.1960

Aujourd'hui, c'est jour à courrier. D'abord parce que j'en suis à ma troisième lettre et ensuite parce que demain il y a un départ et qu'il ne faut jamais louper un départ sinon la levée suivante a lieu 4 jours plus tard.

Hier, nous sommes sortis toute la journée, aussi aujourd'hui, c'est jour de repos : j'ignore quel jour nous sommes, mais pour nous c'est dimanche.

Dans quelques minutes, cela va être la soupe, aussi il faut que je me dépêche.

J'espère que papa a donné la vespa lorsqu'il a pris le camion : on ne m'en a pas parlé sur les lettres, mais lorsque je suis allé en permission, il en était fort question.

J'ai reçu une lettre de Claude, il y a quelques jours : il est au SP 86 881, c'est avec le 6e Hussard. Si non pas prendre la place du 2/39 qui était ici, nous étions allés directement à la place nouvellement occupée par le 2/39, je serai presque à coté de lui, car ils sont partis par là-bas du côté de Yakouren, relever l'opération Jumelles.

D'ici une cinquantaine de jours, c'est la quille pour moi : le moral est bon évidemment. Lorsque je suis arrivé à la S.E.M., c'était la 57/1A qui était quillard. Depuis il a passé de l'eau sous le pont !

Je termine en embrassant toute la famille.

Alain

Cher Claude, Aït el-Azis, le 28.04.1960

J'ai reçu ta lettre du 23 et je ne me souviens plus si j'ai répondu : de toute façon, c'est pareil, je t'écris maintenant.

Ici on est en train de faire du boulot de S.A.S. dans mon dos : distribution de blé et de semoule aux habitants. Remarque, la 3e section qui est réduite à 8 bonshommes ! s'occupe presque exclusivement de cela. Elle fait le recensement, l'école, les distributions de vivre, enfin tout ce qui touche à la population, puisque nous n'avons pas de S.A.S. ici. Ça doit être même assez gênant pour les gens, car pour aller à Michelet, il faut qu'ils aillent chercher d'abord un laissez-passer à la S.A.S. d'Ait Saada qui est à la même distance, mais direction opposée !

Nous avons trois écoles à la Compagnie qui ont environ 60 marmots chacune ce qui fait plus de 180 élèves. J'ai eu l'occasion d'en visiter une en pleine classe : les gosses commencent à bien travailler et les instituteurs (ce sont des militaires appelés) ont un boulot du tonnerre !

Hier, nous avons passé la journée en commando de chasse : nous sommes partis à 3 heures pour être en place à 5 heures et demie et nous devions redescendre à minuit. Mais à 17h30 le soir à la tombée de la nuit, ma sentinelle voit un bonhomme : nous étions en trois groupes, tous avec notre radio. Je préviens les autres. Tout le monde était en alerte et ça promettait, car nous en voyions déjà deux, puis trois, six, dix... treize ! Jamais on en a autant vu à la fois et qu'est-ce qu'ils prenaient comme précautions pour avancer ; c'est inimaginable. Ils venaient sur nous, puis ont tourné à une piste. Donc, ils ne viendraient pas plus près et ils étaient à 150 mètres, c'est dommage !

Le F.M. a ouvert le feu et j'ai immédiatement fait tirer mon L.G.[64], les autres groupes ont fait pareil : si tu avais vu la débâcle ! Ils n'ont pas riposté un seul coup de feu. Nous sommes immédiatement allés au résultat, mais il faisait nuit, si bien que nous n'avons rien trouvé. On apprendra plus tard si on leur a fait du mal : mais il doit y avoir au moins un blessé. Enfin, nous avons décroché, car l'embuscade était finie ce qui nous a permis de partir trois heures plus tôt ! C'était appréciable, mais l'expérience étant concluante, nous recommencerons certainement plus souvent.

Mais aujourd'hui j'ai encore les oreilles qui sifflent, j'étais à côté du lance-grenade et j'en ai pris plein les oreilles.

Tu es avec le 6e Hussard, il ne doit pas se trouver loin du 2/39 R.I. qui est par là-bas, c'est lui qui avait le secteur où nous sommes maintenant, mais je ne sais pas dans quel coin ils se trouvent exactement maintenant.

Je termine cette lettre en t'embrassant fraternellement.

Alain

64. Lance-grenades.

Cher Claude, Aït el-Azis, le 30.04.1960

Ça y est j'ai fait ma demande de permission et elle est acceptée par le chef de section ce qui est déjà pas mal : on verra pour le commandant de compagnie dans un jour ou deux, mais en principe, ça doit passer : ce que je ne sais pas encore, c'est la date à laquelle je pourrai l'avoir, car je n'ai pas daté, c'est eux qui datent en fonction des convois.

Je crois que pour moi, ça me fera du bien de changer un peu d'air, car hier en allant en embuscade de nuit, un copain[65] s'est fait tuer d'un coup de fusil de chasse et, à la section, en général, le moral n'est pas très haut. Il y avait treize mois qu'il était en A.F.N. : il est arrivé presque en même temps que moi, aussi on commençait à bien se connaître. Il a été évacué ce matin en hélicoptère : nous sommes allés lui présenter les armes sur la D.Z.[66]. Mais surtout n'en parle pas à la maison, car ils se feraient du souci : il est absolument important que personne ne sache rien. Surtout que lorsque j'aurai fini, Jojo viendra tôt ou tard.

Je ne reçois guère de nouvelles de lui en ce moment : mais il paraît qu'il est à Chamonix à l'E.H.M. en ce moment. Il a bien de la veine, il doit être tous les dimanches à la maison.

Hier j'ai reçu deux lettres de toi, une du 26 et une autre du 29. Tu me dis de te donner les coordonnées lorsqu'il se passe quelque chose, mais moi-même je n'ai pas de carte, mais cherche Ait-El-Azis sur la ligne qui joindrait Michelet à Tassaft, si tu peux, tu me passeras une carte du coin lorsque je reviendrai, car j'aimerais bien en avoir une en souvenir.

Tu t'éclaires au gaz ? T'es autant moderne que chez nous ! Mais ça éclaire pas mal et ça dure longtemps.

Je termine, peut-être referai-je un autre mot avant le départ de celle-ci.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

116. *« Un copain s'est fait tuer d'un coup de fusil de chasse. Il y a treize mois qu'il était en AFN… On commençait à bien se connaître.»* Louis Ferriol, mort à Aït Hatta.

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 04.05.1960

Il est midi moins vingt et avant d'aller à la soupe, je fais vite un petit mot à la maison. Je vais partir d'ici pour aller voir Claude le 9. Je crois que ma permission

65. Ferriol Louis, né le 27 mars 1938 à Saint-Genest-Malifaut (42), mort le 29 avril 1960. Village d'Aït Atta et Aït Ouakour

66. *Dropping zone* c'est-à-dire aire d'atterrissage pour hélicoptère.

est acceptée, ça me fera toujours quelque temps à passer avec lui.

Dans 45 jours, nous quitterons vraisemblablement la Compagnie pour aller jusqu'au P.C. de libération. J'ai reçu une lettre de Jojo qui m'envie un peu, mais dans le fond un peu de patience et c'est bon.

Nous avons un sous-lieutenant S.A.S. ici aussi, pour quelque temps : il vient s'occuper des gens pour les préparer en vue des prochaines élections de conseillers généraux : je ne sais pas s'il y en aura en France, mais ici il va y en avoir.

Demain, je vais descendre à Tizi-Ouzou : je vais en profiter pour me renseigner en vue de ma prochaine perm, si j'ai le temps.

J'espère qu'à la maison tout va bien. Quand papa reprend-il le travail plein boum ? J'espère que ce sera bientôt.

Je termine ce petit mot en embrassant toute la famille.

Alain

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 08.05.1960

J'ai reçu tout à l'heure la lettre du 5 de maman par l'avion. Comme il y a un convoi demain, vous verrez que la réponse revient assez vite.

Maman me dit qu'elle n'a pas vu Folliguet : ce n'était pas du tout sûr qu'il vienne car malgré tout il est à Chamonix : il serait venu s'il avait eu une occasion ou une course à Saint-Gervais ; moi non plus, pendant ma perm, je ne suis pas monté à Chamonix.

Je pars demain voir Claude : j'ai une perm de 6 jours et je ne sais pas combien de temps je vais pouvoir passer avec lui, car le voyage est compris dans la permission, mais je me débrouillerai bien ! car sinon je n'ai pas le temps de faire le tour ! ce serait le comble. C'est pas que nous sommes éloignés, mais il faut faire des détours, car non seulement les routes sont plus rares qu'en France, mais aussi il y en a qui ne sont plus employées et il faut y aller lorsque l'armée passe. Je ne peux prendre le car qui va dans le bled, c'est autorisé sur les très grandes routes, mais sur les voies secondaires c'est interdit aux militaires.

Ce qui est embêtant, c'est que les convois militaires... ce n'est pas la SNCF ! et comme c'est secret, on ne peut que difficilement savoir lorsqu'ils ont lieu et je ne peux prévoir mes correspondances ! Enfin, on vous racontera ça... peut-être y compris l'engueulée que je prendrai au retour... Mais je m'en fiche pas mal : on ne se fait pas de soucis à 45 jours de la quille !

Je termine en embrassant toute la famille.

Alain

Cher papa, chère maman et tous, Tabarourt, le 13.05.1960

Pour vous montrer que je suis bien avec Claude je vous fais ce petit mot à la machine à écrire de son bureau. Mais il va peut-être me mettre à la porte, car je tape tellement vite qu'il aura besoin de son outil avant que j'aie fini.

J'ai mis un temps record pour venir de mon bled à son patelin : un jour et demi ; je ne croyais pas mettre si peu.

En ce moment, il travaille en face de moi sur un vrai bureau de ministre : il est très occupé par des engagements de moghaznis [67].

Hier, il y a eu le colonel qui est venu ici et je me suis vu, moi sergent, manger à table avec lui : heureusement, il mange par la bouche comme tout le monde et je n'ai guère été impressionné.

Après-midi, nous sommes descendus au village où nous avons ramassé de l'argent en amende (un peu le métier de gendarme) car les enfants ne venaient pas à l'école.

Décidément, cette machine à écrire sert en dix lignes ce que je mets en dix pages ; si ma lettre est un peu décousue, c'est parce que je n'ai pas fait de brouillon et que lorsque j'arrive au milieu de ma phrase, il m'arrive de ne plus me souvenir de l'autre moitié. Et les fautes de frappe ce n'est pas la faute de la machine car c'est une machine très perfectionnée de la S.A.S., malgré que dans cet organisme tout ne soit pas la perfection.

Mais il ne faut pas que je me moque, car je vais me faire durement réprimander par le lieutenant : il en impose maintenant qu'il en a deux sur les épaules ! il vient justement de s'absenter et quelqu'un me demande si le lieutenant est là.

Je vais terminer ce petit mot en embrassant toute la famille.

Le sergent Grandjacques détaché à la S.A.S. de Tabarourt.

Alain

117. L'école de Tabarourt accueillant le 6e Hussard et la S.A.S.

67. Les harkis relevaient de l'autorité militaire. Les moghaznis dépendaient des S.A.S. (Affaires algériennes) et émargeaient au budget civil.

Cher papa, chère maman et tous, Tabarourt, le 15.05.1960

Voici ma permission qui prend bientôt fin et je profite d'un moment pour faire une dernière lettre à la maison depuis ici : ça a l'avantage de faire d'une pierre deux coups puisque je peux donner des nouvelles des deux à la fois.

Claude est en train de s'arracher les cheveux derrière son bureau pour faire l'emploi du temps du lendemain. Il va bien arriver à pondre quelque chose. Il est descendu « en ville » ce matin avec moi. Et comme les gens étaient en train de tuer un bœuf, ils nous ont arrêtés pour nous en donner un morceau que nous avons mangé à midi. Comme vous le voyez, les gens sont très sympathiques par ici et aussi on fait des courbettes au lieutenant pour pouvoir entrer comme moghaznis à la S.A.S.. Tous les jours, je crois qu'il a des demandes. Il faut dire que pour les gens du coin c'est un débouché autant que Pechiney chez nous : ils ont tous l'habit militaire comme harkis ou comme S.A.S..

Ce matin, avec l'aide de Claude, j'ai écrit à l'inspecteur de l'enseignement du premier degré : on va bien voir ce qu'ils vont dire. J'espère bien avoir une réponse tout en étant à l'armée, car je leur ai mis une enveloppe avec mon adresse militaire (ça évite d'y mettre un timbre) c'est pas parce que ça me coûterait 25 fr ; je n'en suis pas à ce point là, mais c'est parce qu'ici les timbres, ce n'est guère connu !

Et il faut aller chercher assez loin pour en trouver.

Je vais terminer cette lettre en embrassant toute la famille (je suis obligé de m'arrêter, car si Claude veut mettre un petit mot il n'aura plus de place).

Alain

Ce n'est pas qu'il n'y ait plus de place mais il ne sait plus quoi dire, alors il me cède la place. Moi j'aurais bien des choses à vous dire, mais le temps me manque un peu comme d'habitude. Je pense bien à vous tous et trouverai un de ces jours plus de temps pour vous écrire plus longuement.

Claude

S'il avait des choses à vous dire, il me prendrait comme secrétaire !...

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 23.05.1960

Vous ne recevrez plus de lettres de moi datées du 23, car le mois prochain à cette date, je serai sur le bateau... ce sera le retour, je viens de l'apprendre en rentrant de permission pour voir Claude.

Je me suis payé 4 jours de retard pour rentrer si bien que j'ai vu Claude plus longtemps... car c'était à Tabarourt que j'étais bloqué, mais aucune importance .

Je m'en suis voulu de ne pas être parti un jour plus tard... car je me suis débrouillé pour descendre, j'ai couché à Yakouren... pour voir Claude venir le lendemain ! Alors que je me suis embêté à Yakouren, n'y connaissant personne.

Le lendemain, je suis descendu avec Claude jusqu'à Tizi-Ouzou où nous avons mangé avec le colonel des Affaires Algériennes. Du moins à son mess (Il paie la nourriture le même prix qu'à la troupe, mais on y mange pas mieux... de la morue... Et il a fallu manger cela chez un colonel !)

Et Claude, dans son mess là-haut, à Tabarourt ne mange pas formidable non plus et je crois que si vous lui envoyez quelques saucissons : ils seront les bien venus.

J'ai reçu une lettre de maman depuis Lourdes à mon arrivée, mais j'avais déjà lu celle qu'elle avait envoyée à Claude, car j'étais à Tabarourt.

Enfin, je crois que Claude peut avoir de l'espoir, car le colonel lui a laissé entendre qu'il changerait de S.A.S. et il se trouvera beaucoup mieux s'il peut aller ailleurs.

Je termine cette lettre en embrassant toute la famille.

Alain

Cher Claude, Aït el-Azis, le 23.05.1960

Me voici rentré sans encombre, sinon le capitaine qui m'a demandé où se trouvait Tabarourt, si c'était un mauvais secteur, etc... Tous les renseignements qui sont strictement militaires.

En arrivant la première chose que j'apprends, mais qui est d'importance... on embarque le 23 sur le Ville d'Oran... bien obligé, car moi je ne connais que ce bateau : je suis venu avec, parti en permission avec (revenu en avion) et je le reprends pour rentrer en France ! Il n'y en a peut-être pas beaucoup qui peuvent dire avoir toujours pris le même ! J'ai un copain qui a pris 4 bateaux différents.

118. Photo de groupe lors d'une prise d'armes à Tizi-Ouzou. Une partie de la S.E.M. avec des chasseurs d'une autre section, .
1er rang : de g à d : Serge Santi et le chien Kalt, X, Gaston Bal, Michel.
Rang du milieu, les bras croisés : Favre.
Dernier rang, de g à d : Les chasseurs Michaud, Potace, X, Bourier, Ballard, Salin, Perrier, X, Gay, Noir,

Enfin pendant mon absence ; ils ont loupé un rebelle en embuscade de nuit à Ait Mislaine... Il s'est couché sur la piste et il s'est enfui, ils ne savent comment, blessé, car il a laissé des traces de sang assez marquées à ce qu'il paraît.

Depuis que je suis rentré on a guère arrêté : on est avec un commando du génie et on a fait l'opération « grottes » c'est-à-dire que l'on gaze toutes les

grottes du secteur qui restent gazées un an. On a fait la plus célèbre hier, la grotte du Macchabée[68] que tu dois avoir de marquée sur la carte Michelin : elle est touristique et pourrait constituer un abri formidable, avec bien de la place pour 3 000 rebelles. Il y a de grandes salles à l'intérieur, j'en ai visité une partie.

Maintenant, celui qui y rentre en meurt ! Mais à l'odeur qui se dégage à l'entrée, il ne prendra l'envie à personne d'aller plus loin.

J'ai couché au 77e C.R.D.[69] à Tizi-Ouzou et je suis allé au cinéma voir « Mirage de la vie ». Je termine en t'embrassant fraternellement.

Alain

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 27.05.1960

D'ici quelque temps, cela va être la fête des mères, je ne serai pas là mais j'espère que tout se passera bien quand même. Je souhaite donc une bonne fête à maman ainsi qu'une bonne journée à toute la famille.

Ma lettre va bientôt partir, car tout à l'heure un hélicoptère va venir pour ramasser les bulletins de vote, car Ait-El-Aziz et les alentours ont voté aujourd'hui pour les conseillers généraux. Ils n'ont pas eu de mal à choisir... car il n'y avait qu'une liste... les candidats du coin sont assez rares en effet. Mais c'est bien pareil, car toutes les femmes votent et ne savent ni lire ni écrire, alors s'il y avait plusieurs listes ce serait le hasard qui jouerait, mais comme il n'y en a qu'une, ce n'est plus le hasard, si bien que c'est déjà un progrès.

Ici en ce moment la mode, c'est de faire marcher un copain par correspondance : il a connu une fille par lettre, qui n'est autre qu'un autre copain et pour corser l'affaire on va même écrire des lettres du père, de la mère... et plus violent, du fiancé : il y a de bonnes parties de rigolade à venir.

Je vais terminer ce petit mot en espérant qu'à la maison tout va bien et en souhaitant une bonne et heureuse fête pour le 31 mai.

J'embrasse tout le monde.

Alain

Cher Claude, Aït el-Azis, le 27.05.1960

J'espère que tu ne t'ennuies pas trop par Tabarourt. Pour moi, je crois que l'on a repris d'une mauvaise façon.

J'ai reçu une réponse de l'inspecteur de l'enseignement du premier degré, mais c'est

68. La Grotte du Macchabée, « *au fond de laquelle gît une mystérieuse momie* » selon une légende kabyle, est une des curiosités touristiques du Djurdjura. Elle est située à mi-chemin sur l'axe Aït El Azis-Col de Tirourda dans le massif de l'Azerou Tidjer.

69. Compagnie de Réparation du Matériel.

pour être instituteur... j'attends donc la réponse de l'inspecteur de l'enseignement technique : je vais bien voir. En tant qu'instituteur on parle de 54 000 Fr net (je ne sais pas ce que veut dire net) et il faut s'engager à rejoindre un poste algérois quel qu'il soit.

Nous sommes partis en commando hier toute la journée et toute cette dernière nuit, si bien que je n'ai pas les idées fraîches, car depuis hier matin une heure, jusqu'à 9 heures aujourd'hui nous n'avons pas du tout dormi.

J'ai récupéré un peu ce matin et cet après-midi il faut bien que je fasse la correspondance, car ce soir un hélicoptère va venir emmener les bulletins de vote. (Ici c'est déjà fini !) pas eu de mal, il n'y avait qu'une liste unique... et le secrétaire empêche les gens de mettre le bulletin blanc...

119. François Chavoutier

En commando hier, nous avons eu un accrochage très sérieux. À midi, nous faisons prisonnier un gars qui est venu avec un troupeau de bêtes : c'est en pleine zone interdite. Le soir, à la bino, du camp on nous signale des gars qui venaient sur nous. On se prépare, le prisonnier essaie de donner l'alerte, nous devons l'assommer. Puis le groupe du haut accroche et tue un sergent-chef de l'armée régulière armé d'une Beretta que nous avons récupérée. Mais un élément que nous n'avions pas vu et qui se trouvait au-dessus, fait un assaut à la grenade : nous avons 4 blessés, plus trois qui n'ont que des égratignures superficielles. L'hélicoptère ne peut pas venir de nuit ; il faut attendre 6 heures ce matin. Dans la nuit vers 3h$^{1/2}$ un copain[70] succombe : il était très gravement blessé à la tête. À 6 heures un Sikorski emmène les trois blessés et le mort et une demi-heure plus tard, le prisonnier qui s'était moqué de nous la veille est fusillé. Cela m'a fait quelque chose, mais l'esprit change lorsque les coups durs se succèdent. J'ai fait comme Ponce Pilate, peut-être devrais-je le regretter.

On est tombé sur des fanatiques ce coup-ci : sur la crosse de la Beretta, il y avait de marqué « Sid Idir pour l'A.L.N. jusqu'à la mort ».

120. Vue depuis Aït El Azis : premier village : Aït Mislaine, lieu du décès de François Chavoutier. À gauche le Tamgount-de Lalla Khedidja (2308 m) puis Azrou-ou Gougane et enfin Ras-Timedouine (2305 m).

J'espère que pour toi ça va mieux que

70. Chavoutier François, né le 10 janvier 1938 à Moutier (73), mort le 27 mai 1960 à Aït Mislaine, Grande Kabylie.

par ici, mais surtout, ne dis absolument rien à la maison : je leur écris comme si de rien n'était.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

De mon côté j'écris à mes parents :

Bien cher papa, bien chère maman, Bien chers tous, Tabarourt, le 29.05.1960

Je viens de m'apercevoir avec stupéfaction qu'on est le dimanche 29 et que c'était la fête de mères. J'avoue à ma grande honte que je n'y ai pensé qu'aujourd'hui. Mais comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, mon petit mot dit à maman et papa « bonne fête à tous deux ». Votre grand fils, malgré les distances, est près de vous.

Comment va toute la famille ? Alain m'a écrit il y a quelques jours. Son retour s'est très bien passé et il prend le bateau le 23 juin. Cela approche. Personnellement je crois pouvoir prendre le bateau autour du 10 juillet ou plus précisément l'avion. Je ne sais pas encore si je prendrai l'avion directement pour Paris, ce serait plus avantageux et plus économique. De toute façon, je vous le dirai.

Avant hier, c'était les élections. Ici, tout monde a voté (il n'y a pas grand monde : 410) et tout s'est bien passé.

Ce matin, j'ai réuni le Conseil Municipal qui me donne un morceau de terrain pour construire un bâtiment pour la S.A.S. sur le terrain communal.

121. Récolte de liège à Tabarourt, 1960.

Cette semaine va commencer ici la récolte du liège. Cela va employer tous les hommes du coin. Il n'y a pas de chômage. C'est mieux ainsi.

Vous m'excuserez de ne pas être plus bavard, mais je veux encore faire un petit mot à Alain alors !

Encore une fois bonne fête. Je pense bien à vous et vous embrasse bien fort.

Claude

Cher Claude, Aït el-Azis, le 30.05.1960

Demain, je descends à Tizi-Ouzou, ainsi que toute la section pour aller à l'enterrement du copain tué à notre dernier accrochage. C'est la fête des mères mais il y a une mère de 9 enfants qui n'aura pas une bonne fête cette année. En

effet, ce copain est d'une famille nombreuse.

Mais ce qui fait le plus colère, c'est que l'hélicoptère aurait pu venir : il y a un col où un Sikorski s'est bien posé à plat l'autre jour et une Alouette aurait pu venir la nuit. Mais enfin, c'est passé.

Les trois blessés vont bien et il n'y a plus de danger pour eux. Il y en a qui ont eu de la chance ! (un chapeau de brousse a été ouvert en deux par un éclat de grenade sur la tête du gars !) et celui-là n'a pas été blessé à la tête et celui qui a été blessé dans le dos... l'éclat a traversé le sac .

Enfin, ce soir ils vont cadrer le village au mortier en vue d'une prochaine expédition. Tu vois, c'est un peu comme à la Légion, on ne se laisse pas abattre.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 02.06.1960

Ça y est, me voici dans le mois qui me donnera la quille... Demain, visite médicale de fin de service... bon pour le civil certainement. Le moral est bon, surtout lorsque l'on tient le bon bout.

Mardi, en allant à Tizi-Ouzou je me suis accroché avec la Police Militaire : l'Aspirant qui commandait une patrouille voulait me coincer... et pour ne pas me laisser faire, j'ai coincé un de ses hommes qui ne m'avait pas salué ! Comme cela le match est nul et il n'y aura certainement rien ni d'un côté ni de l'autre. Je me suis bien amusé quand même... car l'adjudant-chef de section était dans le coup lui aussi.

Nous avons travaillé un peu cet après-midi : nous refaisons nos W.C., c'est des gros travaux mais on y arrivera. Un prisonnier va vider les feuillées pour qu'on puisse faire quelque chose en béton avec égouts ! Vous voyez le travail. Mais comme on habite dans les parages et que ça sent vraiment trop mauvais, on a décidé de se sortir de la ... et tout le monde y met du sien.

Depuis que nous sommes ici, malgré les sorties fréquentes, nous avons déjà fait maints travaux pour aménager le camp. Il faut voir le foyer que l'on s'est fait à la section ! Pour le faire à partir d'une mechta en terre. C'est vraiment formidable.

Je vais terminer ce petit mot pour en faire un à Claude.

J'embrasse toute la famille.

Alain

Cher Claude Aït el-Azis, le 02.06.1960

Ça y est, nous passons la visite médicale demain ! Bon pour le civil certainement... Au départ, c'est à moi qu'est confiée la responsabilité des quillards du bataillon...

Je suis chef de détachement... Encore un coup à faire 15 jours à Marseille avant d'arriver à la maison. Enfin, j'espère que tout se passera bien.

À Tizi-Ouzou je me suis accroché avec la P.M [71]. Ça allait mal. Un aspirant voulait me coincer. J'ai dit d'accord, mais moi je coince le 2e classe de votre patrouille qui a un P.A. et qui ne m'a pas salué ! Puis l'adjudant-chef s'est mis dans le coup avec moi ; ça s'est passé très correct militairement parlant, mais le pauvre s'est entendu des monsieur l'aspirant !... et bien d'autres choses. Entre autres que pour mettre une punition à un corps étranger, il devait en référer au gradé de mon corps, savoir si ma conduite est normale, et si je suis de bonne conduite que son motif était refusé : enfin, il y a quelque chose de ce genre dans un article du règlement.

Et qu'on était venu pour l'enterrement d'un camarade, que ce n'était pas notre plaisir. Le pauvre était rouge comme une pivoine ! Et le caporal de la P.M. qui était allé chercher l'aspi pour me coincer avait presque les larmes aux yeux !

Enfin ici, on est sorti à minuit, cette nuit, en embuscade jusqu'à 6 heures. Nous sommes rentrés ici à 8 heures et après une bonne matinée de repos, nous travaillons après nos W.C.. (On est sans aucun doute plus travailleur qu'aux hussards !). On met des feuillées à l'égout ; il va falloir faire du ciment où il y a la ... On a déjà posé les tuyaux et fait un bout de dalle.

Je termine, car c'est l'heure de manger.

Je t'embrasse fraternellement.

Alain

TELEGRAMME TELEPHONE, reçu en mairie de Saint-Gervais, le jeudi 9 juin 1960.

7e B.C.A. à Préfet Haute-Savoie

1° - Prévenir Monsieur GRANDJACQUES Lubin, père, demeurant à Saint-Gervais.

2° - Décès Sergent GRANDJACQUES Alain, appelé contingent 1958, 1-A. Recrutement Lyon - N° Matricule 587400 - Célibataire 7e B.C.A. - 3e Compagnie.

3° - Tué en opérations au cours d'accrochages avec éléments rebelles.

4° - Le 8 juin 1960, vers 22 heures région Ait-Aukour, douar Akbil, Grande Kabylie.

5° - Condoléances attristées de ses Chefs et camarades.

6° - Lettre Chef de Corps à famille suit.

7° - Corps sera déposé prochainement au Dépositoire de El-Alia, Maison Carrée.

Ce télégramme téléphoné arrive en mairie à Saint-Gervais le jeudi, jour de marché. Bien des saint-gervolains en connaîtront le contenu rapidement, avant nos parents.

71. Police militaire.

Ces courriers arrivent après le télégramme

Cher papa, chère maman et tous, Aït el-Azis, le 05.06.1960

Nous voici à la Pentecôte, pour un peu plus je ne m'en apercevais pas ! Mais enfin, cela ne change rien. Demain même si c'est jour férié, ça ne change rien, il y a convoi et il faut vite que j'écrive un petit mot si je veux que vous receviez cette lettre.

J'ai passé la visite médicale pour ma libération à Tizi-Ouzou vendredi passé. Ma foi si j'étais bon pour rentrer à l'armée, je suis également bon pour en ressortir, c'est normal. Ils ont rien trouvé de suspect, c'est déjà pas mal.

Aujourd'hui, nous avons une bonne petite fraîcheur, car la pluie est tombée sur les Akbils (c'est le nom du secteur) ; même que nous nous sommes bien faits mouiller en rentrant de patrouille de nuit. Ne vous inquiétez surtout pas, ça fait plus de bien que de mal et nous étions très heureux : ça commence à se faire rare, les jours d'orage.

Je vais faire un petit mot à Claude, car j'ai reçu une réponse de l'Inspecteur de l'Enseignement Technique : je ne sais pas ce que cela va donner, car je ne peux pas me faire titulariser maintenant. Je verrai s'il faut que je rentre dans l'enseignement primaire en premier lieu.

Je termine cette lettre en embrassant toute la famille.

Alain

Cher Claude, Aït el-Azis, le 05.06.1960

Nous voici à la Pentecôte aujourd'hui. Est-ce que tu t'en es aperçu ? Pour moi, il a fallu que l'on me le dise, sinon ! ç'aurait été comme pour l'Ascension : je l'ai appris deux jours après, car nous étions dehors ce jour-là.

Nous sommes retournés en commando de chasse, comme l'autre jour mais ce coup-ci nous avons bien ri car à 100 mètres de nous les rebelles ont fait une méprise... Ils se sont allumés entre eux à coups de fusils de chasse. Ils commencent à être nerveux. Il y en a un qui a crié ! Peut-être qu'il a été touché. Mais à part cela, il n'y a rien eu d'autre.

J'ai reçu une réponse de l'Inspecteur Technique qui me dit que dans l'enseignement technique pour moi, la place est précaire et révocable car la priorité est aux titulaires. Je peux me faire titulariser à condition d'avoir 23 ans au moins, de réussir un concours et d'avoir au moins 5 ans d'industrie ou d'enseignement technique comme suppléant si je comprends bien ce qu'il m'explique.

Enfin, je verrai ce qu'il y a moyen de faire. J'espère que pour toi tout va bien et que tu seras changé de S.A.S. d'ici peu.

Je termine cette lettre en t'embrassant fraternellement.

Alain

122. Alain. Photo prise à Tabarourt.

123. Alain voulait revenir en Algérie comme enseignant

3.4 - L'après 8 juin 1960

Un télégramme identique à celui envoyé à Saint-Gervais, m'est envoyé par radio, à Tabarourt, via l'échelon de liaison, le jeudi matin. Dans les faits, je ne le recevrai jamais, car il a été bloqué par le commandant *Ponin*, mon chef à Azazga. Celui-ci, en fin de journée, m'annonce par radio, qu'Alain est blessé et qu'il est à l'hôpital. Il me demande de descendre au premier convoi qui a lieu le lendemain, vendredi. Dans l'après-midi, j'arrive à Azazga où le commandant me confirme qu'Alain est blessé. Comme dans la foulée, celui-ci ne me propose pas d'aller à Tizi-Ouzou et que, le samedi matin, il me conduit au chef-lieu du département en faisant un détour par la S.A.S. de Mekla, sans se presser, je suis confiant et m'attends à voir Alain sur un lit d'hôpital. Nous arrivons à Tizi-Ouzou vers 11 heures.

C'est là que j'apprends la vérité, sur le coup de 11 heures et demie. Je demande immédiatement à voir le corps. Je suis conduit dans un grand local à proximité où je vois son cercueil. On vient de le mettre en bière ! Je demande à ce qu'on m'ouvre le cercueil. Refus. Le règlement...

Encore maintenant, je n'arrive pas à comprendre qu'un officier de ce rang, sans doute par souci de me ménager, croyant bien faire, ou par lâcheté, ait eu un comportement - disons - aussi inadapté à l'égard d'un autre officier`[72].

Je téléphone à mes parents, leur demandant s'ils étaient au courant. Ils savaient depuis jeudi. Question immédiate de ma mère qui, lorsque le cercueil sera à la maison, aura pour idée fixe de l'ouvrir :

- As-tu pu voir ton frère ?
- Ils viennent de le mettre en bière. Je n'ai pas pu le voir.

Je crois que pour ma mère et la famille, c'est comme si Alain avait été tué une deuxième fois.

Complètement sonné par la nouvelle du décès et les conditions de son annonce, d'autant plus que mon commandant s'est éclipsé assez rapidement, et persuadé que ma place immédiate est auprès de mes parents, et non d'assister à la cérémonie qui aura lieu à Tizi-Ouzou, le mercredi, je décline l'offre qui m'est faite de faire un saut au 7e B.C.A.. Je mange à midi au mess des Affaires Algériennes avec le paternel colonel Niox, me renseigne dans l'après-midi sur les horaires d'avion. Je suis à Saint-Gervais le dimanche.

Nos parents reçoivent les lettres suivantes du 7e B.C.A..

124. Le 14 juin, les camarades de section d'Alain lui rendent les honneurs.

72. Je n'ai jamais su pourquoi le commandant *Ponin* a agi de cette façon. Malgré le retard dans l'acheminement du télégramme, je pouvais facilement descendre d'Azazga à Tizi-Ouzou, et être près du corps d'Alain le vendredi vers 17h30.

Le Chef de Bataillon Civet
Commandant provisoirement
le 7e B. C. A.

S.P. 87 002, le 11 Juin 1960

à

Monsieur GRANDJACQUES Lubin
Saint-Gervais les Bains
(Haute-Savoie)

Monsieur,

J'ai eu le pénible devoir de vous faire avertir par télégramme que votre fils Alain était tombé au Champ d'Honneur le 8 juin 1960. M'inclinant devant votre grande douleur je tiens à vous dire plus longuement quelle place il tenait parmi nous et à vous faire part des circonstances de sa mort.

Arrivé au 7e B.C.A. au début d'avril 1959 comme caporal, il était affecté à la Section d'éclaireurs de Montagne de la 3e Compagnie et s'affirmait rapidement comme un sujet exceptionnel dans tous les domaines.

Montagnard déjà confirmé, il se faisait remarquer le 6 février 1960, dans le Djebel BABOR, en participant avec son Chef de Section au sauvetage d'un militaire parachutiste blessé au combat dans des rochers d'accès difficile. Un Témoignage de satisfaction élogieux lui était décerné à cette occasion.

Excellent combattant, il faisait preuve sur le terrain d'une habileté et d'un courage remarquables, et était un exemple par son sang-froid dans les accrochages ; le grade de Caporal-Chef, puis de Sergent sanctionnait ses mérites.

Le 8 juin 1960, les 1ère et 3e Compagnies du 7e B.C.A. opéraient ensemble, et il quittait en début de nuit avec une Section de la 1ère Compagnie qu'il était chargé de guider, le Poste d' Aït El Azis.

Vers 22 Heures, à proximité des hameaux d'Aït Ouakour et d'Aït Altta, la Section accrochait un élément rebelle. Au cours de l'action, il était atteint en pleine poitrine d'une décharge de chevrotines de fusil de chasse. Votre fils est mort sur le coup, sans souffrances. Le médecin-capitaine du Bataillon, présent à Aït El Azis, immédiatement rendu auprès de lui, ne put que constater son décès. Ramené à Aït El Azis, votre fils a été transporté par hélicoptère à Tizi-Ouzou dans la matinée du 9 Juin.

La cérémonie funèbre aura lieu le 14 juin à 9 heures à Tizi-Ouzou. Je compte m'y rendre avec son Capitaine et sa Section afin de lui rendre les derniers Honneurs. Le Chef de Bataillon Trannoy, commandant le 7e B.C.A., actuellement en mission, qui doit rentrer le 14 juin matin, fera l'impossible pour y assister également.

Après l'absoute donnée par notre Aumônier, il recevra la Médaille Militaire et la Croix de la Valeur Militaire avec Palme qui viennent de lui être attribuées.

Son Corps sera ensuite évacué sur le dépositoire militaire de El Alia à Maison-Carré

près d'Alger, et il pourra être rapatrié sur votre demande à adresser au Ministère des Anciens Combattants par l'intermédiaire de votre Mairie.

J'ai fait part le 9 juin au Lieutenant Grandjacques, par télégramme, du décès de son frère.

Vous pouvez être assuré, Monsieur, que le souvenir du Sergent Grandjacques sera fidèlement gardé au Bataillon.

J'ai mesuré combien la perte de ce garçon sympathique et aimé de tous était ressentie. Son Chef de Section, les gradés et tous les chasseurs de sa Section chasseurs de Métropole et chasseurs Musulmans ont pleuré devant sa dépouille mortelle.

Notre douleur se joint à celle de ses parents et de tous ceux qui l'aimaient, et je vous prie, Monsieur, de bien vouloir agréer l'expression de mes condoléances émues.

A Civet

Lettre manuscrite du capitaine Boursier à Lubin Grandjacques SP 89 488 le 27 juin 1960

Monsieur,

Vous savez déjà par votre fils aîné, le Lieutenant Grandjacques, combien la mort d'Alain a frappé tous ceux qui l'ont connu, ses camarades comme ses chefs et quelle part nous avons prise à votre douleur.

Pendant de longs mois, j'ai eu l'occasion d'apprécier la valeur de votre fils, le voyant vivre auprès des chasseurs de la Section d'Eclaireurs de Montagne dont très vite il avait su gagner l'amitié et l'estime.

Alain était un garçon comme tout officier souhaite avoir sous ses ordres.

Très vite, il avait compris le sens du combat que nous menons ici : il n'était pas seulement un chef de groupe courageux et entraîneur d'hommes mais un garçon sympathique et généreux envers la population près de laquelle nous vivons.

Sa mort, venant après celle de deux chasseurs de la même section, a laissé un grand vide parmi nous. Il n'est plus là avec son éternel sourire et sa bonne humeur pour remonter le moral aux inévitables moments de cafard.

Ses meilleurs camarades ont rendu à votre fils les derniers honneurs à Tizi-Ouzou. Leur émotion était grande et son souvenir, soyez en sûr, demeurera longtemps à la 3e Compagnie et à la S.E.M..

Je comprends quelle est votre peine et cette lettre veut tout simplement vous dire que nous la partageons et que nous aussi nous avons prié pour Alain. Une messe a été célébrée hier au poste d'Aït el-Azis à son intention et à celle de ses camarades morts pour la France.

Je vous assure, Monsieur, de mes sentiments très attristés.

M Boursier Capitaine (Commandant de Compagnie d'Alain)

Ayant appris récemment que l'ancien chef de section d'Alain était retiré à Servoz, j'ai établi le contact. Voici le compte rendu succinct des deux longues heures que nous avons passées ensemble. Ces quelques lignes ne traduisent pas, bien sûr, l'émotion que suscite, même à plus de quarante années de distance, l'évocation de ces moments douloureux.

Interview du 29 novembre 2 001, de MORAND Gilbert alors chef de la S.E.M.

« On était aux Akbils, à Ait el-Aziz, au repos, la journée du mardi 7 juin 1960.

Ce soir là, la première compagnie commandée par le lieutenant François d'Orléans est venue chez nous au camp. On se connaissait bien. Il avait lié amitié avec moi. On avait été en opérations ensemble. Il était en section commando comme la S.E.M.. On passait des nuits dehors.

Il avait pour mission d'aller dans la forêt de Makouch. Cette forêt était distante de 3 à 5 km du poste d'Aït el-Azis. Il avait eu des renseignements et on s'était étonné avec le commandant de compagnie que ce soit cette section-là qui vienne dans notre quartier.

Ce soir-là, il me dit :

- *Mon adjudant-chef il faudrait me donner un guide.*

Je lui demande :

- *Un sergent ?*
- *Oui, me répond-il.*

Je convoque Alain qui faisait fonction d'adjoint à ce moment-là et les 3 sergents de la section. J'ai exposé la demande du lieutenant. Alain s'est porté volontaire.

Il était à la disposition du lieutenant François d'Orléans. Ils sont partis. Terminé.

Nous, on n'avait pas d'action à effectuer, c'était la section qui se débrouillait.

Ils sont rentrés dans la nuit.

Le mercredi 8 juin, même scénario que la veille. François d'Orléans me fait la même demande.

- *Il faut me donner un guide parce que vous connaissez la forêt de Makouch !*

Effectivement, nous y étions presque tout le temps.

Comme la veille, j'ai rassemblé à nouveau mes sergents. Alain a dit :

- *J'y retourne.*

Ce soir-là, leur groupe et le mien sont partis en même temps, mais dans des directions opposées : eux vers le haut, en direction du hameau, alors qu'avec ma

section, nous avions reçu l'ordre d'aller boucler en contre bas vers l'oued, chemin de repli des rebelles.

Quand j'ai mis mon dispositif, c'était vers 10 heures du soir. Le clair de lune éclairait le village juste au-dessus.

Tout d'un coup : tata ta boum boum.

Nous nous sommes dit :

- *Il y a accrochage, on va avoir les fells !*

En effet, ceux-ci descendaient toujours au fond des oueds, par la suite, ils changeront de tactique et iront un peu plus haut.

Quand il y a eu cet accrochage là, il y a eu beaucoup de bruit.

À la radio, j'entends :

- *Il y a un mort et des blessés. Alors, j'ai dit :*
- *On lève l'ancre et on va vite au secours de la section.*

On est monté et c'est là, dans la petite ruelle que j'ai vu une forme étendue dans le village. C'était Alain, il était couché. Il avait reçu quatre plombs reliés à du petit fil de fer, là (en montrant le côté gauche).

C'est moi qui lui ai fermé les yeux, je me suis mis à pleurer comme un gamin.

C'est dans ce village que, peu de temps avant, un autre de la S.E.M., Ferriol, un Auvergnat, a été tué, lui aussi, d'un coup de fusil.

Je ne sais pas quelles dispositions Alain avait prises avec le Lieutenant, s'il était éclaireur ou 2e ou 3e voltigeur, je n'y étais pas. Est-ce qu'il était éclaireur de pointe ? J'ai toujours supposé que oui.

Le lieutenant François d'Orléans s'est fait tuer, lui aussi, quelques mois plus tard.

On était une bonne équipe. Partout où je passe ils sont tous contents de me revoir. On s'est tous bien compris les uns les autres...

Il n'y a jamais eu une punition à la S.E.M. pendant les trente et un mois où je l'ai commandée. Le commandant Gallet, un jour m'a dit :

- *Morand vous avez une section admirable. Mais ce qui me surprend un peu : il n'y a jamais de punition sur mon bureau !*
- *Mon commandant, lui répondis-je, On n'est pas plus admirable que les autres, mais mes gars, ici ils sont déjà au purgatoire. Donc s'il y a un petit problème entre eux et moi, c'est moi qui les règle. Pas vous, ni le commandant de compagnie.»*

Le lieutenant François d'Orléans, qui commandait le détachement, est mort pour

la France, quatre mois après Alain, le 11 octobre 1960 à Touariat Ali Ou Nasseur, Grande Kabylie (Algérie). Duc d'Orléans à titre posthume, il repose dans la Chapelle de Dreux.

*
* *

J'ajouterai, au sujet de mon frère, les lignes suivantes.

Pendant son service, ses qualités de montagnard et sa bonne connaissance des techniques de l'alpinisme sont reconnues et appréciées par ses chefs qui ont recours à ses compétences à plusieurs reprises dans des circonstances où il est impossible de tricher et où le sang-froid est nécessaire à la réussite. Voir ses courriers du 14 février 1960 relatant le sauvetage dans le Djebel Babor dans des conditions psychologiques éprouvantes et son courrier du 12 avril 1960 relatant sa sortie dans la Main du Juif.

En amoureux de la montagne qu'il souhaitait faire partager, Alain voulait suivre une formation pour être guide, donc être premier de cordée.

Sa dernière sortie reflète pleinement sa personnalité. Lors de ce déplacement, comme il y avait danger, il a estimé que sa place était d'être le premier.

Il est mort comme il a vécu, en étant toujours devant. Un homme des sommets !...

*
* *

Le 21 juin, je reviens en Algérie, par avion, puis en train pour Tizi-Ouzou où je croise les libérables du 7e B.C.A. qui rentrent en France.

À mon retour à Tabarourt, j'écris à mes parents.

Bien cher papa, Bien chère maman, *Tabarourt, le 22 juin 1960*

Me voici à nouveau à Tabarourt depuis hier soir. Je ne vous ai pas écrit hier, car je savais qu'il n'y avait pas de convoi aujourd'hui. Mais comme il y en a un demain, je me hâte ce soir.
Aujourd'hui, j'ai vu quelques personnes dans les villages. Tout le monde connaissait Alain : ici, l'arrivée d'un étranger ne passe pas inaperçue et nous avions été tous les deux boire le café chez des familles lorsqu'il était avec moi. Aussi les gens ont-ils été très frappés et eux qui ne sont pas tellement bavards ont été pleins d'attentions pour moi. Un vieux chez qui nous avions bu le café m'a dit que sa femme avait pleuré quand elle a appris la mort d'Alain : les gens sont très sensibles lorsqu'on les traite en homme d'égal à égal. Aujourd'hui, j'ai senti qu'ils

ne savaient pas comment me prouver leur sympathie, car eux comprennent notre douleur : il n'y a pas beaucoup de familles qui malheureusement ne soient pas dans notre cas.

... Hier descendant du train à Tizi-Ouzou, j'ai croisé les camions militaires ayant à leurs bords tous les libérables de la classe à Alain : je les ai simplement vu passer sur la route. Ça m'a été dur...

Je viens de relire une partie des dernières lettres d'Alain. Je ne vous les envoie pas maintenant, mais je vous les amènerai lorsque je viendrai en perm.

Bonne nuit à tous, je suis près de vous et vous embrasse tous bien fort.

Claude

Notes de Claude *Tabarourt, le vendredi du 24 juin 1960*

Ce soir, écrire sur ce cahier me servira de prière. Mon cœur est tellement vide. Jamais je n'ai ressenti une telle impression. Je commence seulement à réaliser qu'Alain nous a quittés. Surtout depuis que je suis revenu à Tabarourt. Tout me le rappelle : ma chambre, les gens et puis dans la journée, étant seul, je pense trop…

Le 18 juillet, la date étant prévue depuis près d'un an, je me marie avec Claude, dans le Nord, dans la plus grande simplicité. Seuls mes parents et mes trois plus jeunes sœurs, (11 à 8 ans) Marie Claire, Agnès et Odette font le déplacement. Pour la famille et les amis, notre couple sera désigné par les Claude.

Avant de partir en permission, j'apprends que je suis nommé à la tête de la S.A.S. de Bouzeguene que je ne connais pas et que je vais rejoindre en août 1960.

Le corps d'Alain est rapatrié en France seulement fin juillet 1960, après que la famille ait accompli les démarches administratives, rempli les formulaires, etc.

La cérémonie d'inhumation a lieu le lundi 1er août 1960, à Saint-Gervais. Le corps d'Alain sera porté à sa dernière demeure par ses

125. Mariage des Claude.
Les parents. Marie-Claire (à gauche) et Agnès encadrent la mariée. Derrière Claude, sa grand-mère.

camarades d'A.F.N., suivis par un cortège impressionnant tenant à marquer à la famille sa compassion et sa solidarité.

En juin 1961, un an après le décès d'Alain, ma mère viendra à la S.A.S. de Bouzeguene d'où nous nous rendrons, un dimanche, à Tassaft puis à Aït El-Azis. Nous y serons reçus, avec beaucoup d'égards, par le Chef de Corps du 7e, puis par le nouveau Commandant de la 3e Compagnie ainsi que par le nouveau chef de la S.E.M.. Nous rencontrerons les anciens camarades de section d'Alain, servant encore sur place. Nous effectuerons avec eux le dernier parcours d'Alain.

Ma mère gardera toujours, près d'elle, quelques photos d'Alain et toutes ses lettres, dans leurs enveloppes. Sans rien dire, tant qu'elle en aura la force, elle les ouvrira régulièrement, les parcourra, avant de les ranger à nouveau dans leurs enveloppes.

Il est des plaies qui ne se cicatrisent jamais. Les grandes douleurs sont silencieuses.

126. C'est porté par ses anciens camarades d'A.F.N., de l'église jusqu'au cimetière, qu'Alain rejoindra sa dernière demeure.

2ème partie

Dans le bordj[73]

127. Hamiche inspecte, quelques jours avant sa mort, le chantier d'adduction d'eau d'Aït Saïd.

avec Claude

73. Maison fortifiée

carte de la Grande Kabylie

Extrait des cartes IGN au 1 : 200 000, Carte d'Algérie, Tizi Ouzou, Type 1960 et Aumale, Type 1960
© IGN - Paris (1962) – Autorisation n° 50-5331

Chap.4 - Claude : la S.A.S de Bouzeguene (1960-1961)

4.1 - Le 27e B.C.A. d'Aït Megève, Bouzeguene

A la suite de ma déconvenue à la S.A.S. de Maala El-Isserie, sans en être bien conscient, je vais mettre mes pas dans ceux des Chasseurs hauts savoyards du 27e B.C.A.. Ceux-ci, sous les ordres du commandant Pascal, débarquent en Algérie le 20 septembre 1955. Ils ont traversé la Méditerranée sur le Pasteur et sont affectés immédiatement en Kabylie.

Cette unité, quelques mois plus tard, en janvier 1956, occupe un vaste territoire qui s'étend de Tabarourt jusqu'à Bouzeguene où les chasseurs, dès leur arrivée à ce poste, lui donnent un nom de baptême qu'il va garder : Aït Megève. Pendant ce premier hiver, Tabarourt doit être ravitaillé par hélicoptère, car il tombe plus d'un mètre de neige.

Lorsque j'arrive dans cette région, en 1960, les conditions de vie y sont certes un peu spartiates, mais cependant, n'ont rien de commun avec les conditions extrêmes d'insécurité, rencontrées par ceux qui ont été affectés dans ce secteur, quelques années plus tôt : des katibas entières s'en prenaient alors aux postes ou aux convois.

Auparavant, sur l'étendue immense et au relief tourmenté de la S.A.S. de Bouzeguene, l'emprise de l'A.L.N. était telle, qu'elle rendait illusoire tout contact avec la population. Mes prédécesseurs se sont heurtés à une situation de fait les empêchant de remplir leur mission.

128. Prise d'armes chez les chasseurs du 27e B.C.A. à Aït Megève

L'action de pacification que pourra mener la S.A.S. dans ce secteur, ne sera possible, à partir de fin 1959, que parce que les chasseurs, commandés par des officiers à la morale exigeante, ayant une haute idée de leur mission, auront mené, sur le terrain, des combats sans haine et noué des contacts constructifs avec les habitants des villages.

Ces Kabyles, à la noblesse attachante, avaient fini par comprendre que la France portait un nouveau message de fraternité, issu de mai 1958, et qu'enfin, à travers son armée, notre pays s'intéressait à eux. Peu à peu, au fil du temps, ils avaient fait connaissance et, finalement, confiance à une armée, implantée au cœur des villages, qui se comportait en amie. Elle les protégeait et les aidait dans leur quotidien, en soignant, en scolarisant…..

L'air vif des sommets, la beauté majestueuse des montagnes avaient purifié les sentiments et permis aux chasseurs de se retrouver sur l'essentiel avec ce peuple vivant de façon frugale et saine, aux mentalités différentes des nôtres.

Le tableau n'est cependant pas idyllique à tout point de vue. Il y a des contreparties : les villageois doivent s'engager et porter les armes en contribuant à leur défense. Dans certains secteurs, des villages, situés dans des zones inaccessibles, ont dû être abandonnés au profit de regroupements pour mieux organiser leur protection contre les rebelles.

Pour donner un aperçu des difficultés rencontrées par les Chasseurs d'Annecy, face à un ennemi alors puissamment armé, j'emprunte à Roger Enria, à l'époque sous-lieutenant au 27e, au poste d'Igraïne, les pages qui vont suivre. Celui-ci, dans un ouvrage très documenté, « *Les chasseurs de l'Akfadou* », retrace la vie de son bataillon en Kabylie pendant la guerre d'Algérie. Les violents accrochages, embuscades ou opérations racontés se déroulent sur le territoire de la S.A.S.. À travers ces récits, le lecteur prendra la mesure du chemin parcouru en matière d'insécurité ambiante avant et après les opérations « *Jumelles* » de 1959.

Embuscade du café maure, le 1er octobre 1956.

L'action se passe au col situé à l'entrée du territoire de la S.A.S., entre les villages de Tazrout et Irhil n'Aït Tziboua. Ces villages sont situés de part et d'autre de ce passage relativement évasé dans lequel passe la route.

> *« Ce jour-là, deux convois démarrent d'Iffigha à quelques minutes d'intervalle. Une rame de la 5e compagnie, puis cinq camions de la 4e compagnie ; en tête, un scout-car équipé d'armes automatiques (12,7-7,62). Sage précaution, surtout qu'une partie des passagers, des recrues fraîchement débarquées, se rendant dans leurs unités d'affectation, n'est pas armée.*
>
> *À trois kilomètres du camp de Youssouf, au bivouac de la 1ère compagnie, la route*

traverse une sorte de col où est installé un café maure flanqué d'une carcasse d'automobile. Tout cela est à l'abandon depuis longtemps. Sitôt passé le méplat où se trouve la baraque, la route dessine un arc de cercle entre un épaulement chaotique qui la borde sur la droite et une déclivité plantée d'oliviers sur la gauche. Elle amorce ensuite un tournant dans lequel s'engage justement le Scout-car...

Une explosion sourde sous la caisse blindée. L'équipage reconnaît aisément une mine qui vient de lui péter sous les jantes ! Aussitôt la fusillade éclate, brutale, extrêmement nourrie sur la gauche. Derrière le scout-car, les véhicules stoppent dans un tourbillon de poussière, imités par la rame de la 4e compagnie qui arrive sur les lieux. La discipline sous le feu joue à plein chez les anciens qui trouvent d'instinct les bonnes positions de combat. Les nouveaux désarmés subissent un drôle de baptême du feu.

- Magnez-vous bordel, on nous flingue !

Quelques coups de pied aux fesses propulsent le troupeau plus mort que vif à l'abri dans la ravine. Beaucoup avoueront n'avoir rien vu et encore moins compris ce qui se passait, sauf qu'ils croyaient leur dernière heure arrivée.

Pendant ce temps, le lieutenant et les rappelés de la 5e compagnie manoeuvrent comme des vétérans. Malgré le feu, ils montent à l'assaut des positions fellouzes. Sous la protection des mitrailleuses de l'engin blindé, un groupe déborde par la gauche. Les grosses balles de 12,7 rendent dérisoires les petites murettes de pierre édifiées par les rebelles. C'est alors que, de l'oliveraie, le recueil se dévoile ; des armes de guerre sur une position organisée.

- La 12,7, changement d'objectif à trois heures ! hurle le lieutenant.

Sur la route, prise maintenant entre deux feux, la position devient intenable. Malgré cela, courageusement, le servant de la 12,7 ne cesse de manoeuvrer sa mitrailleuse. Les bandes défilent, mais les rebelles installés à gauche sur la colline sont obligés de décrocher. Toutefois, les tirs ne cessent pour autant. Pendant que la « 5 » se bat sur la gauche, sur la droite, le faoud de l'oliveraie s'en prend maintenant aux véhicules stoppés devant le café maure. Un caporal est sérieusement blessé. Mais voici que le premier groupe malmené par les rappelés s'installe sur une position excellente, plus en hauteur qu'au début de l'engagement. Sans nul doute des combattants chevronnés menés par un chef qui connaît son affaire. Peut-être des déserteurs ?...

Pendant ce temps, un adjudant-chef a fait mettre des lance-grenades en batterie ; un tir bien dirigé a raison des tireurs embusqués derrière le café maure. Sur ces entrefaites, faisant preuve d'une rapidité remarquable, une section de renfort déboule d'Aït-Megève. La situation est maintenant délicate pour les rebelles obligés de décrocher rapidement et qui sont pourchassés par la section du lieutenant.

La poursuite s'effectue le long d'un ruisseau qui coule vers l'oued Sahel, perpendiculairement à la route. Pris dans l'excitation du combat, les chasseurs sont à la curée, ils veulent du bilan : en plus des nombreux blessés qui s'enfuient, deux H.L.L. en tenue de laine kaki (les tenues Mle 46 de l'armée de terre) et équipés d'armes de guerre françaises sont tués. Un convoi de secours équipé pour l'évacuation des blessés et le dépannage des véhicules monte sur les lieux du combat.»

« Le 30 août 1957, entre Bouzeguene et Haoura, un convoi de la 4e compagnie subira une embuscade et les pertes seront de loin les plus sévères en personnel et armement jamais consenties par le 27e B.C.A. lors d'un même combat durant ses sept années de présence en Algérie (5 tués - 11 blessés - 1 disparu - 9 armes perdues, dont 1 fusil-mitrailleur - 2 postes radio)...

Au début de la matinée, des éléments de la 1ère compagnie ouvrent le feu, à grande distance, sur un groupe qui se réfugie dans la forêt. Une patrouille récupère des vêtements et un fusil de chasse. Pendant ce temps, un convoi de ravitaillement se fait accrocher par une bande d'une centaine de rebelles, en gros une katiba, sur la piste reliant Bouzeguene à Haoura, entre le lieu-dit : « Carrefour des Généraux » et le village d'Aït Ferrach. Vingt-neuf gradés et chasseurs constituent le personnel de ce convoi sous les ordres d'un sergent-chef.

Le dispositif rebelle est échelonné sur 200 mètres environ, de chaque côté de la piste, sur un terrain accidenté, favorable à une embuscade contre un convoi. Dès le début de l'engagement, à la manière des Viets sur la RC4, les fellagas, armés en majorité d'armes de guerre, passent à l'assaut de la rame, appuyés par une forte base de feu constituée d'armes automatiques et de lance-grenades, installée sur les rochers escarpés bordant la piste au nord.

Immédiatement, le commandement de l'opération juge de la gravité de la situation et demande l'intervention de l'aviation. Rameuté, le poste de Bouzeguene pousse des éléments sur les lieux du combat et de son côté, la C.C.A.S. met sur pied deux sections qui foncent sur les lieux. La 3e compagnie récupère en hâte ses deux sections qui rentraient de bouclage et les dirige sur Bouzeguene où se rend également le chef de corps alerté sur le terrain de la précédente opération.

Le combat est acharné. Submergés, les éléments du convoi se replient sur le poste d'Haoura à l'exception de l'équipage du half-track qui, malgré un incident de tir sur la 12,7 interdit aux rebelles, par les feux de ses armes individuelles, l'approche du véhicule. Les premiers renforts de Bouzeguene mettent en fuite les rebelles en se lançant dans le combat. La grande confusion régnant sur les lieux interdit un tir d'artillerie demandé par le chef de corps. Quant à l'absence de liaisons radiophoniques, elle est la conséquence directe de la mort du sergent-

chef, ce qui a désorganisé la défense. La tactique des rebelles est simple : le chef ou celui qui porte des galons, et les antennes. L'arrivée des renforts permet de récupérer les corps du sergent-chef et de deux autres chasseurs.

Neuf blessés ont rejoint par leurs propres moyens le poste d'Haoura où ils sont évacués par hélicoptère sur Tizi-Ouzou. Mais fait plus grave, l'appel nominatif des membres du convoi fait ressortir la disparition d'un caporal-chef. Est-il mort, blessé ou prisonnier ?

Des patrouilles sont envoyées dans toutes les directions pour essayer de le retrouver en cherchant le contact avec les rebelles. A la tombée de la nuit, les recherches sont suspendues.

Le bilan est lourd ; comme le rappelle le commandant Murinot*, ce sera le plus lourd de la campagne. Le lendemain, une fouille minutieuse est encore effectuée afin de retrouver le caporal-chef disparu. La recherche de renseignements dans les villages des alentours ne donne rien. À croire qu'il n'y a pas eu de combat ! Rien ne permet de localiser le refuge de la katiba. La rage au coeur les chasseurs cessent les recherches.»*

Déboires du 27e B.C.A. avec le village d'Iguersafen, situé sur le territoire de la S.A.S. voisine d'Aït Aïcha. Ce village avait choisi le camp de la rébellion, dès le début de l'insurrection. Après la destruction du village, une partie des habitants trouvera refuge dans les douars environnants.

« Mais le F.L.N. agit dans une autre direction : le 6 novembre 1957, un moghazni de la S.A.S. d'Iffigha déserte avec son P.M. et 5 chargeurs pleins. Le lendemain, le même scénario se renouvelle à la S.A.S. d'Aït-Aïcha, puis à Bouzeguene, c'est un FSNA qui s'enfuit avec son Garant, 30 cartouches et une grenade. En contrepartie, trois compagnies du bataillon sont engagées dans une opération qui a pour but d'évacuer les villages d'Ahmil Azrou et de Chebel qui servent de bases logistiques aux rebelles et par où ont, très certainement, transité les déserteurs. La population est dirigée sur les villages sûrs de l'Idjeur.

Le mauvais temps n'empêche pas les activités opérationnelles de se poursuivre ; reconnaissances et patrouilles continuent, de même que les opérations d'envergure ; « India » avec l'interception d'un important convoi de mulets repéré par l'aviation à 3 km au nord-ouest du poste de Souama. L'importance de l'élément rebelle impose un déploiement de force important : l'opération « K4 » est lancée. Les unités du « 27 » fouillent et contrôlent une nouvelle fois le Beni-Zikki. L'intervention du génie permet de réduire une grotte où 5 H.L.L. sont tués et un fait prisonnier.

Hormis la récupération d'une cinquantaine d'effets militaires, d'armes et de munitions diverses, de documents, ce n'est pas moins de dix tonnes de ravitaillement

qui sont découvertes. Piquées au vif, les katibas d'Amirouche se mettent à harceler sans discontinuer les postes du « 27 » : Iffigha, Souama, Aït-Aïcha, Iguersafen ; à chaque fois des éléments de la valeur d'une ferka sont signalés.

Mais c'est à Iguersafen que se produit l'événement le plus grave. Alors que le poste répond aux coups de feu des rebelles, toute la harka, le groupe d'autodéfense du village et trois moghaznis d'Aït-Aïcha en visite au village rejoignent les rangs des rebelles : soit 42 hommes avec leur armement. Cette même nuit, tous les hommes valides du village passent également à la rébellion. Inutile de dire que les chasseurs se paient une belle frayeur rétrospective en découvrant les faits, le lendemain matin, tout en se félicitant de leur vigilance et de la qualité de leurs défenses.

À la suite de cette trahison, une première enquête menée par les services du général commandant la Z.E.A. entraîne tout un train de mesures spéciales. En premier lieu, un peloton blindé du 1er escadron du 13e Dragons est affecté au poste de Aït-Aïcha. Le 3 décembre 1957, la population d'Iguersafen est recensée en présence du sous-préfet d'Azazga qui supervise l'opération. Puis la population est évacuée et dispersée dans d'autres douars. Enfin, l'artillerie détruit le village, le génie achevant ce qui est encore debout.»

Le 20 mai 1959, l'A.L.N. essaie de faire sauter le pont de la route permettant l'accès vers Bouzeguene et Aït Aïcha.

« Un sergent, un caporal et quatre chasseurs, tous du contingent partent en patrouille le 20 mai 1959, vers 2h30 de leur poste de Youssouf pour aller contrôler à plus d'un kilomètre un pont important encaissé dans une gorge et commandant l'accès routier de toute la région. Ils approchent du pont, très échelonnés à cause du clair de lune, quand brutalement s'abat sur eux le feu nourri d'armes automatiques et individuelles de deux sections de l'A.L.N. protégeant des saboteurs.

La patrouille riposte aussitôt énergiquement au pistolet mitrailleur et à la grenade pour se donner de l'air. Un chasseur tombe, couché par les rafales des fellagas, après avoir réussi à dégager son camarade éclaireur de pointe qui le précédait. Le sergent essaie de

129. Enjambant l'Acif ou Serdoun, le pont de Youssouf, gardé par un détachement de chasseurs.

contacter son chef de poste avec son appareil radio 536, mais celui-ci s'avère d'une puissance insuffisante. Protégeant le chasseur blessé, le sergent fait front avec deux Alpins. Il donne l'ordre au caporal et au dernier chasseur de remonter au poste pour acheminer les renforts dans la nuit.

Très vite ceux-ci arrivent. Les trois hommes valides de la patrouille lancent alors leurs dernières grenades et ramènent à dos d'homme leur camarade mort et son arme. Par ailleurs, le pont sur l'oued Serdoun est sauvé. Les rebelles n'ont pu mettre leurs charges d'explosifs dans les fourneaux qu'ils avaient pratiquement terminés.»

Le Beni-Zikki est situé dans un secteur montagneux quasi inaccessible, devenu fief des rebelles. C'est, de loin, le coin le plus reculé de la S.A.S.. Sa population finira par en être évacuée. Dans cette zone, difficile d'accès, ont lieu de nombreuses opérations. L'une des plus terribles pour les troupes du F.L.N. est celle de juillet 1959.

« Samedi 11 juillet 1959. 7h00 : Dans les « Sikorsky » (hélicoptères H34) qui les amènent sur leur objectif, le commandant Murinot *et l'état-major du bataillon vérifient une dernière fois leur armement. Au loin, le col de Tizi Ben-Zikki se découpe dans le levant. Derrière le Sikorsky canon, les « Siks » qui transportent le P.C. et la 5e compagnie, renforcée de deux sections de la « 2 », amorcent un arc de cercle pour se présenter sur la D.Z. le soleil dans le dos. On ne sait jamais ce qu'il y a sur une zone de poser. Mais la présence du « pirate » (hélicoptère canon) est sécurisante. Balayant la crête de leurs rotors, les « ventilateurs » se posent dans un nuage de poussière.*

Les trois coups du « plan Challe » sont frappés avec cette opération. À 08h30 la 1ère compagnie, renforcée de deux sections de la « 4 », est enlevée sur la D.Z. d'Haoura pour être déposée sur la cote 1428 afin d'assurer la protection éloignée du dispositif. L'opération « grottes » dans le Beni-Zikki va durer sept jours.

Dès les premières fouilles du terrain, la chance est avec les chasseurs. Ils découvrent d'entrée une grotte importante. Aussitôt, toutes les vires et les couloirs d'accès sont bouclés par une compagnie. On fait appel au commando spécialisé du 77e Génie qui tout au long de l'opération sera digne d'éloges. Drôles de types ; blêmes malgré le soleil, tous les sens tendus vers un seul but : gagner pour survivre dans l'impitoyable combat de taupes qui les oppose aux « fells ». C'est au plus vicieux, au plus retors ! Leurs armes : le poignard, le pistolet MAC 50, parfois la grenade, mais surtout les oreilles au service de l'instinct.

Accompagnée de quelques chasseurs et de l'interprète, l'équipe effectue une reconnaissance des lieux. La grotte est vaste et occupée. Sous terre, les djounouns ne sont pas à la fête. La chaleur est atroce ; l'air vicié est difficilement renouvelé. Les poumons en feu, ils ne se rendent même plus compte de

l'abominable puanteur qui les désigne encore plus sûrement à leurs ennemis. Il y a peut-être des blessés, des brûlés par le napalm qui geignent inconscients et qu'il faut bâillonner, des membres à vif où s'est installée la gangrène. Tous réclament à boire et meurent faute de médicaments.

Les survivants sont affalés contre la paroi de terre sans forces. Certains se sont évanouis et baignent dans leurs excréments : l'impossibilité de se déplacer, mais aussi la peur ! À l'extérieur, on entend l'écho des combats, les passes hargneuses des T6 ou des Corsair. Depuis trois jours que cela dure : bouclage, ratissage, et maintenant le danger se rapproche, les chasseurs fouillent la grotte. Ils sont au-dessus de la cache ; à demi asphyxiés, les nerfs à vif, les plus valides suivent anxieusement la progression du commando...

Le 12 juillet, le commando est au contact. L'interprète qui tente de parlementer avec les rebelles est légèrement blessé par une décharge de chevrotine. L'équipe presse les rebelles qui, bien retranchés, tirent en direction des lampes torches. Le même jour, une deuxième grotte est découverte par une section de la 2e compagnie.

Le 13 juillet, tout en maintenant le contact, il faut se résoudre, devant l'intransigeance des rebelles, à préparer la réduction définitive des caches. Toutefois le 14 juillet, on entreprend tout de même la fouille de la deuxième grotte. Au terme d'une longue et pénible progression, 13 H.L.L. sont faits prisonniers à 200 mètres de l'entrée. Une masse de documents est récupérée que l'équipe du 2e Bureau dépouille aussitôt. De l'interrogatoire des prisonniers, il ressort qu'il y a au moins 15 fellagas armés dans la première grotte.

Pendant ce temps, le commando a repris sa progression. À plus de 60 mètres de profondeur, une murette en ciment derrière laquelle sont retranchés quelques volontaires, arrête les voltigeurs de tête. Après de nouvelles sommations qui restent sans effet, les gars du génie placent des charges pour faire sauter l'obstacle. Il est 19h00 quand elles explosent. Drôle de 14 Juillet pour ces hommes, exténués, qui ont passé la journée à l'intérieur de la grotte. Ils n'en ont pourtant pas terminé avec cette maudite grotte.

Le 15, la fouille reprend. Après des échanges de coups de feu dans les galeries sombres qui recèlent fréquemment des pièges diaboliques, 4 H.L.L. tombent mortellement blessés. Un peu plus loin, 8 autres rebelles sont tués et leurs armes récupérées. Mais il reste les irréductibles. Ne pouvant les amener à la raison, le 17 juillet, le génie détruit l'ensemble des grottes. Triste fin, même pour des fellagas. Le bilan des chasseurs et du génie est considérable : 19 H.L.L. tués et 15 prisonniers, dont deux blessés.

Le 21 juillet 1959 débute la fameuse opération « Jumelles », le rouleau compresseur de Challe qui installe son P.C. « Artois » en plein centre de la forêt d'Akfadou, sur la cote 1621.

À l'improviste, sans que pour une fois, le moindre renseignement ait filtré, 25 000 hommes de troupes opérationnelles adjointes aux 15 000 du secteur portent le fer dans le fameux réduit kabyle. Ils s'abattent sur l'Akfadou, le Djurdjura, la Soummam.

En tête, la terrible 10e D.P. du général Gracieux qui commande l'opération par délégation spéciale. Challe et Gracieux savent que la Kabylie est un immense gruyère truffé de grottes et de cavernes qui sont autant de caches, coupé de vallées profondes et d'oueds encaissés, 7 800 Km² de collines et de djebels aux pentes escarpées, couverts de maquis ou de forêts, en tous points remarquables pour des embuscades meurtrières. C'est aussi 700 000 habitants dont une majorité est acquise au F.L.N. de gré ou de force.

Dans l'Idjeur, le 27e B.C.A. est au coeur de l'action, ainsi que le précise le commandant Murinot *qui commande là sa dernière grande opération :*

« [...] En juillet 1959, débute chez nous l'opération « Pelvoux » partie intégrante de « Jumelles » visant toute la Kabylie et qui s'inscrit dans la logique du plan « Challe ». Ce plan consiste, dans un premier temps, à détruire les bandes rebelles et l'infrastructure politico-militaire communale pour, ensuite, permettre le développement durable de la pacification. En fait, ce que le « 27 » s'efforce de faire à son échelle.

On l'a vu, plusieurs dizaines de milliers d'hommes appartenant aux réserves générales, sont ainsi déversées sur la zone de responsabilité jusque-là confiée à la seule 27e division d'infanterie alpine.

Pour sa part, le bataillon voit déferler dans son quartier un bataillon de parachutistes, côté Beni-Zikki, et la moitié du 5e Régiment Étranger d'Infanterie, côté Akfadou. Cette densité de troupes amies s'étend, bien entendu, sur nos flancs demeurés jusque-là des no man's land. Les katibas sont disloquées puis détruites. Sans parler des pertes qui leur sont occasionnées par les légionnaires et les parachutistes, et dont j'ignore le volume, le bataillon porte de rudes coups à l'A.L.N..

Entre juillet et août, pendant ces deux mois de la phase « Jumelles », le « 27 » met à lui seul 101 H.L.L. hors de combat et s'empare de 52 armes, dont une bonne part est à porter au crédit de la 1ère compagnie du capitaine S... et notamment de la section du sergent-chef O... Encore, ce bilan ne tient-il pas compte de la réduction des grottes du Beni-Zikki réalisée conjointement avec les équipes spécialisées du Génie.

Pour sa part, le bataillon ne déplore aucune perte...

On est loin du temps, (il n'y a que cinq semaines !) où le F.L.N. se promenait

impunément dans toute la Kabylie parsemée de zones interdites aux Français. Pour un douar de l'Idjeur rallié, combien de secteurs où les 6 000 fellagas de la willaya 3 régnaient en maîtres ? Ils avaient même institué des « zones libérées » sous juridiction F.L.N..

Les plus petits villages abritaient une O.P.A. qui renseignait et ravitaillait les katibas, leur fournissant des combattants ou des auxiliaires à l'occasion. Comme les autres chefs de willayas, Mohand Ou El Hadj, qui avait restauré la confiance dans les katibas décimées par Amirouche et Mayouz, voyait avec inquiétude se développer le "plan Challe". Déjà, la terreur s'était abattue sur l'Algérois et l'Ouarsenis. Devant un tel déploiement de force, il fallait rompre, refuser le combat et se terrer en attendant des jours meilleurs. Les katibas avaient éclaté en conséquence.....

À la fin de « Pelvoux », l'A.L.N. a perdu de 70 % de son potentiel combattant en Kabylie. Même les cadres se rendent, comme cet adjudant de l'A.L.N. à bout de force qui se présente le 15 août au poste d'Haoura avec son P.M. Beretta !

Le 17 août 1959, arrive au P.C. du 27e B.C.A., le commandant Vanvelde*, nouveau chef de corps, à qui, le 29 août 1959, le commandant* Murinot *passe le commandement, lors d'une cérémonie à Iffigha où est présent le colonel Favreau*[74]*, avec une délégation du 5e R.E.I..»*

« Outre les autorités du secteur et de la division, traditionnellement conviées à ce genre de cérémonies, sont également présents quelques officiers de Légion, dont le chef de corps du 5e Étranger stationné actuellement en Akfadou.

Est également présente, la fanfare de la division alpine. Képis blancs et bérets sombres vont, une fois de plus, sympathiser tandis que retentissent dans les montagnes kabyles les échos martiaux des rythmes militaires. Ceux majestueux des cuivres et des fifres, lentement martelés par les tambours de la Légion ; puis, par alternance, les vibrantes et alertes sonneries des clairons et des cors vivement cadencés par les caisses claires des chasseurs. Chaque harka, en armes, est également représentée avec son chef.»

Selon l'ordre du jour du 14 novembre 1962, lorsque le 27e B.C.A. quitte l'Algérie en novembre 1962, le bataillon a mis hors de combat 712 adversaires et s'est emparé de 575 armes et déplore 61 morts (49 au combat, 12 par accidents) : 11 officiers, 12 sous-officiers d'active ou de réserve, 38 chasseurs F.S.E. ou F.S.N.A..

Mais, ce dont le bataillon est le plus fier, c'est, d'une part l'œuvre de pacification avec la scolarisation de la jeunesse (le bataillon a ouvert à lui seul 15 écoles) et, d'autre part l'œuvre à caractère sanitaire : des tournées de vaccination et des milliers de consultations avec les toubibs dans les villages et les postes.

74. Mon ancien chef de corps.

L'armée est vraiment une grande famille : les rencontres et les retrouvailles y ont un caractère d'inattendu et d'insolite.

Dans les conditions d'alors, nouer, sous le ciel de Kabylie, des contacts avec des gars du pays, fait partie de ces moments forts et inoubliables où l'éloignement du sol natal nous rend proches les uns des autres.

Pendant mon séjour, j'aurai l'occasion de rencontrer, au poste d'Haricq, René Bochatay des Houches. J'avais fait sa connaissance, quelques mois plus tôt, à Saint-Bernard où nous assurions ensemble la surveillance des enfants du collège. Il avait pour chef de poste le sous-lieutenant Raymond Sibut que je retrouverai à Saint-Gervais, des années plus tard, à la tête des services techniques de la commune. Je verrai aussi avec plaisir, à plusieurs reprises, à Bouzeguene, Roger Tuaz affecté au poste de Taourirt.

4.2 - L'arrivée à la S.A.S. de Bouzeguene

Claude et moi atterrissons à Alger, le 9 août 1960, après avoir survolé la Corse dont les garrigues sont la proie des flammes. Arrivée à Azazga, visite au Commandant *Ponin*, présentation de mon épouse. Nous sommes persuadés de pouvoir nous rendre à Bouzeguene de suite, comme cela était convenu.

Réponse du Commandant :

- Pas possible, nous attendons votre remplaçant. Madame Grandjacques pourra rester à l'hôtel à Azazga.

Connaissant le confort des ressources touristiques locales, nous prenons le parti de gagner Tabarourt, alors que je n'ai pas de jeep à ma disposition. Claude est habillée d'une robe de broderie anglaise claire et ses modestes bagages ne sont pas arrivés.

C'est à bord d'un G.M.C. des hussards que nous arrivons à Tabarourt où je ne pensais pas retourner. Trois heures de convoi par Yakouren, le col de Tagdint, où nous abandonnons la Nationale 12 qui conduit à Bougie, pour bifurquer plein nord et suivre une piste chaotique et poussiéreuse au milieu de chênes-lièges rabougris.

Tabarourt avait été, dans le temps, un village relativement prospère, installé sur le versant adret de l'oued El Hammam. Cette rivière a creusé son lit, six cents mètres plus bas, et rejoint, un peu plus loin, l'oued Youssef attiré par la mer située non loin de là, plein nord. Les pentes verdoyantes du Djebel Guerinou dominent l'immense clairière, lieu d'implantation du village. Celui-ci, au temps de sa splendeur, possédait un ensemble scolaire magnifique, composé de deux bâtiments réalisés à

l'identique : au rez-de-chaussée, deux grandes salles de classe, au 1er étage deux logements pour les instituteurs, agrémentés d'une grande terrasse dont la dalle recouvrait le préau conduisant aux salles de classe.

Depuis le début des événements, les instituteurs avaient quitté les lieux. L'école, successivement, avait été occupée par les troupes du F.L.N., puis par l'armée, en particulier le 27e B.C.A. qui avait cédé la place au 6e hussard. Le P.C. de cette unité est alors implanté à Yakouren où j'ai eu l'occasion de me présenter au colonel *Dieupris* qui commande ce régiment.

Dans les faits, je m'en rendrai compte plus tard, la S.A.S. où je suis affecté en avril, est une S.A.S. fantôme : avec le sergent *Freeman* et notre armement redoutable (un PA pour nous deux), nous constituons, avec quelques moghaznis, l'effectif opérationnel sur place. Par contre, sur le papier, elle a un effectif conséquent : le reste du personnel travaille ailleurs, en particulier à l'échelon de liaison [75] à Azazga qui n'a pas de dotation administrative.

L'équipement est sommaire, nos moyens quasi nuls. *Freeman* et moi dépendons entièrement des hussards qui nous reçoivent à leur table. Cette unité, depuis un mois, est commandée par un jeune sous-lieutenant, qui manque d'autorité. Étant de passage et ne voulant pas mélanger les missions, j'ai décidé, contrairement à ce que j'aurais dû faire, de ne pas intervenir. Connaissant le manque d'éducation de nos hôtes, je me doute bien que l'arrivée d'une jeune femme, dans ce poste sans discipline, soulèverait quelques difficultés.

Le premier soir, après le repas frugal, nous gagnons le bâtiment qui comporte deux appartements communiquant par la terrasse : l'un est réservé à la S.A.S., l'autre est occupé par un groupe de hussards. Les fenêtres des appartements ont pour carreaux des bâches plastiques et les portes, pour serrures, des loquets.

La nuit est tombée depuis peu. Parviennent alors jusqu'à nos oreilles des chansons de corps de garde. Je me rends chez nos voisins choristes et les incite à faire preuve de courtoisie. Je leur demande de se taire ou de changer de registre, en leur précisant que, s'ils le souhaitent, je peux, à l'occasion du reste, compléter leur répertoire. Interloqués par mon intervention, ils font silence. À peine, ai-je regagné l'appartement qu'ils reprennent leurs chants. Je fais demi-tour :

- Cela suffit, si je vous entends encore, vous vous préparez et nous allons faire un tour en embuscade, cela vous mettra les esprits au clair !

Fin du concert. Cette troupe indocile va faire montre, deux jours plus tard, d'une indiscipline et d'un laisser-aller inconscient.

---

75. Il y avait deux échelons de liaisons, c'est-à-dire niveaux d'encadrement hiérarchique pour les S.A.S., calqués sur le découpage administratif des départements d'Algérie. Un échelon de liaison par arrondissement, en l'occurrence ici, Azazga. Un échelon de liaison par département, ici Tizi-Ouzou.

Le peloton sur place est doté de deux half-tracks : l'un dans l'enceinte de la cour de l'école, l'autre dans le village en contrebas où un groupe épaule les villageois constitués en autodéfense. Le demi-peloton de l'école comprend, outre le sous-lieutenant et les sous-officiers, une vingtaine de hussards dont les servants de la mitrailleuse 12/7 et des hussards dotés de P.M. ou de fusils.

Dans la journée, les servants du half-track ont assuré une liaison en direction du poste de commandement, situé sur le versant en face, d'où ils ont assuré une autre mission. Ils ont été exposés pendant six heures à la chaleur et la poussière. Ces liaisons, il est vrai, selon les cas, ne sont pas une partie de plaisir. Dans la soirée, au crépuscule naissant, alors que nous prenons le frais sur la terrasse, le sous-lieutenant réunit ses hommes au rapport et désigne les sentinelles pour prendre la garde de la nuit.

Des contestations naissent dans les rangs.

- Nous avons déjà effectué le convoi, ce n'est pas notre tour...

Le sous-lieutenant hausse le ton :

- Vous monterez la garde, c'est mon dernier mot !
- Nous ne monterons pas la garde, c'est notre dernier mot à nous aussi !

Les hommes se dispersent. Avec *Freeman*, nous sommes stupéfaits et consternés. Un peu plus tard, les lampes à gaz s'éteignent. Il fait une nuit étoilée, sans clair de lune, avec cependant une certaine visibilité. Je descends faire le tour des sentinelles qui normalement prennent place à chacune des deux extrémités du cantonnement entouré de barbelés. Personne !

Il faut préciser que nous sommes au milieu d'une zone interdite. Le premier poste est à une heure trente de convoi. Quinze jours plus tôt, sur la RN 12 que nous empruntons, le convoi d'une S.A.S. voisine a perdu une dizaine d'hommes dans une embuscade.

Je remonte à l'étage en me demandant comment réagir et donner une leçon. Je m'empare de deux grenades OF[76] et demande à *Freeman* et à Claude de ne pas bouger. Je descends tranquillement l'escalier, lance successivement les deux grenades qui éclatent entre les deux bâtiments et gagne l'entrée de l'appartement.

Les deux explosions créent une panique indescriptible qui me glace encore maintenant, tant nous avons frôlé la tragédie ou la catastrophe. En sortant de leur appartement, au premier étage, les matamores de tout à l'heure, tirent aux P.M. et vident leurs chargeurs en contrebas, dans la cour, en direction des emplacements de combat où fort heureusement il n'y a encore personne. Ils gagnent ensuite le half-track et, avec la mitrailleuse, tirent en direction du village qui somnole plus

76. Grenade offensive sans grand danger, destinée à faire du bruit, alors que la grenade défensive, avec ses éclats, a pour but de tuer ou de blesser.

bas : les balles traçantes, dans des rafales assourdissantes et saccadées, strient le ciel. Le sous-lieutenant qui se réveille, crie :

- Alerte ! On nous tire dessus au mortier ! et s'affaire à mettre en branle le mortier de 81 du poste, tandis que, par radio, le capitaine commandant cette unité, réveillé par le vacarme, demande depuis son P.C., installé sur le versant en face, des explications sur les causes de cette fantasia étourdissante.

Dans cette pagaille indescriptible, j'attrape une extinction de voix à crier :

- Halte au feu !

Je fais réunir tout le monde au rapport, tandis que je m'empare du combiné du poste radio pour répondre, à la place du sous-lieutenant, aux demandes d'explications du commandant de compagnie. La voix encore blanche de colère, je lui donne les indications souhaitées, dans un langage si peu amène que, le lendemain, lorsque je me serai calmé, je l'appellerai pour m'excuser.

Devant les hussards réunis, sous le coup de l'emportement et sans doute de la peur qui m'envahit rétrospectivement en vérifiant qu'il n'y a pas de blessés, je me défoule en leur faisant la leçon :

- Vous vous prenez pour des guerriers, vous n'êtes que des poltrons et des lâches qui vous affolez pour deux grenades que j'ai fait exploser. Qu'auriez vous fait en cas d'attaque réelle ?…

J'utilise, dans les faits, un vocabulaire dont la bienséance m'interdit ici l'emploi et qui atterre ma femme. Elle découvre la facette d'un homme qu'elle ne connaît pas.

Le lendemain, nous descendons au village. La toiture du blockhaus qui abrite la section en contrebas n'a plus de tuiles. Les balles de la mitrailleuse ont fait leur œuvre. Pendant le reste de mon séjour, la garde est prise sans incident et les hussards, quand ils me croisent, rasent les murs. Ils se demandent si j'ai toute ma raison. Ni le colonel ni le commandant de compagnie ne me demanderont des explications.

Ce même jour, Claude mange son premier couscous dans une maison du village où nous sommes reçus avec beaucoup de cœur, mais peu de moyens : pour désaltérer les convives, et leur servir l'eau fraîche recueillie dans la cruche en terre, il n'y a, en guise de verre, qu'une boîte de conserve qui fait le tour des participants aux agapes. Malgré la sauce harissa, qui lui emporte la bouche, Claude prétend qu'elle n'a pas soif !…

Lors du premier convoi, dix jours plus tard, nous retournons à Azazga. Après trois heures de route, la piste poussiéreuse a maquillé Claude, de la tête aux pieds, d'un fond de teint ocre pâle. Sa robe est à l'unisson. À peine arrivés à la sous-préfecture, nous croisons l'adjudant-chef Gonin, chargé des problèmes d'intendance à l'échelon

de liaison. Celui-ci spontanément, en homme prévenant, s'adresse à Claude :

- Madame, ma femme, en ce moment, est absente. Voici les clés de mon appartement. Ce matin, nous étions approvisionnés en eau.

Tandis que Claude va faire un brin de toilette chez l'adjudant-chef, j'ai le contact avec le commandant *Ponin* :

- Le sous-lieutenant qui va vous remplacer à Tabarourt, est arrivé. Vous remontez à la S.A.S. pour lui passer les consignes et le présenter aux hussards.
- Mon commandant, je ne vais pas retourner là-haut et attendre pendant dix jours le prochain convoi.
- Grandjacques, ne vous faites pas de soucis, vous allez à Tabarourt, et demain après-midi, le colonel du secteur, qui doit faire une inspection en hélicoptère chez les hussards et les chasseurs, vous prendra par la même occasion et vous déposera à Bouzeguene. Prenez les dispositions utiles pour que Madame Grandjacques profite du convoi du 27e B.C.A. et gagne Bouzeguene dès aujourd'hui.

130. Vue sur le Bordj depuis la hauteur de l'El Korn Naït Ikrelef, piton dominant le bordj.

Claude fait ainsi connaissance, avant moi, du lieutenant Pau et de la S.A.S. de Bouzeguene où je débarque le lendemain par hélicoptère.

Partis de Tabarourt en début d'après-midi, en alouette, en compagnie du colonel du secteur, nous nous dirigeons plein sud, puis sud-ouest, et survolons un peu plus tard la forêt d'Akfadou. Je contemple du haut de notre belvédère mobile, à travers le plexiglas du cockpit, cette immense étendue verte et accidentée et sa lisière crénelée, constituée d'une chaîne de montagnes dont les pentes vont mourir vers l'oued Sahel.

- Votre futur terrain d'action ! me dit le colonel tout en me désignant les flancs des montagnes où sont accrochés à des promontoires rocheux, de nombreux villages s'étirant au gré de leurs aspérités.

L'hélicoptère perd de l'altitude et s'approche d'un no man's land au milieu duquel s'élève un ensemble militaire imposant, établi à mi-pente. C'est apparemment la fin d'un monde puisqu'il n'y a plus de route goudronnée depuis des kilomètres. (Celle-ci, je m'en rendrai compte bientôt, s'arrête à Iffigha). Je remarque immédiatement, parmi cet ensemble militaire, peu homogène, deux constructions qui attirent le regard.

La première, une fortification triangulaire blanche, aux murs épais dotés de trois imposants blockhaus, surmontés de miradors. L'angle sommital de cet ensemble forteresse est dressé face à la montagne, protégeant par la hauteur de ses

murailles, non seulement les bâtiments construits dans son enceinte, mais les autres bâtiments situés à l'extérieur, en contrebas de ses flancs.

La deuxième, un bâtiment de deux étages, s'étirant en longueur, parallèlement à la route et à la base de la fortification triangulaire, couvert de tuiles rouges bien alignées sur lesquelles a été peinte, en grandes lettres blanches régulières, l'inscription *« AÏT MEGEVE »*… Les fils de Megève. Nous sommes bien chez les chasseurs du 27e B.C.A., fiers de leur Mont-Blanc. Je vais me trouver en pays de connaissance.

Entre ce bâtiment, unissant d'un même cœur la Savoie et la Kabylie, et le mur forteresse à la Vauban, le mât aux couleurs se dresse vers le ciel bleu azur : le drapeau français claque au vent.

131. Le lieutenant Pau Gérard

132. L'entrée du bordj

L'hélicoptère soulève la poussière de la D.Z. où m'attend le lieutenant Pau. Celui-ci rectifie la position et porte la main au képi à l'adresse du colonel. Je prends congé de ce dernier en le remerciant de s'être détourné, m'épargnant ainsi une attente inutile à Tabarourt.

- Bonne chance dans votre nouveau poste ! me souhaite le cinq galons, tout en répondant, par un salut amical, au lieutenant Pau, avant de poursuivre son vol vers Iffigha, P.C. du 27e B.C.A..

Nous nous dirigeons vers le bordj de la S.A.S., à pied, à travers le poste d'Aït Megève. Chemin faisant, nous passons près d'un petit bâtiment, implanté à proximité du mât aux couleurs. Il s'agit du bureau du commandant de compagnie, le capitaine *Tolin* que nous trouvons avec le lieutenant *Chenot*, absorbés dans leurs réflexions sur les effectifs de la compagnie.

Tous deux sont des montagnards chevronnés, passionnés de ski et d'alpinisme. Ils connaissent parfaitement les Alpes et la région du Mont-Blanc. Après les présentations d'usage, le capitaine *Tolin*, pragmatique, s'adresse à nous deux :

- C'est sans doute prématuré d'en parler aujourd'hui. Vous avez d'autres priorités. Je tiens cependant à récupérer, d'ici un mois, les deux chasseurs qui sont détachés à la S.A.S. pour régler les problèmes d'état civil. D'autre part, puis-je commander sur le compte de la S.A.S., comme prévu, la tonne de ciment ? Je vais en avoir besoin pour terminer l'agrandissement du bâtiment chambres des chasseurs.

Pau, tout en me faisant signe de répondre, me regarde d'un air interrogateur :

- Pas de problème, pour le ciment, je note ce qui est convenu. Pour les deux chasseurs, vous me laissez le temps de prendre connaissance du problème. J'en parle avec eux et nous faisons le point à la première occasion.

En s'éloignant, Pau poursuit, en baissant un peu la voix :

133. Vue sur le bordj depuis la D.Z.(nord-ouest) en contre-bas de la piste en arrivant du Café Maure

- Tu verras, les relations sont bonnes. On se rend service. De plus, le médecin militaire assure des permanences à l'infirmerie, et l'infirmier de la compagnie passe la journée à soigner les bobos ou les trachomes. Les deux chasseurs aident madame Delarégionne qui est débordée avec le secrétariat et l'état civil ; deux autres militaires assurent la scolarité dans les classes créées à Aït Saïd et Iathoussen et, quand nécessaire, la 4e compagnie fournit également périodiquement deux hommes à la poste pour renforcer notre régisseur Leclerc. Tu comprends bien que dans ces conditions, le ciment …

En nous dirigeant vers le bordj, Pau me situe les montagnes qui nous dominent :

- À ta droite, l'El Kelaa Tamziant auquel sont accrochés les villages Aït Ikhlef et Ihatoussen ; à ta gauche le contrefort de l'El Kelaa Tamokrane qui abrite le village d'Aït Said. Ces deux montagnes sont des promontoires avancés du Djebel Ez Zen qui surveille, du haut de ses 1650 mètres, le col d'Akfaou, une des voies traditionnelles pédestres pour rejoindre la vallée de la Soummam.

Nous nous arrêtons sous le portique d'entrée de l'enceinte fortifiée. Claude, depuis la fenêtre de la villa, me fait un signe de la main auquel je réponds en lui faisant comprendre que nous allons bientôt arriver. Nous nous retournons, face au poste militaire, et contemplons le paysage sous le soleil qui gagne lentement la ligne d'horizon.

En face, sur l'autre versant, s'étire, de toute sa longueur, cernée par les oueds

Sahel et Boubekir, une langue montagneuse, le djebel Irik Sidi bou Yakoub. Sa crête supporte des villages dont celui de Tabouda où est implantée la S.A.S. commandée par mon ami Tréfeil.

Lors du stage à Alger, j'ai fait connaissance de ce jeune lieutenant, originaire de Bab-el-Oued, au parcours semblable au mien. Il vient de rejoindre les S.A.S., après avoir servi chez les parachutistes. Si nous avions un sémaphore, nous pourrions communiquer sans aucune difficulté : nous avons la liaison à vue. Nous avons l'occasion de nous retrouver à Tizi-Ouzou ou à Azazga lors de nos convois. Nos routes vont finir par se croiser, en décembre 1961, dans des conditions bien étranges.

Plus loin, à une dizaine de kilomètres, la chaîne massive du Djurdjura barre l'horizon. Dans l'enchevêtrement des contreforts, le douar des Akbils et ses villages dont Aït El-Azis où Alain était encore, deux mois plus tôt. Je devine les lieux, sans pouvoir les identifier. Chaque jour, en dévalant le perron de la villa, mes pensées voleront vers cette direction.

Sous le porche, nous reprenons notre conversation concernant le rôle des militaires en renfort à la poste. J'interroge :

- Pourquoi faut-il des renforts périodiquement à la poste ?
- Pour la distribution des colis venant de France, car l'approvisionnement des villages est contrôlé par l'armée et ceux qui n'ont pas de postes militaires sont privés de ravitaillement. Ainsi, ils ne peuvent pas nourrir les rebelles.
- Alors, ils se débrouillent autrement et font venir la nourriture de France ! Mais l'armée a-t-elle les moyens de mettre un poste dans tous les villages ?
- Bien sûr que non ! Ce système de lutte contre les bandes armées représente un vrai cas de conscience.

Je n'ai pas besoin de carnet pour noter les problèmes. Je sens que je vais avoir du pain sur la planche, mais m'interroge sur mes capacités à régler des situations qui me dépassent. Je reprends le fil de la conversation :

- Quel est le problème de l'état civil ?
- Le F.L.N., il n' y a pas si longtemps, avait interdit tout contact avec l'administration française et empêchait les parents de déclarer les enfants à l'état civil.

À ce sujet, je ne sais pas si tu es au courant, le chef actuel de la Willaya III, Mohand Ould el-Hadj, qui a succédé à Amirouche, est originaire du village de Bouzeguene.

Puis, poursuivant, Pau complète :

- donc, personne ne déclarait. Les mois ont passé. Les familles dont les pères travaillent en France, se sont rendu compte qu'elles ne touchaient plus les allocations familiales pour les enfants non déclarés. Alors, elles ont voulu régulariser. Mais ce n'est pas simple. L'officier d'état civil ne peut enregistrer

les naissances que dans les trois jours qui suivent l'accouchement. Après ce délai, l'inscription sur les registres ne peut se faire qu'après un jugement. Pour les deux communes d'Aït Ikhelef et de Bouzeguene, car ici tu vas être délégué spécial pour chacune des communes, nous sommes en train d'établir une liste des omis à l'état civil. Nous sommes relancés périodiquement par le Juge d'Instance à Azazga qui reçoit des courriers des Kabyles résidant en France qui voudraient bien toucher leurs allocations.

- Et ce sont les militaires qui s'occupent de ce travail ?
- Effectivement, et avec coeur et efficacité. Parallèlement, ils établissent les cartes d'identité de la population. Pour ce travail, il faut donc identifier la personne, chercher, sur les registres, son état civil, établir l'acte de naissance, le cas échéant, bien souvent, refaire le livret de famille… À partir de ces éléments, ils établissent les cartes d'identité.
- Comment font-ils pour les photos ?
- Nous avons sur place un service labo pour photos qui fonctionne très bien. Nous prenons, à l'extérieur, les clichés de chacun portant son ardoise sur laquelle sont mentionnés l'identité et le numéro du registre. Tu vois, il faut de la rigueur et de la méthode. Parallèlement aux cartes d'identité, nous établissons une fiche, avec photo, comportant tous les éléments d'état civil, les adresses, etc.

Nous avions passé le porche et gagné la baraque Filliod, située à gauche : son hall d'entrée, déserté à cette heure de la journée, sert de pièce d'accueil pour établir les laissez-passer. Il y fait de plus une chaleur suffocante. Ouvrant un des meubles où sont enfermées les fiches, Pau m'en montre une, prise au hasard :

- Actuellement, nous avons dû établir approximativement 2 000 fiches. Il en faudra quatre fois plus, si nous voulons établir des listes électorales correctes. Celles dont nous disposons actuellement, sont embryonnaires. Le recensement doit concerner les adultes et les adolescents.
- Si je comprends bien, tout est à reconstruire.
- Tu vas avoir du pain sur la planche, mais surtout avec peu de moyens.
- Entre les deux communes, il y a combien d'habitants ?
- Dans les faits, je n'en sais rien. Nous n'avons pas de recensement fiable. Mais on peut partir sur la base de 16 000 personnes minimum. La plupart des hommes en âge de travailler sont en France ou dans la forêt, comme ils disent.

Je complète, sans pouvoir dissimuler un sourire :

- Ils sont bûcherons !
- D'un genre spécial, si l'on veut. De temps en temps, ils coupent les lignes téléphoniques, pas les lignes électriques, car tu as remarqué, nous n'avons pas d'électricité. Nous avons un groupe électrogène que nous mettons en route, à la tombée de la nuit, et que nous arrêtons à vingt-deux heures. Mais pour en revenir

à la population, les villages sont habités surtout par des femmes, des enfants et des vieillards.

- Comment se fait-il que nous n'ayons pas plus de renseignements sur la population ?

Pau m'explique :

- C'est une S.A.S. à problèmes. Il n'y a pas si longtemps, l'insécurité régnait. Depuis 1956, date de la construction de la S.A.S., tu es le onzième chef de S.A.S.. Tu vois donc que la durée moyenne du séjour n'est pas importante. Si tu ajoutes que mon prédécesseur, le capitaine *Fabien* est resté à peine six mois avant d'être viré en vingt-quatre heures pour des problèmes de détournement d'argent, tu mesureras le travail accompli pendant les huit derniers mois où j'ai mis les bouchées doubles.
- Que s'était-il passé ?
- Il a été pris la main dans le sac. Il envoyait les fonds détournés par liasses de cinq cents mille francs dans des enveloppes kraft à sa femme.
- Comment faisait-il ?
- Tu verras, dans notre administration, il faut utiliser le système D, car à titre d'exemple, tu as des véhicules mais pas de budget carburant.
- Il faut bien pourtant mettre du gas-oil ou de l'essence dans les véhicules ! Comment affecter le gas-oil ?
- Tu utilises la caisse noire. Pour approvisionner celle-ci, tout le monde utilise la formule des moghaznis fictifs. Tu établis en fin de mois la liste des moghaznis que tu emploies. Tu en ajoutes un ou deux qui n'existent pas. Tu signes à leur place. Tu dois, bien sûr, tenir à jour les comptes de ta caisse noire. Je te la ferai voir tout à l'heure.
- C'est ce que faisait ton prédécesseur ?
- Oui, entre autres. Mais dans son cas, il y avait plus de moghaznis fictifs que de moghaznis qui assuraient la protection de la S.A.S.. Il a été dénoncé. Des inspecteurs de l'armée ont débarqué, un matin en hélicoptère. Ils ont vérifié tous les comptes et, en fin de journée, sont repartis, toujours en hélicoptère, avec le capitaine *Fabien* qu'on n'a jamais revu. Je suis arrivé peu de temps après.
- Tu n'as donc vu personne pour te passer les consignes.
- Non seulement il n'y avait personne, mais tu imagines le temps perdu vis-à-vis de la population, car il n'a pas fait grand-chose. Je ne te parle pas du gaspillage et de l'image de marque de la profession !

Nous gagnons la cour intérieure, puis la villa. Claude nous y attend, occupée à broder, tout en écoutant la radio d'une oreille distraite. Elle ne se sent pas tout à fait chez elle, bien que Pau, en homme courtois au naturel affable, se soit comporté en parfait gentleman en s'installant, dès la veille, dans la petite chambre sur

l'arrière. Dans la situation un peu singulière que représente l'arrivée d'une nouvelle maîtresse de maison dans une villa où il est encore chez lui, il fait preuve d'un savoir-vivre et d'une galanterie exemplaires.

- *Boullakel*, veux-tu aller nous chercher du perrier dans le réfrigérateur, à la cuisine ? Comme je m'étonne de la présence de *Boullakel* dans la villa :
- Je l'ai trouvé, moi aussi, avec les meubles, me dit-il, en me faisant un clin d'œil. Il est originaire d'Aït Ferrach, un village près duquel nous allons passer en allant à Haoura. Car madame, poursuit-il en s'adressant à Claude, vous m'excuserez de vous priver encore de votre mari avant le repas, mais comme nous avons peu de temps, avant mon départ après-demain, il faut que je puisse faire le tour de la S.A.S. avec votre mari.

Boullakel gagne le séjour avec ses trois bouteilles. Pau poursuit, en servant un fond de whisky avec le perrier :

- Tu verras, c'est désaltérant et tonique.

Puis une fois *Boullakel* parti :

- *Boullakel* vivait à Aït Ferrach avec sa famille. Un soir, les rebelles sont venus et lui ont demandé de l'argent. *Boullakel* n'avait rien dans sa mechta. Nous reviendrons demain, lui ont-ils dit. Si tu ne nous donnes pas la somme exigée, nous t'égorgeons. Les menaces étaient en général suivies d'effet. *Boullakel*, dès le lendemain, s'est réfugié au poste d'Haoura, non sans avoir précisé l'heure de la visite des collecteurs de fonds. Ceux-ci étaient armés et sont tombés dans l'embuscade tendue par les chasseurs. Depuis, *Boullakel* n'a pas pu retourner au village et vit à la S.A.S. où il rend des services, malgré son âge. Il est né présumé en 1888, il doit avoir autour de soixante-dix ans. Dans les faits, on ne sait pas lui donner d'âge.

Pau poursuit en baissant la voix :

- Il a vécu de nombreuses années à Marseille, mais son français est tellement écorché et son accent si prononcé que j'ai des difficultés à le comprendre. Tu verras à l'usage, il est dévoué et droit, mais ombrageux et n'en fait qu'à sa tête.

Puis interpellant *Boullakel* :

- Veux-tu aller chercher le chef Bordas.
- Maintenant ?
- Oui, de suite !

Boullakel en ronchonnant quitte la villa, tandis que Pau, qui estime beaucoup Bordas, me parle du responsable du maghzen en termes élogieux.

- C'est un gars épatant. Avec lui tout est clair. Il vient des Fusiliers [77] de l'Air. Il est

77. Unité de protection de l'Armée de l'Air

134. Le sergent-chef Bordas renseigne une Kabyle

passé par la S.A.S. de Souama qui est implantée au village d'Aït Zellal. Ce n'est pas très loin d'ici. Il ne pouvait y faire venir sa famille, tant les conditions de sécurité y étaient et y sont encore difficiles. Cette S.A.S. isolée est commandée par l'adjudant-chef *Gimonot*. Elle est située sur le point de passage des bandes rebelles. Elle se fait encore harceler le soir. Bordas a perdu un moghazni lors d'une embuscade de nuit au cours de laquelle ils ont rencontré une forte bande armée. C'est un militaire dans l'âme, énergique, discipliné et franc. Dévoué, il ne rechigne pas à la tâche, ne discute pas. Il n'hésite pas, cependant, à faire des remarques judicieuses. Exigeant, sachant se faire obéir, il est estimé par ses hommes.

J'aurai l'occasion de vérifier la justesse de ce jugement et d'user, et même d'abuser, de celui que je nommerai en mon for intérieur « *enfin bref !* » car il ponctue souvent ses phrases de ces mots qui résument bien son comportement. Il comprend au quart de tour et agit rapidement, sans se poser de questions. Une fois cependant, il émettra des réserves, quand je lui demanderai de se déguiser en épicier, tâche qui, bien sûr, n'entrait pas dans le cadre de ses attributions, mais qu'il effectuera cependant avec méthode et conscience.

Bordas, quelques minutes plus tard, entre dans la villa. Pau lui annonce :

- Voici mon successeur, nous allons faire un tour jusqu'à Haoura. Je conduirai la jeep, dans laquelle prendront place deux moghaznis. Vous prenez l'Hotchkiss que conduira Dumont avec six moghaznis. Départ dans dix minutes.

  Même équipage pour demain matin 10 heures : nous monterons à Aït Saïd et Tazerout. Nous rencontrerons les chefs de postes et irons voir les écoles tenues par des militaires.

  Demain soir au rapport, cérémonie de passation des pouvoirs : que tous les moghaznis soient en tenue et en armes.

135. La S.A.S. d'Aït Zellal

136. Vue sur le bordj angle sud-est vers Haoura et vue partielle de l'école

Pendant que Bordas part rassembler les hommes, Pau continue :

- Pour les déplacements, il faut sur le territoire de la S.A.S. deux véhicules minimum. Ce sont les ordres.

Un peu plus tard, Dumont, au volant de l'Hotchkiss, arrive dans la cour. Dumont est chauffeur civil à la S.A.S.. Un brin hâbleur, de bonne volonté, serviable, ce factotum portant moustaches, accomplit toutes les tâches réclamant bonne volonté sans grande spécialité. Il vit ici avec sa femme et ses enfants.

Bordas prend place à ses côtés dans la cabine, comme chef de voiture. Les hommes en armes grimpent dans la caisse sans ridelles, et se tiennent au tablier du véhicule. Ils pourront ainsi sauter si nécessaire. Selon les directives reçues, l'Hotchkiss roule en tête, calquant son allure sur notre jeep. Lors des arrêts, les moghaznis sautent à terre et vont prendre position. À leur tête *Mialouche*, le mokadem [78], d'origine marocaine, qui relaie Bordas. *Mialouche*, en effet, parle français, espagnol, arabe et kabyle de façon parfaite. C'est le plus ancien de la S.A.S. où il est arrivé en 1958. Il est marié à une Kabyle d'Aït Ikhlef. Il a un garçon, Kamel. C'est un homme sérieux, sur qui on peut compter en toute circonstance. Après mon départ, il rejoindra Saint-Gervais avec *Boullakel* dans des conditions tragi-comiques en juin 1962 (*Cf. sous-chapitre 5.3*).

Nos deux véhicules gagnent la chicane sud du poste, établie sur la piste, où se tient une sentinelle en armes, sous le mirador méridional du bordj dominant la route. À proximité, en contrebas, se niche, dans un creux, l'école de Bouzeguene. Elle est située en aval du petit pont enjambant l'oued dont les eaux dévalent, par intermittence, les pentes du djebel El Korn.

Pau me précise alors :

- J'ai vécu en famille avec mon épouse pendant quelques mois. Le dernier de mes enfants Pierre, que tout le monde appelait Babou, est allé en

137. Anne-Marie et Babou

78. Dans le maghzen, sergent

138. Hélène Bordas et Anne-Marie entourées des deux enseignants, Peri à gauche, Agnoli à droite en courses à Alger

classe avec Anne-Marie, la fille de Bordas qui est toujours scolarisée ici. Tu ne manqueras pas de la voir. C'est la mascotte de la compagnie.

Non seulement, je verrai souvent à Bouzeguene, ce bout de chou de cinq ans, mais j'aurai le plaisir de constater, des années plus tard, que celle-ci a accompli un parcours remarquable et exceptionnel. Sa scolarité à Bouzeguene, en compagnie des petits Kabyles des villages, sous la direction dévouée des deux instituteurs civils messieurs Peri et Agnoli, lui a sans doute permis de faire éclore un certain goût pour les langues qu'elle a développé en bûchant dur. En effet, jeune mariée, elle accompagna son mari nommé enseignant à Wu-Han (Province de Hu-Bei au Centre Ouest de la Chine). Elle y apprit le chinois et, par la suite, réussit brillamment les concours en France. Après avoir enseigné le chinois dans une faculté de l'ouest, elle enseigne actuellement le chinois aux résidents français à Hong Kong.

Nous suivons maintenant la piste ouverte dans les pentes avancées du djebel El Kelaa Tamziat. Après quelques kilomètres, au détour de l'avancée d'un épaulement du djebel, nous obliquons presque plein est. Nous venons d'arriver à un passage plus évasé où nous nous arrêtons pour admirer le paysage. Nous débouchons dans un autre univers, coupé du monde. Devant nous s'ouvre un grand éventail naturel bordé par des chaînes rocheuses. Durant un moment, nous restons subjugués par le spectacle de cette nature sauvage et grandiose où il doit faire bon se promener et goûter les joies de la vie simple. En face de nous, le décor féerique et presque irréel de la Main de la Fatma qui reçoit les rayons du soleil couchant, laissant apparaître derrière elle, un halo éthéré d'où émergent des arêtes sculptées en dentelle.

- Les montagnes escarpées de l'Azerou n'Aït Zikki ! me précise Pau, qui semble nostalgique à l'idée de quitter un pareil univers. Toute la vallée haute que tu vois est constellée de villages inaccessibles qui ont été évacués.

Puis, au moment où nous remontons dans la jeep :

- C'est ici qu'a eu lieu une embuscade

139. Le poste d'Haoura sous la neige

terrible où les chasseurs ont payé le prix fort en août 1957, je crois.

Nous reprenons notre route. Pendant que nous nous dirigeons vers Haoura, en circulant à flanc de coteau, et que nous passons devant Aït Ferrach, village de *Boullakel*, Pau continue :

- La S.A.S. de Bouzeguene a pour limites naturelles à l'est et au sud, le Djebbel En Zen et les contreforts de la forêt d'Akfadou, que tu vois sur ta gauche. Leur altitude oscille entre 1400 mètres et 1700 mètres. C'est au col d'Akfadou qu'était implanté le P.C. Artois lors des grandes opérations Jumelles, l'an dernier.

Nous arrivons à Haoura, où nous saluons le capitaine *Saran* qui commande la 1ère compagnie du 27e B.C.A.. Celui-ci, après quelques échanges, nous fait part de ses préoccupations. S'adressant à nous deux :

- Il vous faudra réfléchir à l'implantation d'une antenne S.A.S. à Haoura, car, comme vous avez pu le constater, nous sommes au bout du monde. Avec ma compagnie, je tiens les villages d'Aît Ferrach, Haoura, Aït Salah et bientôt Ahariq. Il nous faudrait donc un peu de monde. Il ne me semble pas normal que vous ayez tout votre maghzen à Aït Megève où il y a déjà, sur place, une bonne partie de la 4e Compagnie.

140. Vue prise sur la route du retour de Bouzeguène vers Azazga en décembre 2004, au coucher du soleil. Sont éclairés les villages d'Aourir (gauche) et d'Achallane (droite) implantés sur la commune d'Ifigha.

Pau répond pour moi :

- Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer cette question qui nous pose un problème majeur : je n'ai personne à mettre pour encadrer le maghzen. Le sous-lieutenant Gada qui aurait pu le faire, est libérable prochainement et de plus, psychologiquement, il est à peine remis du pépin qu'il a eu, il y a quelques mois. Pendant qu'il remplaçait *Gimonot* à la S.A.S. de Souama, une patrouille du maghzen est tombée, la nuit, dans une embuscade qui a fait quatre blessés sérieux.

Les rayons du soleil quittent Haoura. Il nous faut prendre congé. Dans la jeep, Pau continue :

- La première compagnie fait du bon travail. Nous avons déjà évoqué la question. Tu verras par la suite avec le remplaçant de Gada et le successeur de *Saran*. Je crois savoir que *Saran* est sur le départ. C'est dommage, car c'est un homme limpide.

Effectivement un peu plus tard, *Saran* sera remplacé par le capitaine *Téron*.

Sur le chemin du retour, nous remarquons la ligne de démarcation horizontale

des rayons du soleil. Ceux-ci illuminent encore les flancs de la montagne, exposés à l'adret, où sont perchés les villages dont les tuiles rouges mouchettent les maigres terres, aménagées en terrasses, consolidées par des murs de pierres sèches épaulés de cactus.

Nous laissons derrière, dans l'ombre, Haoura et Ahariq, passons près d'Aït Ferrach, tandis que, perchés sur les hauteurs, se font encore dorer les villages d'Aït Salah et Aït Moussa. En approchant du bordj, nous retrouvons, telle une toile de Vermeer, la même répartition d'ombre et de lumière : Sahel et Bouzeguene, dominés par Taourirt, juché sur sa langue promontoire, sont déjà drapés d'un voile aux contours incertains tandis que les villages Aït Ikhlef, Iatoussen, Aït Said laissent apparaître leurs traits affirmés, de façon éclatante et radieuse.

Lorsque nous arrivons, *Boullakel* est allé chercher le repas du soir, chez les militaires. Après cette visite au pas de charge, nous nous retrouvons à table à la villa. Ma femme a autour d'elle, en plus de son mari, Pau et Gada dont je fais connaissance.

Celui-ci, un brin artiste, occupe ses moments de loisirs en faisant de la taxidermie. Il accomplit sa tâche avec conscience, mais les longs mois qu'il vient de passer à Bouzeguene commencent à lui peser. Sa fonction d'adjoint est ingrate, car à géométrie variable. En général, les titulaires d'un poste se déchargent auprès de l'adjoint des tâches qui ne les intéressent pas. Sans le dire, Gada redoute une nouvelle collaboration avec son troisième chef de S.A.S.. Nous nous entendrons de façon parfaite pendant le mois qui va suivre où je profiterai de sa connaissance des lieux et des personnes. Il tiendra même compagnie à Claude, pendant les repas de midi, lors de mes absences hebdomadaires, les jours de convoi.

4.3 - Les premiers jours à la S.A.S.

Le lendemain de mon arrivée, lors de la visite avec Pau, aux postes de Tazerout et Aït Saïd, je constate le bon fonctionnement des écoles où enseignent des instituteurs non professionnels, dont la bonne volonté et l'amour des enfants tiennent lieu de diplômes. Les enfants sont fiers d'être scolarisés. Quel dommage que faute de locaux, et pour atteindre un plus grand nombre, ils soient scolarisés à mi-temps !

Les jeunes Kabyles, comme je constaterai par la suite, ont une telle soif d'apprendre que, malgré leurs mauvaises conditions de scolarisation et avec les moyens du bord, un très grand nombre est capable, en six mois, de parler assez correctement le français, de lire et d'écrire.

141. Madame Leclerc et l'infirmier chasseur soignent les femmes des villages

142. A droite le sergent-chef Bordas, Goudebaron, le sous-lieutenant Gada

143. Le régisseur Leclerc assure le suivi comptable et la bonne tenue de la caisse

144. Prise d'armes du maghzen lors du départ de lieutenant Pau.

Dans la journée, Pau me fait faire le tour des bureaux. Je devine de suite la lourdeur des tâches administratives à accomplir : réponse aux nombreuses lettres de l'administration et des particuliers, règlement des chicayas[79], enregistrement des actes de l'état civil : mariages, naissances et décès, etc.

Nous passons à l'infirmerie où s'exerce l'A.M.G.[80]. Dans ce local, interviennent, à l'occasion, un médecin des chasseurs et, quotidiennement, un infirmier militaire et madame Leclerc. C'est la femme du régisseur. Elle est aide-soignante et parle kabyle, ce qui facilite les contacts avec les femmes des villages.

Je fais connaissance avec Pau, dans leur univers de travail, de Goutebaron, le radio, ancien légionnaire, de Leclerc, le régisseur, attaché S.A.S., chargé du fonctionnement de la poste et de la tenue des comptes de la S.A.S. et des communes, de madame Delarégionne, secrétaire pied-noir, virtuose du clavier, qui m'annonce qu'elle partira dès que possible, car la vie à Bouzeguene n'est plus compatible avec son âge...

Dans la soirée, dans la cour du bordj, pendant la prise d'armes, avant de me transmettre le fanion de la S.A.S.. Pau s'adresse, de façon sobre et avec son cœur, aux moghaznis dont l'alignement est impeccable :

- Je suis fier des mois passés avec vous. Continuez à œuvrer pour le bien de la population et à défendre les couleurs de la France.

79. Disputes.

80. Assistance Médicale Gratuite.

L'assistance présente peut constater que Bordas tient bien en main notre unité de protection, composée de quelques Marocains[81], quelques Kabyles et surtout d'Arabes originaires de l'Ouarsenis. *Mialouche*, dans cet univers cosmopolite, tient un rôle essentiel, car il connaît personnellement chacun des hommes dont il parle la langue. Nous appliquons, avec discernement, la vieille formule *« diviser pour régner »* et nous nous attachons à ne pas être dépendants d'une seule ethnie. Il en va de notre propre sécurité.

145. Claude parcourt le courrier en instance

Le lendemain, Pau est parti avec le convoi, accompagné de Gada qui s'occupera des courses indispensables pour la S.A.S.. De mon côté, je prends immédiatement possession du bureau et parcours le courrier en instance. Je trouve des documents qui réclament une réponse urgente et dont nous n'avons pas parlé, entre autres, une circulaire concernant les demandes de crédit D.E.L.[82]. Ces crédits permettent d'obtenir des subventions pour certains travaux tels que routes et adductions d'eau. La date limite pour répondre est proche. Il faudra donc faire le tour de ce problème de façon pressante.

Après avoir survolé le courrier, lors de ma première matinée, je rencontre les deux militaires chasseurs qui ont en charge les laissez-passer et l'élaboration de la liste des omis à l'état civil. Ils ont établi, à la main, une première liste brouillon et sont en train de la taper à la machine. Le nombre de feuillets est impressionnant. Ils ont déjà beaucoup raturé leurs feuilles, après avoir constaté que des familles sont venues déclarer plusieurs fois le même enfant. Leur liste est chronologique et, pour limiter les erreurs, ils se fient à leur connaissance de la population et à leurs contacts. Comme ils sont deux pour faire le travail, et qu'ils ont pointé et repointé, je fais confiance.

---

81. Les quelques Marocains étaient des Berbères de l'Atlas marocain, les Kabyles sont également des Berbères, peuplade implantée en Afrique du Nord depuis des temps immémoriaux. Ils ont leur langue et sont maintenant de religion musulmane après avoir été chrétiens du temps de Saint Augustin.

    La première invasion arabe, a lieu à partir de la fin du VIIe siècle. *« La conquête arabe apporte ce qui fait l'unité actuelle de l'Afrique du Nord : l'islam et la langue arabe. L'apport démographique n'intervient qu'à partir du XIe siècle avec l'immigration des tribus arabes, notamment des Béni-Hilal et des Béni-Soleim qui s'implantèrent surtout sur les rivages de la Tripolitaine, de Tunisie orientale et dans les Hautes Plaines constantinoises.»* Encyclopaédia Universalis.

    Selon Pouget dans *« Algérie jusqu'en 1870. Cahier du centenaire de l'Algérie »* : *« Le prosélytisme arabe se manifestait en mêlant étroitement la religion et la guerre : il s'agissait par la violence et la conquête, de propager la foi.»*

    Ces différences ethniques expliquent, en grande partie, l'incompréhension, encore de nos jours, entre les Kabyles et le pouvoir.

82. Dépenses d'équipement local.

Fier du travail qu'ils ont accompli, lors du premier convoi, je descends le fruit de leur labeur chez le juge d'instance. Lors de mon passage suivant à Azazga, celui-ci me demande, par l'échelon de liaison, de venir à son bureau. Il me rend les listes :

- De qui vous moquez-vous, lieutenant ! Regardez Areski Meziane, fils de Mohand et Taous Amar. Trois ans, je le trouve inscrit trois fois et Amrane Bachir, deux ans et demi, inscrit deux fois etc... Il n'est pas question de donner suite à un travail bâclé de la sorte.

Confus, je reprends les documents. Je fais le point avec mes bénédictins des bureaux qui m'expliquent :

- Mon lieutenant, quand une mère arrive, elle est incapable de nous donner la date de naissance de son enfant. Ma fille est née à la saison des figues ou à la récolte des olives. Il nous revient, d'après sa taille, de déterminer son année de naissance pour l'inscrire. Ce chantier est en cours depuis plus d'un an et a été géré par plusieurs d'entre nous. Trois mois après sa déclaration, une même mère de famille qui constate qu'elle n'a pas eu son acte de naissance, a pu faire une deuxième déclaration, sans nous dire qu'elle est déjà venue avec son enfant. Certaines ont dû venir même trois fois...

Nous changeons alors radicalement de méthode et établissons une fiche individuelle par enfant. Nous les classons ensuite par ordre alphabétique, ce qui évite les doublons, effectivement nombreux, et à partir de là, établissons une nouvelle liste ne donnant pas prise à la critique. Elle est prête un mois plus tard.

Après ma rencontre avec les deux chasseurs, de façon informelle, j'établis à nouveau le contact avec le personnel administratif, sans quitter les bureaux de toute la matinée. Le temps s'est du reste écoulé très vite, tant les problèmes à régler sont nombreux.

146. Les villageois attendent l'ouverture des bureaux

À midi et demi, le personnel fait habituellement une pause pour le repas et nous fermons les bureaux. Les habitants des villages s'en retournent chez eux et ne peuvent revenir que le lendemain ou, exceptionnellement, l'après-midi, en cas d'urgence. Il nous faut en effet donner suite aux nombreux problèmes soulevés lors des contacts noués le matin ou les jours précédents. En général du reste, la distance et la chaleur incitent les villageois à rester chez eux et non à revenir au bordj où la température est encore plus accablante. Les murs de la forteresse emprisonnent l'air qui y est surchauffé.

À 12h35 *Mialouche* frappe à mon bureau :

- Mon lieutenant, il y a des hommes de Bouzeguene à l'entrée qui ne veulent pas partir. Ils disent qu'ils vous attendent. Qu'est ce que je fais ?
- Tu leur dis d'attendre, je vais venir.

Je ne me presse pas trop. Cinq minutes plus tard, je sors et rencontre un groupe d'hommes, composé surtout de vieillards.

- Bonjour mon lieutenant. On t'attend parce que c'est toi maintenant le lieutenant S.A.S.. Tu sais, nos enfants, ils sont crèves de faim !

Pau m'ayant fort heureusement dépeint la situation du ravitaillement, je ne suis pas pris complètement au dépourvu, par ce contact franc et direct qui me frappe au cœur. Ces hommes, avec leurs mots simples, me décrivent leur souffrance et me donnent une information que j'avais certes reçue, mais dont je n'avais pas encore pris conscience de façon directe.

Que dire et que faire ? La décision ne dépend pas de moi. La mesure a été prise par l'armée et je porte l'uniforme. Je dois, au moins officiellement, me montrer solidaire. Je leur réponds donc sur un mode détaché, sans être persuadé, en mon for intérieur, de ce que j'avance :

- Quand vous arrêterez de nourrir les rebelles, vous aurez un ravitaillement normal comme les autres villages !

J'essaie d'approfondir un peu leurs difficultés et les laisse parler, tout en restant sur la position officielle. Après quelques palabres, je prends congé de la délégation en leur enjoignant de retourner chez eux. Au moment où je leur tourne le dos pour gagner la villa, j'entends certains d'entre eux me souhaiter :

- Bon appétit, mon lieutenant !

Je n'ai presque pas mangé à midi, préoccupé par cette situation dramatique dont je perçois l'injustice. Ma décision est prise dans la foulée. En début d'après-midi, je demande rendez-vous au commandant *Vanvelde* qui commande le 27e B.C.A. et que je n'ai pas encore rencontré. Celui-ci peut me recevoir, le lendemain. Entre-temps, je rencontre le capitaine *Tolin* à qui je raconte l'incident. Il est gêné lui aussi.

Le commandant *Vanvelde* me reçoit dans son bureau :

- Lieutenant Grandjacques, remplaçant du lieutenant Pau à la S.A.S. de Bouzeguene. Mes respects mon commandant !
- Où serviez-vous avant d'être dans les S.A.S. ?
- Au 5e Étranger sous les ordres du colonel Favreau !

J'avais croisé le colonel Favreau à l'aéroport de Maison Blanche, lors de mon arrivée à Alger, cinq mois plus tôt. Je savais par lui que le 5e R.E.I. était venu dans le

secteur et avait opéré sur le territoire du 27. Ce jour-là, mon ancien Chef de corps, à qui j'expliquais mon nouvel engagement dans l'armée pour servir dans les S.A.S., m'avait fait part de ses inquiétudes concernant l'issue du conflit qui risquait de ne pas être conforme aux souhaits des partisans de l'Algérie française. C'était un mois après la semaine des barricades de janvier qui traduisait l'inquiétude de certains cadres de l'armée, face aux orientations de la politique du général de Gaulle.

- Je connais bien le colonel Favreau ! me répond le commandant d'un air engageant, en se levant. Il m'invite à prendre place à la table ronde, en face de son bureau. Il me domine de sa grande taille élancée et ses yeux limpides semblent lire dans mes pensées, sans que j'ai besoin de m'exprimer. Cet ancien major de l'école militaire de Saint-Cyr, résistant, déporté à Buchenwald, passait, à juste titre, pour le Chef de corps le plus en vue, parmi ceux de la 27e Division. Il fera une carrière météore puisqu'il sera Chef de l'Etat Major particulier de la Présidence de la République en 1974, puis Chef d'Etat Major des Armées en 1980, avant d'être emporté prématurément par la maladie.

Je sens qu'il faut aller à l'essentiel et lui raconte sobrement le contenu de la conversation de la veille avec la délégation de Bouzeguene, en essayant d'être précis, calme et pondéré.

- Que me proposez-vous ? me demande-t-il.

J'avais réfléchi au problème et sondé le capitaine *Tolin* et Gada. Ils avaient trouvé l'idée jouable.

- Instaurer un contrôle du ravitaillement, mon Commandant.
- Comment et sous quelle forme ?
- En établissant des cartes de ravitaillement, après avoir recensé la population des villages, mon commandant.
- Vous vous en chargez ?
- Oui, mon commandant.
- Alors, vous avez carte blanche. Pour l'instant, nous commençons par un kilo de semoule, par personne et par mois. Vous pouvez compter sur les chasseurs. C'est vous qui pilotez. Sachez par ailleurs, qu'ici il n'y a qu'une politique, celle que je mène sur le secteur. Nous devons donc travailler en collaboration étroite. Vous recevrez mes notes mensuelles de synthèse. Vous êtes autonome dans votre travail, bien sûr, mais vous me rendrez compte de ce qui peut m'intéresser.

Message reçu. À mon arrivée, je fais part au capitaine *Tolin* du contenu de l'entretien avec son patron. Il est soulagé. Nous affinons notre plan. Avoir des interlocuteurs dans chaque village qui vont nous aider à faire le recensement. Établir le recensement par mechta à l'aide de fiches. Marquer la mechta à la peinture pour l'identifier et reporter le numéro d'identification sur la fiche. Établir par mechta une carte collective de ravitaillement, en désignant un responsable

dépositaire de la fiche. Noter sur la carte collective, les dates et la quantité de semoule distribuée.

J'explique à Bordas les grandes lignes de notre action.

- Qui va s'occuper du ravitaillement et de la vente de la semoule ? me demande-t-il en allant à l'essentiel.

J'avais pensé à cette difficulté et n'avais pas trouvé de réponse adaptée. Je n'avais pas de personnel compétent, capable de s'atteler à cette tâche en dehors de lui.

- Vous !
- Je ne suis pas entré dans l'armée pour faire l'épicier !
- Je suis d'accord avec vous. Moi non plus. Il en va cependant de l'intérêt de la population. D'autres objections ?
- Non mon lieutenant !

147. Le sous-lieutenant Pirel qui va arriver en fin d'année et Amroun Tahar, l'intellectuel du village de Bouzeguène à qui Claude va faire confiance.

C'est ainsi que Bordas, en plus de ses fonctions de responsable du maghzen devient pendant quelques mois, épicier. Il s'acquittera de cette tâche ingrate en faisant taire ses sentiments personnels.

Le travail d'équipe du recensement est mené en une semaine, en parfaite collaboration avec les chasseurs, la S.A.S. et les représentants des villages de Bouzeguene, Taourirt, Sahel. À cette occasion, je prends contact avec un jeune intellectuel, assigné à résidence dans son village de Bouzeguene : Amroun Tahar. Il maîtrise parfaitement le français qu'il écrit sans faute. Il travaillait en France où ses menées pro-F.L.N. l'ont rendu suspect aux autorités françaises qui l'ont obligé à retourner dans son village. Il est compétent, me paraît efficace et me sert de relais pour la population. Mon choix fait grincer des dents certains chasseurs à la vue étroite, qui, par la suite, m'appelleront l'officier « *fellouze* ».

Tout en me tenant sur mes gardes, je n'ai jamais eu à regretter ce choix. Nous avons œuvré dans une certaine relation de confiance, pour le bien de la population. Nous avons souvent bavardé ensemble, lors de certaines rencontres informelles. J'ai eu l'occasion de lui prêter des livres qu'il dévorait dont « *L'homme, cet inconnu* » d'Alexis Carrel dont il m'entretiendra, alors que personnellement, je n'ai pas eu le courage de lire ce livre jusqu'à la dernière page.

Les cartes de ravitaillement sont établies de façon simultanée au recensement. Dix jours plus tard, arrivent les premiers camions de semoule dont il faut assu-

rer la manipulation, le stockage, la distribution, ce qui requiert une certaine organisation. Bordas se révèle, avec peu de moyens, en hommes ou en matériel, à sa disposition, un sous-officier méthodique, d'une grande efficacité, sachant se faire respecter.

À peu de jours de mon arrivée, débarque à Aït Megève, un après-midi, un bulldozer sous contrôle du Génie : il doit ouvrir une piste vers le poste de Iathoussen, tenu par le sous-lieutenant de *La Rue*. Le capitaine *Tolin* m'entretient de l'arrivée de ce matériel et me sonde :

- Pendant que ce bull est ici, ne pourrait-on pas en profiter pour ouvrir une route vers le poste d'Aït Saïd ? Vous n'auriez pas à prendre en charge les frais de transport du bull qui est venu sur un porte char. Notre budget ne nous permet pas de financer cette nouvelle piste.
- Je ne sais pas, il faut que je vérifie ce qui reste en crédit de piste sur les comptes des communes, avant d'engager une dépense de cette nature et de cette importance.

148. Le bull en action pour ouvrir la piste d'Aït Saïd.

Après vérification auprès de Leclerc, je prends contact avec le chef de chantier détaché sur place. Nous chiffrons ensemble le nombre de journées nécessaires pour les travaux de terrassement. C'est jouable. J'informe la sous-préfecture par radio et lançons ces travaux non prévus au programme.

Entre-temps, je me rends au village d'Aït Saïd où je fais connaissance de l'adjudant *Buetek*, un Savoyard, résidant à Passy. Il me présente Hamiche, originaire du village d'Ibekarene, faisant fonction de chef de village.

- Nous voulons ouvrir une route qui permettra aux véhicules de gagner le village. Évidemment, elle servira aux militaires, mais également aux civils. Pouvez-vous venir avec nous pour définir le tracé ? Il faudra que vous en parliez aux propriétaires.
- Mon lieutenant, tu vois cet olivier, il appartient à dix familles qui font la récolte à tour de rôle. Pour les terrains, c'est pareil. Il y a beaucoup de propriétaires. Comment veux-tu que nous nous mettions d'accord ? C'est toi le chef, alors tu décides. Ce que tu feras, ce sera bien.

Par acquit de conscience, nous retournons ensemble, à pied jusqu'à la S.A.S. avec *Buetek* et le chef de village. Nous demandons au chef de chantier de se joindre à nous et, à l'aide de piquets et de ficelles si nécessaire, nous définissons, à travers champs, le passage que va ouvrir le bull. Les travaux commencent deux jours plus tard.

- Mon lieutenant, me dit le chef de village, ouvrir la route, c'est bien. Mais il faut mettre des cailloux sur la terre, comment tu vas faire ?
- Je n'ai pas d'argent pour payer les ouvriers, mais j'ai de la semoule à distribuer pour les indigents. Quand vous venez à la S.A.S., vous êtes tous indigents. Je ne sais jamais à qui il faut distribuer. Les routes, c'est pour vous. Alors, tu fournis les personnes du village qui vont travailler et le soir, tu fais les comptes et on les paie avec de la semoule.

Je le regarde d'un air interrogateur :

- Ça va, mon lieutenant.

C'est dans ces conditions que se fait l'ouverture et l'empierrement de la première piste. Il y en aura bien d'autres par la suite. La plupart des travaux (*Cf. sous-chapitre 4.5*) se feront dans les mêmes conditions de rémunération.

En parcourant la circulaire sur les demandes de crédit D.E.L., je remarque la possibilité de faire financer des travaux d'adduction d'eau. Localement, l'approvisionnement en eau est un problème. Pour l'instant, il s'agit tout bonnement de constituer un dossier pour obtenir des crédits. Je mets le lieutenant *Chenot* à contribution : il crapahute dans le secteur depuis de nombreux mois et doit savoir me situer, sur la carte, une source coulant en permanence. Avec un petit groupe de moghaznis et *Mialouche*, nous allons sur place vérifier l'information donnée. La source détectée pourrait éventuellement renforcer le réseau de la S.A.S. qui donne des signes de faiblesse périodiquement.

Je n'ai à ma disposition aucun élément de chiffrage de référence, en dehors du prix du ciment. Au doigt mouillé, je fais des estimations et établis un chiffrage prenant en compte la main-d'œuvre et les matériaux, en forçant un peu sur le montant. Cet estimatif n'a pour objet que d'obtenir une ligne de crédit dans laquelle nous pourrons puiser, plus tard, au fur et à mesure des travaux que nous lancerons.

Je termine mon estimation en fin d'après-midi, lorsque j'apprends que le convoi est avancé de vingt-quatre heures. En clair, comme il me faut rendre la copie sous peine d'être forclos, pour la fin de la semaine, mon dossier doit partir pour le lendemain à 7 heures. N'ayant personne sous la main pour taper le dossier, je me lève à 3 heures. À la lueur d'une lampe à gaz, d'un doigt, je tape mon dossier sur la machine de madame Delaregionne. Je gagne Azazga avec le convoi, sans être rasé et vais à la sous-préfecture porter mon dossier à monsieur Lubrano, régisseur de toutes les communes de l'arrondissement d'Azazga.

C'est un homme de bons conseils, compréhensif, que sa maladie de Parkinson n'empêche pas de travailler. Je lui explique les conditions d'élaboration de mon document dont la présentation ne me donne pas satisfaction.

- Ne vous faites pas de souci, vous êtes un des seuls à avoir répondu. Vous avez sans doute vos chances !

Effectivement un an plus tard, le dossier sera accepté. Je ne m'étais pas levé de bonne heure pour rien.

4.4 - Une nouvelle équipe à la tâche (automne 1960)

La vie à la S.A.S. ne présente pas de dangers particuliers pour des civils mais constitue une épreuve psychologique pour ceux qui sont seuls. Sur place, il n'y a absolument rien : aucune distraction, pas de commerces, pas d'électricité en dehors du courant du groupe électrogène qui fonctionne pendant deux heures le soir. L'eau elle-même qui n'est pas potable, arrive dans des conditions aléatoires. La conduite peut en effet être bouchée par un batracien ou par la boue lors des pluies, ce qui heureusement est rare. L'eau est alors chargée d'impuretés tant que le bassin de réception naturel de la source n'a pas décanté. Quand Claude, un an plus tard, reviendra à la S.A.S. avec notre Pascale âgée de six semaines, elle lui donnera le bain avec de l'eau minérale, que nous achèterons par casiers complets.

Ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas être pris en subsistance par l'armée, doivent donc tout faire venir de Tizi-Ouzou, lors des convois : pour cela il leur faut passer commande à ceux qui descendent et vont se charger des emplettes.

Madame Delaregionne me confirme qu'elle veut quitter Bouzeguene alors que le capitaine *Tolin* se rappelle à mon bon souvenir pour récupérer ses deux chasseurs, détachés dans les bureaux. Il faut donc trouver du personnel. Nous faisons le tour de la question avec Gada qui, de son côté, va bientôt être libérable.

- Madame Delarégionne va être difficile à remplacer, car c'est une bonne secrétaire et nous n'aurons plus personne pour taper le courrier. De plus, elle parle arabe et un peu kabyle, me dit-il.
- Si nous n'avons plus de secrétaire, nous nous en passerons. Nous sommes à Bouzeguene et nous écrirons de façon manuscrite. Mais encore faut-il avoir des personnes pour écrire. Résumons. Il va manquer au moins quatre personnes dans les bureaux entre le secrétariat, les deux chasseurs et Goutebaron qui a annoncé, lui aussi, qu'il voulait quitter Bouzeguene.

Dans un premier temps, l'équipe se renouvelle avec difficulté. Ainsi vont arriver comme attachés civils, monsieur et madame Ackel. Le couple va s'installer dans la maison de madame Delarégionne. Ils ne resteront que quatre mois, l'isolement de la S.A.S. leur créant trop de problèmes.

J'ai bien entendu alerté l'échelon de liaison d'Azazga qui est très pessimiste sur les possibilités de recrutement, faute de logements dignes de ce nom, avec des conditions de vie proches de l'ascétisme.

Si nous voulons relever le défi des tâches urgentes à accomplir, dont l'ampleur n'échappe à personne, il nous faut nous débrouiller par nous-mêmes. Nous décidons donc d'examiner si, parmi les femmes qui sont sur place, certaines souhaitent travailler. Nous allons également chercher à recruter à l'extérieur, soit en France parmi les connaissances, ou dans l'environnement parmi les Kabyles.

L'équipe des bureaux va donc se renouveler et devenir polyvalente. Vont y travailler dans une ambiance, teintée de bonne humeur, parfois plombée par la chaleur étouffante du fibrociment de la baraque Filliod : le ménage Ackel, madame Bordas, madame Dumont et Claude. Elles vont se familiariser avec les registres d'état civil, recevoir les femmes des villages qui leur tendent, après les avoir extirpés de l'échancrure de leurs robes bigarrées, des livrets de famille gras et parfumés de leur sueur, réchauffés près de leur poitrine. Elles prendront en charge les réponses aux courriers de toute sorte que nous recevons pour les deux communes et la S.A.S.. Elles prendront soin de noter sur les fiches de notre fichier central, les adresses des courriers provenant de France qui peuvent y être rattachées.

Les hommes des villages parlent pratiquement tous français, ce qui facilite les contacts. Par contre, les femmes, à cette époque, sauf exceptions, ne s'expriment qu'en kabyle. Il faut donc, la plupart du temps, un interprète. Le recrutement d'autochtones de confiance répond donc à un besoin.

À Azazga, au cours de mes contacts, lors des convois, je fais la connaissance d'un commerçant qui avait été dans les troupes du F.L.N. et avait échappé aux purges d'Amirouche. Après avoir combattu un moment avec l'armée, *Peunaïs* était revenu à la vie civile et tenait une épicerie. J'entretiens avec lui des relations de commerce suivies. Il me présente, un jour, un de ses neveux dont il me vante les mérites. Il a fait des études secondaires et cherche du travail. Je le rencontre. Il me paraît plein de bonne volonté, astucieux, parle parfaitement le français. Pourquoi ne pas essayer ?

Smaïl se révèle travailleur, dévoué, accueillant, diplomate, sachant tenir sa place. Il s'occupe de l'établissement des cartes d'identité et contribue, de façon active et méthodique, à jeter les bases indispensables à l'établissement des listes électorales pour lesquelles nous partons presque de zéro. Smaïl, en avril 1962, désertera et rejoindra le F.L.N. avec son arme. Un mois plus tard, il me contactera, par téléphone, pour me demander de lui chercher du travail en France. Je déclinerai, me retranchant derrière le fait qu'à la suite de sa désertion dont je ne le blâmais pas, je me sentais quitte de tout engagement envers lui.

Un peu plus tard, il me présente Hocine, un de ses amis, que nous recrutons dans les mêmes conditions. À ces jeunes recrues, va se joindre *Tobia*, un autre Kabyle bien plus âgé, qui a été secrétaire de l'ancien caïd : il connaît une grande partie des habitants de la région d'Haoura ; il nous sera d'une aide précieuse lors des

vérifications des listes électorales qui vont donner lieu bientôt, sur le terrain, à une procédure de vérification originale.

C'est dans ces conditions de pénurie de recrutement que Gilbert, le frère cadet de Claude, âgé de dix-neuf ans, quitte les nuages du Nord pour le soleil de Bouzeguene où il arrive en septembre. Il a une écriture et une orthographe parfaites, de la facilité dans la rédaction.

- Compte tenu de ton lien de parenté, tu devras avoir une conduite irréprochable ! lui dis-je lors de son arrivée.

D'une grande sociabilité, il se fait rapidement des amis parmi le personnel de la S.A.S., les gendarmes et les chasseurs où chacun connaît « *Bébert* ».

149. Gilbert. Photo prise au cours du mariage des Claude.

Il se comportera de façon parfaite pendant la durée de son séjour à Bouzeguene qu'il quittera en mai 1961, pour effectuer son service militaire en Algérie. Il sera à Alger lors de l'indépendance en juillet 1962, bénéficiera ensuite d'une permission de trois semaines. Il transformera cette permission à durée limitée, en permission à durée illimitée. Cette confusion lui vaudra de gagner Marseille depuis le Nord, entre deux gendarmes, avant de reprendre le bateau pour Alger. Il restera en Algérie jusqu'à la fin de son service en 1963.

À chaque retour de convoi, dans les bureaux, c'est le même cérémonial. Déversement, sur les tables, du contenu des deux sacs marins remplis de courriers, ouverture des enveloppes et tri du courrier.

Je fais limiter l'enregistrement du courrier au seul courrier officiel important et fais mettre à part le courrier devant faire l'objet d'une réponse directe par nos soins. Quant aux courriers qui réclament des contacts avec les habitants des villages, ils sont répartis dans des boîtes en carton affectées à chaque village. Nous marquons sur chaque lettre, au crayon, les dates des convocations et éventuellement le nom du relais chargé du contact.

Notre système D et le téléphone arabe font merveille. Par des cheminements dont nous ignorons les arcanes, nous joignons toujours la personne désirée, ce qui nous permet de retourner à l'expéditeur, la plupart du temps, son courrier annoté de notre réponse, revêtu du cachet de la S.A.S.. Cette formule aura le mérite de nous permettre d'éponger le retard et de ne garder que peu de documents en souffrance.

Je n'ai pas tardé à comprendre le fonctionnement de bien des administrations où certains, sans doute, sont notés en fonction du poids du papier qu'ils génèrent.

Nous recevons des demandes de renseignements saugrenues comme le tableau à compléter concernant la répartition de la population par sexe, tranche d'âge. Comme il faut une réponse, je définis arbitrairement le nombre et la répartition. Ce tableau qui ne sert strictement à rien, nous est demandé deux fois par an. Je prends soin, malgré tout, d'être cohérent entre les différentes réponses.

Une autre fois, les demandes portent sur les équipes de pompiers, leur nombre, les exercices d'entraînement. Qu'à cela ne tienne, dans une région où il n'y a pas d'eau, pas de route, tout fonctionne sur le papier ! À question idiote, réponse idiote ! En général, à toute question posée, il y a une réponse pour le convoi suivant. Le contenu de la réponse n'a aucune importance ; l'essentiel étant de répondre, je donne une réponse. J'acquiers ainsi une réputation d'efficacité administrative qui n'est en rien justifiée.

Le volume des colis de ravitaillement en provenance de France ne fait que croître. Le pauvre Hotchkiss ne peut plus faire face. Une grande quantité des paquets reste en souffrance et encombre la poste d'Azazga qui proteste. Je demande donc au Sous-préfet, monsieur Azaïs, l'autorisation d'acheter, sur le compte de la commune de Bouzeguene, un camion Berliet G.L.C.. Je vais chercher ce camion à Rouiba, près d'Alger.

Ce camion va s'avérer très utile, non seulement pour le transport des colis postaux, mais également pour prendre livraison, chez les Pères Blancs à Azazga, de denrées alimentaires, tels que semoule, lait en poudre en provenance d'organismes caritatifs comme le Secours Catholique ou Caritas. En outre, ce camion permettra d'acheminer sur place, les matériaux nécessaires aux travaux : buses, ciment, sable, etc...

150. Le camion Berliet qui va permettre le transport des colis, des matériaux pour les travaux.

Mes relations avec l'échelon de liaison s'avèrent vite un peu difficiles, car je ne supporte pas certaines méthodes qui me hérissent. D'aucuns m'avaient déjà mis en garde contre certaines pratiques du commandant *Ponin* qui parle arabe. Il fait venir les moghaznis à son bureau et les questionne sur leurs S.A.S.. C'est sa façon de s'informer !

Lors d'un des premiers convois, à l'heure du départ d'Azazga, je constate qu'il manque deux moghaznis. Je fais mon enquête et apprends qu'ils sont chez le commandant *Ponin*. Je les récupère dans son bureau. Sans ménagement, je les apostrophe :

- Que faites-vous ici. Vous ne m'avez pas demandé à voir le commandant que je sache ! On vous attend depuis dix minutes.

Je ne laisse pas le temps au commandant d'esquisser une réponse. Je houspille mes deux moghaznis qui courent jusqu'au convoi qui nous attend. À leur arrivée à la S.A.S., je les sanctionne lourdement. J'adresse la sanction avec demande d'augmentation au commandant qui prend connaissance du motif : *« Se sont rendus chez le commandant sans autorisation et sans respecter la voie hiérarchique. Ont retardé l'heure de départ du convoi.»* Dont acte !

J'aurai d'autres points de friction avec le commandant, dont un me conduira à abréger mes vacances, pour faire une mise au point, tant le procédé est déloyal.

Gada est parti fin septembre. Il est remplacé, quelques jours plus tard, par le sous-lieutenant Braillon. Cet appelé, passé par le Génie, est ingénieur de l'École des Mines de Saint Etienne. Il se révèle actif, à l'écoute de la population. Fin octobre, le capitaine *Téron*, remplaçant du capitaine *Saran* à la tête de la 1ère compagnie, ayant eu vent de sa formation, s'enquiert :

151. Le sous-lieutenant Braillon et Goutebaron le radio.

- Maintenant que vous avez avec vous un homme de l'art, vous ne pourriez pas arranger la piste emportée par l'oued à la sortie d'Aï Ferrach ? Vous savez que l'ancien pont de la piste menant à Haoura a été emporté lors d'une crue.
- Je vais voir avec Braillon ce qu'on peut entreprendre !

Ce dernier va chiffrer rapidement les matériaux nécessaires, débusquer, dans les villages environnants, les tailleurs de pierres et entreprendre un ouvrage d'envergure, constitué d'immenses buses, renforcées et protégées par des pierres taillées sur place. Mon adjoint mène à bien les travaux dans des conditions techniques remarquables qui assurent la crédibilité et la réputation de la S.A.S. auprès de la population et des chasseurs.

En novembre, une épidémie de rougeole cause, dans le village de Sahel, de nombreux décès chez les enfants en bas âge. Cette maladie, relativement bénigne chez des sujets en bonne santé, peut causer des ravages chez des enfants mal nourris. Nous enregistrons les décès à l'état civil, tandis que le toubib fait ce qu'il peut pour enrayer l'épidémie.

À la même époque, se déroule près du même village de Sahel, une opération dans des conditions météorologiques détestables. La découverte d'une cache, près

d'une mechta, donne lieu à l'interrogatoire musclé d'un villageois par les membres d'une harka participant à l'opération. Celui-ci, le lendemain, vient à l'infirmerie de la S.A.S. faire soigner son dos endolori. Braillon, comme moi-même, avons l'occasion de voir, par nous-mêmes, ce que peut donner la stupidité et la bestialité de certains, lorsqu'ils échappent au contrôle du commandement.

Le lendemain, mon adjoint me présente un courrier, adressé au général de Camas à Tizi-Ouzou, qu'il veut envoyer par la voie hiérarchique : il y dénonce cette bavure que j'ai constatée moi-même.

- Mon lieutenant, je vous soumets ce courrier que je veux envoyer.

Je prends son courrier et le lis à tête reposée. Même si sur le fond, je suis d'accord, je le trouve inapproprié sur la forme et m'interroge sur son opportunité.

Nous en reparlons un peu plus tard dans mon bureau.

- Je suis d'accord avec vous. Ce qui s'est passé est indigne de la part de troupes qui portent notre uniforme. Supposons que j'envoie votre courrier. Que pensez-vous qu'il arrive par la suite ?
- Je n'en ai aucune idée.
- Vous apprendrez que, bien souvent, on a tort d'avoir raison. Votre courrier ne guérira pas les ecchymoses de notre villageois. Par contre, je peux vous garantir que nous serons mutés tous deux avant peu. Est-ce là ce que vous voulez ?
- Certainement pas, nous faisons du bon boulot ici !
- Alors, faites-moi confiance. J'en parlerai au commandant.

Je le ferai à l'occasion, sans dramatiser, à titre d'information.

Un mois plus tard, courant décembre, mon jeune adjoint idéaliste a l'opportunité d'être nommé à la tête d'une autre S.A.S. dans le département. Il saisit cette occasion de donner sa mesure et me quitte avant la fin de l'année.

En octobre, alors que la population est amassée à l'extérieur, près du porche et attend pour entrer, explose une grenade : l'apprenti sorcier a sans doute trop attendu avant de jeter sa grenade. Celle-ci lui explose entre les jambes, ce qui lui coûte la vie. Par chance, personne n'est blessé aux alentours. J'en profite pour m'adresser à la population civile présente et stigmatiser la conduite de l'agent du F.L.N. qui cherchait à tuer ses coreligionnaires. Pendant quelque temps, nous fouillons les personnes qui entrent à la S.A.S..

La S.A.S., à l'automne, tout en étant engagée dans les travaux de génie civil qui vont s'accentuer l'année suivante, doit, simultanément, prendre les moyens nécessaires pour élaborer des listes électorales exemptes de toute critique. Les directives reçues en la matière ne laissent pas place à l'amateurisme. Quelles que soient les difficultés rencontrées dans le bled, il faut absolument mettre au

point des listes électorales complètes permettant à l'ensemble de la population de pouvoir voter.

Toutes les forces administratives de la S.A.S. sont donc jetées dans la bataille pour mener à bien cette tâche. Nous mettons les bouchées doubles pour établir les cartes d'identité des personnes en âge de voter.

Nous établissons ensuite, par village, une liste provisoire brouillon, à l'aide du fichier des cartes d'identité et des anciennes listes électorales embryonnaires que nous détenions. Une fois ces listes de base établies, nous décidons, avec le concours des chasseurs qui coopèrent à ce marathon administratif d'un genre particulier, de contrôler, sur place, la concordance entre nos listes et les personnes résidant physiquement dans les villages.

152. Au petit matin nous regroupons les adultes sur la place du village pour contrôler ou compléter nos listes électorales. Ici Aït Saïd.

Nous définissons donc un calendrier et une méthode. Une section de chasseurs et le maghzen bouclent le village au petit matin, de façon à ce que personne ne puisse partir. Au lever du jour, nous faisons sortir les adultes des mechtas et les regroupons sur la place du village pour la phase contrôle.

Commence alors l'appel selon notre liste. Les personnes appelées présentes quittent le groupe initial qui va diminuer et vont constituer un autre groupe qui va grossir au fur et à mesure des appels. Pour les appelés non présents, nous obtenons facilement des renseignements et annotons la liste en conséquence : s'il est dans la forêt, nous comprenons qu'il ne votera pas et pour cause ; s'il est en France, nous demandons l'adresse, ce qui nous permettra parfois d'entrer en contact avec la mairie du quartier de résidence.

En fin d'appel, restent dans le groupe initial, les personnes qui ne figurent pas encore dans nos fichiers et dont nous prenons l'identité. Ce travail de contrôle titanesque va nous occuper pendant plus d'un mois : les machines à écrire vont crépiter sans relâche sous les doigts malhabiles de nos recrues néophytes pour qui ce sera le baptême du clavier azerty.

Quand vient le moment d'organiser le référendum du 8 janvier 1961, tout est prêt. L'organisation matérielle du référendum se passe sans difficultés. Les femmes, comme les hommes, répondront massivement par l'affirmative à la question posée : *« Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le Président de la République et concernant l'autodétermination des populations*

algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination ? »

Il est vrai que la couleur des bulletins de vote prédéterminait, de façon subliminale, le choix de ces électeurs, en grande majorité illettrés. Le bulletin *« non »* était représenté par une couleur mauve qui incitait les électeurs à mettre à la corbeille ce bulletin émétique.

153. A voté.

4.5 - Le souffle des travaux avec le ss/lt Pirel

Fin décembre 1960, débarque un très jeune sous-lieutenant à l'allure juvénile, taillé en rugbyman. Après ses classes, ce jeune appelé est passé par l'École d'Application du Génie d'Angers. Pirel, qui vient de fêter ses 20 ans avant d'arriver à la S.A.S., a passé son enfance en Tunisie où ses parents se sont installés alors qu'il avait deux ans.

Ayant grandi dans ce melting-pot que constituait alors la jeunesse de Tunis, où se côtoient les communautés musulmanes, juives et européennes, il a été marqué par l'éducation des Pères Blancs qui accueillaient, dans leur établissement, toutes les confessions et faisaient du respect du prochain, quelle que soit la religion, le fondement de leur enseignement. Cette tolérance et cette reconnaissance de l'autre le conduiront tout naturellement à aller applaudir Bourguiba lorsque ce dernier arrivera au pouvoir en 1959.

154. «Fin décembre 1960, débarque un très jeune sous-lieutenant à l'allure juvénile.» Le sous-lieutenant Pirel Philippe.

Un jour, en rentrant d'une permission à Alger où il avait été reçu dans le milieu pied-noir, Pirel me confiera avoir perçu un véritable décalage entre les milieux européens de Tunisie et d'Algérie. Il avait été surpris par cette espèce de suffisance et de condescendance qu'il avait cru déceler chez les jeunes algérois qu'il avait rencontrés.

Mon nouvel adjoint, qui parle couramment l'arabe, malgré son jeune âge et son allure un peu gauche dans son uniforme, est déjà un routard des chantiers de génie civil menés dans des conditions difficiles. (Barrage de Roselend en Savoie et chantiers au Sahara).

Sa décontraction apparente, teintée d'un brin de non-conformisme, tout d'abord me déconcerte. Très rapidement cependant, je comprends que, derrière cette façade, se cache un pragmatisme souriant et une efficacité remarquable qui non seulement balayent rapidement toute réserve de ma part, mais me conduisent à accorder toute ma confiance à ce jeune cheval fougueux qui va mener l'attelage des travaux à un train d'enfer.

Il faudra bien sûr canaliser et encadrer cet hyperactif, un chouia insouciant, un peu brouillé avec les papiers. Un soir de janvier 1961, après avoir assuré le convoi, Pirel est de retour à Bouzeguene. Il devait passer commande de 10 tonnes de semoule. Il rentre, tout penaud et m'annonce tout de go :

- Mon lieutenant, il m'est arrivé une tuile aujourd'hui.
- Quoi donc ?
- J'ai perdu la sacoche de la semoule.

Je deviens blême.

- Où et quand ?
- Je ne sais pas. Quand je suis arrivé à Azazga, je n'avais plus la sacoche. Je l'avais en partant.
- Venez avec moi !

Malgré les interdictions du moment, nous prenons la jeep et deux moghaznis et remontons la piste jusqu'au Col du Café Maure en scrutant le sol. Nous rentrons bredouilles, à la nuit tombée.

Ni l'un ni l'autre n'avons bien dormi : lui, parce qu'il ne comprend pas ce qui s'est passé ; moi, parce que je ne sais pas comment je vais trouver une somme pareille. Les six mille francs de la sacoche représentent le remboursement de l'avance consentie par les commerçants qui nous ont fait confiance en nous vendant la semoule à crédit.

Le lendemain de cette mésaventure, trois Kabyles, présents parmi les premiers lors de l'ouverture des bureaux, demandent à me voir.

- Mon lieutenant, c'est pas à vous ça ? me dit l'un d'entre eux en extirpant de sous sa gandoura, la sacoche pleine de billets qu'il me tend.

En rentrant à pied depuis Azazga, nos villageois l'ont trouvée sur le bord de la route, à hauteur du poste militaire de Youssouf. Je n'ai pas besoin de compter. Je connais l'honnêteté et de la droiture naturelle des Kabyles qui, à l'époque, vivaient dans le dénuement le plus complet.

Quant à notre commissionnaire, il avait tout simplement oublié de fermer la poche inférieure droite de son pantalon treillis dans laquelle il avait glissé la sacoche. Comme il était monté dans la cabine d'un G.M.C., le pied droit à l'extérieur de la cabine, posé sur le garde-boue...

Connaissant son talon d'Achille, nous allons nous organiser en conséquence et utiliser au mieux nos compétences mutuelles. Il s'occupe de la conception et de l'organisation technique des chantiers et me laisse leur gestion administrative. Notre duo, au service de la population, s'avère efficace.

Car entre la population, l'armée et la S.A.S., s'instaure progressivement une relation qui semble plus confiante, en tout cas, empreinte, de façon certaine, de moins de réserve. Cette évolution se fait lentement. On ne gomme pas d'un trait ou par décret, des années de guerre et de souffrance qui ont laissé des traces dans les coeurs. Les bouclages des villages en fin d'automne, à l'occasion des contrôles des listes électorales se sont toujours passés sans incident et dans le respect des personnes. Ces interventions ont donné lieu à toute une série d'explications et ont permis d'approfondir les contacts.

155. Le képi contre une photo !

En outre, le lien se fait naturellement par les enfants qui fréquentent les écoles implantées non loin des postes militaires. Dans des locaux sommaires, ces enseignants non professionnels, passionnés par leur nouvelle mission, transmettent leurs connaissances et leur savoir avec coeur, sans compter leur temps. Ils aiment sincèrement ces enfants qui le leur rendent bien. On constate que les regards changent.

Lorsque je me rends dans les villages, je me déplace assez souvent, à partir de la fin d'année 1960, avec seulement deux ou trois moghaznis. Je ne porte jamais d'arme apparente. La poche basse de mon treillis renferme cependant un P.A.. Mon arrivée dans les villages donne lieu, bien souvent, à des rencontres détendues et enjouées avec les enfants.

À Aït Ferrach, alors que je souhaite prendre un groupe de garçons en photos, je leur demande, pour cadrer la vue, de se hisser sur quelque espace rocheux. Le plus effronté, le gavroche du village, me dit :

- D'accord, mais tu me donnes ton képi !
- Je te le prête. Tu me le rends par la suite ! lui dis-je en tendant mon couvre-chef, dans l'hilarité générale.

À Haricq et dans d'autres villages, le jeu est devenu classique :

- Mon lieutenant, on peut monter dans la jeep ?
- A condition que vous me chantiez une chanson.

J'en transporte, sur une courte distance, jusqu'à une dizaine, assis sur les sièges, juchés sur le capot, les ailes, la roue de secours.

156. Heureusement que Claude a le permis de transport en commun.

Il faut avoir entendu ces jeunes Kabyles chanter, avec leur accent inimitable :

Tombe, tombe la pluie,
Tout le monde est à l'abri,
Y a que mon p'tit frère
Qu'est sous la gouttière...

pour se rendre compte que l'essentiel est là. Les enfants se moquent de voir que leur enseignant ou le chef de S.A.S. portent le treillis. Le contact passe. Ils ont l'insouciance de leurs jeunes années. Leur joie de vivre apporte un rayon de soleil aux parents préoccupés par la situation du moment.

Ce peuple ombrageux et fier est, en fin de compte, à l'unisson de ces montagnards réservés venant des Alpes, qui cherchent à faire de leur mieux pour les aider. Il y a des silences, des attitudes qui parlent beaucoup mieux que des discours. Les femmes et les quelques hommes restant dans les villages viennent, de plus en plus naturellement, à la S.A.S. faire soigner leurs enfants, déclarer les naissances ou les décès. Les couples viennent faire enregistrer les mariages.

157. Prudemment Claude a retiré la clé de contact.

Claude enregistrera même un jour le mariage d'un couple dont la jeune femme n'avait pas l'âge nubile. Je découvrirai cette anomalie, le soir, en signant les registres.

Une autre fois, elle m'appelle en renfort : elle est en face d'un cas inédit. L'acte de mariage est préenregistré. Le formalisme légal est cependant respecté. Le moment de l'échange des consentements est arrivé.

- Mademoiselle Areski Nadia, acceptez-vous de prendre pour mari Achir Mohand ici présent ?

Réponse négative de la jeune femme. Fureur de son futur conjoint et de son père.

Les explications ont lieu en dehors des bureaux.

Le lancement des ouvrages est également une occasion unique de rencontres et d'échanges. Les représentants des villages comprennent qu'à travers les travaux, leur qualité de vie va changer. Ils sont conscients qu'ils sont partie prenante aux réalisations qui vont conditionner et améliorer leur avenir.

Le programme de travaux n'obéit pas cependant à un plan prédéterminé. Il se déroule en fonction des contacts et de l'urgence des besoins. La planification des chantiers évolue au fur et à mesure de l'avancement des semaines et de l'allant des villages entre qui existe une émulation non voulue par nos soins, mais découlant des réalisations sur le terrain.

158. L'empierrement de la piste de Bouzeguene.

Lors de l'empierrement des pistes de Iathoussen et Aït Saïd, la rémunération des ouvriers s'était faite en nature, avec la semoule prévue pour les indigents (*Cf.* sous-chapitre 4.3). Comme cette expérience a donné satisfaction, le cadre de ce marché est étendu pour tous les villages. Les communes rémunèrent, sur leur modeste budget, les fournitures, les engins et certains professionnels, tels que maçons et tailleurs de pierre qu'il nous faut faire venir souvent d'ailleurs. La semoule des indigents indemnise, en nature, la main-d'œuvre non qualifiée, fournie par les villages concernés.

Ma position ne varie pas :

- Vous travaillez pour vous. Nous vous aidons et organisons. À vous, de vous prendre en charge. Si vous n'êtes pas d'accord, nous passons à un autre village.

Cela marche au-delà de nos espérances : les femmes, les enfants, les rares hommes qui sont présents, travaillent avec entrain et sont fiers, en fin de journée, de montrer le travail accompli.

Pirel n'a pas son pareil pour expliquer aux maçons ou aux tailleurs de pierres ce qu'il attend d'eux : sans papier, sur le sol, il trace un croquis sommaire à l'aide d'un morceau de bois. Il agrémente, en général, ses explications d'une blague en arabe qui décontracte

159. Le sous-lieutenant Pirel devant sa planche à dessin !

l'ambiance et fait sourire son auditoire du moment. Il est tout aussi capable de se fâcher et de faire recommencer ce qui n'a pas été correctement exécuté.

Commencent d'abord les travaux de pistes. Le premier ouvrage d'envergure a été celui réalisé par le sous-lieutenant Braillon. Pirel n'a qu'à poursuivre dans la foulée. Notre jeune sous-lieutenant autodidacte deviendra, de fait, ingénieur des ponts à la satisfaction générale. Il nous faut, après Iathoussen et Aït Saïd, ouvrir d'autres pistes, avec ou sans bulldozer, selon la nature du terrain. C'est Haricq, Tazerout, Iril N'Aït Zibboua, Aït Salah, puis plus tard Bouzeguene, Sahel et Taourirt.

Un autre problème nous préoccupe. Rares sont les points d'eau au cœur des villages. Les femmes ou les gamines sont obligées, quotidiennement, de transporter, sur la tête, dans des cruches ou des seaux, l'eau nécessaire à la famille. Il leur faut parfois aller loin. De plus, aucune fontaine n'est dotée de robinet : l'eau coule en permanence, parfois en filet. Les récipients ne se remplissent souvent que lentement, pendant que les femmes attendent patiemment, en jacassant. Ces corvées sont pour les femmes l'occasion de se retrouver et d'échapper à leur quotidien cloîtré, mais au prix de quelle fatigue !

160. Convoi pour la corvée d'eau.

Nous évoquons souvent ce problème entre nous et avec les hommes des villages : ceux-ci, indifférents à l'amélioration des conditions de vie des femmes, commencent, par contre, à être préoccupés par la pénurie d'eau qui se fait de plus en plus sentir.

Bien que nous n'ayons aucun crédit pour ce genre de travaux, nous décidons de ne pas nous préoccuper de ces contingences administratives. J'aurai l'occasion un peu plus tard de faire état des difficultés générées par mon manque de rigueur pour les règles comptables en la matière.

Nous partons à la recherche de sources. Pirel fait exécuter des captages, ouvrir, à la pelle et à la pioche, des tranchées dans lesquelles sont placées des canalisations en PVC qui vont amener le précieux liquide dans les villages.

Mon adjoint, décidément jamais à court d'idées, met au point un système de coffrage standard pour bâtir des réservoirs en béton armé de 3 m^3. Le coffrage initial est conçu pour être décoffré, sans difficulté, et être réutilisé pour le village suivant. Tous les villages auront le même réservoir qui va être équipé d'un robinet à bouton-poussoir. Il suffit d'appuyer sur le robinet pour que l'eau coule. Dès relâchement de la pression, l'écoulement s'arrête. Ce système va permettre d'avoir à disposition

161. Inauguration du réservoir à Bouzeguène. Au centre, Amroun Tahar avec son chapeau. A gauche le sous-lieutenant médecin du 27e B.C.A.

une réserve d'eau de 3 000 litres pour chaque village, ce qui, à l'époque, est suffisant. D'autant plus que le trop-plein, une fois le réservoir rempli, peut approvisionner les bassins où vont s'abreuver les animaux.

Pour tous les villages, le réservoir va être le dénominateur commun. Pour Haoura et Ait Ikhlef, s'y ajouteront le bassin de captage et la canalisation.

À Bouzeguene l'inauguration du réservoir se fait en grande pompe en juin 1961 et donne lieu à une fête où sont conviés la S.A.S. et les militaires, dont certains déclinent l'invitation. Les femmes transportent, sur la tête, dans des mannes, la semoule chaude pour un couscous géant servi au coeur du village. Je m'adresse à la population du village réunie :

- Je suis heureux d'être avec vous pour cette fête de l'eau qui marque une étape, celle de votre réussite. Cette réalisation est votre œuvre. Continuez dans cette voie. Ma plus grande satisfaction est de voir que vous vous prenez en charge. Je ne suis que de passage. Je reviendrai dans vingt ans voir le chemin accompli.

162. Construction de l'école d'Aït Saïd

Il y a belle lurette que le mythe de l'Algérie française m'a quitté. Bien que ma position soit frappée du sceau du bon sens, elle n'est pas toujours comprise. Certains trouvent que j'en fais un peu trop pour un village qui n'a jamais marqué ouvertement son attachement à la France et qui compte parmi les siens le chef de la wilaya Mohand Ou El Hadj. Avec le recul, je ne regrette pas d'avoir agi de cette façon et surtout de n'avoir pas marqué de différence entre les villages selon leur sympathie, plus ou moins contrainte, envers notre armée ou ses représentants.

Nous lançons en troisième lieu, dans le deuxième semestre 1961, un programme de construction de bâtiments scolaires : Aït Saïd, Sahel, Tazrout. Les écoles sont construites sur le même module. À l'école de Bouzeguene, nous construisons un mur de soutènement qui doit recevoir le déblai du terrain après nivellement. La pente naturelle sera ainsi éliminée, au profit d'une augmentation de la surface horizontale de la cour de récréation.

Nous n'aurons pas le temps d'inaugurer ces derniers programmes, l'évolution politique du conflit précipite le départ des uns et des autres. Certains programmes lancés seront laissés en état d'inachèvement.

Je n'ai pu tenir la promesse faite à Bouzeguene lors de l'inauguration de la fête de l'eau, mais je surfe occasionnellement sur internet. J'ai pu voir des images des villages que je ne reconnais plus où les immeubles ont poussé comme des champignons. Grâce, notamment, à l'argent envoyé par les hommes travaillant en France, les communes sont prospères et passent pour être parmi les plus développées de Kabylie.

Il ne doit rien rester actuellement de nos modestes travaux en dehors du souvenir de notre bonne volonté. J'ai cependant la faiblesse de penser, que le travail entrepris, avec les modestes moyens dont nous disposions et dans le contexte d'alors, allait dans le bon sens. De plus, nous n'avons jamais fait l'aumône à ce peuple fier et travailleur, aux ressources multiples.

163. L'empierrement de la piste de Bouzeguene et Sahel.

164. La construction de l'école de Sahel.

Evocation historique 1961

L'année 1961 commence sous le signe du référendum du 8 janvier 1961 : une majorité écrasante de Français approuve le principe de l'autodétermination des populations algériennes et la mise en place de l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination.

Le G.P.R.A. fait connaître, dès le 16 janvier, qu'il est prêt à engager avec le gouvernement français des négociations sur les conditions d'une libre consultation du peuple algérien.

Voulant négocier en position de force, le général de Gaulle, qui vient de remplacer à la tête de l'armée en Algérie le général Crépin par le général Gambiez, veut du bilan. Il fait intensifier la lutte contre les bandes du F.L.N. qui deviennent exsangues et perdent en Algérie 1236 hommes en janvier, 200 hommes en mai.

Or le général Gambiez, malgré des états de service impressionnants, n'a pas bonne presse auprès de certains officiers qui l'ont vu à l'œuvre à Saïgon et à Tunis : il passe pour un bradeur.

Le résultat du vote donne au général de Gaulle les moyens constitutionnels pour mener sa politique algérienne, mais suscite les plus

grandes inquiétudes chez les Pieds-noirs, en proie à la panique, et chez certains militaires engagés dans ce conflit depuis l'origine.

Les officiers des unités les plus exposées sur le terrain perçoivent la contradiction flagrante entre les ordres donnés et le but poursuivi. Pourquoi faire tuer des hommes si le destin de l'Algérie doit se faire en dehors de la France ?

Certains d'entre eux, à qui il manque le recul que permettent les séjours en métropole où l'opinion réclame la fin de la guerre, sont en effet dans la tourmente algérienne depuis 1955 et n'ont pas cessé de se battre depuis l'Indochine. Ils en ont assez de se battre pour des causes perdues. Ils estiment que la France a gagné sur le terrain, ce qui est vrai, et pressentent très bien ce qui va arriver. Ils ne veulent pas revivre avec la population et les Harkis, ce qu'ils ont vécu en Indochine : ils s'estiment liés par les engagements pris par la France vis-à-vis de la population et par les serments publics pris à cette occasion.

Ils considèrent par ailleurs que de Gaulle, l'homme de l'appel du 18 juin, l'homme qui appelait naguère la France à rester debout, à ne pas capituler devant l'ennemi, non seulement capitule devant le F.L.N., mais surtout leur a menti et a menti à tout le monde. Ils se sentent floués et déshonorés devant la population qui leur a fait confiance.

C'est dans ce contexte que Susini, un ultra de la semaine des barricades, crée à Madrid, en février 1961, un mouvement clandestin qui transcende les interférences politiques et les personnes. Ce mouvement deviendra une organisation contre-terroriste, l'O.A.S. (Organisation Armée secrète). Plus tard, Salan en prendra la tête. Son objectif : empêcher de Gaulle d'appliquer son programme et créer un deuxième front, en devenant ainsi un interlocuteur qui pourra s'asseoir à la table des négociations.

Alors que le F.L.N. n'a plus les moyens de lutter par les armes sur le terrain en Algérie, mais est à son apogée devant l'opinion internationale, ont lieu, dans un climat délétère, sur fond de violence et de désenchantement chez les militaires, les négociations ou événements suivants qui sont enchevêtrés et interagissent les uns sur les autres :

- le 5 mars des négociations secrètes à Lucerne,
- le 31 mars l'explosion d'une bombe (O.A.S.) qui tue le maire d'Évian, ville où devait avoir lieu des négociations,
- le 7 avril, ouverture de la première conférence d'Évian avec le M.N.A. et le F.L.N.. Ce dernier revendique la double qualité de représentant exclusif et de seul interlocuteur ; après avoir menacé de rompre les négociations, il finit par obtenir satisfaction.
- le 11 avril, de Gaulle dévoile son jeu dans sa conférence de presse : *« La France n'a aucun intérêt à maintenir sous sa loi et sous sa dépendance, une Algérie qui choisit un autre destin. Cet état sera ce que les Algériens voudront. Pour ma part, je suis persuadé qu'il sera souverain au-dedans et au-dehors. Et, encore une fois, la France n'y fait pas obstacle...»*,
- le 22 avril, une conjuration armée, conduite au plus haut niveau par certains officiers, met en péril, pendant quelques jours, l'unité de la Nation. Il s'agit d'une conspiration menée par les tenants de l'Algérie française. On retrouve parmi eux des ultras d'Alger et, pour une grande part, des officiers subalternes provenant, pour l'essentiel, de certaines unités d'intervention (souvent parachutistes) et des officiers généraux et supérieurs, parmi les plus prestigieux, qui ont conduit avec succès les opérations de lutte contre le F.L.N. : les généraux Salan, Challe, Jouhaud et Zeller et quelques autres. Les éléments parachutistes de la Légion et les commandos de l'Air tentent de s'emparer du pouvoir en Algérie. L'opération, mal préparée, tourne court. Elle est impopulaire en métropole et parmi les appelés du contingent qui quadrillent le territoire. Il n'y aura pas de sang versé.

  De Gaulle stigmatisera, dans des phrases ciselées, le quarteron de généraux en retraite. La plupart des officiers supérieurs et des cadres de l'armée adopteront une attitude attentiste. Ces événements vont entraîner un certain flottement dans les rangs militaires. Les officiers ayant pris part au putsch sont emprisonnés avant de passer rapidement en justice, tandis que d'autres sont mutés en métropole ou sur place, dans d'autres unités.
- le 19 mai : explosions des premières bombes O.A.S. à Alger. Ces attentats vont continuer. Ils visent certains notables jugés trop libéraux ou des Algériens musulmans, au hasard, et

causeront, entre 1961 et 1962, plus de 2 000 morts et autant de blessés.

- le 20 mai : décision de trêve unilatérale par la France, pour un mois, et libération de 6 000 internés F.L.N..
- le 20 mai : ouverture des pourparlers d'Évian, qui échouent le 13 juin, à cause du problème du Sahara que la France entend exclure du champ des négociations.
- le 19 juillet : affaire de Bizerte au cours de laquelle, pour satisfaire le nationalisme de ses compatriotes, Habib Bourguiba fait investir la base navale de Bizerte concédée à la France. La riposte coûte cher aux Tunisiens : 700 morts et 1 200 blessés contre 24 tués et 100 blessés français. De Gaulle fait ainsi une démonstration de force qui vaut pour le F.L.N..
- le 8 septembre : le général de Gaulle est lui-même visé par un attentat à Pont sur Seine.
- le 2 octobre : de Gaulle parle de *« l'institution d'un État algérien souverain et indépendant par la voie de l'autodétermination »* et assouplit sa position sur le Sahara et les bases militaires françaises. Il avance l'idée de partition de l'Algérie.
- le 17 octobre : alors que pour entraver les attentats, le couvre-feu est imposé aux immigrés algériens, le F.L.N. organise une manifestation de masse des travailleurs immigrés, durement réprimée par la police, aux ordres du Préfet de Police Papon. Échanges de coups de feu. De nombreuses arrestations. Le chiffre réel des victimes ne sera pas connu.
- le 4 décembre : arrestation d'Abdherramane Farés, accusé de collecter des fonds pour le F.L.N.. Il sera Président de l'exécutif provisoire après les accords d'Évian.
- le 9 décembre : aux Rousses dans le Jura, entrevue entre les délégations françaises et le F.L.N..
- le 19 décembre : répression d'une manifestation anti-O.A.S. et pour la paix en Algérie, organisée par les syndicats et le Parti Communiste. Les heurts avec les forces de l'ordre feront de nombreux blessés chez les manifestants.

4.6 - Le désarroi (1er semestre 1961)

Les résultats du référendum n'ont pas créé chez moi d'état d'âme particulier. Comme beaucoup, je m'y attendais. Je me demande cependant comment va s'y prendre celui qui tient les manettes de la Nation. Fidèle à ma ligne de conduite, je poursuis le travail entrepris, du mieux possible. Heureusement, je n'ai pas la responsabilité de conduire des camarades en opérations, car l'utilité des combats, sur le terrain, me paraît de moins en moins évidente. Je me doute, comme beaucoup, que cela va se terminer par une Algérie algérienne. Cependant, en ce début d'année, tout à mon travail, je n'ai pas pris la mesure de l'amertume et de la désillusion de certains militaires qui se sentent trahis et vont franchir le Rubicon le 22 avril.

165. La tranchée d'amenée d'eau vers Haoura.

Après le référendum du 8 janvier 1961, ma charge administrative est un peu moins lourde ; je peux, pour la conduite des travaux, épauler de façon plus efficace Pirel, arrivé fin décembre. Fin janvier, nous

commandons des tuyaux PVC pour assurer deux kilomètres de conduite d'amenée d'eau pour le village d'Haoura.

La commune n'a aucune ligne budgétaire pour entreprendre de tels travaux. Je passe cependant commande au fournisseur transporteur d'Azazga *Senit Belif* avec qui je m'arrange. Il me facturera du ciment, du sable et des buses, en lieu et place des tuyaux. Je pourrai ainsi affecter le montant de la facture sur le crédit des pistes. Les écritures seront en ordre.

Dans la deuxième quinzaine de février, je pose trois semaines de permission. Je vais assister au mariage de mon frère Joannes, toujours sous les drapeaux, et prendre un peu de vacances dans le Nord où, par prudence, Claude va rester : elle est enceinte et nous ne voulons pas prendre de risques avec les conditions de vie à Bouzeguene.

166. Le 18 février 1961, j'assiste au mariage de mon frère Jo. Au centre Raymond.

Je viens d'arriver à Saint-Gervais. Pirel m'appelle par téléphone depuis Azazga. Il m'annonce que le lendemain de mon départ, le sous-préfet, monsieur Azaïs et le commandant *Ponin* ont débarqué à la S.A.S.. Ils ont inspecté les locaux de A à Z, y compris l'agence postale. Ils étaient présents dans le bordj, au moment où débarquait le camion de *Senit Belif*, chargé à bloc de sable, de ciment, de quelques buses et des tuyaux de PVC qui dépassaient de deux mètres la ridelle arrière du camion. Monsieur Azaïs ne manque pas d'interroger Pirel :

- Qu'est-ce que c'est que ces tuyaux ?
- Des tuyaux de PVC, monsieur le Sous-Préfet.
- Je connais. Qu'allez-vous en faire ?
- C'est pour une adduction d'eau à Haoura, Monsieur le Sous-Préfet.

Monsieur Azaïs qui suit les comptes des communes et connaît parfaitement le montant de chaque ligne budgétaire et des soldes disponibles, poursuit :

- Comment allez-vous payer ce matériel ?
- Je ne sais pas, Monsieur le Sous-préfet, c'est le lieutenant Grandjacques qui a passé commande. Je ne suis pas au courant des problèmes comptables.

À réception de ce coup de téléphone, je suis contrarié et vexé. Voilà bientôt six mois que je suis à Bouzeguene et jamais aucune autorité de tutelle ne m'a rendu visite ni questionné lors de mes passages hebdomadaires à Azazga. Il suffit que je

m'absente pour qu'une inspection soit déclenchée et de surcroît, le lendemain de mon départ. Les procédés du commandant *Ponin* font vraiment fi des usages en vigueur dans l'armée et des normes élémentaires de courtoisie et de loyauté.

Alors que je suis à Trélon dans le Nord, chez mes beaux-parents qui n'ont pas le téléphone, je reçois, au cours de la deuxième semaine de permission, un télégramme : *« Enquête par commandant à votre sujet stop. Retour urgent. Stop.»* Signé Pirel.

Cette fois-ci, cela devient sérieux. Pour que Pirel m'envoie un message de cette nature, il faut que la situation soit grave, surtout après le coup de l'inspection impromptue. J'abandonne Claude qui reste chez ses parents et, dans la plus grande discrétion, avance la date de mon retour. Je demande par téléphone à *Senit Belif* de venir me chercher à l'aéroport à Alger avec sa Citroën ID et de me conduire à Iffigha d'où j'arrive à joindre Pirel. Celui-ci, accompagné de Bordas, vient me chercher avec un petit groupe de moghaznis.

Je fais le point. Nous gagnons la S.A.S. où personne n'est au courant de mon retour. Le temps de me préparer, de faire équiper un groupe de quinze moghaznis et de faire part au capitaine *Tolin* de mon intention, nous partons dans l'Akfadou pour vingt-quatre heures. Je ne rentre à la S.A.S. que le dimanche, tard dans la soirée. Depuis mon arrivée, je n'ai établi aucun contact avec le personnel de la S.A.S., en dehors de Pirel, Bordas et les moghaznis qui m'ont accompagné.

Sachant que la meilleure des défenses c'est l'attaque, le lundi matin, je quitte Bouzeguene de bonne heure et descends seul, en jeep, à Azazga. À l'ouverture des bureaux, je me présente chez le commandant qui me reçoit tout étonné. Je le salue militairement et lui présente mes respects. Il me fait signe de m'asseoir. Je décline. J'avais eu le temps de ruminer, en me promenant dans la nature, ce que j'avais décidé de lui dire : l'air tonique des montagnes et la fatigue saine de la marche m'avaient aidé à décanter le problème posé. J'allais jouer le registre de la vertu outragée.

- Mon commandant, je n'apprécie pas la façon dont les choses se passent. Non seulement à peine suis-je parti, vous inspectez la S.A.S. en mon absence, mais de plus, vous posez, sur mon compte, à Pirel des questions qui mettent en doute mon honnêteté. Si vous n'avez pas confiance en moi, il faut me le dire.

Je le prends au dépourvu.

- Mais non. Ne soyez pas vexé. Vous comprenez. Asseyez-vous.
- Non mon commandant, de deux choses l'une : ou vous avez confiance en moi et notre conversation s'arrête là, ou vous n'avez pas confiance ce qui est votre droit, auquel cas je suis prêt à répondre à toutes les questions que vous voudrez bien me poser et même plus. J'ai apporté avec moi toutes les pièces justificatives et suis prêt à vous les montrer. Mais dans cette hypothèse, je me dois de vous

informer que je ne resterai pas un jour de plus dans les Affaires algériennes. Je demande ma réintégration dans l'armée de terre. Ma demande de réintégration est rédigée et je vous la transmets séance tenante.

Devant mon air décidé qui ne sent pas le bluff :

- Affaire classée. Asseyez-vous, me dit-il.

Je consens seulement alors à m'asseoir. Nous parlons d'autre chose. Incidemment, il me dit que le sous-préfet veut me voir.

En réalité, le commandant, à force de questionner les uns et les autres avec plus ou moins de malice, avait appris par Ackel, renseigné par madame Leclerc, la femme du régisseur, que j'avais vendu la semoule des indigents, ce qui n'était un secret pour personne. Je ne l'avais pas caché. En plein hiver, j'avais été obligé de débarrasser les entrepôts des commerçants à qui l'Administration achetait la semoule pour les indigents. Le stock était important. Comme je la distribuais au rythme des chantiers, j'avais écoulé le stock en cours dans notre épicerie : en procédant ainsi, la semoule ne moisissait pas sous notre hangar où elle était exposée à l'humidité de l'hiver. J'avais l'argent dans le coffre et pouvais réapprovisionner en rachetant au fil de l'eau. Les comptes, tenus par le régisseur, étaient parfaitement limpides. Ma façon d'agir relevait d'une gestion de bon père de famille, soucieux d'éviter le gâchis et de préserver les deniers du contribuable ou des donateurs.

167. Le sous-lieutenant Pirel apporte une dernière touche décorative au réservoir d'Ahricq.

168. Ça coule et même bien !

Je quitte le commandant, préoccupé par mon futur entretien avec le sous-préfet, car malgré mon inexpérience d'alors, je sais parfaitement que l'Administration ne badine pas avec les faux en écriture. Le bureau du sous-préfet est situé dans le même bâtiment, au rez-de-chaussée. Tout en réfléchissant, j'emprunte, lentement, le couloir qui fait face à celui de l'échelon de liaison.

Je change alors radicalement d'attitude et de registre et adopte un profil bas. Je salue Monsieur Azaïs qui m'invite à m'asseoir. Je m'exécute et garde un silence prudent, tout en triturant mon képi que je garde entre les mains, en le faisant tourner lentement. Je prends un air gêné, sans trop forcer mon talent.

Mon autorité de tutelle s'adresse à moi, de sa voix gutturale et caverneuse :

- Lieutenant, je vais droit au but. J'ai vu par moi-même que vous aviez acheté des fournitures pour adduction d'eau.
- Oui, monsieur le Sous-préfet.
- Vous savez que vous n'avez pas de crédit pour ce genre de travaux.
- Oui, monsieur le Sous-préfet, je suis au courant.
- Comment allez-vous payer ces fournitures qui doivent représenter une somme rondelette.

Silence prudent de ma part. Mon vis-à-vis appelle par téléphone monsieur Lubrano :

- Quelle somme reste-t-il sur les comptes des crédits de pistes de la commune de Bouzeguene ? Combien ? 200 000 Fr ? Vous allez ouvrir un compte adduction d'eau et opérer un virement…

J'interviens, à ce moment, dans la conversation :

- Monsieur le Sous-préfet, les tuyaux sont payés !
- Lubrano, attendez ! je vous rappelle. Que me dites-vous ?

Il pose le combiné du téléphone. Je répète :

- Les tuyaux sont payés, monsieur le Sous-préfet.

169. Pont d' Ahricq en cours de construction

170. Le pont d' Ahricq en voie d'achèvement

- Lieutenant, sortez ! me dit-il soulagé, avec un sourire réprobateur.

Je ne me fais pas prier.

Je gagne la S.A.S., toujours seul dans ma jeep. Mon déplacement me vaudra, quelques jours plus tard, huit jours d'arrêts par le commandant des chasseurs : celui-ci a été informé par le chef de poste de Youssouf que j'avais enfreint les règles de sécurité en me déplaçant seul en jeep. Finalement, c'est peu pour laver son honneur.

Pendant mes vacances, j'avais noué des contacts avec la famille et les amis en

Haute-Savoie et dans le Nord. Bien des fois, les conversations s'orientent naturellement vers la situation en Algérie. Tout le monde est las de cette guerre qui traîne en longueur. On est loin des convictions de bon nombre de Pieds-noirs ou de certains militaires qui rêvent encore d'une Algérie française, sans savoir, du reste, quel contenu lui donner.

Après mon retour de vacances, j'ai l'occasion de voir un certain nombre de fois, à Azazga où nous nous croisons, mon ami d'en face, Tréfeil, pour qui j'ai beaucoup d'estime, même si je ne partage pas toutes ses certitudes. Il a au moins le mérite, contrairement à bien d'autres, de mettre son action et son engagement au service de ses convictions. D'un tempérament actif et généreux, il s'occupe avec beaucoup de soin et d'attention de la population de la S.A.S. de Tabouda où il accomplit un travail remarquable. Il est assez représentatif de la mentalité de bon nombre de Pieds-noirs nés sur place, travaillant dur, qui ont rarement eu l'occasion d'aller en France : pour eux, la terre de France, c'est l'Algérie.

Ce manque de contact avec l'opinion de la métropole les fait vivre et raisonner dans leur univers avec leur propre système de valeur. Cette déconnexion de la réalité sera source de déconvenues et de bien des désillusions. Il faut dire que la confusion a été entretenue par certains élus locaux, écoutés au Palais Bourbon, et que la presse locale n'a jamais fait preuve de discernement et a nourri leurs chimères.

Pour les militaires, la déchirure est d'une autre nature. La plupart ne connaissaient pas l'Algérie. Bon nombre avaient participé aux combats multiformes de la libération de la France, soit depuis l'intérieur dans la Résistance, ou depuis l'Afrique du Nord pour débarquer ensuite en Provence ou ailleurs.

La plupart d'entre eux avaient ensuite combattu en Indochine où ils avaient perdu, au cours des combats dans les rizières ou la jungle, un grand nombre de leurs hommes et de leurs camarades, dans l'indifférence générale du pays. Certains avaient lutté contre le Viêt-minh, à la tête de partisans qu'ils avaient dû abandonner par la suite à la vindicte de l'ennemi. Ils s'étaient juré de ne plus revivre cette honte et ce déshonneur.

En Algérie, les politiques, dépassés par les événements, leur avaient confié les pleins pouvoirs et les avaient chargés de se débrouiller pour ramener l'ordre, le calme et la sécurité, ce qu'ils avaient fait, pour certains, en se salissant parfois les mains.

Après le 13 mai 1958, qui avait fait naître d'immenses espoirs, le pouvoir les avait chargés de conquérir les cœurs : ils ont donc continué à se battre, et, simultanément, organisé des groupes d'autodéfense, scolarisé, construit des écoles, des routes, soigné les malades, séduit certains combattants adverses et suscité des ralliements.

Le nouveau timonier n'avait-il pas prononcé dès son arrivée : *« Je vous ai compris ! »* ou *« Moi vivant, le drapeau F.L.N. ne flottera pas sur Alger ! »* et ne s'était-il pas engagé publiquement devant les officiers qu'il avait conviés à un dîner et qui l'interrogeaient début octobre 1958 ?

La scène suivante qui a fait la tournée des popotes, est racontée par le capitaine Oudinot lui-même dans un article *« Ils ont pacifié Beni-Douala»*, paru dans le Livre Blanc de l'Armée Française.

« [...] Une rumeur annonce que le général de Gaulle désire infléchir sa politique. Oudinot veut en avoir le cœur net. Convoqué à dîner à Alger, le 2 octobre 1958, avec d'autres capitaines, en compagnie du nouveau chef de l'État, il n'hésite pas à l'apostropher :

- *Mon général, si pour des raisons quelconques qui nous dépassent, vous étiez amené à abandonner l'Algérie, qu'adviendrait-il des nôtres et de nous qui nous sommes engagés sans retour ?*

[...] Le général me regarde, tandis qu'un silence assez lourd s'établit… Puis s'adressant à moi, il me désigne de la main :

- *Oudinot, je crois ?*
- *Oui, mon général.*
- *Eh bien, Oudinot, dites-moi, avez-vous déjà vu de Gaulle abandonner quelque chose ? et il sourit.*

L'atmosphère se détend, sa réponse est reçue comme une promesse, une profession de foi, comme une parole sacrée d'un chef à ses soldats.

Trois ans plus tard, il n'en restera rien. S'estimant trahi, espérant que la révolte pourrait peut-être sauver la situation, le capitaine Oudinot adhère au complot militaire d'avril 1961, afin de rester fidèle au serment[83] *qu'il avait prononcé un jour de 1956, devant la population de Béni-Douala. Il n'en aura pas le temps. Dénoncé, il est arrêté le 20 avril 1961, la veille du déclenchement du putsch.»*

Je garde un souvenir intact de cet officier dynamique et chaleureux, qui m'avait reçu un an plus tôt à Beni-Douala. Il avait troqué, depuis quatre ans, les armes conventionnelles pour celles du cœur. Sa réussite locale était exemplaire : organisation de groupes d'autodéfense, construction de plus de quarante écoles, développement des relations avec les Kabyles en Métropole, lancement d'une médecine de proximité, lancement d'une menuiserie, d'un bureau d'architecture, d'un service des travaux, d'une halle pour les marchés…

C'est dans ce contexte que certains généraux et bien des officiers, s'estimant

83. Face aux exactions du F.L.N. le capitaine Oudinot avait proclamé et fait afficher le texte suivant : *« Je suis parmi vous pour rétablir avec le concours de l'armée, à votre profit, l'administration, l'ordre et la paix. Je suis Français, mais vous êtes tous des Français comme moi et vous avez le droit de le rester, droit que je vous aiderai à préserver pour assurer votre avenir et celui de vos enfants.»*

trahis au plus haut sommet de l'État, se sont révoltés. Je sentais alors le malaise dans les rangs de l'armée, mais son ampleur m'avait échappé.

Le dimanche 23 avril, à 10 heures, le capitaine *Tolin* me fait dire de me préparer ainsi que Pirel et de le suivre en jeep. Nous sommes étonnés et sautons dans notre véhicule. Nous nous dirigeons en direction d'Iffigha et nous nous arrêtons à quelques kilomètres de là, à hauteur de la côte 846 : la route y est dominée par un épaulement désertique en forme de butte. Arrivent pratiquement ensemble, tous les officiers des trois compagnies déployées sur le territoire de la S.A.S.. Nous sommes une quinzaine. Je connais pratiquement tout le monde. Nous rejoignent sans tarder, le commandant *Vanvelde* et le commandant *Savière*, son adjoint, accompagnés du lieutenant *Templet*, officier de renseignement du bataillon.

Le chef de corps a l'air préoccupé et s'adresse à nous tous immédiatement :

- Voici les informations dont je dispose. À Alger, les généraux Challe, Jouhaud et Zeller se sont révoltés contre le pouvoir et ont décidé d'empêcher la poursuite de la politique engagée par le général de Gaulle qui, selon eux, mène à l'abandon de l'Algérie. Ils ont pris hier le siège du Gouvernement Général, épaulés par des unités sur place. Je n'en sais pas plus. Je comprends leur motivation, mais leur action est illégale. Je ne peux vous prédire ce qui va se passer. Tous les convois et tout mouvement de véhicules militaires sont interdits jusqu'à nouvel ordre. En ce qui vous concerne, je laisse à chacun le choix de sa décision. Ceux d'entre vous qui voudraient rejoindre Alger peuvent le faire. Je suis prêt à leur signer une permission pour régulariser leur situation. En ce qui me concerne, je reste dans la légalité. Je n'ai rien d'autre à ajouter.

J'apprendrai par la bande, quelques jours plus tard, que le commandant ne s'était pas contenté de rester dans la légalité. Il avait montré sa détermination en se rendant à Tizi-Ouzou à la tête d'une compagnie de marche, constituée de chasseurs solides, pour remettre de l'ordre au P.C. de la division.

Nous sommes atterrés. Peu de commentaires dans les rangs. Nous regagnons Bouzeguene. En ce qui me concerne, je n'ai pas vu venir le coup. Nous n'avions aucun journal à notre disposition. Les journées étaient très chargées et nous n'avions pas le temps d'écouter la radio, contrairement à certains appelés qui, dès qu'ils étaient dans le cantonnement, avaient les postes transistor en musique de fond.

Je me suis demandé longtemps ce qu'avaient derrière la tête ces généraux qui, tout de même, avaient conduit brillamment les opérations militaires en Algérie. J'ai trouvé des éléments de réponse dans le livre de Hélie de Saint Marc, alors commandant, en charge par intérim du 1er R.E.P. qu'il va conduire sur le chemin de la sédition. Dans les « *Champs de braises* », il explique avoir eu une entrevue d'une heure avec le général Challe, avant de se déterminer.

« Le général Challe m'a expliqué sa volonté de reprendre le fil de 1959 : victoire militaire, réformes radicales, autonomie ou indépendance négociée avec les combattants de l'intérieur.

Challe me parla de ce qu'il appelait la trahison du général de Gaulle dans l'affaire Si Salah et des assurances qu'il avait reçues de nombreux officiers généraux. Son idée était de mener une sorte de 13 Mai à froid. Un mouvement sans arrière-pensées, occupé uniquement de l'avenir de l'Algérie. Il avait gardé un souvenir effroyable des barricades et de l'opposition entre Musulmans et Européens.»

Jacques Soustelle, Gouverneur Général de l'Algérie de 1955-1956, dans une de ses conférences *« De Gaulle a-t-il bradé l'Algérie ? »*, reproduite dans Histoire Magazine N°10 de Novembre-Décembre 1980, donne la même explication :

« L'étrange « affaire Si Salah » ne peut être expliquée que par une volonté tenace de perdre alors qu'on pouvait encore gagner. En juin 1960, on le sait, le général de Gaulle reçut à l'Élysée le chef de la wilaya 4, Si Salah, et un de ses adjoints. Cette entrevue était le résultat de longues négociations qui avaient commencé en mars dans la région de Médéa. Les combattants F.L.N. du bled, harassés par les opérations militaires que le général Challe conduisait avec plein succès, voyant leurs rangs s'éclaircir et leur armement s'amenuiser, se sentant abandonnés par les politiciens du « Gouvernement provisoire de la République algérienne » installés confortablement au Caire et à Tunis, étaient prêts à conclure un cessez-le-feu et à déposer les armes. Les dirigeants de la wilaya 4 apportaient non seulement leur propre consentement, mais celui de leurs camarades qui commandaient les wilayas voisines. En fait, il n'est pas douteux que le cessez-le-feu aurait fait tache d'huile et se serait propagé de l'Algérois à la Kabylie et à l'Oranie, que la paix aurait été rétablie dès la fin de 1960, et qu'un modus vivendi acceptable aurait pu alors être trouvé, laissant Ferhat Abbas, Krim Belkacem, Bentobbal et autres « ministres » du G.P.R.A. réduits à l'impuissance dans leur exil doré.

Or, s'il n'en fut pas ainsi, c'est avant tout parce que de Gaulle s'obstina à négocier, non point avec les combattants de l'intérieur, mais avec le prétendu « Gouvernement provisoire algérien », auquel il conférait par là une importance démesurée. Sans doute, chevauchant la chimère de « l'amitié du monde arabe », s'imaginait-il que l'adhésion de ce soi-disant gouvernement était indispensable à ses plans...»

L'affaire Si Salah (*Cf.* Evocation historique 1960) semble bien avoir motivé un certain nombre de généraux, prêts à négocier avec des soldats de l'intérieur plutôt qu'avec le G.P.R.A.. Lors de son procès, pour sauver sa tête, le général Challe n'évoqua pas cette affaire qui aurait pu faire de l'ombre au général de Gaulle (*Cf.* *« Les mémoires de braises »*).

En somme, les généraux rebelles n'étaient pas éloignés des objectifs du général,

mais différaient sur les moyens ou les interlocuteurs. C'est loin de ce que j'avais perçu alors, car je ne connaissais pas l'affaire Si Salah.

L'humiliation, le déshonneur sont des moteurs puissants qui agissent sur les sentiments plus que sur le raisonnement. Se sont révoltées les unités qui avaient le plus payé, poussées par la fureur du gâchis des combats menés en pure perte, alors que la victoire, sur le terrain, est à portée de main. Le commandant Hélie de Saint Marc raconte dans son livre, cité plus haut : *« Dans les premiers jours de l'année 1961, trois commandants de compagnie du 1er R.E.P. refusèrent d'envoyer leurs unités en opération. Ils ne voyaient pas pourquoi des hommes devaient continuer à risquer leur vie de manière absurde pour animer le décor, pendant qu'en coulisse, les négociations commençaient. Un tel acte de désobéissance, unique dans l'armée française, montrait bien les nerfs à fleur de peau d'une partie des officiers d'active.»* Je serai confronté à ce dilemme, quelques mois plus tard, dans des conditions différentes.

Quand la passion prend le pas sur le rationnel, tout est à craindre. Du sommet de la pyramide militaire jusqu'aux officiers subalternes, certains ont franchi le pas, devant les regards incrédules, compréhensifs ou réprobateurs de leurs camarades. A posteriori, indépendamment de la démarche, l'analyse de la situation des généraux putschistes, en avril 1961, semble déconnectée de la réalité. Car comment négocier avec les soldats fantômes de l'intérieur qui ne représentaient plus rien numériquement, alors que les armées massées aux frontières étaient importantes ? Ces officiers valeureux en étaient restés à Si Salah, affaire qui remontait à neuf mois plus tôt et qui avait suscité des rancœurs, à juste raison. Depuis, dans cette Algérie en mouvement, bien des choses avaient changé et surtout, le F.L.N. avait réussi à faire reconnaître sa représentativité sur le plan international.

- Qu'allons-nous dire aux moghaznis ? me demande Pirel.
- La vérité, mais surtout il faut les occuper en attendant que l'orage passe, car rien n'est pire que l'oisiveté.
- Comment ? dans le contexte actuel, il n'est pas question de sortir sur le terrain. On ne sait plus à quoi l'on joue.
- Vous avez raison ! lui dis-je alors que nous passions devant l'oued qui coule toute l'année, cent mètres en aval du poste.

Me vient alors une idée qui rapidement ne m'apparaît pas comme géniale et qui semblera plus tard, à certains, un peu saugrenue : elle a cependant l'avantage de mobiliser les énergies et d'éviter de penser pendant quelque temps.

Nous rangeons la jeep puis, avec Pirel, revenons à pied sur nos pas. La marche nous fait un peu de bien après les émotions de la réunion.

- Et si on pensait un peu à notre confort !....
- Où voulez vous en venir ? me demande mon adjoint.

- Cet oued que nous venons de passer, si je ne m'abuse, coule toute l'année. Si l'on faisait un barrage : il pourrait servir de réserve d'eau pour irriguer et pourquoi pas de piscine !
- Allons voir sur place ! me dit Pirel.

Effectivement, à quelques dizaines de mètres, en amont du pont, le torrent passe entre deux rochers qui pourraient recevoir les assises d'un mur de retenue. Sa construction ne poserait pas de difficultés majeures.

171. Cette prise de possession des lieux n'était pas prévue au programme...

Dès le lendemain, pour ne pas sombrer dans le désarroi et occuper notre esprit qui est ailleurs, nous mettons les moghaznis à la tâche. Dumont abandonne provisoirement la conduite du camion et se transforme en coffreur. La retenue, trois semaines plus tard, remplit sa fonction, à la plus grande joie des enfants des environs qui ne manquent pas de plonger dans l'eau du mini barrage, dans le plus simple appareil. Quant à nous, nous constatons entre-temps que l'oued est utilisé par les habitants d'Aït Saïd pour la toilette et les lessives. Il n'est plus question d'aller plonger dans l'eau.

Très rapidement, le putsch tourne court. Les communications sont rétablies. Nous reprenons peu à peu nos esprits, mais rien ne sera comme avant : le traumatisme est en profondeur. Dans les semaines qui suivent, des mutations sanctions pleuvent.

Localement, le commandant *Ponin* est muté. Il a envoyé un télégramme de soutien au général Challe, alors qu'apparemment cela ne correspond pas du tout à ses convictions. Il fait cette démarche sous la pression de la secrétaire de l'échelon de liaison, une Pied-noir à la forte personnalité, efficace et dynamique. Celle-ci quitte également Azazga dans la précipitation.

Le commandant sera remplacé, à peu de temps de là, par le capitaine *Léar*, un petit homme à moustache, préoccupé par les papiers. Il a comme souci premier de connaître le détail du matériel à notre disposition et le contenu des coffres des différentes S.A.S.. Je ne le verrai jamais à Bouzeguene.

Mon ami Tréfeil à qui j'avais conseillé l'attentisme, lui aussi, envoie depuis Tabouda un télégramme de soutien, ce qui lui vaut une mutation, le mois suivant, à la S.A.S. d'Elma-Besri, de l'autre côté du Djurdjura. Quelques mois plus tard, il rejoindra une autre S.A.S., celle de Takerboust où j'irai le voir, un dimanche d'automne, en faisant du tourisme par les routes de crêtes du Djurdjura. Cette expédition sera la cause d'ennuis où l'invraisemblable le dispute au dramatique.

Le commandant *Vanvelde* pressentant sans doute les nouvelles orientations du conflit, un peu plus tard, rejoindra Saint-Cyr où il prendra le commandement de la promotion Bir-Hakeim. Il va être remplacé par le commandant *Savière* qui était dans son ombre. Un jour de mai, peu de temps avant de quitter son poste, de passage à Aït Megève il me demande :

- Grandjacques, ce serait bien que vous détachiez une partie du maghzen à Haoura. Nous redéployons nos effectifs. La 4e compagnie a mis en place une section à Taourirt, bientôt nous mettrons une section à Sahel. Il nous faudrait étoffer la 1ère de *Téron* et surtout marquer la présence de la S.A.S. dans ce secteur. Puis-je compter sur vous ?
- Pas de difficultés majeures, mon commandant, à condition que Pirel, car je ne vois que lui pour encadrer le maghzen, puisse, dans la journée, continuer à assurer la conduite des chantiers. Comme nous avons des travaux dans ce secteur, l'installation à Haoura d'une antenne ne doit pas soulever de difficultés.
- Pour quand ? me demande le commandant.
- Le temps de voir avec *Téron*, le lieu d'implantation et d'aménager le local. Par ailleurs, mon commandant, me donnez-vous votre accord pour que je puisse faire une tournée dans le Beni-Zikki avec le maghzen ?
- Aucune difficulté en ce qui me concerne. Voyez cependant avec *Téron* les modalités pratiques : itinéraires, liaisons radio, dates, …

172. Dans le Beni Zikki. Une petite pause pour faire le point ne fera pas de mal. Le sergent-chef Bordas (à gauche), notre radio et le sous-lieutenant Pirel attendent mon signal pour repartir.

C'est ainsi qu'à mi-mai, une quinzaine de moghaznis, sous le commandement de Pirel, s'installe dans le village d'Haoura. Ce déplacement vient à point nommé. Les moghaznis, tout en ayant un rôle un peu statique de protection, ont une fonction dans le dispositif local. En effet, à quelques jours de là, le 20 mai, nous apprenons par la radio, la décision de trêve unilatérale de cessez-le-feu pour une période d'un mois, décidée par le général. Cela ajoute encore un peu à la confusion. Le F.L.N. n'est pas lié par la trêve qui n'engage que l'armée française. J'avoue ne rien comprendre aux méandres du cheminement de notre grand chef.

La décision de trêve unilatérale nous plongeant dans la perplexité, il faut absolument lancer une nouvelle dynamique et créer un esprit de groupe chez nos moghaznis. Rien de tel qu'une sortie de deux jours dans des lieux inaccessibles, pour occuper les imaginations et fatiguer les corps.

Une sortie dans le Beni Zikki évitera de s'encroûter. Gagner ces lieux inaccessibles, classés zones interdites qui dépendent de la S.A.S., permettra de faire remonter le moral en berne. Ces montagnes exercent sur nous tous une certaine fascination. Nous avons envie d'aller voir à quoi ressemblent ces vallées suspendues qui dominent le cirque d'Haoura et de gravir ces sommets calcaires torturés par le vent et le froid qui forment notre horizon. Lors du soleil levant comme au soleil couchant, y alternent des jeux d'ombres et de lumières qui nous charment.

Le samedi 27 mai, en fin d'après-midi, nous laissons l'Hotchkiss au poste d'Haoura et nous nous dirigeons vers le sud. Nous empruntons un sentier qui nous permet de gravir, par une pente régulière, les flancs arrière de la Main de la Fatma qui interroge le ciel.

Dans la soirée, nous atteignons le village évacué d'Amkrous où nous passons la nuit. Le ciel est légèrement voilé. Une clarté diaphane filtre par des nuages qui encombrent le ciel. Au cours de la nuit, un moghazni, en sentinelle à l'entrée du village, lâche une rafale de P.M. en direction d'une ombre.

173. Paysage depuis les Beni Zikki.

Bordas va sur place et me rend compte :

- Il a vu une ombre et entendu du bruit !
- Il croit avoir vu et entendu.

Je sais par expérience ce que peut représenter, pour un jeune non aguerri, le stress de la garde dans un lieu hostile, loin de la civilisation et des contacts avec des troupes amies. Le silence devient oppressant, la sentinelle aux aguets finit par entendre battre son cœur et l'imagination fait le reste. Les feuilles froissées par un renard ou un fennec peuvent donner l'illusion d'un ennemi qui s'approche.

Le lendemain, nous gravissons l'Azrou N'Ait Zikki d'où nous contemplons les villages de Taourirt Abar, d'Aït Ayadh, d'Igni Felkane, accrochés aux flancs décharnés de ces montagnes dénudées qui nous font face. J'essaie d'imaginer, avec difficulté, ce que pouvait être la vie dans ces villages perdus, loin du monde dans un milieu aussi rude et aussi inhospitalier.

Au cours de notre marche, nous foulons des névés qui parsèment l'étendue caillouteuse des flancs de la montagne, avant de gagner la vallée dans la soirée, fourbus mais satisfaits d'avoir gravi ces sommets qui nous faisaient signe depuis des mois.

Le groupe de moghaznis installé à Haoura va y rester environ cinq mois. Il renforce

le groupe d'autodéfense du village avec qui nos hommes sont en contact. Ces contacts vont revêtir, un jour, une tournure non prévue. Dans l'été, je suis averti qu'une femme d'Haoura, blessée sérieusement, se fait soigner à l'infirmerie. Le médecin est en train de recoudre son sein droit qui a été profondément coupé par un rasoir.

- Les fellagas sont venus dans la mechta. Ils m'ont pris mon argent, explique-t-elle.

Comme toutes ses consoeurs, elle porte sur elle ses économies dans un petit sac suspendu à son cou. Ce pendentif ne la quitte jamais.

Le capitaine *Téron* que je contacte, veut réunir la population. Il est persuadé que celle-ci a accueilli les rebelles qui ont perpétré ce forfait.

- Attendez, je vais faire ma propre enquête. Il y a, dans les circonstances, des éléments qui me troublent.

Je passe voir Pirel à Haoura et lui demande de mener son enquête. Ce dernier m'appelle à la radio dans la soirée :

- Mon lieutenant, c'est sans doute *Zagouani Fheras* qui a fait le coup. J'en saurai plus demain. Je vous tiens au courant.

174. Vue depuis les Benni Zikki et l'arrière de la Main de la Fatma. Au premier plan le village d'Ighil Ougéni.

Effectivement, le lendemain, il obtient un témoignage complémentaire. Je lui demande de me descendre *Zagouani* que j'interroge et qui nie farouchement.

Comme Pirel a obtenu des renseignements très précis, j'essaie de le confondre. Rien à faire ! Je l'enferme dans un abri qui peut servir de cachot dans le sous-sol d'un des miradors. Je l'y laisse pendant deux jours sans boire ni manger avant qu'il avoue l'évidence.

- Tu sais, mon lieutenant, j'ai trop honte. Je suis musulman. Je n'aurais jamais dû faire cela à une femme !

Zagouani est licencié séance tenante sans indemnité ni solde.

Je réunirai les notables du village pour présenter nos excuses et rendre l'argent à la femme. J'y ajoute la solde de *Zagouani*.

Courant mai, je vais chercher à l'aéroport de Maison Blanche, un jour de sirocco, l'abbé Hérisson. Il est à cette époque, économe au Collège Sainte-Marie à La Roche où je l'avais retrouvé lorsque j'effectuais ma terminale. Il avait été vicaire de la

paroisse de Saint-Gervais, à la fin de la guerre. Il était encore dans la paroisse, au moment du décès de ma petite soeur Marie-Josephe, en octobre 1947. Je venais alors de rentrer à Saint-François à Thonon : c'est lui qui était venu me chercher pour assister à la sépulture. Depuis son passage à Saint-Gervais, il entretient des relations suivies et amicales avec la famille.

Je le reçois à la S.A.S. pendant quelques jours. À l'occasion de son séjour, il fait la connaissance de *Boullakel* qui, un an plus tard, débarquera en France avec sa troisième femme Djedjiga. Ils travailleront tous les deux au collège à la Roche.

De son côté, Gilbert, appelé sous les drapeaux, nous quitte fin mai. Avant son départ, nous effectuons une visite à la S.A.S. de Souama où Bordas est heureux de montrer à son épouse les lieux où il a servi un an et demi plus tôt.

Début juin, ma mère vient sur place, à Bouzeguene, d'où nous allons à Aït El-Azis un dimanche.

Bordas, qui a demandé sa mutation depuis quelque temps, rejoint, fin juin, les Fusiliers de l'Air près d'Alger.

Dans l'été, viendront, compenser les départs, monsieur et madame Porte. Porte est un ancien sous-officier de la Coloniale. Il est solide et dévoué, possède une écriture parfaite. Il prend en charge une bonne partie des tâches administratives qu'assurait Gilbert.

175. Monsieur Porte dépouille le courrier.

3ème partie

Les nuages de l'amertume

176. Les nuages vont s'accumuler non seulement sur le bordj mais sur l'ensemble du territoire.

avec Claude et André

Chap.5 - Claude : le temps des désillusions

(2e semestre 1961)

5.1 - La marche sans bousolle

Bordas, dans ses fonctions, est remplacé par *Renaud*, un sergent-chef venant de la S.A.S. de Souama. Il ne reste qu'un mois et, après son départ, ne sera pas remplacé. Il est en effet plus dangereux qu'utile, car non seulement il manque de discernement, mais de plus, il entend commander le maghzen sans passer par *Mialouche*. Trois semaines après son arrivée, un vendredi soir, alors qu'il me croise dans la cour, il me tend un courrier manuscrit de trois pages et me dit :

- Mon lieutenant, je voudrais que vous transmettiez cette lettre au colonel Delumeau.

Je parcours sa missive, adressée au colonel commandant les Affaires algériennes, à Tizi-Ouzou, dans laquelle il me dénigre et critique le fonctionnement de la S.A.S.. Je lui rends sa correspondance et me contente de lui dire :

- Très intéressant ! Pour l'instant, considérez-vous comme aux arrêts chez vous. Avant de transmettre votre lettre qui est truffée de fautes d'orthographe, vous allez la refaire. Quand vous aurez effectué ce travail, vous me l'apporterez pour que je vérifie. Je la transmettrai lorsqu'il n'y aura plus aucune faute d'orthographe.

Il va passer ainsi le week-end, occupé à refaire sa correspondance. Il me la représente à quatre reprises. Au convoi du lundi matin, avant le départ, je lui demande de prendre ses affaires. Arrivé à Azazga, je me rends chez le capitaine *Léar* à l'échelon de liaison :

- Mon capitaine, voici un courrier auquel je vous laisse le soin de donner la suite que vous jugerez appropriée. Son auteur est ici. Je l'ai mis aux arrêts. Vous comprendrez qu'après une telle attitude, je n'ai plus besoin de ses services à Bouzeguene.

Au cours du 1er trimestre 1961, la question du ravitaillement de la population s'était normalisée. Nous avions donc arrêté l'approvisionnement de la semoule. Un peu plus tard, *Peunaïs*, le négociant d'Azazga qui m'avait présenté son neveu, me demande l'autorisation d'ouvrir une épicerie à proximité du poste d'Aït Megève. Il va vendre des fruits et des légumes, ce qui rendra la vie sur place un peu plus agréable.

Fin juin, la Préfecture envoie des directives concernant le fonctionnement des communes administrées par un délégué spécial. Il s'agit de mettre en place une délégation spéciale qui remplit les fonctions de conseil municipal. Les délégués spéciaux à trouver doivent être une émanation des citoyens locaux. Je dois donc proposer à la préfecture des personnes susceptibles de tenir ce rôle. J'associe à ma

réflexion les militaires et chefs de postes rencontrés. Il n'y a pas pléthore parmi le peu d'hommes restant dans les villages.

Pour la commune de Bouzeguene, je désigne, comme tête de liste, Amroun Tahar qui me paraît être l'homme de la situation. Depuis bientôt un an que nous travaillons ensemble, il a agi, avec une certaine loyauté, tout en ménageant ses arrières, ce qu'on ne saurait lui reprocher.

Pour la commune d'Aït Ikhlef, le problème est plus délicat. J'ai le contact avec plusieurs chefs de village. Celui d'Aït Saïd me paraît cependant le plus à même d'assurer cette tâche. Je l'ai vu discuter dans son village où il est respecté et écouté. Nous avons organisé le captage de l'eau, la construction du réservoir, puis lancé la construction de l'école. Tout s'est passé de façon simple : il fait l'unanimité. J'ai beaucoup de plaisir à le rencontrer. Sa noblesse de visage, son attitude dans toute circonstance, ses conclusions après une discussion sont frappées du sceau de la sagesse et du bon sens.

177. Hamiche, le chef de village d'Aït Saïd fait le point avec le sous-lieutenant Pirel peu de jour avant sa mort.

Le 13 juillet, il vient à la S.A.S. pour me parler de la tranchée d'adduction d'eau qui avance et de la commande des tuyaux à poser. Nous bavardons un peu à l'écart dans la cour. Pendant la conversation, je lui glisse :

- Hamiche, tu sais que la S.A.S. ne va pas rester toujours sur place. Il faut penser à l'avenir. Pour l'instant, je gère la commune tout seul. Il faudrait que des habitants des villages commencent à s'organiser pour assurer la gestion de la commune.
- Ce ne serait pas une mauvaise chose !
- Je suis heureux de voir que tu es d'accord avec ce que je dis.
- Depuis qu'on se connaît, tu as constaté qu'on est souvent d'accord.
- Effectivement. C'est pourquoi je te demande d'accepter de prendre la tête de la délégation spéciale pour gérer la commune.
- Alors pour une fois on risque de ne pas être d'accord. Il y a d'autres chefs dans les villages.
- Tu as raison, il y a d'autres chefs, mais tu es le plus ancien. Tu es respecté et je serai là encore quelque temps pour t'aider.
- Il faut que je réfléchisse et que je sache ce que représente ce que tu veux me confier.
- Si tu n'es pas pressé, viens à la villa. Nous bavarderons mieux autour d'un verre. Je t'expliquerai.

Je crois que c'est à partir de là que tout a basculé. Nous sommes allés à la villa, sans nous cacher le moins du monde de la foule, présente dans la cour. La démarche m'a alors semblé aller de soi, mais a dû paraître insolite à certains Kabyles qui ont vu Hamiche franchir le portail conduisant à la villa.

Nous bavardons pendant un quart d'heure. En nous quittant, Hamiche a réfléchi :

- Mon lieutenant, tu peux compter sur moi. Mais je compte aussi sur toi.

Il était 11 heures lorsque nous nous sommes séparés.

Le lendemain matin 14 juillet, *Buetek*, le chef de poste d'Aït Said, annonce au capitaine *Tolin* qui me prévient immédiatement :

- Hamiche a été enlevé dans la nuit par quatre rebelles armés.

Nous nous rendons immédiatement à Aït Saïd où nous trouvons la femme d'Hamiche et ses filles en pleurs, complètement prostrées. Avec les chasseurs et le maghzen nous partons à la recherche du disparu. Nous finirons par le trouver non loin de là, une balle dans la nuque. Lors de la prise d'armes à Aït Megève qui a lieu peu avant-midi, j'ai la tête ailleurs. Quel mal a pu faire, aux yeux du F.L.N., un homme de bien comme Hamiche. Il m'avait semblé alors qu'il s'était établi un certain modus vivendi sur le territoire de la S.A.S. où je ne m'étais jamais fait d'illusions sur la conquête des cœurs. Les contacts, malgré tout, étaient empreints de respect mutuel entre la population et la S.A.S..

Certains militaires avaient eu l'occasion, du reste, d'y faire allusion en me disant :

- Grandjacques c'est plus facile d'assurer la distribution des bonbons que de protéger la population et de faire respecter les lois.

Il y avait du vrai. Mais en l'occurrence, qui avait franchi la barre jaune ? Quelle était la raison de la condamnation à mort d'Hamiche ? Je pense qu'il s'était compromis, en se montrant de façon trop voyante avec le chef de S.A.S. que j'étais. Le F.L.N., réduit à quelques unités dans le secteur, avait besoin de prouver son existence et s'en était pris à un de ceux qui avaient fait preuve d'indépendance vis-à-vis de lui. Le F.L.N. relevait la tête. Il en revenait à la politique de la terreur : sont exécutées les personnes qui coopèrent avec la France sans son aval. Je me suis toujours senti un peu responsable de sa mort.

Les délégations spéciales n'auront pas le temps de se mettre en place. Un jour de novembre, cependant, j'emmènerai, à Iffigha, les membres des délégations spéciales pour prendre contact avec leurs collègues de la commune voisine. Mon ami, le capitaine Boyer de la Tour, voulait moderniser les moyens de travailler la terre. Lui non plus n'aura pas le temps de creuser son sillon.

La période que nous allons vivre est un peu surréaliste, car tout s'accélère, mais rien ne change dans nos habitudes et nos façons de faire. Nous sommes

accaparés par nos tâches habituelles. Notre programme de travaux ne ralentit pas. Nous avons les crédits nécessaires pour poursuivre les chantiers entrepris et en lancer de nouveaux. Nous poursuivons sur la lancée.

Les journées à la S.A.S. continuent à se dérouler comme par le passé, partagées entre les soins prodigués par le médecin militaire secondé par un infirmier militaire et madame Leclerc, la suite à donner aux problèmes administratifs de tous ordres inhérents à la vie de deux communes. Les problèmes de contacts sont décuplés par la présence en Métropole de tous les hommes dans la force de l'âge qui passent par la S.A.S. pour avoir des informations sur leurs familles ou régler des problèmes comme les allocations familiales. Dans le domaine des travaux, nous mettons également les bouchées doubles pour construire des écoles en dur.

Le second semestre de 1961 correspond donc à une période sans visibilité ni lisibilité. Nous effectuons cependant notre travail du mieux que nous pouvons. Pour nous, à la S.A.S., c'est relativement simple. Pour les militaires, il en va autrement. Nous sommes en effet dans une période où l'on ne perçoit plus très bien les règles de la partie qui se joue. La finalité des combats est de plus en plus obscure.

Début août, je prends une permission et rejoins Claude dans le Nord. La naissance de notre premier enfant est prévue à cette période. Finalement, Pascale se fera un peu attendre et ne viendra au monde que le 23 dans des conditions difficiles. Je suis obligé de quitter Claude et Pascale alors qu'elles sont encore à la maternité. Il est prévu qu'elles me rejoindront quand elles seront en état de voyager.

À mon retour, fin août, je prends connaissance d'une circulaire, reçue pendant mon absence. En résumé, en termes choisis, il nous est interdit de faire sortir les moghaznis en opérations. Dans le cas contraire, il est précisé explicitement que notre responsabilité est engagée. Ceux-ci ne doivent assurer que des missions statiques. Je n'avais pas attendu cette circulaire pour réagir de la sorte, estimant que la mission de la S.A.S. n'était pas le côté opérationnel. Néanmoins depuis que Pirel est à Haoura, celui-ci participe avec mon accord, à un certain nombre de sorties sur le terrain.

Une semaine après mon retour, le commandant *Savière* de passage à Aït Megève me dit sans ambages :

- Grandjacques, nous montons une opération dans trois jours, il me faut un groupe de 20 moghaznis avec Pirel.
- Désolé, mon commandant, cela n'est pas possible. Les moghaznis ne sortent plus en opérations !
- Ecoutez, Grandjacques, pour ce qui est des opérations de maintien de l'ordre, vous êtes à ma disposition. C'est un ordre.
- Mon commandant, je vous donnerai ma réponse dans deux jours.

Je suis conscient que la situation du commandant n'est pas facile et qu'il fait le maximum pour ne pas laisser paraître ses états d'âme. Pour les officiers c'est le dilemme :

- À quoi bon aller faire tuer des petits gars, alors que la partie est pratiquement terminée ?

Ils hésitent à faire sortir leurs hommes et estiment, par contre, que les moghaznis peuvent bien aller sur le terrain. Je reçois l'argument 5/5 pour les appelés et leur fais comprendre que je suis dans la même situation pour mes moghaznis.

Certains ajoutent :

- Tes moghaznis sont payés, alors que nos appelés ne perçoivent pratiquement rien. Ce à quoi je leur fais valoir :
- Nos petits gars rentreront chez eux, alors que nos moghaznis vont rester. Ce n'est pas le moment de les mouiller face au F.L.N. qui va régner en maître.

L'ordre comminatoire du commandant me pose, indépendamment de la sortie des moghaznis, une autre question de nature différente. Le lendemain matin, je descends donc une fois de plus, seul, en jeep, à l'échelon de liaison à Azazga.

Je frappe à la porte du capitaine *Léar* que je salue :

- Mon capitaine, j'ai une question à vous poser.
- Je vous écoute !
- Qui est mon supérieur hiérarchique ?
- Vous êtes descendu de Bouzeguene pour me poser cette question ?
- Non mon capitaine, mais le commandant des chasseurs m'intime l'ordre de faire sortir les moghaznis en opérations. Alors que dois-je faire ?
- Je m'en occupe.

Les moghaznis ne sortiront plus à l'exception d'une opération héliportée, courant décembre, à laquelle Pirel m'a demandé de pouvoir participer.

En septembre, est célébrée l'Aïd el Kebir, c'est-à-dire la fête du sacrifice. Elle rappelle aux Musulmans le sacrifice qu'a fait Ibrahim, (Abraham) qui a failli immoler son fils unique, Ismaïl. Dans la tradition musulmane, à l'occasion de cette fête, il est recommandé de manger du mouton. En accord avec le commandant de la 4e compagnie, nous décidons de faire une soirée commune : la S.A.S. se chargera de l'intendance et de l'organisation.

Comme nous sommes plus d'une centaine, nous achetons quatre moutons qui vont être préparés en méchoui. Les moghaznis font bien les choses. Le festin est prévu à la tombée de la nuit. Pour donner un ton plus coloré, nous préparons un feu de camp qui éclaire les lieux et autorisons, pendant la fête, une fantasia. C'est dire si l'ambiance est au zénith.

Au cours des agapes, je fais remplacer les sentinelles, à tour de rôle, pour que chacun puisse participer. Je remarque une absence. Je m'adresse à *Mialouche* :

- Tu as vu Smail ?
- Non. Voulez-vous que je le cherche ?
- Je m'en occupe.

Armé d'une lampe de poche, je fais le tour de la S.A.S.. Personne. Je finis par le trouver dans le mirador derrière la villa, écroulé et en larmes.

- Que fais-tu ici ? Pourquoi ne viens-tu pas avec nous tous faire la fête ?
- Mon lieutenant, je ne peux pas.
- Pourquoi ?
- Je pense à tous ceux de ma famille qui sont morts.

Il avait perdu une trentaine de ses proches. La moitié tuée par le F.L.N., l'autre par l'armée française. Je suis resté un moment avec lui à bavarder. Je n'ai pu le décider à venir. J'ai respecté sa tristesse et de mon côté, lorsque j'ai rejoint les autres, je n'avais plus très faim.

Début octobre, Claude revient à Bouzeguene avec Pascale, âgée de six semaines. Ma soeur Marie-Céline, alors âgée de 18 ans, est du voyage. Elle reste dix jours. Sur le chemin du retour, elle s'arrête à Tizi-Ouzou, pour remplir sa valise d'emplettes souvenirs pour certains membres de la famille. Elle gagne ensuite Alger, en taxi, en compagnie de Leclerc qui est chargé de la conduire à Maison Blanche. J'ai donné comme directive d'éviter Alger pour des questions de sécurité.

Le soir Leclerc arrive par le convoi, la mine déconfite.

- Mon lieutenant, votre sœur... me dit-il, l'air blême, sans finir sa phrase. À le voir, je redoute le pire.
- Quoi ?
- Elle s'est fait tout voler ! finit-il par me dire. J'éclate alors de rire :
- Si ce n'est que cela !

Pendant une seconde, j'ai cru à un grave accident ou à un attentat, car, à cette époque à Alger et dans les grandes villes, l'O.A.S. fait parler la poudre et procède à des exécutions sommaires. Quant à ma sœur, elle était partie manger avec le chauffeur de taxi et Leclerc, laissant en stationnement dans une rue voisine, le taxi fermé avec les valises. Celles-ci contenaient ses effets personnels et surtout tous les cadeaux achetés pour le compte des frères ou amies. À leur retour, une demi-heure plus tard, le taxi est toujours là, mais la vitre arrière a volé en éclats... Il ne reste à ma sœur que son sac à main.

L'arrivée à l'aéroport de Lyon Bron a donné lieu à la même scène tragi-comique lorsque mon père demande à Marie-Céline qui débarque sous la pluie :

- Et tes valises ?
- Je n'ai plus de valises ! dit-elle en fondant en larmes.

Ma mère, toujours maternelle, n'ayant rien compris à ce qui est arrivé, d'ajouter :
- On n'est plus en Algérie, mets ton imperméable !
- Je n'ai plus d'imperméable !

Ma mère insistant, comme si Marie-Céline avait 10 ans :
- Prends ton mouchoir.
- Je n'ai plus de mouchoir. Je n'ai rien, plus rien, rien, vous m'entendez...

Malgré cet incident, Marie-Céline ne gardera pas un mauvais souvenir de l'Algérie où elle retournera en 1963, après avoir obtenu des Myriams où elle travaillait comme secrétaire, un congé sabbatique de 6 mois. Elle avait pris contact avec l'abbé Pierre qui avait donné une conférence à Saint-Gervais. Celui-ci avait été invité par nos parents. Dans le cadre d'une de ses œuvres, elle ira dans la région de Djemila entre Sétif et Constantine où elle s'occupera du problème des omis à l'état civil.

À partir de septembre, l'intensité des opérations diminue. Les unités des chasseurs sont redéployées de façon plus extensive. Des postes sont supprimés. La 1ère Compagnie va quitter Haoura. Le F.L.N. va en profiter pour relever la tête. Deux habitants de Taourirt sont exécutés par le F.L.N.. Le poste de Tazrout est harcelé une nuit.

Fin octobre, période où tout le monde pressent que le temps de la présence française est compté, je résilie le contrat me liant à l'armée, en respectant le préavis prévu de quatre mois.

Chez les militaires, dans cette atmosphère déboussolée, la rigueur dans le choix des lieux et itinéraires pour les embuscades et les réflexes acquis les mois précédents ont tendance à s'émousser. La nuit du 20 octobre, c'est le drame, deux patrouilles dans la nuit, trompées par l'obscurité, ouvrent le feu l'une sur l'autre. J'apprends cette catastrophe, à vingt-trois heures, en faisant le tour des sentinelles et en voyant de la lumière à l'infirmerie. Je remplace un des chasseurs, effondré, occupé avec le médecin à faire la toilette de son camarade, victime de cette méprise tragique. Un deuxième chasseur, blessé gravement, est évacué sur Tizi-Ouzou où il décède un peu plus tard.

Cette période est un épisode sombre où l'armée, dans le bled, continue à se battre contre le F.L.N., tandis que le pouvoir, de son côté, lutte contre les commandos O.A.S. qui se manifestent surtout dans les villes. Nous recevons à partir d'octobre, à titre personnel, du courrier émanant de l'O.A.S. faisant le point ou fustigeant l'action du Gouvernement. Courant novembre, un député d'origine kabyle, *Ameur Said*, alors qu'il roule en voiture vers Tizi-Ouzou, est victime d'un attentat. Il est abattu par un commando en moto qui croise sa voiture. La presse met en cause le

F.L.N.. L'O.A.S., qui accuse l'intéressé de collusion avec le F.L.N., revendique, par la suite, cet attentat dans un tract, reçu par courrier à notre adresse personnelle.

Début novembre, débarque chez les chasseurs, un lieutenant qui a été officier au 1er R.E.P.. Il vient de purger, après le putsch, six mois de prison à Tulles où, me dit-il, il était en bonne compagnie avec des officiers étoilés et des officiers supérieurs. Il se présente ainsi à chaque nouvelle connaissance :

- Lieutenant *Leblon*, officier félon !

Je le mets en garde contre l'aspect provocateur de sa présentation. Apprenant que j'ai été au 5e Étranger, il m'informe, ce que je pressentais, que Le Pivain avait quitté l'armée pour rejoindre l'O.A.S..

Leblon prend la tête du commando de chasse local et veut du résultat. Jean-Pierre Dépérraz, un de mes amis et voisins, qui a servi au 27 à cette époque, me dira récemment, au cours d'une conversation, que cet officier avait déserté le 19 mars 1962, pour rejoindre un maquis O.A.S. et pouvoir ainsi continuer la lutte contre le F.L.N..

178. Jacquetel, un doux géant, ancien du bataillon de Corée.

Courant novembre, je fais connaissance, lors d'un convoi à Azazga, de Jacquetel. Celui-ci vient de prendre en charge la S.A.S. de Tabouda où était précédemment mon ami Tréfeil. Il m'indique que Tréfeil était maintenant à la S.A.S. de Takerboust du côté de Bouira, après avoir été à Elma-Beskri.

- Serais-tu d'accord pour aller faire un saut à Takerboust que je viens de quitter ? Tu reverrais ainsi ton ami Tréfeil. Nous pourrions y aller en passant par la route des crêtes.
- Ce serait d'autant plus facile que le génie a ouvert une route traversant l'oued Sahel. Nous pouvons ainsi aller de Bouzeguene à Tabouda sans difficulté.

Jacquetel est un ancien du Bataillon de Corée [84]. Il sert dans les Affaires algériennes à titre civil. C'est un géant au regard doux, à qui je tendrai toujours la main, avec une certaine appréhension, en pensant intérieurement : *« N'oublie pas de me la rendre.»* À la suite de notre entretien, il vient à Bouzeguene où, cartes en mains, nous mettons au point les modalités pratiques du voyage. Il me précise :

- Tu vois, il s'agit depuis Tabouda de rejoindre le col de Chellata, par la nouvelle piste ouverte par le génie. Là, nous retrouverons la route touristique qui suit la ligne de crête, à une altitude moyenne de mille six cents mètres en dominant la vallée de la Soummam. Celle-ci se prélasse au sud, quelque mille trois cents mètres plus bas. Cette route touristique conduit au col de Tirourda, extrémité est de la chaîne du Djurdjura. De là, nous aurons à emprunter la N15, une route

escarpée, reliée à la N26 à hauteur de Cheurfa. Takerboust est sur le chemin.

L'expédition touristique me séduit d'emblée. C'est une région que je ne connais pas. De plus, je reverrai mon ami. Jacquetel poursuit :

- Je m'occupe de tout : contacts avec l'armée pour signaler notre déplacement. Contact avec Tréfeil qui nous recevra à midi.
- Quels véhicules prenons-nous ?
- Tu prends ta jeep et trois personnes. Je ferai de même. J'emmène Casamatta, le chauffeur de Tabouda.
- J'emmène Pirel qui sera heureux de faire le voyage.
- Pas de problème !

De Bouzeguene à Takerboust

Extrait des cartes IGN au 1 : 200 000, Carte d'Algérie, Tizi Ouzou, Type 1960 et Aumale, Type 1960
© IGN - Paris (1962) – Autorisation n° 50-5331

84. En réponse à la résolution prise par le Conseil de sécurité de l'ONU, fut constitué, dès l'été, à AUVOURS, dans la Sarthe le 7 juillet 1950, le Bataillon français de Corée de l'ONU.

Commandé par le légendaire MONCLAR, qui renonça à son grade de général pour être de ce noble combat, le bataillon était le 25 novembre 1950 sur la terre de Corée, à SUWON. Plus de 3 400 Français s'engagèrent de 1950 à 1953 pour défendre la Corée agressée, sous le drapeau de l'Organisation des Nations Unies, au sein de la 2ème division d'infanterie américaine. Ils ont porté haut, très haut, les valeurs de la France. 262 d'entre eux sont tombés au champ d'honneur. (Source : http://www.defense.gouv.fr/sites/defense/decouverte/le_ministere/secretaire_d_etat_a_la_defense/declarations/50eme_anniversaire_de_la_fin_de_la_guerre_de_coree_1/)

C'est ainsi que le dimanche 26 novembre, à huit heures, dans le plus simple équipage, nous quittons Bouzeguene en jeep. J'ai avec moi Pirel, *Mialouche*, un moghazni. Voyage sans incident, par un temps magnifique où la beauté de la Kabylie s'offre à nous. Sur la pellicule de mon appareil, je fixe ces paysages d'une beauté à couper le souffle.

Nous arrivons en fin de matinée et en profitons pour faire un tour dans Takerboust où Jacquetel retrouve les Kabyles du village avec qui il avait noué des contacts chaleureux. Les enfants de Tréfeil font la fête à Casamatta qu'ils n'avaient pas vu depuis des mois. Personnellement, je suis ravi de revoir mon ami, sans me douter une seconde que ce serait notre dernier contact.

L'amitié vraie est au rendez-vous. Madame Tréfeil, en parfaite maîtresse de maison, nous reçoit avec simplicité et chaleur. Nous ne pouvons pas nous empêcher, au cours du repas, d'évoquer le contexte du moment et sommes gagnés les uns et les autres par un certain spleen. Nous parlons du combat perdu de l'O.A.S. et de ses méthodes que chacun d'entre nous condamne. Nous les mettons sur le compte du désespoir. Nous parlons avec un certain découragement du rôle que nous assumons. Nous évoquons au cours de nos conversations, l'attentat revendiqué par l'O.A.S., dont a été victime le député *Ameur Said*. Tréfeil à ce propos nous montre le tract de l'O.A.S. que j'ai également reçu.

Par prudence, dès le début de l'après-midi, nous prenons congé pour faire la route en sens inverse. Nous ne voulons pas nous faire surprendre par la nuit. Le retour se passe aussi bien que l'aller, sans incident. Une journée de bonheur simple qu'une fée maléfique s'ingéniera à vouloir transformer en réunion de conspiration.

179. Arrêt au col de Chelatta. De g à d : *Mialouche*, Jacquetel, Claude, Casamatta.

180. Les « *conspirateurs*» prennent le café : le sous-lieutenant Pirel, Jacquetel, Madame Nicole Tréfeil, le lieutenant Jean-Pierre Tréfeil, Casamatta avec les enfants sur les genoux.

181. Casamatta avec Béatrice et Frank avant de repartir pour Tabouda

5.2 - Une histoire de fous (décembre 1961)

Le jeudi 21 décembre, nous descendons en convoi et allons jusqu'à Tizi-Ouzou faire les courses pour Noël. Comme ce sera notre dernier Noël sur place, tout le monde est d'accord pour marquer l'événement. Nous ferons la fête tous ensemble : les gendarmes, les moghaznis et les attachés civils. Nous serons une soixantaine. Claude en a parlé avec les autres femmes de la S.A.S.. Munie de la liste des courses, elle prend place, avec Pascale, dans le G.L.C. Berliet que je conduis et que tout le monde connaît. Nous empruntons le convoi habituel et descendons à Tizi-Ouzou.

Nous y sommes vers 9h30. En arrivant en ville, un planton de la préfecture qui a vite repéré notre camion, cherche Pirel qui est également du voyage. Il lui demande de le suivre chez le préfet. Pirel est surpris. Je ne le suis pas moins.

182. Claude et Pascale en novembre 1961

Je commence à faire les achats en compagnie de Claude qui porte Pascale. À 11 heures, le même planton me joint dans un magasin et me demande de venir avec lui à la Préfecture. J'abandonne Claude et Pascale et suis mon nouveau guide. Je pénètre dans le bâtiment préfectoral où je n'ai jamais eu l'occasion de me rendre. Je gagne le bureau du Préfet au 1er étage. Je suis en treillis, comme à chaque fois que je descends en convoi. Je me présente à monsieur *Rual* que je rencontre pour la première fois.

Il me fait asseoir.

- Lieutenant, je me dois de vous dire que je n'ai rien contre vous. Mais j'ai des questions à vous poser. Qu'êtes-vous allé faire à Takerboust il y a un mois ? me demande-t-il.
- Me promener et dire bonjour à mon ami Tréfeil.
- De quoi avez-vous discuté ?

La conversation commence à prendre une tournure qui sent l'interrogatoire. Je ne peux pas prendre la chose au sérieux.

- Monsieur le préfet, vous souvenez-vous de la conversation que vous avez eue le même jour ?
- C'est moi qui pose les questions.
- Je ne me souviens de rien en particulier, mais je peux vous affirmer, sans me tromper, que notre conversation a porté sur l'actualité et sur l'utilité de ce que

nous faisons actuellement en Algérie, compte tenu des négociations menées parallèlement avec le F.L.N. et des conséquences qui en découleront. C'est le sujet de toutes les conversations, en ce moment, dans les mess ou à chaque fois que nous nous rencontrons entre officiers.

- Quelles sont vos idées politiques ?
- Monsieur le préfet, je pourrais vous répondre qu'à la limite, cela ne vous regarde pas. Mais comme c'est au sujet de l'Algérie que vous souhaitez connaître ma façon de penser, je vais vous répondre. Je n'en pense plus rien. Je regrette simplement d'être venu ici perdre mon temps, ce qui n'est pas grave, par contre, je regrette que mon frère et bien d'autres se soient fait tuer pour rien. Je n'aspire plus qu'à une chose : retourner à la vie civile et oublier !

Le préfet, piqué au vif, ne retient que la dernière partie de ma phrase et me rétorque :

- Je suis très fier de ce que je fais. Je vous demande de faire votre devoir.
- Monsieur le préfet, dans ce domaine, je ne crois pas que vous ayez quoi que ce soit à me reprocher. Cela va faire un an et demi que je suis à Bouzeguene et je pense être parmi ceux qui ont fait le maximum. Si vous étiez venu me voir sur place, j'aurais pu vous faire constater tout ce que nous avons fait pour la population.

Le ton est donné. Je ne sais pas où mon autorité de tutelle veut en venir. Je n'arrive pas à prendre la situation au sérieux, ni à avoir de la considération pour cet énarque qui poursuit, de son ton affecté à la Marie Chantal.

- Quel était le but de votre réunion chez Tréfeil et quel projet aviez-vous envisagé ?
- Je ne comprends pas ce dont vous voulez parler ?
- Quel document a circulé à table ?
- Il n'y a eu aucun document qui ait circulé à table.
- Je vous repose la question, quel était le but de votre réunion et quel document a circulé à table ?
- Je vous ai répondu. Je me suis invité chez mon ami qui nous a reçus avec beaucoup d'amabilité. J'ai fait un beau voyage par la route des crêtes. En chemin, j'ai pris de nombreuses photos que je pourrai vous faire voir si cela vous intéresse. Je n'ai rien d'autre à vous dire.

Passe un instant. Monsieur *Rual* appelle sa secrétaire et lui demande de faire venir Pirel qui pénètre dans le bureau. Le préfet se lève et se dirige vers lui. Je me lève à mon tour. Le reste de l'entretien se poursuit debout. Monsieur *Rual*, s'adresse à Pirel :

- Quel document a circulé à table ?

Pirel embarrassé

- Heu ! je ne sais pas.
- Y a-t-il eu oui ou non un document qui a circulé à table ?
- Je ne crois pas.

Je comprends alors que Pirel a été interrogé et que nos versions doivent diverger. Le préfet, se rendant sans doute compte qu'il n'arrivera pas à obtenir grand-chose de nous, prend le combiné du téléphone et avec son accent ampoulé :

- Mon général, est-ce que vous pouvez venir, il y a deux officiers qui se moquent de moi dans mon bureau ?

Dix minutes se passent. La porte s'ouvre. Entre le général Simon, sanglé dans son uniforme, bardé de toutes ses décorations. Il a perdu l'œil droit en 1941 à proximité de Damas. Je le vois pour la première fois. Je me mets mollement au garde-à-vous et, pour une raison qui m'échappe, ostensiblement, me déplace, à trois mètres de là, pour aller déposer mon képi sur un fauteuil, avant de revenir à ma place.

Le préfet lui résume la situation devant nous :

- Le lieutenant Grandjacques, qui a servi à la Légion, a participé à Takerboust, il y a un mois, à une réunion chez le lieutenant Tréfeil, originaire de Bab-el-Oued, ancien parachutiste, sympathisant notoire de l'Algérie française. Ils ont réfléchi à un projet concernant la préfecture. Ils ont examiné un document.

J'interviens :

- Pourrais-je vous parler en l'absence de Pirel ?

Celui-ci sort. Je poursuis :

- Je ne sais pas ce qu'a pu vous dire Pirel, mais je peux vous affirmer que je dis la vérité. Quant à Pirel, il est jeune. Il a besoin d'être canalisé et a pu dire des choses qui ont dépassé ses pensées ou qu'il a transformées.
- C'est qu'il sait présenter les choses, ce lieutenant ! m'interrompt le préfet, en s'adressant au général Simon.

Puis reprenant :

- Votre ami Tréfeil est un animal nuisible. Il faut qu'on l'écrase. Qu'êtes-vous allés faire à Takerboust et quel document a circulé à table ?
- Monsieur le préfet, nous n'avons sans doute pas le même sens de l'honneur et de l'amitié. En ce qui me concerne, je n'ai pas l'habitude d'aller manger chez des amis et de les débiner par la suite. Si Tréfeil m'avait fait des confidences, vous devriez compter avec ma discrétion. Mais il ne s'est absolument rien passé, je peux vous l'affirmer sur l'honneur. Je ne vais tout de même pas, pour vous faire plaisir, corroborer je ne sais quel plan ou faits imaginaires qui n'existent pas. Nous avons été reçus par madame Tréfeil qui est une bonne maîtresse de

maison. En dehors de l'évocation des événements actuels comme le font tous les officiers, dans toutes les popotes, nous n'avons rien évoqué de particulier. Je vous le répète : j'ai fait du tourisme et j'ai pris de nombreuses photos.

Le temps passe. Il est 13 heures passées. Le préfet va jusqu'à son bureau et passe un coup de fil. Je l'entends dire :

- Ici *Rual*, est-ce que vous pouvez venir jusqu'à mon bureau. Je suis avec le général Simon.

Arrive, peu de temps après, le lieutenant de gendarmerie *Vallat* que j'ai eu l'occasion de rencontrer.

- Vous allez vous occuper de ces deux officiers qui ont une déposition à faire.

Le lieutenant de gendarmerie me demande alors de lui donner le P.A. que je porte à la ceinture et me demande de le suivre.

Avant de quitter la pièce, j'interviens en m'adressant à mes deux interlocuteurs :

- Je suis descendu avec mon épouse et le camion de la S.A.S.. Comment va-t-elle gagner Bouzeguene ?
- Nous allons nous en occuper. Il ne faut pas en effet que madame Grandjacques paie pour les forfanteries de son mari.

Un sous-officier va rejoindre Claude qui attend dans le camion avec Pascale.

- Votre mari mange avec le général et le préfet. Je suis chargé de vous reconduire à la S.A.S. de Bouzeguene.

Le repas va durer longtemps ! Pendant huit jours, Claude n'aura aucune nouvelle de moi. Elle passera Noël seule, à la S.A.S..

Je pars donc à la gendarmerie de Tizi-Ouzou où je suis confiné dans une pièce comprenant un lit et une table. Un gendarme m'y apporte mon repas. *Vallat* s'excuse auprès de moi. Il exécute les ordres. Dès le lendemain matin, il recueille ma déposition dans laquelle je donne de nombreux détails sur l'organisation de notre déplacement, l'itinéraire, nos sujets de conversation. Un gendarme en tape le texte de ses deux doigts, sur une Burroughs. Ce n'est pas un virtuose du clavier. Cela demande du temps. Sur le coup de midi, arrive le passage où il faut aborder la question du document, domaine où ma déposition semble diverger de celle de Pirel.

Depuis mon entretien avec le préfet, je comprends que Pirel a dû vraisemblablement parler du tract de l'O.A.S. revendiquant l'assassinat d'*Ameur Said*. Je l'ai réalisé trop tard.

Un changement de version dans mes déclarations, dans ce contexte où certains officiers sont à priori suspects pour être d'origine pied-noir ou pour avoir servi dans

des unités comme la Légion ou les Paras, rendrait, me semble-t-il alors, mon témoignage encore plus suspect. Je décide en mon for intérieur de conserver le cap.

- Il faut que tu parles du document, me fait remarquer *Vallat*.
- Peut-on remettre à cet après-midi ?
- Pas de problème.

Je prends mon repas tranquillement. Nous reprenons ensuite.

- Alors, tu as réfléchi. Ils ont l'air focalisés sur ce point !
- Ecoute, je ne sais pas comment il faut parler de ces choses. Je n'allais tout de même pas dire au préfet et au général que je souffrais d'une crise d'hémorroïdes et que la douleur m'a empêché d'être attentif à ce qui s'est dit. S'il y a eu un document, je ne m'en souviens pas du tout.

Vallat fait enregistrer ma déposition avec un air entendu. Ma déclaration à double lecture produira l'effet voulu, mais je suis happé dans une spirale où je ne maîtrise plus les événements. Je passe Noël, enfermé dans une chambre à la gendarmerie où, au demeurant, je suis bien traité. Je lis *« le Cardinal »*, un pavé d'Henry Morton Robinson.

Le samedi 29 au matin, je suis conduit par un gendarme chez le juge d'instruction qui me demande de décliner mes qualités. Il commence à haute voix :

- Vu l'article 16 de la constitution... puis il poursuit la lecture à voix basse et finalement parcourt le document seulement des yeux. Après quelques instants, il finit par me dire :
- C'est une histoire de fous !
- Je ne vous le fais pas dire ! Monsieur le juge. Tout à l'heure, vous avez fait référence à l'article 16[85] de la constitution. Je croyais que l'article 16 n'était plus en vigueur.
- Oui, vous avez raison, mais ses effets demeurent. De toute façon, je rends une ordonnance de non-lieu. Vous êtes libre. Vous pouvez signer ici.

Je quitte Tizi-Ouzou et arrive à Bouzeguene dans l'après-midi. À mon arrivée, je suis reçu par un jeune sous-lieutenant :

- Sous-lieutenant Lachaud, affecté à Bouzeguene.
- Heureux de faire votre connaissance.
- Il doit remplacer Pirel, me dis-je en moi-même.

---

85. L'article 16 permet au Président de la République de prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires en cas de circonstances exceptionnelles (ex : guerre civile, grève générale paralysant le pays, atteinte à l'intégrité du territoire national). Pour cela, il doit consulter le Premier Ministre et le président des 2 assemblées : Assemblée nationale + Sénat). Certains juristes de droit constitutionnel voient dans cet article une porte ouverte vers la dictature. Car lors de sa mise en application, le Président de la République peut concentrer dans ses mains les pouvoirs exécutifs et législatifs.

Je fais rapidement le tour des bureaux. Le personnel se pose des questions. Je n'ai pas le temps d'approfondir, deux heures après mon arrivée, je reçois un message radio :

- *« Vous présenter au général Simon demain à 10 heures. Entre-temps, passer les consignes de la S.A.S. au sous-lieutenant Lachaud. Signé capitaine Léar »*.

En clair, je dois quitter Bouzeguene. Je tiens Lachaud informé. Je lui indique que, pour moi, les consignes se bornent à l'armement et à la caisse. Nous relevons ensemble le numéro des armes et arrêtons les comptes de la caisse. Une fois ce travail terminé, je précise à Lachaud :

- Avec mon départ, j'estime que c'est la fin de la S.A.S.. J'emmène le fanion [86].

Claude prépare nos bagages qui sont vite bouclés. Je demande à *Peunaïs* qui tient toujours son épicerie, si, le lendemain, il peut assurer mon transport jusqu'à Tizi-Ouzou.

En compagnie de *Peunaïs*, pour être à l'heure au rendez-vous, je pars avec un peu d'avance. Je conviens avec Claude que, selon mon affectation, elle ira chez les Bordas à Alger. En arrivant à hauteur du carrefour d'Iffigha, j'aperçois le capitaine *Léar* qui m'attend au bord de la route. Je fais arrêter mon taxi bénévole.

- Vous avez bien reçu mon message ?
- Oui, mon capitaine.
- Avez-vous le document du passage de consignes ?
- Oui mon capitaine, dis-je en tendant le double que j'ai pris avec moi et qu'il parcourt.
- Vous appelez cela un passage de consignes ?
- Que voulez-vous de plus ? Je n'allais pas passer la nuit à compter le mobilier. Je n'emporte rien. Tout est dans ma cantine.

Nous reprenons la route. J'arrive à Tizi-Ouzou. C'est dimanche, tout est presque désert, même les bureaux de la Division. Un capitaine arrive. Je me présente :

- Lieutenant Grandjacques. J'ai rendez-vous avec le général Simon.
- Effectivement. Prenez lecture de ce document. Vous êtes aux arrêts de rigueur.

Un peu décontenancé par cette douche froide à laquelle je ne m'attends pas, je me ressaisis de suite et demande :

- Me donnez-vous l'autorisation de prendre les dispositions utiles avec le taxi au sujet de mon épouse qui est encore à Bouzeguene ?
- Je vous accompagne.

---

86. Je le garderai pendant une vingtaine d'années. Puis un jour, je le brûlerai, avec les quelques documents que je pouvais détenir concernant cette période.

Suivi de mon nouvel ange gardien, je retrouve *Peunaïs* [87]. Je lui demande encore le service de retourner à Bouzeguene, chercher Claude et de la conduire à Alger avec Pascale.

Je prends alors connaissance de façon détaillée de la sanction :

> *« 30 jours d'arrêts de rigueur pour avoir participé à une réunion activiste à Takerboust, s'être déplacé sans autorisation, avoir menti au général et au préfet pour disculper un camarade, avoir manqué de respect au général et au préfet ».*

Je signe la sanction et m'enquiers :

- Puis-je faire des remarques ?
- Vous avez tout loisir de faire part de vos observations, mais vous avez le temps de les rédiger.

Je rédigerai donc un courrier circonstancié, contestant chacun des motifs, en dehors du fait de m'être déplacé sans autorisation, alors que sur ce dernier point de détail, il n'était pas habituel, pour nos déplacements, de demander une autorisation. La plupart du temps, nous informions les militaires du secteur, par mesure de sécurité, jamais l'échelon de liaison. Je demanderai en outre à rencontrer le général à l'expiration de la sanction. Celui-ci me recevra pendant une heure.

Je suis consigné dans une chambre du rez-de-chaussée de la Division à Tizi-Ouzou où je passe le jour de l'an. J'y reste jusqu'au 20 janvier 1962. J'aurai une autorisation de sortie le mercredi, jour où Bordas, dont le commandant de compagnie est compréhensif, pourra conduire Claude et Pascale à Tizi-Ouzou avec sa voiture. Nous aurons le plaisir d'être ensemble et pourrons goûter les saveurs de la ville pendant quelques heures.

Claude, en effet, arrive à la cité Sidi Yaya de Birmendrès, un quartier d'Alger, à un moment où Hélène, la femme de Bordas, est à la maternité pour la naissance de leur deuxième fille, Patricia. Il est à la fois surpris et pas mécontent de voir Claude lui demander refuge : il va avoir quelqu'un pour tenir la maison et s'occuper d'Anne-Marie !

Pendant ce temps d'inaction, dans une chambre, à proximité, Pirel est condamné au même sort. Pas plus que moi, il ne comprend ce qui nous arrive. J'aurai une explication plausible, quinze ans plus tard, en rencontrant, dans une rue de Grenoble, *Templet*, alors officier de renseignement au 27e B.C.A.. Il était revenu à la vie civile.

- À propos, lui dis-je au cours de notre conversation, as-tu une explication sur les conditions de mon départ de Bouzeguene ?
- Des propos de bar au mess.... me répondit-il sans plus s'étendre.

87. Madame Tréfeil, lorsque je l'aurai au téléphone, m'indiquera avoir quitté Takerboust dans les mêmes conditions. Elle devra, elle aussi, s'arranger avec un Kabyle du coin pour quitter la S.A.S. de Takerboust et se rendre à Alger !...

Je compris alors, comme je le je pressentais, que tout était parti de chez les chasseurs et du mess que fréquentait Pirel. Celui-ci, comme je l'ai réalisé après coup, pendant notre période de repos forcé, avait conservé de son passage au lycée en Tunisie qu'il avait quitté il n'y avait pas si longtemps, un style blagueur et un peu potache : il n'avait pas son pareil pour détendre l'atmosphère, plaisanter, faire des farces ou croquer une situation.

Un matin où nous pouvions bavarder furtivement dans le couloir, il me communique un dessin qu'il venait de faire dans la nuit. On y voyait une vache, crachant sa colère par ses naseaux fumants, qui se précipitait, tête baissée, contre une pancarte que, de ses cornes, elle arrachait à l'enclos où elle était fichée. Cette pancarte portait l'inscription : « *Mort aux vaches !* »

Pirel était comme chez lui, chez les chasseurs avec qui il entretenait des relations excellentes, fortifiées, du reste, par les quelques sorties en opérations effectuées avec cette unité. Ceux-ci appréciaient sa jovialité, son entrain et sa bonne humeur communicative. Dans ce coin perdu et le contexte du moment, sa joie de vivre et son caractère extraverti apportaient un rayon de soleil à ceux qui pouvaient être gagnés par le cafard ou le spleen.

183. Une association qui n'engendrait pas la mélancolie. Gilbert et le sous-lieutenant Pirel.

Au retour de notre expédition à Takerboust par la route des crêtes, il avait, sans nul doute, parlé de notre sortie au mess, en brodant, vraisemblablement, ou peut-être en plaisantant avec des sous-entendus. Dans le climat de psychose et de paranoïa d'alors, des oreilles malveillantes et la rumeur avaient transformé notre voyage de tourisme qui, alors il est vrai, avait un caractère insolite, en réunion de conspiration.

Ce dernier m'avait également rendu compte, au retour du convoi qui a précédé notre convocation chez le préfet, avoir eu un contact avec le commandant des chasseurs qui l'avait félicité pour sa conduite et son comportement lors des opérations. Il envisageait même de lui faire attribuer une citation à l'ordre du régiment. À cette occasion, il avait questionné adroitement Pirel sur notre sortie à Takerboust. Mis en confiance, celui-ci avait raconté notre expédition. Il n'y avait du reste rien à cacher [88].

Une semaine plus tard, tel un lycéen convoqué chez le proviseur à la suite d'une farce qui a mal tourné, Pirel, cueilli à froid et impressionné par le préfet qui lui présentait un plan fumeux, étayé de détails exacts concernant notre déplacement, a été complètement déstabilisé.

J'appris en outre, toujours de Pirel, pendant nos arrêts de rigueur, qu'il s'amusait, les derniers mois, à Bouzeguene, dans cette période explosive et trouble où tout pouvait donner lieu à interprétation, à abandonner, en cachette, au mess, une partie des courriers ou tracts de l'O.A.S. que nous recevions. Il voulait voir les réactions. En l'occurrence, dans notre aventure qu'il n'a pas voulue, il a été satisfait au-delà de ses espérances. Pour tenir compte des arrêts de rigueur, il effectuera quarante-cinq jours supplémentaires de service militaire !

Dans cette aventure, ce qui m'a perturbé et le plus ennuyé, c'est le prix payé par Tréfeil que, pendant mon séjour forcé à la Division, j'ai aperçu une fois, de loin, menotté, encadré par deux gendarmes. Non seulement son hospitalité a été mal récompensée, mais il a été sanctionné et a payé cher cette rencontre amicale transformée, dans le contexte d'alors, en réunion de conspiration sur la base de faits imaginaires et inexistants.

À l'occasion de la rédaction de cet ouvrage, j'ai appris, avec peine, le décès de mon ami, survenu le 6 avril 2004 sans que nous ayons pu évoquer cet épisode pénible pour lui et les siens.

- Jean-Pierre, m'a raconté son épouse, a été transféré au Château Holden à Douera près d'Alger, où étaient internés alors de nombreux défenseurs de l'Algérie française. Il y était relativement bien traité. Je pouvais aller le voir. Il s'en est évadé et a gagné la France, ce qui lui a valu d'être arrêté et interné à la prison de la Santé puis au Fort du Ha, près de Bordeaux avant de bénéficier d'un non-lieu fin 1962.

Fin 1961, être né à Babel Oued, avoir été officier parachutiste, avant d'être chef de S.A.S. et avoir affiché ses convictions Algérie française, l'avaient rendu suspect et dangereux aux yeux de l'autorité. Faute de preuve, la présomption de culpabilité suffisait et les mesures administratives suivaient.

En ce qui me concerne, je quitte Tizi-Ouzou le 22 janvier. Je suis muté à la C.A.R.[89] à Lyon que je rejoins fin janvier 1962. À mon arrivée, je m'emploie à faire valoir qu'il n'est pas rentable de m'affecter à Lyon pour un mois et demande une affectation sur Annecy ou Chamonix. Finalement, un colonel compréhensif m'accorde une permission exceptionnelle, en attendant la fin de mon contrat le 28 février 1962.

Quant à la page que j'avais écrite en Algérie, elle a été tournée prématurément et de façon brutale. J'ai été arraché plus tôt que prévu de cette terre et j'ai dû quitter précipitamment cette population à laquelle j'étais profondément attaché.

Au contact du dénuement et de la détresse de ces gens simples, je me suis

88. Il me paraît vraisemblable que le lieutenant *Templet* n'a eu qu'à faire la synthèse entre les propos de bar et les informations recueillies par le commandant. De là, via sans doute l'échelon de liaison cette soi-disant affaire était remontée à la Préfecture.

89. Compagnie administrative régionale.

enrichi devant leur attitude empreinte tout à la fois de stoïcisme, de fatalité, mais surtout de noblesse et de dignité. Quelle leçon face à l'adversité, nous a donné cette population à qui il manquait tout ! J'ai compris alors quelle était la véritable échelle des valeurs et que la vraie richesse était celle du cœur.

184. Rencontre avec un sage.

En moins de deux ans, ces villageois démunis, m'auront plus appris par leur façon d'être, que je n'apprendrai pendant le reste de ma vie. J'ose espérer que l'action menée pendant cette période, par ceux qui portaient l'uniforme, a donné aux habitants de Bouzeguene et d'Aït Ikhlef, une image de la France différente de celle que certains voudraient ou se complaisent à vouloir montrer.

Ma fierté est d'avoir dirigé une équipe hétérogène, mais animée de la plus grande bonne volonté. Conscients d'être des nantis, nous avons tous donné, je pense, le meilleur de nous-mêmes, car la détresse environnante nous portait vers l'exigence des sommets.

Même si nous n'avons pas amélioré, de façon significative, le quotidien et la situation de ceux dont nous avions la charge, ce que nous avons entrepris allait dans le bon sens. Nous pouvons être fiers, sans forfanterie, d'avoir contribué à faire aimer la France dans ces années de tragédie qui ont broyé des hommes et des familles dans les deux camps.

Mes pensées voleront souvent vers Bouzeguene et la Grande Kabylie, pays de mon cœur. Mon activité à Bouzeguene restera pour moi la période la plus émouvante et la plus exaltante de ma vie professionnelle.

Le jugement des hommes et de ceux dont je dépendais n'a aucune importance. Par contre, le regard que je peux porter sur moi-même et sur l'action que j'ai menée

185 et 186. Enfants des villages

en Grande Kabylie, compte plus que tout. Je peux me regarder dans la glace. Je n'ai pas honte, bien au contraire. Comme bien d'autres, dans le contexte du moment, en portant l'uniforme, nous avons servi avec cœur une population broyée et déchirée entre son passé et un avenir qui finalement se fera en dehors de la France.

Quelques mois plus tard, cette population sera finalement abandonnée aux mains de ceux que nous combattions. Une nouvelle chape de plomb recouvrira ce pays qui va finir par *« gagner l'indépendance, mais malheureusement, pour longtemps perdre la liberté »*.

5.3 - L'arrivée en France de *Mialouche* (1er semestre 1962)

Revenu à la vie civile, trouver du travail est ma première préoccupation. Je fais immédiatement des démarches et attends des réponses. Dans l'expectative d'un emploi, je loue un appartement chez mes parents et, dès février, m'affaire à transformer, aux Bernard, une petite remise en mazot habitable, au moins pour les vacances. Tout en cherchant à réchauffer mes doigts engourdis par le froid sévère de février, je ne me lasse pas d'admirer les Dômes de Miage dont la beauté glaciale, à cette époque de l'année, est couverte d'un manteau d'hermine.

La page de l'Algérie est pour moi, semble-t-il, tournée. Un soir, courant mars, un inconnu tambourine à la porte de l'appartement que j'occupe et se présente :

- *Dupond* des renseignements généraux à Annecy. Vous êtes bien monsieur Grandjacques Claude ?
- Effectivement !
- J'ai un document pour vous. Après en avoir pris connaissance, je vous demanderai de le signer.

La machine administrative s'est mise en route. Je suis interdit de séjour en Algérie.

Pendant ce temps là, à Bouzeguene, la situation évolue rapidement. Dès début février, les chasseurs se redéploient provisoirement dans les environs : Tabarourt, Yakouren, Port Gueydon, ...

La 4e compagnie quitte Aït Megeve le 20 février. J'envoie alors à *Mialouche* une attestation lui promettant un emploi sur place et un certificat d'hébergement pour sa famille. En effet, avant mon départ, je lui avais renouvelé la promesse, faite quelques mois auparavant, de ne pas le laisser tomber et de lui trouver un logement et du travail en France. Je lui avais laissé l'adresse et le numéro de téléphone de mes parents qui, eux, sauraient toujours où me joindre. Il était prévu que ceux-ci l'hébergeraient momentanément.

La S.A.S. de Bouzeguene est fermée le 7 mai 1962. Elle est provisoirement repliée sur Iffigha. Je trouve un emploi dans la fonction « *personnel* » d'un groupe industriel qui me nomme dans l'Ariège que je rejoins le lundi 28 mai 1962.

Dans certaines situations tragiques, il y a place, parfois, pour des moments comiques comme en témoigne l'anecdote suivante.

Deux jours après avoir quitté Saint-Gervais, mes parents me téléphonent, un peu affolés. Ils viennent d'avoir une communication avec *Mialouche*. Il est arrivé à Marseille avec sa famille, (Taous, sa femme, Kamel l'aîné, âgé de 3 ans, et les jumelles âgées de 9 mois), mais il n'est pas seul. Sont du voyage *Boullakel* et sa femme Djedjiga, ce qui n'était pas prévu au programme.

- Tu attends à l'aérodrome. Je viens te chercher avec la voiture, lui enjoint mon père qui, au volant de sa 403 familiale descend à Marignane où il arrive six heures plus tard.

187. Kamel, le fils de *Mialouche* derrière les grilles de la villa.

Il fait le tour de l'aérogare. Personne. Il me téléphone dans l'Ariège pour me tenir au courant. À distance, je ne peux rien faire. Mon père se rend à Marseille, fait le tour des centres d'hébergement de la Croix Rouge. Ceux-ci sont débordés par l'afflux de rapatriés venant d'Algérie, qui ne savent où aller. Pas de trace de *Mialouche* et de sa famille. Mon père retourne à Marignane. Toujours personne. Il s'enquiert de la liste des passagers qui ont débarqué. Effectivement, la famille de *Mialouche* figure parmi la liste des passagers. Depuis, plus de nouvelles.

Les lignes téléphoniques chauffent entre le Midi, la Haute Savoie et l'Ariège. Ma mère assure le relais secrétariat avec difficultés car, même si *Mialouche* parle assez correctement le français, il faut de l'accoutumance pour déjouer son accent. Elle finit par avoir *Mialouche* au téléphone :

- Où es-tu ?
- Dans Marseille, près d'une fontaine !
- Nous t'avions dit d'attendre à l'aérodrome, là où les avions atterrissent.

Nous sommes le jeudi de l'Ascension. Mon père, découragé et sans nouvelles, finit par rejoindre, seul, Saint-Gervais.

Samedi matin, silence téléphone. Comme je tourne en rond, alors que je suis venu prendre mon emploi en célibataire, en attendant de trouver un logement, je décide, à mon tour, de rejoindre Marseille depuis l'Ariège. Je fais les mêmes démarches que mon père, sans plus de résultat. Tard dans la soirée, je rejoins

l'Ariège. Le dimanche matin, liaison avec mes parents qui me rassurent :

- Ils viennent d'arriver par le train. Ils sont fatigués. Si tu voyais dans quel état sont les jumelles. Il y a une semaine qu'elles n'ont pas été changées.

Le week-end suivant étant celui de la Pentecôte, j'en profite, au volant de mon Aronde, pour faire une escapade à Saint-Gervais. Je grimpe les escaliers qui conduisent à l'appartement que nous occupions deux semaines plus tôt avec Claude et Pascale, avant de nous installer dans notre petit mazot. Au second étage, cohabitent provisoirement la famille de *Mialouche*, *Boullakel* et Djedjiga.

Au cours de la conversation, je demande à *Mialouche* :

- Où étais-tu à Marseille ?
- À la rue de Rome à Marseille près d'une fontaine !

Je comprends subitement : tout s'éclaire, phonétiquement l'aérodrome ou la Rue de Rome en sabir algérien !

- Pourquoi ? Tu ne connais pas la rue de Rome ?
- C'est *Boullakel*. Quand je lui ai dit qu'il fallait attendre à l'aérodrome, il m'a dit qu'il connaissait. Je lui ai bien dit là où les avions atterrissent. Alors, il s'est fâché. Il m'a dit : j'ai travaillé 10 ans à Marseille. C'est pas toi qui va me dire où est la rue de Rome. Toi, tu ne connais pas la France. Moi, je connais ! Tu sais comment il est. Alors, je l'ai suivi. Nous avons attendu pendant deux jours. Puis nous sommes retournés à l'aérodrome. Nous avons attendu. Finalement, nous sommes retournés à Marseille et nous avons pris le train.

Mialouche, dès le lendemain de son arrivée, travaille comme manœuvre chez un artisan maçon du coin. Un quatrième enfant, un garçon, naîtra en fin d'année à Sallanches. En 1963, je le ferai venir dans l'Ariège où je pourrai plus facilement m'occuper de ses papiers et de son dossier de rapatrié. Comme, à titre marocain, il avait servi dans les S.A.S. pendant plus de six ans, je lui ferai obtenir la nationalité française et profiterai de l'occasion pour lui faire attribuer un nom patronymique français. (Jusqu'alors, il n'avait pas de nom patronymique). Il obtiendra un petit pécule qui lui permettra d'acheter une maisonnette, très ancienne il est vrai, près de son travail.

Nous nous revoyons de temps en temps : la distance est un problème. Ses enfants ont réussi leur vie et travaillent tous. Il m'a confié récemment, les larmes aux yeux, qu'il était heureux et fier d'être Français. Il n'est jamais retourné au Maroc.

Quant à *Boullakel* qui représentait un cas difficile, je suis, encore maintenant, reconnaissant à la direction du collège Sainte-Marie à La Roche d'avoir trouvé une solution honorable de reclassement. *Boullakel* et sa femme seront logés au collège de la Roche qui va employer Djedjiga comme aide aux cuisines et au réfectoire. Elle y travaillera une dizaine d'années avant d'être emportée par la maladie.

Tant que sa santé le lui permettra, *Boullakel* donnera un coup de main pour balayer les couloirs et les dortoirs. J'essaierai, sans succès, de régler son dossier de retraite. Il se souvenait des noms de ses contremaîtres, mais non de ses employeurs. Ses relevés assurances sociales étaient insignifiants et pratiquement inexistants.

Impotent, sans grandes ressources, *Boullakel* sera choyé sur place par le personnel du collège, avant de disparaître un jour : il avait établi le contact avec un de ses fils, habitant la région parisienne, à qui il ne parlait plus depuis 1936, à la suite d'un de ses remariages. Celui-ci était venu le chercher.

Chap.6 - André : les derniers mois de la 1ère Cie du 7e B.C.A. (1962)

André vient de commencer son service à Bourg-Saint-Maurice au moment du décès d'Alain. Il obtient une permission exceptionnelle pour assister aux obsèques de son cousin.

Lorsqu'en janvier 1962, il découvre la terre d'Algérie et rejoint le P.C. de la 1ère compagnie du 7e B.C.A., au cœur des Beni Yenni, je me morfonds au siège de la 27e D.I.A. à Tizi-Ouzou. André est affecté à la compagnie à laquelle appartenait la section que guidait Alain, lors de sa dernière sortie.

Depuis le décès de mon frère, il y a un an et demi, le contexte local et le climat politique ont bien changé. André découvre cette terre avec une vision et une approche de la situation qui correspondent, alors, à celles d'un certain nombre d'appelés. Mon cousin, par honnêteté intellectuelle, avant de rédiger, n'a pas lu ce que j'ai écrit. Je n'ai, bien entendu, pas changé une virgule à son témoignage.

188. André vient d'être incorporé au 7e B.C.A. Photo datant du 1er août 1960.

6.1 - Les Beni Yenni

« Quand un soldat s'en va-t-en guerre, il a … » Non, ce n'était pas ce refrain de Francis Lemarque qui me trottait dans la tête en découvrant la ville d'Alger depuis le pont du Kairouan, au soleil levant, en ce matin de janvier 1962. J'étais tout simplement admiratif devant ce décor de carte postale, cette ville en amphithéâtre que le soleil dorait, même si je savais que ce beau décor cadrait mal avec les événements des 8 dernières années.

La guerre d'Algérie ! Elle a profondément marqué notre génération. Il y avait ceux qui étaient pour, et ceux qui étaient contre. Nourri de *« Témoignage chrétien »* et de *« l'Express »*, je me rangeais dans la deuxième catégorie. Mais les objecteurs de conscience à l'époque étaient passibles de plusieurs années de bataillon disciplinaire. Et l'Église de France avait pris la position qu'il fallait faire son devoir de *« citoyen »*. Je me suis donc retrouvé en juillet 1960 au 7e Bataillon de Chasseurs Alpins à Bourg Saint-Maurice (Savoie).

J'ai expliqué d'ailleurs longuement ma position, le jour de l'incorporation, à l'officier qui essayait de me convaincre de faire les E.O.R., les bacheliers n'étant pas si nombreux à l'époque. Je ne me suis pas laissé fléchir. La Patrie a perdu ce jour-là un officier, et j'ai gagné 18 mois dans les montagnes que j'aimais, même si je ne l'ai pas fait pour ce motif.

Instructeur auprès des jeunes recrues pendant un an après le peloton, j'ai essayé d'adoucir tant soit peu leur sort. La moitié en effet venait du nord de la France, panachage oblige. Car au plus fort de la Guerre, des sections avaient été anéanties dans des embuscades, et des villes ou villages avaient perdu beaucoup de jeunes. En panachant les origines, on rendait les pertes plus supportables. Mais imaginez des jeunes du plat pays du nord de la France lancés dans des marches en montagne, fusil et barda sur le dos, alors qu'ils n'avaient jamais gravi que des terrils…

Ce 3 janvier 1962, me voilà donc à Marseille, montant sur le bateau à destination d'Alger. C'était aussi la première fois que je voyais la mer, car dans nos montagnes, les vacances d'été étaient réservées d'office aux travaux des champs, ou à s'occuper des touristes venant en Haute-Savoie.

189. Depuis les Benni Yenni, vue sur le Djurdjura. A gauche, Tamgount-de Lalla Khedidja. (2308 m), au centre l'Azrou-ou Gougane, dans les nuages, Ras-Timedouine (2305 m).

Ce premier contact avec la Méditerranée fut d'ailleurs… houleux. Un fort mistral soulevait des paquets d'écume. Beau spectacle, mais le tangage du Kairouan fut fatal au repas qui venait de nous être servi. Le reste de la traversée se passa donc sur une couchette, avec un fort mal de tête. Les montagnards n'ont pas souvent le pied marin.

D'Alger, à part le spectacle d'arrivée dans la baie, je n'ai rien vu ce jour-là. L'heure n'était pas au tourisme, mais à un convoi de G.M.C. vers Tizi-Ouzou, la capitale de la Kabylie. Là on nous distribue des cartouches, et nous ne circulerons plus qu'avec une arme chargée dans la main, et en scrutant chaque buisson, chaque détour de la route, car on nous fait comprendre que le risque est partout. Les anciens en rajoutent un peu en nous parlant d'embuscades, de faits d'armes vrais ou supposés. Mais c'est une bonne sensibilisation.

Il faut dire que la route que nous prenons, se prête fort bien à ces exercices de guérilla : nous montons vers les Beni Yenni, à 1 000 m d'altitude environ, par des routes en terre, tortueuses, un talus au-dessus, un ravin en bas. Je referai la route de nombreuses fois, mais jamais sans une certaine appréhension.

Le voyage se passe pourtant bien. En 1962, la Kabylie est pratiquement *« pacifiée »* et les accrochages sont très rares, au moins dans notre secteur.

À l'arrivée, je découvre le P.C. de la Compagnie, installé dans l'école du village. Ma chambre est un réduit de 3 x 3 m, sans fenêtre, aux murs blanchis de chaux. Quand je pose une question sur les murs tachés de sang, on me répond : *« Ah oui ! C'est l'ancienne salle d'interrogatoire ».* Mais je dois dire que cette époque était révolue depuis pas mal de temps, et que le capitaine qui nous commandait était tout aussi opposé que moi à ces pratiques.

Je découvre aussi mon nouveau poste : sergent d'ordinaire de la compagnie, poste qui n'est pas de tout repos, malgré les apparences. La Compagnie occupe le P.C., et 6 villages dans deux directions différentes. Voici donc la semaine-type :

190. Même point de vue que la photo précédente avec vue sur un des villages des Benni Yenni.

- Lundi, convoi à Tizi-Ouzou pour chercher les vivres à l'Intendance régionale ;
- Mardi, convoi de ravitaillement vers 3 postes ;
- Mercredi, convoi de ravitaillement vers les 3 autres postes ;
- Jeudi, nouveau convoi à Tizi-Ouzou ;
- Vendredi et samedi, ravitaillement des 2 séries de postes ;
- Dimanche : comptabilité, préparation des menus, et passation des commandes.

Peu de temps pour souffler, donc. D'autant plus que tous les convois se font le doigt sur la gâchette, et que toutes les nuits il y a deux heures de garde à effectuer au bord du ravin qui borde la cour : rester vigilant, ne pas réveiller la Compagnie pour un bruit suspect qui pourrait provenir d'un animal. Il arrivait parfois aux nouveaux arrivants de lâcher une rafale en pleine nuit. Je peux vous dire que tout le P.C. était debout en un clin d'œil.

Et les imprévus ne manquent pas : tel poste qui vient d'être ravitaillé en produits frais part en opération en consommant des rations de campagne : il faut refaire un inventaire et replanifier.

Autre surprise en février : la neige ! Eh oui ! Nous sommes en montagne, entre 1 000 et 1 300 m. C'est pourquoi on y a placé des Chasseurs Alpins. Et nous découvrons un beau matin un tapis étincelant de 30 cm de neige fraîche. Malheureusement, les skis sont restés en Savoie. La neige complique un peu ma tâche, car chemins de terre + neige = bourbiers. Même les G.M.C. patinent

lamentablement. Pas question pour autant de ne pas ravitailler les postes. Je réquisitionne donc les ânes du village, et ce sont ces braves animaux qui achemineront pendant quelques jours le ravitaillement, prenant la relève des traditionnels mulets alpins.

La routine s'installe, troublée de-ci de-là par quelques événements ou drame : un Lieutenant, montant sur le toit d'une mechta pour déloger un fellaga qui s'y était réfugié, reçoit une balle dans la cuisse. Un autre jour, un G.M.C. blindé se renverse, et deux des occupants sont coupés en deux par les plaques de blindage.

Mais on sent bien que d'autres événements se préparent : à Évian, il y a des pourparlers de paix dont radio-popote se fait l'écho. Heureusement, car nous ne disposons d'à peu près aucun journal, ou alors assez tardivement.

Même si les opinions ne sont pas aussi tranchées dans l'absolu, les réactions sont plutôt positives du côté des appelés, et plutôt négatives du côté des soldats de métier. Leur impression est qu'on leur vole les résultats de cette guerre, pratiquement gagnée, il est vrai, sur le terrain.

La nouvelle du cessez-le-feu du 18 mars 1962 est donc accueillie avec ces mêmes sentiments partagés. Elle est suivie pour nous, quelques semaines plus tard, de l'annonce de notre repli vers Bordj-Menaïel, entre Tizi-Ouzou et Alger. La préparation du déménagement occupe les esprits déjà démobilisés. Les plus attristés par notre départ seront les enfants de l'école, dans laquelle des appelés du contingent, sous l'égide de la S.A.S. (section administrative spécialisée) leur apprenaient à lire et à écrire. J'ai vu certains de ces enfants pleurer le jour de notre départ, car ils savaient qu'ils perdaient une chance d'apprendre. Quant aux adultes, c'était plutôt le fatalisme qui dominait.

Notre départ des Beni Yenni ne se fera pas sans remous : notre convoi était à peine à quelques kilomètres du Village quand nous vîmes un nuage de poussière se rapprocher par l'arrière. C'était la jeep de l'Officier S.A.S.. Ramenant le Chef du village sous administration française aux Beni Yenni peu après notre départ, il avait été pris sous le feu d'éléments F.L.N. qui s'y étaient déjà installés, et sans doute surpris par cette arrivée inattendue. Le Chef de village avait été tué sur la Jeep. Une balle avait traversé le képi bleu clair de l'Officier S.A.S., qui n'avait dû son salut qu'à son sang-froid et à un rapide demi-tour. Je me souviendrai toujours du visage de cet officier, pour qui la vie et la mort n'avaient tenu qu'à quelques centimètres.

Je fus témoin de la réaction assez violente du Commandant de Compagnie :

- C'est inadmissible. Demi-tour. On va aller leur montrer qu'on est encore là.
- Vous voulez vraiment sacrifier le reste de votre carrière et votre retraite pour ces oiseaux-là ? intervint un lieutenant.

Et c'est lui qui finalement parvint à convaincre le Commandant. Le convoi reprit sa route vers la plaine.

6.2 - Bordj-Menaïel

La vie à Bordj-Menaïel ressemblait à des vacances. Je pouvais aller courir quelques kilomètres tous les matins, seul et sans armes. Nous n'étions qu'à une vingtaine de kilomètres de la mer, et notre Breton de capitaine nous y entraînait volontiers, pour ramasser les moules sauvages sur les rochers, ou pêcher le bar à la grenade. Cela nous changeait agréablement de l'éternelle viande congelée et accessoirement rendait plus facile la tenue du budget d'alimentation.

Les Algériens faisant leur service militaire en tant qu'appelés furent regroupés dans une section particulière, destinée ensuite à être versée dans l'Armée algérienne. C'est au moins ce qu'on nous disait.

Quand vint leur tour de faire la *« corvée de pluches »*, c'est-à-dire d'éplucher les pommes de terre pour la compagnie, ils vinrent me trouver et me dirent :

- Maintenant, nous sommes indépendants. Nous n'avons plus à faire les corvées de l'Armée française.
- Comme vous voulez, leur répondis-je. Je savais que les convertis de fraîche date sont toujours les plus virulents.

Mais à midi, quand ils se présentèrent pour manger, avec l'accord du Capitaine la gamelle resta vide. Ils revinrent me voir dans l'après-midi pour me dire :

- Finalement, on veut bien faire les pluches.

Mais je ne sais pas s'ils en ont retenu la notion de solidarité.

N'ayant plus à effectuer les perpétuels convois de ravitaillement vers les postes dispersés, j'avais maintenant un peu de temps libre, et des droits à permission à utiliser. Je décidais donc d'aller voir mon ami Albert, qui servait dans un R.I.M.A. (Infanterie de Marine) à Oran.

- Viens donc, On a des plages magnifiques ici, m'avait-il dit.

Je prends donc le train, seul, en uniforme (ceci pour dire qu'il n'y avait aucun problème entre l'Armée française et la population). Mais en approchant d'Oran, j'ai vu de loin un immense panache de fumées d'hydrocarbures. L'O.A.S. avait incendié la veille les réservoirs d'essence du port d'Oran.

J'ai vu Albert un quart d'heure dans un poste de contrôle, car tous les militaires

d'Oran étaient consignés, et suis reparti le même jour, sans avoir vu les fameuses plages, ni même la ville, car on n'y entrait plus sans sauf-conduit.

Vint le 2 juillet 1962 et la proclamation de l'Indépendance de l'Algérie. Je suis allé, avec d'autres soldats français, assister au défilé du F.L.N. dans les rues de Bordj-Menaïel, mêlés à la foule. Les Youyous des femmes tenaient lieu de musique militaire, mais cela vous prend encore plus aux tripes que la musique. Les ex-rebelles étaient montés sur des camions disparates, tout autant que leur équipement et leurs tenues. Mon voisin lâcha une blague à ce sujet, pas bien méchante, mais ce qui nous fit éclater de rire. La réaction des Algériens massés sur le trottoir fut assez violente, ce qui prouve que les sensibilités étaient à vif. Nous fûmes obligés de nous éclipser de peur d'être lynchés.

6.3 - La quille

Parmi les questions essentielles pour les appelés figurait en bonne place celle-ci : encore combien de temps avant la quille ? Nous étions partis pour 28 mois, mais le Gouvernement avait déjà réduit la durée du service militaire à 27 mois à partir de la classe 60 1-A, c'est-à-dire ceux incorporés le 1er janvier 1960, annonçant des réductions ultérieures.

Mais la réduction à 26 mois ne s'appliquera qu'à la classe suivant la mienne. Nous serions donc les derniers à avoir fait 27 mois, pour une libération fin septembre 1962.

Le Major s'aperçut au dernier moment que, ayant fait la Préparation militaire pour bénéficier d'un sursis, j'avais droit de ce fait à 8 jours de permission libérable supplémentaires, soit au total 22 jours. Il me signe donc un ordre de mission pour embarquer sur le Kairouan - le bateau par lequel j'étais arrivé 8 mois plus tôt – le 22 août 1962. Mais quand j'arrive sur le port d'Alger, on me dit que le bateau n'arrivera que 3 jours plus tard.

La période ne se prêtait pas à une parfaite organisation, il est vrai.

Le centre de transit d'Alger ne bénéficiait pas d'une très grande réputation, aussi je réussis à échanger mon ticket bateau contre un billet d'avion. Surprise à l'Aéroport : des parkings débordants, des voitures garées n'importe comment. Mon voisin de siège me fournira les explications, entrecoupées de larmes : il était forgeron dans un village agricole de la Mitidja, pendant toute sa vie car il a l'âge de la retraite. Mais, artisan, il ne sait pas ce qu'elle va être. Tout ce qu'il avait, c'était ses outils. Il n'emmène que son savoir-faire et deux valises, et compte sur un cousin réinstallé près de Nîmes pour l'héberger dans un premier temps. Mes idées toutes faites sur

les Pieds-noirs grands propriétaires qui font *« suer le burnous »* me paraissent d'un coup terriblement réductrices.

Et des centaines de *« petits »* Pieds-noirs font comme lui, abandonnant presque tout derrière eux.

De Marignane à la Gare Saint Charles. Le train de nuit me ramène vers ma Savoie natale. La rive droite du Rhône est en feu : de gigantesques flammes trouent la nuit. Moins de sang, mais toujours du feu.

6.4 - Epilogue

J'écris ces souvenirs quelque 40 ans plus tard. J'ai eu un peu l'impression d'arriver quand tout était presque fini.

On ne se sent guère fier d'avoir fait une guerre qu'on jugeait injustifiée. Ma fierté est plutôt de n'y avoir tiré aucun coup de fusil. Et aussi de croire que ceux qui pensaient comme moi ont participé peu ou prou à l'issue choisie par le général de Gaulle.

J'ai été plutôt surpris de recevoir il y a quelques mois une carte d'Ancien Combattant, demandée pour moi par une association. Je me suis senti si peu combattant dans cette guerre, plutôt spectateur. Mais ce qui me surprend encore, c'est que les séquelles soient si longues à effacer.

Chap.7 - La fin de la guerre d'Algérie. Evocation historique 1962

L'année 1962 verra la fin de la guerre d'Algérie sur fond de guerre civile d'une rare violence. Celle-ci met aux prises le pouvoir et l'O.A.S. qui sévit, à la fois, en métropole et dans les grandes villes d'Algérie, surtout d'Alger et d'Oran, tandis que le bled reste relativement calme.

Pour le pouvoir, l'ennemi principal a changé de camp. Ce n'est plus le F.L.N. avec qui sont menées des tractations qui vont aboutir aux accords d'Évian le 19 mars 1962, mais l'O.A.S. qui, se réclamant de l'Algérie française, pratique la politique du pire sur fond de peur et de désespoir des Pieds-noirs.

Mais qu'était l'O.A.S. ?

Il y a eu le Putsch en avril 1961. L'O.A.S. en est la queue de comète, organisée par les déçus de cette opération manquée. Elle regroupe, sous la houlette de Jean-Jacques Susini, ancien président des étudiants d'Alger, auréolé du procès des barricades, de Martel, un illuminé au style de croisé et de Salan, l'ancien commandant en chef, des officiers supérieurs comme Arnoud, Goddard, Jobert… qui ont franchi le Rubicon ou d'anciens capitaines. D'aucuns appèleront ces derniers le soviet des capitaines [90]. S'y ajoutent des jeunes civils des classes préparatoires à Saint-Cyr, épaulés par d'anciens légionnaires, des anciens d'Indochine ou de l'Action française ou des jeunes Européens désœuvrés qui veulent en découdre.

Quel est leur dénominateur commun ? La haine de De Gaulle qui se prépare à brader l'Algérie. Pour eux, il est donc l'homme à abattre ainsi que tous ceux qui appliquent sa politique. Dans cette catégorie, sont inclus en premier lieu, ceux que l'on nommait alors les « *barbouzes* », les exécuteurs des basses œuvres du pouvoir dans la lutte anti-O.A.S..

Que veut cette troupe hétéroclite ? L'Algérie française ! Mais cette notion recouvre des aspects bien différents. Certains Européens rêvent du statu quo. Des Susini ou Martel, dans leur for intérieur, aspirent à un changement de régime d'où la démocratie serait sans doute absente. Quant aux militaires, la plupart veulent une France grande et forte dans laquelle l'Algérie a sa place. Ils n'ont pas peur d'y intégrer les Musulmans de façon démocratique.

À l'occasion, se mêle à cette lutte, la vieille animosité de certains Européens contre les Arabes qui peut expliquer le côté aveugle de certains attentats.

Confusément, à l'instar du F.L.N., ils recherchent, par le terrorisme, une reconnaissance qui leur permettrait de s'asseoir à la table des négociations, car les Européens en sont exclus. (Ils ne pourront même pas se prononcer sur le référendum décidant de leur sort). Ils pensent pouvoir y associer le M.N.A..

90. Certains, comme le capitaine Le Pivain, avaient été mutés en Allemagne à la suite du putsch et avaient déserté par la suite.

Il y a cependant des divergences dans l'appréciation des objectifs : *« Pourrir la situation, constituer une force crédible. Les objectifs de l'O.A.S. sont là. Pour y accéder, les idées des chefs ne concordent pas obligatoirement. Les plus absolus, Susini, Degueldre, Le Pivain verraient même volontiers Alger se transformer en Budapest 1956. Ils savent que les révolutions impliquent du sang. Les autres chefs de file sont plus réservés.»* Extrait de *« La guerre d'Algérie »* de Pierre Montagnon dont je me suis inspiré pour établir cette synthèse simplifiée. Celle-ci ne traduit qu'imparfaitement la complexité de ce mouvement qui a regroupé, ce qui, avec le recul du temps, paraît invraisemblable, entre autres, des officiers de grande valeur, idéalistes, courageux, déçus et sans doute aveuglés par l'inanité de sept ans de guerre.

L'action de l'O.A.S. et son tragique bilan démontrent à quel point, le type de conflit auquel nous avons été confrontés, peut être destructeur et faire perdre la raison, l'esprit critique ou le sens de l'humain, même à des hommes ayant, au départ pourtant, une haute idée de la valeur civilisatrice de leur mission.

La passion, la fureur d'avoir été trahis et de voir sacrifié tout ce que la France avait patiemment bâti pendant plus d'un siècle, alors qu'aucune cause ne justifie et n'excuse le terrorisme, les a poussés à commettre ou à cautionner l'irréparable et même l'impensable : exactions relevant de la politique de la terre brûlée ou s'apparentant au nihilisme, attentats aveugles, mitraillages dans les hôpitaux, bombes dans les ports, etc…

Alors que beaucoup d'entre nous ignorions l'histoire de la conquête de l'Algérie ou nous interrogions sur le bien-fondé de cette guerre, la lutte contre la barbarie et la neutralisation du terrorisme avaient pu, à bien des égards, justifier, à nos yeux, la légitimité de notre engagement sur place. Ce retournement de situation nous a traumatisés, atterrés et blessés.

Que le pouvoir, après nous avoir chargés, pendant sept ans, de combattre par tous les moyens le F.L.N. qui utilisait la terreur pour arriver à ses fins, le trouve maintenant, non seulement fréquentable en négociant avec ses représentants, mais lui abandonne tout, face à ses exigences, sans aucune garantie, fut également pour beaucoup un choc et une amère désillusion.

La chronologie suivante, puisée dans le site de l'Amicale des Anciens Combattants d'A.F.N., résume de façon bien imparfaite la situation dévastatrice dans laquelle prend fin ce conflit qui représente, sans aucun doute, une des plus honteuses pages de notre histoire. Non seulement, les commandos de l'O.A.S. s'en prennent à des innocents, mais les Pieds-noirs, (ils seront près d'un million), doivent, en quelques mois, s'exiler de façon massive dans des conditions indécentes vers une France qui ne les attend pas.

Précédemment ou simultanément, bon nombre de Pieds-noirs sont massacrés sur place sans, parfois, que l'armée réagisse. Pire : les Harkis et Moghaznis qui avaient

cru en notre parole, sont désarmés par nos soins et abandonnés. Ils seront par la suite massacrés par dizaines de milliers.

À la lecture de cette chronologie, le lecteur comprendra pourquoi la date du 19 mars[91] 1962, indépendamment du fait qu'en Algérie, depuis le 19 mars 1963, cette journée est décrétée « *Fête de la Victoire* », ne peut correspondre à une date dont il convient de garder la trace dans la mémoire pour honorer nos morts. Il s'agit d'une date rappelant la signature d'un traité qui n'a jamais été respecté, qui souligne en trait rouge de sang, l'inanité du sacrifice de ceux des nôtres qui sont morts pour défendre une Algérie qui, en définitive, a été abandonnée à nos adversaires dans les pires conditions qui soient.

Ce résumé, que d'aucuns pourront peut-être trouver partial et trop développé, n'a pour objectif que de faire comprendre, de façon assez pâle, le reflet d'une situation tragique et l'amertume de ceux qui, sur ordre de nos gouvernants, sont allés sur place non seulement pour rien, mais dont l'action et les sacrifices sont présentés de nos jours, par certains, sous un angle exclusif, manquant de vue d'ensemble, que ceux de ma génération entendent réfuter.

---

91. **Accord d'Évian 18 mars 1962 . Accord de cessez-le-feu en Algérie**
Article 1 - Il sera mis fin aux opérations militaires et à toute action armée sur l'ensemble du territoire algérien le 19 mars 1962, à 12 heures.
Article 2 - Les deux parties s'engagent à interdire tout recours aux actes de violence collective et individuelle. Toute action clandestine et contraire à l'ordre public devra prendre fin.
Article 3 - Les forces combattantes du F.L.N., existant au jour du cessez-le-feu se stabiliseront à l'intérieur des régions correspondant à leur implantation actuelle. Les déplacements individuels des membres de ces forces en dehors de leur région de stationnement se feront sans armes.
Article 4 - Les forces françaises stationnées aux frontières ne se retireront pas avant la proclamation des résultats de l'autodétermination.
Article 5 - Les plans de stationnement de l'armée française en Algérie prévoiront les mesures nécessaires pour éviter tout contact entre les forces.
Article 6 - En vue de régler les problèmes relatifs à l'application du cessez-le-feu, il est créé une Commission mixte de cessez-le-feu.
Article 7 - La Commission proposera les mesures à prendre aux instances des deux parties ; notamment en ce qui concerne: - la solution des incidents relevés, après avoir procédé à une enquête sur pièces ; - la résolution des difficultés qui n'auraient pu être réglées sur le plan local.
Article 8 - Chacune des deux parties est représentée au sein de cette Commission par un officier supérieur et au maximum dix membres, personnel de secrétariat compris.
Article 9 - Le siège de la Commission mixte du cessez-le-feu sera fixé à Rocher-Noir.
Article 10 - Dans les départements, la Commission mixte du cessez-le-feu sera représentée, si les nécessités l'imposent, par des commissions locales composées de deux membres pour chacune des parties, qui fonctionneront selon les mêmes principes.
Article 11. - Tous les prisonniers faits au combat détenus par chacune des parties au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, seront libérés ; ils seront remis dans les vingt jours à dater du cessez-le-feu aux autorités désignées à cet effet.
Les deux parties informeront le Comité international de la Croix-Rouge du lieu du stationnement de leurs prisonniers et de toutes les mesures prises en faveur de leur libération.

- 3 janvier. Dans la nuit du 3 au 4, un affrontement armé entre O.A.S. et F.L.N. fait 19 morts à Oran.
- 4 janvier. Un lieutenant du 43e R.I., déserte et rejoint les rangs de l'O.A.S. avec les armes de sa section.
- 6 janvier. Le P.C.F. organise une manifestation anti-O.A.S. après l'attaque de son siège, à Paris, le 4 janvier, par un commando de l'organisation clandestine.
- 8 janvier. Le colonel Château Jaubert rejoint l'O.A.S., et prend le commandement O.A.S. de Constantine.
- 11 janvier. 18 Attentats terroristes à Alger (F.L.N. et O.A.S.).
- 18 janvier. 17 attentats O.A.S. sont perpétrés à Paris.
- 19 janvier. Deux membres importants de l'O.A.S. d'Alger, sont exécutés par leurs pairs, pour être entrés en contact avec les autorités françaises en vue de négocier la partition proposée par Alain Peyrefitte.
- 22 janvier. Le quai d'Orsay est plastiqué par l'O.A.S..
- 25 janvier. Les postes militaires dans le Bled sont supprimés et les troupes repliées sur la côte.
- 27 janvier. Reprise des négociations Franco-F.L.N..
- 29 janvier. Sous l'effet d'un conteneur piégé par l'O.A.S., la *« villa d'Andréa »,* P.C. des *« anti-O.A.S. »*, du S.A.C., à Alger, est entièrement détruite faisant 21 morts et 4 blessés, dont deux O.A.S. prisonniers dans la cave de la villa.
- 1er février. Une nouvelle équipe du S.A.C. (anti-O.A.S.) arrive à Alger et s'installe à la villa « Raja » à la Redoute.
- 2 février. Le colonel Godard et le capitaine Sergent (O.A.S.) sont condamnés à 20 ans de réclusion criminelle par contumace.
- 7 février. Sur renseignement, le capitaine Le Pivain (O.A.S.) est tué par les gendarmes mobiles à Alger.
  - Un commando F.L.N. mitraille l'entrée des élèves, devant le lycée Bugeaud d'Alger, faisant un mort et plusieurs blessés parmi les lycéens.
- 8 février. La manifestation anti-O.A.S. de 3 à 4 000 personnes, organisée par le P.C. (métro Charonne) fait 7 morts et 126 blessés du coté des manifestants, 140 blessés du coté des policiers.
- 10 février. Azzedine[92] réorganise la ZAA, qui avait été détruite par Massu.
- 11 février. Pourparlers des Rousses, qui dureront jusqu'au 19/02/62. Les négociateurs français se battent, sans succès, pour que les Pieds-noirs puissent bénéficier de la nationalité algérienne.
- 14 février. Sanglantes échauffourées, entre forces de l'ordre et O.A.S., à Alger et Oran.
- 15 février. La villa Raja du S.A.C. (anti-O.A.S.) est attaquée au bazooka et à l'arme automatique par un commando O.A.S., faisant de nombreux morts et blessés, dont certains sont achevés lorsque leur voiture, arrive à l'hôpital Maillot, à Bab-el-Oued, ou un autre commando O.A.S. les attend.
- 19 février. L'O.A.S. utilise deux avions T28, français basés à la Senia prés d'Oran, pour bombarder le cantonnement F.L.N. d'Oujda au Maroc.
- 22 février. Les attentats F.L.N. à Alger font 23 morts parmi les civils européens.
- 24 Février. Un télégramme du Délégué Général en Algérie, adressé aux préfets, stipule : *« La République française maintiendra la nationalité française à tous ceux qui, en Algérie, la possèdent actuellement et ne manifesteront pas la volonté de ne plus l'avoir.»*
- 25 février. À Alger, pour venger les morts du 22 février, l'O.A.S. tue 68 civils musulmans. Un couvre-feu immédiat est instauré vers 16 heures.
- 27 février. Un commando O.A.S. attaque au bazooka la caserne des gendarmes mobiles de Maison Carré (banlieue est d'Alger), détruisant les dépôts d'essence et de munitions.
  - Le programme d'information du Gouvernement français, sur le cessez-le-feu indique : *« Presque tous les Français resteront en Algérie après l'indépendance.»*
- 1er mars. À Oran, l'O.A.S. fait exploser 2 voitures piégées dans un quartier musulman, faisant 23 morts et 32 blessés.
- 2 mars. Des commandos O.A.S. pénètrent dans les prisons d'Alger et d'Oran et y tuent des détenus F.L.N..
  - Une circulaire, gouvernementale précise qu'au lendemain du cessez-le-feu, deux catégories de personnes seront amnistiées :

92. Voir sa déclaration et son désenchantement en 2004, chapitre suivant.

- Les Musulmans d'Algérie qui ont participé à la rébellion F.L.N..
- Les militaires français qui ont commis des infractions à l'occasion de leur mission.

- 5 mars. Dans la nuit, l'O.A.S. fait exploser plus de 130 charges de plastic à Alger.
- 7 mars. Négociations d'Evian.
- 11 mars. Publication officielle des mesures prises pour l'accueil et le reclassement des Français rapatriés en France métropolitaine.
- 13 mars. Michel Debré, répondant à une question du général Ailleret demandant si les Musulmans perdront automatiquement la citoyenneté française, déclare : *« Oui s'ils demeurent en Algérie, mais s'ils reviennent en métropole après l'autodétermination, ils pourront reprendre la nationalité française et bénéficier des aides aux rapatriés.»*
- 15 mars. L'écrivain Kabyle, Mouloud Feraoun est tué avec 5 autres personnes, par l'O.A.S. au Beau Fraisier entre Bab-el-Oued et El-Biar.
- 16 mars. Un commando, neutralise les employés du dépôt des chaussures Bata à Bab-el-Oued, et emporte plusieurs centaines de *« Pataugas »* pour les maquis O.A.S..
- 18 mars. Signature des *« accords d'Évian »* par Krim Belkacem pour le G.P.R.A. et Louis Joxe, Robert Buron et Jean de Broglie pour la France.
  - Le F.L.N. devient un parti légal.
- 19 mars. Cessez-le-feu en Algérie à partir de midi.
  - Abderhamane Farés est libéré de prison (collecteur de fonds F.L.N.).
  - Christian Fouchet est nommé Haut commissaire en Algérie.
- 20 mars. Abderahman Farés est pressenti pour être Président de l'exécutif provisoire en Algérie. Il sera obligé de quitter l'Algérie, et s'installera en France en 1964.
  - Libération des détenus d'Aulnoy (Ben Bella et ses codétenus).
  - Alger et Oran paralysés pendant 24 heures par une grève générale de l'O.A.S..
  - À Médéa, un officier de l'A.L.N. déclare publiquement : *« O.A.S. ou pas O.A.S., nous ne voulons plus de Français en Algérie.»*
- 21 mars. Ultimatum de l'O.A.S. à l'armée, lui interdisant de pénétrer en armes, dans Bab-el-Oued à partir du 23 mars à 0 heure.
  - Affrontement à Saint-Denis-du-Sig entre Harkis et F.L.N., faisant une centaine de morts de part et d'autre.
- 22 mars. L'O.A.S. tire 6 obus de mortier, sur la place du gouvernement, au bas de la Casbah, à Alger, faisant 24 morts et 55 blessés parmi les civils musulmans.
  - Publication du décret portant amnistie des condamnés F.L.N..
  - Une patrouille blindée de la gendarmerie mobile est attaquée en plein centre d'Alger, par un commando O.A.S., 18 gendarmes sont tués et 25 autres blessés.
- 23 mars. Un commando O.A.S. organise un hold-up à la banque de l'Algérie à Oran : butin plus de deux milliards (2 140 315 000) d'anciens francs.
  - À Bab-el-Oued, plusieurs patrouilles militaires sont désarmées par des commandos de l'O.A.S., mais place Desaix, une fusillade éclate entre une patrouille motorisée de l'armée et un barrage de contrôle O.A.S., faisant plusieurs morts et blessés parmi les militaires.
  - À midi, bouclage total du quartier par l'armée. Les affrontements qui dureront toute la journée, avec l'intervention de l'aviation et des chars, feront, selon une estimation, 17 tués et 97 blessés du côté des forces de l'ordre, et 18 tués et 55 blessés du côté des insurgés et des civils.
  - Les habitants de Bab-el-Oued, qui rentrent de leur travail sont arrêtés et internés dans les camps récemment vidés des prisonniers F.L.N..
- 24 mars. Dans la nuit, les forces de l'ordre investissent Bab-el-Oued, entièrement *« bouclé »*, par prés de 20 000 hommes, où un couvre-feu permanent est imposé à la population. Toutes les communications téléphoniques ont été interrompues. Il sera interdit de sortir (sauf de 9 à 10 heures pour les femmes) ou d'ouvrir les volets. L'armée tire sans sommations sur les contrevenants.
  - À 8 heures du matin, alors que beaucoup de terrasses d'immeubles de Bab-el-Oued, ont été investies par les militaires du contingent, un coup de feu part d'une des terrasses de la rue Mizon sans atteindre personne. La patrouille de gendarmes mobiles, stationnée dans cette rue (2 E.B.R. et 6 Scouts-cars) ouvre le feu pendant plus d'une demi-heure, à la mitrailleuse lourde (12,7) sur les façades des immeubles, faisant quelques blessés légers parmi les civils et les militaires.

- 25 mars. Arrestation à Oran du général Jouhaud, du lieutenant de vaisseau Guillaume et du commandant Camelin.
  - Deux députés d'Algérie, Messieurs Abdesselam et Djebour, reçoivent un message, émanant de l'exécutif provisoire, les traitant de valets du colonialisme et leur annonçant leur condamnation à mort par le G.P.R.A..
- 26 mars. À Alger, une grande manifestation de soutien à Bab-el-Oued assiégé, est organisée. Le cortège, qui chante la Marseillaise, précédé de drapeaux tricolores, emprunte la rue d'Isly lorsque l'armée (un Régiment de Tirailleurs Algériens) ouvre le feu sur les manifestants (fusillade de la rue d'Isly), faisant 46 morts et 200 blessés parmi les civils.
- 27 mars. Selon l'ONU, 263.000 habitants musulmans d'Algérie seront directement menacés, en cas d'indépendance de l'Algérie.
- 28 mars. Création d'un maquis O.A.S. dans l'Ouarsenis.
- 29 mars. Levée du blocus de Bab-el-Oued, 7 500 appartements ont été perquisitionnés et saccagés, 15 000 personnes arrêtées et internées pour vérification d'identité.
- 31 mars. Les désertions dans l'armée française s'élèvent à 1 670, pour le mois de mars.
- 1er avril. Azzedine, le chef, F.L.N. de la Zone Autonome d'Alger, délivre des *« laissez-passer »* aux patrouilles de l'armée française pour qu'elles puissent pénétrer dans les quartiers musulmans.
- 2 avril. Les *« Européens d'Algérie »* commencent à quitter massivement l'Algérie. Il leur faut toutefois un laissez-passer, et attendre plusieurs jours un avion ou un bateau pour quitter le pays à leurs frais, la France n'ayant rien prévu pour leurs rapatriements.
- 5 avril. Les 15 000 habitants de Bab-el-Oued qui ont été arrêtés pendant le blocus sont relâchés.
- 7 avril. Arrestation, à Alger, du lieutenant Roger Degueldre, chef des commandos Delta de l'O.A.S..
  - Dans une note adressée au Haut-commissaire de la république en Algérie, Louis Joxe déclare à propos des Harkis : *« On ne devra pas hésiter à regrouper et à protéger ceux qui se trouveraient effectivement menacés, et le cas échéant, en cas de nécessité, à les acheminer vers la métropole.»*
- 8 avril. Référendum en France à propos de l'Algérie. 90,7 % des suffrages approuvent les accords d'Évian : les populations d'Algérie sont écartées du scrutin auquel prendront part, les soldats du contingent servant en Algérie et les départements métropolitains et d'Outre-mer.
- 9 avril. Vers 23H00 des grenades à fusil, ou obus de mortier, sont tirées par l'O.A.S. sur le Palais d'été à Alger.
- 10 avril. Mise en place en Algérie d'une *« Force locale »* (ATO) composée de Musulmans armés, qui patrouillent et procèdent à des arrestations et des vérifications d'identités, prompts à ouvrir le feu dés qu'ils se croient menacés. Ils ne pénétreront pas, avant le 25 juin, dans Bab-el-Oued à Alger, et dans Saint Eugène et Ekmule à Oran.
- 11 avril. Après un bref succès, le maquis O.A.S. de l'Ouarsenis est attaqué par le F.L.N. et l'armée française qui, avec l'appui de l'aviation, le détruisent. 1 capitaine, 7 officiers et 46 hommes de l'O.A.S., sont fait prisonniers.
- 12 avril. Les premiers enlèvements massifs d'Européens par le F.L.N. sont signalés. Ils seront, selon certaines estimations, prés de 6 000 [93] qu'on ne reverra jamais.
- 13 avril. Première réunion de l'exécutif provisoire, présidée par Abderahmane Farès.
  - Verdict au procès du général Jouhaud : condamnation à mort, (il sera gracié sur intervention de George Pompidou auprès de De Gaulle).
- 14 avril. Prés de Géryville, un accrochage avec le F.L.N. se solde par 2 tués et 3 blessés côté français, 26 tués et 5 prisonniers du côté des rebelles.
  - Démission du gouvernement Debré.
- 17 avril. Le général Fourquet, remplace le général Ailleret et prend ses fonctions de Commandant en chef de l'Armée en Algérie. Il quittera ce poste le 3 juillet 1962.
- 19 avril. Le Conseil des ministres rejette la proposition de rapatriement général des supplétifs, les Harkis.
- 20 avril. Le général Salan et le capitaine Ferrandi (O.A.S.) sont arrêtés à Alger.
- 26 avril. Georges Pompidou, le Premier

93. Selon un colloque récent, organisé à Perpignan par le Cercle algérianiste, le nombre des disparus s'élèverait à 4000 minimum.

ministre, assure à l'Assemblée nationale que *« Toutes les dispositions seront prises pour qu'il n'y ait pas de représailles après l'auto-détermination en Algérie.»*

- 29 avril. Investiture du gouvernement Georges Pompidou.
- 30 avril. Les désertions de Musulmans s'amplifient.
  - Le nombre des attentats, (O.A.S. - F.L.N.), à Alger, s'élève à 866.
- 1er mai. Explosion atomique souterraine au Sahara.
- 2 mai. L'explosion d'une voiture piégée, sur le port à Alger, fait 60 morts et 135 blessés parmi les dockers musulmans.
- 6 mai. Un commando O.A.S. ouvre les vannes d'un camion-citerne d'essence au plus haut de la Casbah d'Alger, mais grâce aux pompiers européens, la Casbah sera épargnée par le feu.
- 8 mai. À l'Assemblée nationale, un député rapporte ces paroles du général Katz (commandant militaire d'Oran) : *« Donnez moi un bataillon de l'A.L.N. et je réduirai l'O.A.S. à Oran »*.
- 11 mai. En Algérie, appel sous les drapeaux de tous les jeunes Européens de 19 ans, y compris ceux, bénéficiant d'un sursis, qui sont envoyés faire leur service en métropole. Ils seront plus de 6 000.
  - Entre le 3 et le 11/5/1962, les attentats ont provoqué 241 tués à Alger (230 Musulmans et 11 Européens).
- 12 mai. Toute initiative individuelle dans le domaine du rapatriement des Harkis est interdite aux officiers.
- 13 mai. Devant la carence de l'administration, l'O.A.S. délivre *« de vrais, faux laissez-passer »* aux Européens pour leur permettre de quitter l'Algérie.
- 14 mai. Des commandos F.L.N. attaquent à la grenade et au pistolet mitrailleur différents bars à Alger, faisant 17 morts et 35 blessés parmi les civils.
- 15 mai. Riposte des commandos O.A.S., à Alger, faisant 56 morts et 37 blessés parmi les civils musulmans. Le couvre-feu est ramené à 18h00.
  - À Paris, début du procès du général Salan, le chef de l'O.A.S..
- 16 mai. Au cours de son procès, Raoul Salan déclare au tribunal : *« Je n'ai de compte à rendre qu'à ceux qui souffrent et meurent pour avoir cru en une parole reniée et des engagements trahis »*.
  - Azzedine, le chef de la Z.A. d'Alger, donne une conférence de presse à Belcourt (Alger) et explique aux journalistes que le F.L.N. mènera des opérations contre les civils européens tant que l'O.A.S. s'attaquera aux Musulmans.
- 17 mai. Le 7e Régiment de Tirailleurs Algériens quitte définitivement l'Algérie pour s'installer à Épinal.
- 18 mai. Au procès Salan, François Mitterrand (Garde des Sceaux en 1957), met nommément en cause Michel Debré, (qui le réfutera), dans l'attentat au bazooka auquel Salan a échappé en janvier 1957, à Alger.
  - Entrevue Susini (responsable O.A.S.) - Abderahman Farés (Président de l'exécutif provisoire en Algérie), en vue d'un accord O.A.S. - F.L.N..
  - Le Bachaga Boualam quitte l'Algérie pour la France avec ses Harkis et leurs familles.
- 22 mai. La liberté de sortie d'Algérie, sans *« laissez-passer »* est accordée aux femmes, aux enfants de moins de 19 ans (la majorité est à 21 ans) et aux hommes de plus de 65 ans.
- 23 mai. Verdict du Haut tribunal, au procès du général Salan : prison à perpétuité.
- 26 mai. Le premier camp d'accueil, pour les Harkis est ouvert en métropole au Larzac, un autre le sera le 29 juin, à Bourg Lastic, puis d'autres par la suite.
- 27 mai. Une ordonnance supprime le Haut Tribunal, suite au verdict jugé trop clément, lors du procès Salan.
- 30 mai. Institution d'une Cour Militaire de Justice.
- 31 Mai. Le nombre des attentats, à Alger, s'élève à 944 pour le mois (O.A.S.-F.L.N.).
  - Jean-Jacques Susini (O.A.S.) décide la trêve des attentats.
- 3 juin. À Birtoutat, à 20 km d'Alger, 27 agriculteurs dont 8 Européens sont enlevés par le F.L.N..
- 4 juin. La Cour de Cassation rejette les recours d'Edmond Jouhaud et d'Albert Dovecar, condamnés à mort pour leur action au sein de l'O.A.S..
- 5 juin. De sa prison, le général Jouhaud demande l'arrêt définitif des actions O.A.S..
- 7 juin. Au fort du Trou d'Enfer, le sergent

Albert Dovecar et Claude Piegts, un civil pied-noir, tous deux O.A.S., sont fusillés par un peloton d'appelés.

- 11 juin. Le général de Larminat, Président de la Cour Militaire de Justice et gaulliste, qui juge *« les soldats perdus »*, se suicide *« pour ne pas avoir à condamner de brillants soldats.»*
  - Rupture de la trêve des attentats O.A.S.. La bibliothèque de l'Université d'Alger, est ravagée par un incendie ; de nombreux manuscrits anciens et rares sont détruits.
- 14 juin. À Oran, le général Ginestet et le colonel Mabille sont tués par l'O.A.S..
- 15 juin. L'intérieur de la mairie d'Alger est fortement endommagé par l'explosion d'un camion bourré d'explosif que l'O.A.S. a introduit au sous-sol, faisant 40 victimes, civiles et militaires.
- 17 juin. Accords O.A.S.-F.L.N.. (Susini pour l'O.A.S. et Chouki Moustefaï pour le F.L.N.).
- 19 juin. De la prison de Fresnes, le général Salan se rallie aux accords O.A.S.-F.L.N.
  - Le couvre-feu est supprimé en Algérie.
- 20 juin. 1 800 auxiliaires musulmans remplacent 1 500 gardiens de la paix européens.
  - Désaccord au sein du F.L.N., Ben Bella et Boumediene désapprouvant les accords O.A.S.-F.L.N..
- 21 juin. Une directive interdit aux forces de l'ordre de mener des opérations au profit des personnes menacées en Algérie.
- 25 juin. L'O.A.S. met le feu au dépôt de carburant sur le port d'Oran. Il brûlera pendant 3 jours.
- 26 juin. Krim Belkacem, favorable au maintien des Européens en Algérie, se heurte à Ben Bella et Boumediene, qui, comme Ben Khedda, sont contre.
- 27 juin. Démission de l'exécutif provisoire présidé par Abderahmane Farès.
  - Dernière émission pirate de l'O.A.S., à la télé, à Oran.
  - Le général Paul Gardy, qui a remplacé Salan à la tête de l'O.A.S., quitte l'Algérie pour l'Espagne, avec son état major. C'est la fin de la résistance O.A.S. en Algérie. Le général sera tué dans un accident de la route, en France, en 1975.
- 28 juin. Le lieutenant Roger Degueldre, chef des commandos Delta de l'O.A.S., est condamné à mort par la Cour Militaire de Justice.
- 30 juin. Ben Bella se désolidarise du G.P.R.A..
- 1er juillet. Référendum sur les accords consacrant l'indépendance du pays. Choix proposé : indépendance associée à la France et sécession. L'association est approuvée par 99 %.
  - En France, Messali Hadj dissout le M.N.A. et annonce la fondation du Parti du Peuple Algérien (PPA) dont l'objectif sera de *« parfaire l'indépendance de l'Algérie et édifier la République algérienne souveraine, démocratique et sociale »*. Il ne pourra pas rentrer en Algérie.
- 2 juillet. Fin de la guerre d'Algérie qui sera entérinée par une loi française en 1999. C'est la date buttoir pour l'obtention de la carte du combattant.
- 3 Juillet. Reconnaissance par la France de l'indépendance de l'Algérie.
  - Toutes les cartes d'identité nationale, émises en Algérie sont déclarées nulles. Les Français d'Algérie d'origine indigène deviennent automatiquement Algériens, ceux qui désirent rester Français doivent quitter l'Algérie et faire une demande de réintégration devant un tribunal en France.
- 4 juillet. Le G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République d'Algérie) s'installe à Alger, sous la présidence de Yousouf Ben Khedda.
  - De très nombreuses désertions d'unités musulmanes, avec armes et bagages, sont signalées dans toute l'Algérie.
- 5 juillet. Proclamation de l'indépendance de l'Algérie. Ben Khedda est le premier Président du Gouvernement provisoire à siéger à Alger.
  - Massacre de civils européens à Oran, faisant selon certaines estimations, prés d'un millier de morts[94], blessés et disparus (l'armée française, commandée par le général Katz, restera l'arme au pied, sur ordre supérieur. Elle n'interviendra, finalement, que tard dans la soirée).
- 6 juillet. Le lieutenant Roger Degueldre, chef des commandos Delta de l'O.A.S., originaire de Louvroil dans le Nord, est fusillé au fort d'Ivry.

---

94. Les massacres du Petit Lac. Lors d'une intervention de l'historien algérien Fouad Soufi à un colloque tenu à l'université de Jussieu le 16 novembre 2002, celui-ci a fait allusion à 235 corps retrouvés à Oran, au Petit-Lac et au cimetière de Tamasouët, victimes de cette journée.

- 7 juillet. Les trois premiers capitaines invités à former le peloton d'exécution de Roger Degueldre, Jean de Balby de Vernon, Michel Cabanes et Michel Martet, qui se sont récusés l'un après l'autre, jugeant cet ordre non conforme à leurs convictions, sont mis aux arrêts de forteresse et placés en inactivité. Quinze autres officiers ayant refusé de former le peloton d'exécution sont sanctionnés.
- 8 juillet. Début des massacres organisés envers les Harkis, certains avec leurs enfants sont employés au déminage des barrages aux frontière tunisiennes et marocaines.
- 9 juillet. Les possesseurs de véhicules immatriculés en Algérie, doivent les faire dédouaner, avant de les faire immatriculer en France.
- 10 juillet. Le nombre d'exactions, exécutions, viols, enlèvements, pillages, etc. est à son paroxysme en Algérie.
- 11 juillet : À la frontière marocaine, Ben Bella qui rentre en Algérie, est accueilli en triomphateur.
- 12 juillet. En Algérie, de nombreux cimetières juifs et chrétiens sont profanés. Les Pieds-noirs ont *« abandonné »* plus de 300 000 tombes dans plus de 600 cimetières.
- 13 juillet. En Algérie, premières manifestations *« d'intégrisme »*, avec la chasse aux *« filles du 13 mai »*, celles qui ont brûlé leurs voiles sur les Forums, (les tondues de notre Libération en 45).
- 15 juillet. Dans une directive, le Ministre Louis Joxe menace de sanctions, les militaires qui favoriseront le rapatriement des Harkis en France.
- 16 juillet. Les départements du sud de la France, sont fermés aux rapatriés d'Algérie, afin de les obliger à aller s'établir plus au nord.
- 17 juillet. Devant les nombreuses exactions, meurtres, pillages, viols, etc. dont sont victimes les Français, en Algérie, la France adresse une protestation diplomatique auprès du Gouvernement algérien qui est confronté à l'anarchie totale du pays. Le consul de France d'une localité proche d'Alger, a même été violé, sur la plage, Moretti, à Sidi Ferruch.
- 19 juillet. Les transferts de Harkis vers la France sont suspendus.
  - Les fonctionnaires qui ont quitté l'Algérie sans mutation, sont menacés de sanctions (pas d'affectation en métropole et pas de salaire) par le gouvernement qui les invite à rejoindre l'Algérie au plus vite.
- 23 juillet. Une fusillade dans le centre d'Alger fait de nombreux morts et blessés parmi les civils européens.
- 27 juillet. Coup de force à Tlemcen où Ben Bella et Boumediene destituent Ben Khedda. Ils feront leur entrée, triomphale, dans Alger le 3 août.
- 30 juillet. Mohamed Boudiaf, Ministre du G.P.R.A. est arrêté à M'sila par des militaires de la wilaya I.
- 9 août. Prés de Laghouat, un camion transportant des Légionnaires désarmés est arrêté à un contrôle routier de l'ANP, qui ouvre le feu tuant le lieutenant Gelas de Thonon et quatre de ses hommes, des Légionnaires. Le lieutenant Gelas sera le dernier officier français tombé sur le sol algérien.
- 20 août. Des soldats de l'armée des frontières (A.L.N.) attaquent des maquisards de la wilaya 4 faisant de nombreux morts et blessés. Ces exactions se reproduiront jusqu'en septembre et feront plus de 1 500 morts.
- 21 août. La quasi-totalité des Français d'Algérie ont quitté leur pays. Ils se répartissent ainsi : 1 080 000 en France, dont 91 000 Français musulmans, 17 000 en Corse, 50 000 en Espagne, 12 000 au Canada, 10 000 en Israël, 75 000 dans d'autres pays (Argentine, USA, Italie, Allemagne etc.).
- 21 août. Le monument aux morts d'Alger est livré à la pioche des démolisseurs, mais devant le travail titanesque, la base sera coulée dans un énorme bloc de béton, et tous les noms des morts pour la France effacés.
- 22 août. Au Petit Clamart, un commando du C.N.R. (ex O.A.S.), commandé par le lieutenant de la Tocnaye, ouvre le feu sur le convoi qui emmène de Gaulle à Villacoublay. Personne n'est blessé.
- 27 août. À Marengo, 2 patrouilles de soldats français qui se portent au secours d'un fermier européen attaqué par l'A.L.N., ont 6 tués et 15 blessés à leur arrivée sur les lieux.
- 29 août. Le Gouvernement français propose aux fonctionnaires qui voudront retourner en Algérie une majoration de 63 % de leur salaire et une prime de départ, de France, égale à 4 mois de salaire.
- 31 août. Peines de réclusion et détention perpétuelle, au procès des auteurs de l'attentat contre le général de Gaulle, en septembre

1961, à Pont sur Seine.

- 9 septembre. Houari Boumediene à la tête de ses troupes, investit puis occupe Alger.
- 17 septembre. Arrestation du lieutenant-colonel Jean Bastien-Thiry, l'organisateur de l'attentat du Petit Clamart contre de Gaulle.[95]
- 19 septembre. Les rapatriements de Harkis sont à nouveau autorisés.
- 24 septembre. Georges Pompidou invite l'Ambassadeur d'Algérie à intervenir pour que soit mis fin aux enlèvements et que les personnes arrêtées soient relâchées.
- 25 septembre. Proclamation de la République Algérienne Démocratique et Populaire, dont Ben Bella, qui est le premier Président, rejette la laïcité et prône l'Islam.
- 26 septembre. La rentrée scolaire, en Algérie, n'absorbe que 250 000 enfants au lieu des 2000000 de la rentrée 1961.
- 30 septembre. Deux coopérants, instituteurs français de métropole, sont assassinés à Philippeville.
- 8 octobre. Entrée de l'Algérie à l'ONU.
- 12 octobre. L'État algérien exige que la Cathédrale d'Alger, édifiée à l'emplacement d'une mosquée, elle-même édifiée à l'emplacement d'un lieu de culte des débuts de l'ère chrétienne, soit livrée au culte musulman au plus tard le premier novembre, pour la commémoration de la révolution Algérienne.
- 19 octobre. En France, le Conseil d'État rend un arrêt annulant la Cour Militaire de Justice et ses jugements, pour atteinte aux principes du droit. Le lieutenant Degueldre a déjà été fusillé, André Canal est sauvé du peloton d'exécution.
- 16 novembre. Le Gouvernement français prend connaissance du bilan des infractions aux accords d'Evian : *« Des milliers de Français de souche ont disparu ou ont été tués, les Harkis et leurs familles, suppliciés et massacrés, les biens français, spoliés et confiés à des comités de gestion »* et demande, sans résultat, à l'État algérien d'indemniser les victimes.
- 28 novembre. Le général Jouhaud, condamné à mort, (O.A.S.) est gracié par de Gaulle.
- 31 décembre. En Algérie, depuis le premier juillet, les militaires français ont enregistré dans leurs rangs 22 tués et 21 blessés, ainsi que 58 enlèvements.
  - En Algérie, la population compte 10 180 000 d'Algériens musulmans, moins de 80 000 Français nés en Algérie, 50 000 Français métropolitains coopérants, et 20 000 coopérants des pays de l'Est et de la Chine.

Les chiffres du terrible bilan de près de 8 années de guerre sont empruntés à *« Histoire de l'Algérie des origines à nos jours »* de Pierre Montagnon.

Pertes françaises

Avant le 19 mars 1962

	Européens	Musulmans
Militaires	22 100	3 500
Civils	3 500	30 000

Après le 19 mars 1962

Militaires	300	-
Civils	10 000	-
Musulmans	-	150 000[96]
Total	**35 900**	**183 500**

Pertes F.L.N.

Tués au combat	140 000
Tués par les armées tunisienne ou marocaine	2 000
Victimes purges	15 000
Rivalités F.L.N./M.N.A.	4 000
Total	**161 000**

95. Il sera condamné à mort le 4 mars 1963 et fusillé le 11 mars 1963 au Fort d'Ivry.

96. Certaines estimations récentes ramènent les chiffres de 10 000 à environ 5 000 et de 150 000 à 72 000, ce qui est un chiffre encore élevé.

Ce terrible bilan, véritable gâchis en vies humaines, fait suite à un grand nombre de rendez-vous manqués avec l'Histoire. Il a pour cause première l'aveuglement de la classe politique, sa faiblesse et son incapacité à mettre en œuvre les réformes que réclamait une situation criante.

Dans un manuscrit qui mériterait d'être publié, « *Térébinthes SP 87009 ou le témoignage d'un appelé ordinaire 1959-1962* », Serge Cattet raconte son quotidien, comme sous-lieutenant au 22e R.I.M.A. en Oranie dans le secteur de Marnia.

Rédigé à partir des lettres écrites à son épouse, son témoignage fleure l'authenticité tant il restitue parfaitement cette période tourmentée. Expérimenté, historien sous l'uniforme, lorsqu'il débarque en Oranie en 1959, il est conscient de la situation.

Le bilan de cette tragédie qui figure en conclusion de son ouvrage et que je vous livre, n'en a que plus de poids et de pertinence. Il s'agit de celui d'un homme lucide qui a aimé l'Algérie.

« 40 ans se sont écoulés et je n'ai rien oublié.

J'ai toujours en mémoire ma dernière vision de la terre algérienne « ici la France ». Ces mots avaient été peints sur la digue qui précédait le port d'Oran ; j'étais bien persuadé que leurs jours étaient comptés et qu'on approchait du terme du drame algérien car c'était bien à un drame que la France et l'Algérie avaient été confrontées et ... le sont encore !

Drame parce que les responsables politiques de la nation n'avaient pas su, par manque de courage, de lucidité, éviter un conflit prévisible. Le problème des rapports, entre la France et la terre d'Algérie ne datait pas de 1954 ; bien avant la guerre, la revendication algérienne pour plus de démocratie était déjà une réalité. Il suffit de se rappeler Messali Hadj, son mouvement le M.T.L.D. et le plan Blum-Violette de 1938. Sétif en 1945 aurait dû rafraîchir les mémoires !

Drame parce qu'il a coûté beaucoup de sang, sang français et sang algérien dont on aurait pu faire l'économie. Mais je n'imaginais pas que l'indépendance de l'Algérie, décidée par les accords d'Evian, signés peu après, allait être, elle aussi, une suite sans fin de drames.

Drame parce qu'elle s'est accompagnée du massacre des harkis abandonnés et qu'elle a acculé un million de Pieds-noirs à l'abandon, en catastrophe, d'une terre qui était aussi la leur.

Drame parce que les conditions de l'indépendance de l'Algérie n'ont pas permis à ce pays de conserver avec la France des relations dépourvues de ressentiments passionnels. Dommage, car les deux nations avaient tout intérêt à rester proches l'une de l'autre.

Drame parce que l'Algérie a gâché la liberté qu'elle avait courageusement et chèrement acquise ; le peuple algérien méritait mieux que ce qui lui a été ménagé. Le parti unique, le choix d'une économie inspirée de celle des pays socialistes ont conduit à l'occultation de la démocratie, à l'échec économique, la misère sociale, l'extrémisme de la réaction islamique, la révolte, les massacres.

Drame parce que la France n'est toujours pas parvenue à tourner la page d'un moment difficile de son histoire contemporaine.

40 ans se sont écoulés et je n'ai toujours pas oublié Térébinthes SP 87009. »

Epilogue
Regards et retour vers les Djebels

191. Le Bordj depuis les environs de Tazerout.

avec Claude, Philippe et Yazid

Regards d'automne vers les djebels (2004)

Alors que les Dômes sont saupoudrés par les premières neiges de l'automne et que la luminosité exceptionnelle, propre à cette saison, met en valeur le relief des montagnes, un soleil timide sèche la rosée de la nuit, lorsque débarque aux Bernard, sur le coup de 11 heures, un lundi d'octobre 2004, Philippe Pirel, mon ancien adjoint à la S.A.S. de Bouzeguene.

Il n'a pas changé. Ses cheveux châtains ont un peu blanchi. Bien qu'ayant oublié le bleu lumineux de ses yeux clairs, je l'aurais reconnu entre mille. Quel plaisir de se retrouver, après nous être quittés en janvier 1962, sans même pouvoir nous dire au revoir. Son énergie et son enthousiasme communicatif sont toujours intacts.

J'avais reçu un coup de fil de Philippe me disant qu'il effectuait, pendant deux semaines, des travaux dans une maison qu'il a achetée à Valloire en Savoie. Nous convenons d'un lundi pour qu'il abandonne son marteau-piqueur et vienne jusqu'aux Bernard prendre un peu de repos et évoquer la Kabylie.

Nous avions correspondu les premières années après notre démobilisation, au moment où j'étais dans l'Ariège et lui, à l'étranger, occupé sur différents chantiers : Tunisie puis Maroc où il participa activement à la reconstruction d'Agadir, durement éprouvée par le terrible tremblement de terre de 1960. Quatre années plus tard, j'avais quitté l'Ariège pour Grenoble et nous nous étions perdus de vue.

En 2002, grâce à Internet, je l'avais localisé en Bretagne et avais établi le contact par téléphone. Dans l'été, comme je l'ai fait avec les Bordas, que nous voyons occasionnellement depuis près de vingt ans, je lui ai demandé de valider ce que j'avais écrit concernant Bouzeguene.

Nous ne nous attardons pas sur le paysage qu'il connaît, pour être venu en vacances dans la région. Nous ne prenons même pas le temps de nous extasier sur la beauté de la forêt proche qui habille les pentes adret du Prarion depuis Motivon. Pourtant, le manteau vert austère des sapins est adouci par les taches de rousseur ocre ou or émanant des bouleaux et des frênes qui donnent un air de fête à cette saison de transition respirant la fraîcheur et la gaîté.

Nous tombons dans les bras l'un de l'autre comme deux frères qui se retrouvent après une longue absence. Il embrasse Claude qu'il avait quittée également à Tizi-Ouzou. Nous nous installons dans la maison où il retrouve Pascale âgée de 43 ans qu'il a connue alors qu'elle avait 5 mois !...

Tout en devisant, nous gagnons le salon. Le temps de déguster un petit apéritif, nous nous installons autour de la table où nous resterons, ce qui paraît invraisemblable, jusqu'à une heure du matin. Nous avions tant de choses à nous raconter !

Philippe m'explique son parcours : après différents chantiers au Maroc et en Tunisie, et avoir poursuivi ses études en travaillant, il avait obtenu son diplôme d'architecte en 1968, et s'était spécialisé dans les chantiers de l'impossible : la reconstruction après des catastrophes naturelles. Il était devenu architecte de l'urgence, dans les pays pauvres, et assurait la reconstruction avec les moyens du bord.

Un destin incroyable ! Il s'était imposé comme humanitaire du bâtiment en créant, à chaque fois sur place, des associations composées des artisans locaux du bâtiment et en fédérant les énergies et les ressources des lieux. Il s'employait à remettre en selle les désemparés, à leur insuffler le courage de rebâtir et de se prendre en charge, sans tout attendre des autres. Il était le poil à gratter forçant au mouvement et le catalyseur qui lançait la dynamique et permettait de créer le climat local de la réussite. Grâce à son action, les anéantis par le malheur reprenaient espoir et voyaient un peu de lumière dans les ténèbres de leur misère. Il diagnostiquait, établissait les projets, rassemblait, définissait les tâches, négociait les achats pour le compte des locaux, conseillait, aidait, intervenait dans les ministères pour obtenir des subventions. Il avait mené des chantiers en Guadeloupe à la suite de tornades, reconstruit des favelas au Brésil… réglé des problèmes d'exploitation de bois dans la forêt amazonienne, indifférent aux chausse-trappes dressées par les professionnels du B.T.P. qui voyaient d'un mauvais œil ce Don Quichotte du bâtiment mener à bonnes fins et concrétiser ses projets, alors qu'eux en étaient encore au stade des études et des chiffrages.

Cet éclectique du bâtiment, qui fourmillait d'idées, avait cependant construit des maisons pour des connaissances, (il faut bien vivre !), et même mené des réflexions avancées qui avaient débouché sur la création en 1977 du premier C.A.U.E.[97] à Périgueux… Ce bourlingueur atypique, spécialiste en communication, défenseur des causes perdues, avec une telle spécialité, n'avait pas fait fortune, mais était heureux du chemin parcouru et de la trace laissée chez les déshérités qu'il avait côtoyés. À l'âge de la retraite, cet actif pragmatique, attentif aux autres, que le travail manuel ne rebutait pas, comme ses mains calleuses pouvaient en témoigner, éclatait encore de vitalité.

À le voir et à l'écouter, sous les rayons du soleil qui filtrent à travers la fenêtre pendant cette saison d'automne, je me rends compte qu'il a conservé intact le dynamisme juvénile de ses 20 ans. Il me semble le voir débarquer, un jour d'hiver, à Bouzeguene 44 ans plus tôt. Il émane toujours de sa personne un rayonnement chaleureux et lumineux.

CL. Cette vocation ne t'est-elle pas venue après ton expérience de Bouzeguene ! lui dis-je, après qu'il m'eut expliqué son parcours.

97. Issus de la loi sur l'Architecture du 3 janvier 1977, les Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement ont été mis en place dans 88 départements à l'initiative des Conseils Généraux. Chaque CAUE assume des missions de service public dans un cadre et un esprit associatifs pour promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement.

PH. Certainement, car l'année passée à Bouzeguene figure parmi les plus enthousiasmantes que j'ai vécues. Cette affirmation soulève la plupart du temps l'incompréhension et l'incrédulité auprès de mes interlocuteurs lorsque je fais état, rarement du reste, de ce qu'a été ma guerre d'Algérie, terme que je n'aime pas, car pour moi, notre travail n'avait rien à voir avec la guerre.

CL. Pourquoi rencontres-tu l'incrédulité ?

PH. Parce que notre action ne correspond pas aux clichés ou aux idées toutes faites sur ce conflit. Ma guerre d'Algérie a été une guerre contre la misère. C'est pourquoi certains de mes interlocuteurs, pour mon action d'alors, me traitent de valet de l'action psychologique et, pour mon activité récente, d'agitateur. Car ce genre d'action dérange les nantis du capital qui veulent faire le bien, à condition que leurs bonnes œuvres améliorent leurs comptes en banque.

CL. Que notre action n'ait pas été comprise, c'est certain, elle gênait tout le monde. Elle gênait les gros colons conservateurs qui n'avaient pas accepté, par le passé, les Bureaux arabes qui étaient les prédécesseurs des affaires algériennes : ils n'avaient pas intérêt à voir évoluer la masse des fellahs. Elle gênait le F.L.N. qui ne s'y est pas trompé et s'en prenait aux chefs de S.A.S. en qui ils voyaient des assistants sociaux ou des séducteurs dangereux à l'écoute des besoins de la population.

Tu sais les A.A. (Affaires algériennes) ont payé un lourd tribut [98].

PH. Dans quel cadre budgétaire s'inscrivait notre action à Bouzeguene ? s'enquiert Philippe qui, avec son expérience sur le terrain, se préoccupe du financement des travaux.

CL. Dans le cadre du plan de Constantine qu'a lancé le général de Gaulle, peu de temps après son arrivée au pouvoir en 1958. Dans un coin comme Bouzeguene, avant les événements, la présence européenne était pratiquement inexistante. L'action du F.L.N., jusqu'à Jumelles, en juillet 1959, a empêché toute réalisation matérielle au profit de la population dans notre coin reculé de Kabylie. Donc pratiquement aucuns travaux jusqu'à 1960.

PH. En quoi consistait le plan de Constantine dont j'ai entendu parler ? demande Philippe qui souhaite des précisions.

CL. Le général de Gaulle chargea Paul Delouvrier qui deviendra Délégué Général du Gouvernement, d'exécuter ce plan lancé fin 1958. Il a pour objectif de rattraper le temps perdu en matière d'actions ou réalisations économiques et

---

98. Sur 4000 officiers d'active et appelés qui serviront dans les S.A.S., 73 d'entre eux y perdront la vie ainsi que 33 sous-officiers, 42 agents du personnel civil, 612 moghaznis.
Le Lt BOUCHEMAL Raymond, chef de S.A.S. à Tassala, près de Mila à l'ouest de Constantine disparaîtra, le 5 juillet 1958 avec le gendarme Giraud. On ne les reverra jamais. Exécutés par le F.L.N.
Le Lt François LE MERLE, O.R.S.A., S.A.S. de Dehemcha, (Périgotville , Kerrata, Sétif) sera porté disparu le 24 avril 1962.

sociales et, par voie de conséquence, d'affaiblir le F.L.N. de l'époque.

Il s'agissait de combler le retard pour la construction de logements, d'adduction d'eau, de routes, de dispensaires, d'écoles... Ce plan a créé et entretenu des illusions chez les militaires, les chefs de S.A.S. et auprès de la population. De Gaulle a ensuite changé de politique, mais le train des travaux était lancé. Ils ont donc été poursuivis comme si nous devions toujours rester.

PH. Il en était pour les travaux comme pour les opérations militaires, m'interrompt Philippe. De Gaulle a exigé du résultat jusqu'au cessez-le-feu, date à laquelle il ne restait pratiquement plus de rebelles sur le territoire algérien. Puis, au cours des négociations, il leur a tout cédé. On peut s'interroger sur le bien-fondé d'une telle ligne de conduite.

CL. Tu as raison sur le gâchis en vies humaines dans les deux camps que représente cet aspect de la guerre d'Algérie. De Gaulle entendait conserver la main mise sur le Sahara et le pétrole que nous venions d'y découvrir et d'exploiter. Historiquement, le Sahara n'a jamais fait partie du Maghreb Central. Devant l'obstination du F.L.N., il a fini par mettre les pouces. Il faut dire cependant, à la décharge du général, que le F.L.N., soutenu de façon inconditionnelle par les pays de l'Est, avait un crédit d'opinion important sur la scène internationale et que le sacrifice des siens ne comptait pas. Il voulait rafler la mise. Ses négociateurs, experts en communication et en manipulations, étaient au chaud, de l'autre côté des frontières, à attendre le bon moment pour s'emparer, en Algérie, du pouvoir que va leur abandonner la France.

PH. On peut légitimement se demander pourquoi le conflit va se prolonger encore si longtemps après juin 1958, date de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle ?

CL. Il faut se remettre dans le contexte de l'époque soumis à la pression des blocs. Le F.L.N. est à la fois impressionné par de Gaulle dont il se méfie. Celui-ci, de son côté, a sans doute sous-estimé la capacité du F.L.N. à durer.

De Gaulle est bien décidé à mettre fin au conflit. Il est cependant tiraillé entre des préoccupations majeures contradictoires : la décolonisation et le souci de grandeur et d'indépendance de la France sur le plan militaire, économique et énergétique.

Dans ces domaines, l'Algérie jouait alors un rôle primordial. Il suffit d'examiner les faits et leur calendrier :

- En 1952 Véronique, notre première fusée-sonde décolle depuis la base d'Hamaggir, notre site de lancement spatial situé près de Colomb-Béchar.
- 20 juillet 1956, le pétrole jaillit pour la première fois à Hassi Messaoud. Le gisement est prometteur et pourrait, à lui seul, approvisionner le pays pendant des années.
- 13 février 1960, la toute première bombe atomique française explose à Reggane.

PH. En somme, heureusement pour nous et la population locale, me rétorque

Philippe, nous avons atterri à Bouzeguene à un moment où nos illusions étaient derrière nous, ce qui nous a permis de prendre de la hauteur et d'agir de façon pragmatique pour améliorer le sort des villageois, sans trop nous abriter derrière un discours du genre Algérie française.

CL. Tu as raison. Nous partions pratiquement de zéro. Tout était à faire. Nous ne risquions pas de nous tromper sur l'utilité de notre travail, face au dénuement général.

PH. Était-ce également le désert sur le plan administratif avant ton arrivée ?

CL. Avant les événements, je crois, sans en être sûr, qu'Aït Ikhlef et Bouzeguene étaient des communes mixtes. Je n'ai jamais eu beaucoup d'informations sur le sujet. Je sais que les registres d'état civil étaient tenus correctement déjà depuis de nombreuses années jusqu'à ce que le F.L.N. interdise les contacts avec notre administration.

Il y avait au moins une école pour les deux communes, puisque Mohand Ou El-Hadj [99] y avait été scolarisé. Compte tenu du nombre d'habitants, la région était manifestement sous-administrée et surtout sous-équipée. Claude est allée dans des villages où elle a suscité la curiosité bienveillante des femmes qui n'avaient jamais vu une Européenne chez elles.

PH. Comment s'articulaient les différentes missions revenant aux S.A.S. ?

CL. Pour la gestion des finances communales (exécution du plan de Constantine, gestion du budget des deux communes) et l'aspect administratif (listes électorales, état civil…), les problèmes étaient à régler avec la sous-préfecture. Certains chefs de S.A.S. n'avaient pas cette mission, mais pouvaient avoir à seconder ou conseiller un maire ou un Président de délégation spéciale, ce qui est plus délicat.

À tous les chefs de S.A.S. revenaient les missions de pacification [100]. Il s'agissait d'établir le contact avec la population. Les occasions naturelles ne manquaient pas : établissement des cartes d'identité, de laissez-passer, amélioration des conditions de vie ou de sécurité etc.

Faisaient partie de leurs préoccupations : le développement de la scolarisation par tout moyen y compris construction d'écoles, l'amélioration de la santé de la population grâce à l'A.M.G. (Assistance Médicale Gratuite). Bien souvent, dans des régions perdues comme Bouzeguene, ces missions étaient assurées, dans les faits, par les militaires, car il était impossible de faire venir du personnel civil sur place.

PH. Donc si je me rappelle, résume Philippe, tu avais trois supérieurs hiérarchiques : le sous-préfet, l'échelon de liaison, l'armée. N'y avait-il pas des problèmes de

99. Chef de la willaya 3 (Kabylie). Originaire de Bouzeguene.

100. Terme de l'époque.

frontières et de définitions ou répartitions des tâches ?

CL. J'ai compris très tôt que le nombre de patrons favorisait l'autonomie. Il fallait donc s'adapter en fonction des interlocuteurs ou des moyens disponibles en hommes. Les tâches à accomplir étaient immenses. J'avais à fédérer les bonnes volontés en donnant les moyens d'agir, sans me préoccuper des limites de frontières dans les missions.

PH. As-tu eu des informations sur la fin des S.A.S. et celle de Bouzeguene en particulier ?

CL. À partir de 1962, les officiers S.A.S. d'active ont été mutés de façon systématique, tandis que les O.R.S.A. (officiers de réserve en situation d'activité) donnaient leur démission. Ils seront remplacés par des jeunes officiers appelés. C'est ce qui s'est passé à Bouzeguene. Jean Lachaud, mon successeur, n'était pas volontaire pour servir dans les S.A.S.. Il venait du Matériel où il est retourné par la suite.

J'ai établi le contact avec lui par *Mialouche* qui avait gardé son adresse. Après notre départ, mon successeur a expédié les affaires courantes et continué les chantiers que nous avions mis en route.

D'après Henry Enria (les Chasseurs de l'Akfadou) qui a puisé une partie de ses informations dans le journal de marche du 27e B.C.A., dès février 1962, donc approximativement au moment de notre retour en France, la messe était dite pour la S.A.S. de Bouzeguene et pour le 27e B.C.A.. Celui-ci abandonne progressivement ses postes, sous la neige. Le P.C. du bataillon sera installé provisoirement à Azazga. La S.A.S. d'Aït Zellal sera repliée un moment sur la S.A.S. de Bouzeguene, qui, à son tour, sera repliée le 7 mai 1962 sur la S.A.S. d'Iffigha avant d'être dissoute peu de temps après.

À partir de cette période, progressivement la population sera livrée à elle-même et au F.L.N.. Selon Lachaud, qui, avec l'Hotchkiss, a transporté *Mialouche* et *Boullakel* à Maison Blanche, les moghaznis qui ont voulu aller en France, ont pu y aller. Lorsque la S.A.S. a quitté Bouzeguene, tout a été laissé sur place. Il n'y a pas eu de contact, à son échelon, avec le F.L.N. qui a dû occuper les lieux. *Mialouche* me rappelait récemment qu'en descendant d'Iffigha, lors du trajet pour gagner l'aéroport, ils ont croisé une colonne de l'A.L.N..

PH. Donc, notre mésaventure nous a épargné le spectacle lamentable de cet abandon et de ce reniement que nous pressentions. Notre sanction nous a évité un drame de conscience. Le cordon a été coupé par d'autres. Crois-tu que cela aurait pu se terminer autrement ? finit par conclure Philippe.

CL. On ne refait pas les événements qui ont accompagné ce divorce sanglant. L'O.A.S., fruit du désespoir et conséquence du terrorisme, a compliqué le schéma. Il n'est pas évident que le F.L.N. ait souhaité le maintien de la présence des européens. Il portait en lui, de façon congénitale, les gènes de la

violence. De Gaulle qui était pressé de tourner la page, a donné rapidement les clés de l'Algérie, pour se consacrer à d'autres tâches. Il n'a pas (ou peut-être pas pu) exigé de garanties sauf celles de pouvoir faire éclater sa bombe atomique à Reggane dans le Sahara, de pouvoir continuer à lancer nos fusées depuis Hamaguir, près de Colomb-Béchar, et de conserver la base navale de Mers El-Kébir, pendant le temps de rentabiliser les investissements.

Mais on ne peut vivre de regrets. Par contre, la France aurait dû s'occuper du sort des Pieds-noirs et des Harkis, car ce qui est arrivé était prévisible. De Gaulle a fait comme s'il n'y avait pas de problèmes. De son piédestal, il n'a pas voulu faire preuve de compassion. Il a fait comme si les accords d'Évian étaient appliqués alors qu'ils n'ont été que chiffon de papier et que la sécurité des personnes a été violée. En l'occurrence, nous avions la maîtrise du terrain, des accords signés en bonne et due forme. Sur ordre, les Harkis, Moghaznis qui avaient valeureusement combattu à nos côtés, ont été désarmés et abandonnés. Jamais, aucune armée au monde n'a reçu un tel ordre.[101]

PH. Tu as des informations à ce sujet ?

CL. À l'époque, je n'ai pas eu beaucoup d'informations. Je ne les ai peut-être pas cherchées. Il faut dire que je ne voulais plus entendre parler de rien. Il semble cependant qu'il y ait eu une véritable conspiration du silence sur le sujet. Devant cette ignominie, bien des anciens d'A.F.N. se refusent à associer la date du 19 mars comme étant celle de la fin de la guerre d'Algérie. En effet, après cette date, non seulement 300 des nôtres trouveront la mort, mais surtout, la guerre civile a continué, plus sanglante que par les années passées.

L'O.A.S. a sévi dans des villes comme Alger et Oran jusqu'en juin, tandis que le F.L.N. ou certains éléments de la population musulmane s'en prennent aux Européens : le massacre et l'enlèvement d'Européens ont commencé en avril en particulier à Oran, et se poursuivront en juillet.

Pour les Harkis et les Moghaznis, c'est pire encore. Eux et leurs familles sont massacrés en masse par dizaines de milliers.[102]

Les massacres des supplétifs ont commencé dès le 6 mars 1962 dans une S.A.S. comme celle de Boualem près de Géryville où j'ai effectué des opérations en 1958.[103]

---

101. Je reproduis ci-après le texte d'un message, envoyé le 12 mai 1962, en extrême urgent, par Pierre Messmer, alors Ministre des Armées. Publié par « le Point » du 8 février 2002.
Autorité destinataire pour action GENSUP REGHAHAIA, pour information Haut-commissaire Rocher Noir. N° 1134, ra/cab/dir
« Il me revient que plusieurs groupes d'anciens harkis seraient récemment arrivés en métropole. Stop.
Je vous communiquerai, dès qu'ils seront en ma possession, renseignements précis sur importance et origine ces groupes ainsi que, si possible, sur responsables leur mise en route. Stop. Dès maintenant toutefois, je vous prie :
Primo – d'effectuer sans délai enquête en vue déterminer conditions départ d'Algérie de ces groupes incontrôlés et sanctionner officiers qui pourraient en être à l'origine. Stop.»

La France n'avait rien préparé pour faire face à l'exode massif des Pieds-noirs et des Harkis. Leur accueil a eu lieu dans des conditions invraisemblables d'improvisation, dans une France satisfaite de voir ses soldats revenir chez elle et ne mesurant pas les conséquences de son vote d'avril.

Les Pieds-noirs, grâce à leur énergie et leur courage, tant bien que mal ont réussi à s'intégrer dans cette France que la plupart ne connaissaient pas. Pour les Harkis, cela a été plus difficile, car ils ont été souvent parqués dans des centres d'hébergement au lieu d'être disséminés un peu partout, ce qui leur aurait permis, grâce aux contacts avec la population, de s'intégrer progressivement.

PH. Je commence à comprendre pourquoi certains cherchent à créer un écran de fumée par des contrevérités concernant l'action de l'armée française. Mettre en exergue les excès de notre armée permet d'occulter ou de cacher ses propres crimes. Cette vérité là ne pourra pas être cachée indéfiniment.

A propos, parles-tu de la torture[104] dans ton livre ?

CL. J'ai tenté de restituer les aspects de la guerre que j'ai vécue. Je n'ai pas évoqué la boue et la fange, aspects de la guerre que j'ai peu connus, auxquels cependant j'ai fait allusion. Cet aspect fait partie malheureusement de toute guerre. Affirmer le contraire, c'est faire preuve de mauvaise foi ou d'angélisme. Tout homme naît avec un fond de brutalité et de violence qui peut se réveiller dans des circonstances tragiques particulières.

Dans notre cas, nos adversaires ont choisi la terreur et la violence comme arme

---

102. Les estimations basses retiennent 60 à 80 000 victimes. (Jean Charles Joffret. Historien. Le livre blanc de l'armée française en Algérie). D'autres, comme Pierre Montagnon, avancent le chiffre de 150 000 victimes musulmanes pour les victimes après le 19 mars.

« Les massacres dureront jusqu'en 1966. La Croix-Rouge recensait en 1966 13 500 profrançais incarcérés en Algérie.» Philippe Denoix. Encyclopaédia Universalis.

« L'arrêt du génocide gaulliste des Français musulmans fut le mobile revendiqué avec le plus de vigueur par Jean Bastien-Thiry, principal auteur de l'attentat du Petit-Clamard (22 août 1962), commandité par Georges Bidault.» Philippe Denoix. Encyclopaédia Universalis.

103. Ainsi..... On apprendra le massacre de la harka des Beni Laalem (Grande Kabylie) soit plus de 600 personnes : hommes, femmes, enfants, vieillards. Beni Laalem est situé au sud du Djurdjura, 30 kilomètres au nord de Bordj Bou Arreridj.

Les cadavres des harkis d'Edgar Quinet, désarmés par l'armée française en avril 1962, ainsi que ceux de leurs familles, seront retrouvés des années après dans un immense charnier dans les Aurès près de Kenchela. Histoire de l'Algérie. Pierre Montagnon.

Le calvaire dura des années. Voir le témoignage ci-après qui se déroule au Camp Maréchal :

« Au bout d'un mois, j'ai été conduit au camp Maréchal, près de Tizi-Ouzou. Il y avait environ 700 harkis. Dans ma salle, on était à peu près 80. On nous avait enlevé nos habits et on dormait par terre ou sur la ferraille des matelas. Affamés, nous étions contraints de manger de l'herbe, comme les brebis. Certains sont morts de faim, d'autres ont été massacrés à coups de barre de fer ou de pioche. Les « 19 mars » - les jeunes recrutés par l'A.L.N. après les accords d'Évian - venaient de temps en temps chercher quelques-uns d'entre nous. Ils les amenaient de force dans les égouts du camp, leur attachaient les mains à une poignée en fer, accrochée à une dalle, leur mettaient un chiffon dans la bouche, puis les battaient à mort à coups de pioche. Ensuite, on nous appelait pour enterrer les corps dans les champs. Les « 19 mars » ne connaissaient pas leurs victimes. Mais leurs noms avaient été donnés par certains voisins de village désireux de se venger ou simplement de récupérer leurs maisons. Un jour, un gamin de 9 ans est arrivé dans notre dortoir. Il était accompagné de son oncle et muni d'une carabine de 22 long

de combat. Quant à l'emploi des contre-feux, pour circonscrire l'incendie, je ne veux ni approuver ni condamner. La guerre est elle-même condamnable, une fois déclenchée, les lois sont bafouées. Dans tous les cas, la victime innocente souffre.

Le cas tragique du 11 septembre 2001 n'est pas une hypothèse d'école. Y a-t-il d'autres méthodes ? Nos démocraties ne sont pas préparées et armées moralement face à un ennemi fanatique et psychopathe. Il faut bien se donner les moyens d'éviter et d'éliminer le terrorisme qui est terriblement d'actualité.

PH. Pour quelle raison as-tu pris la plume ? s'étonne mon ancien adjoint.

CL. J'ai beaucoup hésité à étaler dans un livre, à la fois mes sentiments d'alors, et surtout à faire connaître la souffrance de notre famille en publiant les courriers d'Alain. Nous avons été élevés à faire preuve d'une certaine retenue pour tout ce qui nous concerne.

Mais à la réflexion, j'ai tendance à penser que ce que nous avons vécu appartient modestement au patrimoine de l'histoire. Si nous ne mettons pas par écrit nos états d'âme, nos espoirs, nos peurs, nos souffrances, personne ne le fera à notre place. En s'adressant au cœur, les nouvelles générations comprendront peut-être mieux ce qu'ont vécu deux millions d'appelés.

PH. As-tu voulu faire œuvre d'historien en écrivant ?

CL. Certainement pas. Je n'ai pas les qualités et la formation d'un historien. J'ai

---

rifle. Son oncle a désigné l'un d'entre nous. Et a dit : « C'est lui qui a tué ton père ! » le gamin a aussitôt tiré. Puis est reparti. La victime est restée neuf jours avec une balle dans le pied avant d'être achevée.

Dans mon dortoir, dix harkis ont ainsi été tués. Certains ont échappé à la mort en se cachant dans la fosse septique. J'ai moi-même été conduit sept fois aux égouts. Mais la mort n'a pas voulu de moi. Chaque fois, certains habitants de mon village, enrôlés dans l'A.L.N., sont intervenus pour me sauver. En février 1963, la Croix-Rouge a exigé que les harkis prisonniers dans les camps avancés soient transférés dans les maisons d'arrêt. La moitié des détenus du camp ont été conduits à la Maison carrée d'El Harrach, à Alger. L'autre moitié, à la prison de Tizi-Ouzou. C'est là où je suis allé avant de partir en 1965 dans l'oasis d'Ouargla, près de la frontière tunisienne. Environ 260 harkis étaient aux travaux forcés. Nous faisions des trous dans le sable et avions une gourde d'eau par jour. J'ai été libéré le 1er avril 1967 par la Croix-Rouge Internationale.» J. M.D. Le Muy (Var), janvier 2002. Les S.A.S. N° 17. Mars 2002.

Cependant, piètre consolation, le 27e B.C.A., qui gagnera la Métropole le 27 novembre 1962, avait réussi, entre temps pendant l'été, à arracher à la vindicte du F.L.N., environ 1 500 de ces malheureux qui avaient cru en la parole de la France. Il procédera même à des évacuations par hélicoptères. (Les chasseurs de l'Akfadou).

104. Alors que l'ouvrage est à la relecture, je découvre dans le Figaro du 1er novembre 2004, un interview du commandant Azzedine, ancien chef du célèbre commando Ali Khoddja dont j'extrais le passage suivant à propos de la torture : *« Après avoir dénoncé la torture sur tous les toits du monde pendant la guerre, les dirigeants algériens l'ont remise à l'honneur dès les premiers mois de l'indépendance. La torture n'a jamais quitté l'Algérie.»*

Le commandant Azzedine dit bien *« remise à l'honneur»*. J'ajouterai, pour être précis, que cette pratique a été à l'honneur dans l'A.L.N. pendant toute la guerre depuis l'origine. Quand on est capable de massacrer dans les pires conditions, on est capable de torturer. Le mythe de la guerre pure n'existe pas.

Lire à ce sujet *« J'ai été fellagha, officier français et déserteur »*, témoignage de Rémy Madaoui qui en a été victime.

voulu être un témoin qui apporte sa pierre à l'édifice de la mémoire. J'ai essayé d'être le plus factuel possible. J'ai tenté de comprendre notre époque tragique, les événements qui l'ont marquée. J'espère avoir fourni aux lecteurs des clés qui l'inciteront peut-être à ouvrir d'autres livres plus étoffés sur le sujet.

PH. Quelle ligne de conduite t'es-tu fixée ?

CL. D'être vrai et sincère, car rien ne peut être bâti sur le mensonge. C'est le but que je me suis assigné avec notre témoignage.

PH. Parce que tu crois détenir la vérité ? me fait remarquer mon ami.

CL. Non, je suis conscient de ne présenter qu'un point de vue, celui d'un appelé du contingent assez naïf pour avoir repris du service et qui s'est senti floué pour avoir cru que la France pouvait bâtir une relation amicale nouvelle avec nos frères d'Algérie que j'ai aimés. Ce n'est pas grave en ce qui me concerne, face aux sacrifices bien plus lourds consentis par d'autres. Comme bon nombre d'appelés, du reste, je préfère passer pour un naïf que pour un salaud.

Puis, me penchant vers Philippe, en baissant un peu la voix, la gorge un peu nouée :

CL. Philippe, lui dis-je, avant de nous quitter, car il est tard pour toi si tu veux regagner Valloire cette nuit, je vais te faire une dernière confidence. Lors des préparatifs de la cérémonie d'inhumation d'Alain, j'avais pensé à faire inscrire en exergue sur les faire-part, cette phrase qui actuellement peut paraître complètement inadéquate et inappropriée : *« Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ses amis »* (Jean 15, 13).

PH. À quoi pensais-tu, me demande Philippe, en ayant cette idée qui effectivement me surprend ?

CL. En juillet 1960, sous le coup de l'émotion sans doute, et dans ma candeur, j'en étais resté au rôle protecteur de l'armée contre les bandes F.L.N. qui terrorisaient la population.

PH. Et maintenant, en fonction de ce que tu sais, que penserais-tu écrire ?

CL. J'aurais tendance à faire écrire l'épitaphe rédigée par Kipling Rudyart pour la tombe de son fils John, lieutenant, tombé à Lens en 1915. Son père fit graver *« Si quelqu'un vous demande pourquoi nous sommes morts, dites-lui que c'est parce que nos pères nous ont menti.»*

En pensant à cette phrase, j'y associerai avec sincérité les morts des deux camps, car les Moudjahidin, eux aussi, ont été victimes du mensonge[105] : en combattant le colonialisme, ils pensaient, pour la plupart, trouver la liberté, la démocratie. Ils ne se seraient jamais battus pour une démocratie confisquée, pour une nomenklatura s'appropriant l'essentiel de la richesse, tandis que le reste du peuple croupit dans la misère.

Cette misère, à son tour, a nourri l'obscurantisme, terreau de l'intégrisme islamique qui, lui, sème la terreur, non pas au nom d'une révolution, mais, ce qui est plus dangereux, au nom de Dieu. La deuxième guerre d'Algérie a été aussi terrible, sinon plus que la première. L'histoire est un perpétuel recommencement.

Dans notre guerre, ce sont surtout les soldats des deux camps qui ont été sincères : ils n'ont pas triché. Ils ont obéi et ont fini par croire qu'ils combattaient pour une cause juste. Souvent, ils sont morts d'avoir cru à un rêve impossible, devenu cauchemar, celui de la fraternité.

Cinquante ans après la Toussaint sanglante, les signes avant-coureurs d'une aube nouvelle semblent se profiler. Une Algérie amie, lucide et dépassionnée, fondée sur le respect de l'autre, mettant à profit les solides relations d'estime mutuelle qui se sont forgées par le passé, devrait bien être maintenant à notre portée.

Avant de quitter la scène, ceux qui ont crapahuté dans les djebels, souffert dans leur corps et surtout dans leur cœur, demandent aux spectateurs d'aujourd'hui que leur rêve d'alors devienne rapidement une réalité.

Il appartient aux jeunes générations de bâtir cette relation apaisée. Il faut, pour cela, leur en donner les moyens, avec une présentation historique plus objective de ce qu'a été ce conflit où le rôle des protagonistes ne doit pas être caricaturé. C'est pourquoi, nous avons tenu à témoigner.

Les anciens que nous sommes, sont prêts à les aider, mais leurs forces commencent à vaciller. Avant de s'endormir, ils voudraient tant voir souffler et respirer le vent de l'amitié qui caresserait les Miages et les djebels et nos deux pays enfin réconciliés.

Alain, Bertand de Longueau, Willy Klocke, Wannen Tiemann, Philippe Le Pivain, Saïd Hamiche, François Chavoutier, Louis Ferriol, François d'Orléans, Raymond Poisson,... et toutes les victimes de ce conflit, avant de nous accueillir, dormiraient enfin dans la sérénité...

Les Bernard. Octobre 2004

---

105. Toujours dans le Figaro du 1er novembre 2004 (*Cf.* note précédente), interview du commandant Azzedine : *« Entre nos rêves de jeunesse dans les maquis et la réalité d'aujourd'hui, il y a un très grand fossé. Nous avons rêvé d'une Algérie démocratique, libre et juste, qui donne une chance à ses enfants. Dès l'indépendance, le pays a été victime d'un coup de force. Le peuple a été marginalisé. Aucune des promesses faites lors du déclenchement de la lutte armée et du Congrès de la Soummam de 1956 n'a été tenue.»*
Même sentiment dans le livre de Rémy Madaoui déjà cité.

L'air pur des montagnes

Le Boeing 137 approche de la côte algéroise dissimulée sous l'immense nuage noir dans lequel pénètre notre appareil. Tout à coup, une détonation violente, fruit d'un éclair qui déchire le ciel, secoue notre avion.

- Tu vois, dis-je en souriant à Yazid assis près de moi, ils tirent au canon pour saluer notre arrivée.

Nous débarquons, dans la matinée du dimanche 26 décembre 2004, à l'aéroport d'Haouri Boumédienne sous une pluie diluvienne, après avoir quitté les Alpes sous la neige.

L'idée de notre voyage avait germé deux mois auparavant. Quatre années plus tôt, mon gendre Yazid avait eu l'occasion de retourner en Algérie avec sa femme, Marie Hélène, la dernière de mes filles et d'y rejoindre son père et sa mère en vacances sur place.

Yazid, qui lors de ce séjour, avait effectué une reconnaissance jusqu'à Tizi-Ouzou, m'avait proposé, à son retour, de m'accompagner en Algérie. J'avais alors décliné. Puis naquit chez moi ce besoin d'écrire. J'ai mis du temps pour trouver le fil conducteur de mon récit. J'étais perdu dans les méandres des chemins parcourus. Tout ce que nous avions vécu me paraissait à la fois si lointain et si proche. Puis au fur et à mesure de la rédaction de mon ouvrage, surtout de la partie concernant Bouzeguene, la situation s'est peu à peu décantée. Mes souvenirs émergeaient des brumes de l'oubli et de la gangue de mes années professionnelles.

Apparaissaient un style de vie, des paysages et surtout des hommes et des femmes au genre de vie et aux coutumes différents des nôtres, à la grandeur d'âme et à la générosité proverbiales. Qu'étaient-ils devenus ? Comment avaient-ils géré les suites de cette guerre fratricide où les engagements et les choix étaient dictés souvent par la répulsion devant des pressions et des situations inhumaines. Comment la France était-elle perçue ? Autant de questions sans réponse.

Il me fallait aller sur place me rendre compte par moi-même, sans écouter les cassandres qui me mettaient en garde : mon gendre ne connaissant pas le tamazight (le berbère) serait mal perçu en Kabylie, des faux barrages sur les routes ou des mauvaises rencontres avec le banditisme lié à la misère pouvaient mettre en cause ma sécurité. Sachant par expérience que le plus grand danger est bien souvent celui de la représentation qu'on s'en fait, et qu'en France le danger zéro n'existe pas, je décidais d'aller me rendre compte par moi-même.

Un jour d'octobre, je demande à Yazid :

- Es-tu toujours d'accord pour m'emmener en Algérie ?
- Ce serait pour moi une grande joie. Je m'occupe de tout. Quand voulez-vous partir ?

- Je te laisse choisir les dates et déterminer la durée du séjour.

Compte tenu de ses engagements professionnels, Yazid me propose de partir entre Noël et le Jour de l'an, sans savoir que pour moi cette période est un pied de nez à mon histoire personnelle…

Après quelques minutes à attendre l'enregistrement du visa, nous quittons l'aérogare sous une pluie battante. Embrassade avec Omar, un jeune cousin de Yazid, à la recherche de travail. Pratiquant le « *système Rachid* » (système D), il s'est occupé de nos problèmes d'intendance : réservation de la voiture et de l'hôtel. Il est allé jusqu'à Tizi-Ouzou pour choisir et réserver. Lors de sa course exploratoire, il est parti avec un nombre de dinars insuffisant en poche, ce qui lui valut d'être abandonné en rase campagne par le taxi et de continuer son chemin à pied et d'arpenter la ville par le même moyen de locomotion.

Omar est bientôt rejoint par Ahmed, le chef d'atelier de son frère. Il possède une voiture et va nous conduire jusqu'à l'entreprise de location située près d'Ouled Moussa où il nous quittera discrètement. La pluie a cessé. Au volant de la Daewoo un peu fatiguée (170000 km au compteur), Yazid nous conduit chez son oncle et sa tante, côté maternel, les parents d'Omar, installés non loin de là. Accueil chaleureux et embrassades. Nous retrouvons chez eux, Aïcha et Ahmed, les parents de Yazid. Couscous somptueux, échanges de nouvelles. La fraîcheur et l'humidité de l'air ambiant sont compensées par la chaleur de l'accueil qui réchauffe le coeur.

Nous prenons congé en milieu d'après-midi pour gagner Tizi-Ouzou, distant de quelque 65 km. Quelques barrages de contrôle de police jalonnement le parcours : il faut passer au pas, et surtout, de nuit, éclairer le plafonnier de la voiture. Une portion de route est à deux fois deux voies. Nous traversons Bordj Ménaiel puis Tadmaït (Camp Maréchal) et enfin Draa Ben Khedda (Mirabeau). La circulation est dense.

La façon de conduire des locaux est intuitive, peu soucieuse des règles du code de la route : les lignes blanches sont allégrement franchies, le doublement par la droite est rituel, les sens interdits bafoués. Cardiaques s'abstenir. D'une façon générale, sur la plupart des routes que nous aurons l'occasion d'emprunter (nous ferons 700 km en Kabylie), les ralentisseurs sont nombreux et dissuasifs. Le conducteur a le choix : descendre à moins de 30 km/heure ou casser la voiture.

Arrivée vers 16 heures à Tizi-Ouzou, agglomération de plus de 130 000 habitants (environ 15000 en 1960). Ville jeune où sont implantées de nombreuses universités. Je ne reconnais absolument pas les lieux : pendant notre court séjour, je n'aurai pas le loisir de situer les bureaux des Affaires algériennes et la Préfecture d'alors. La traversée de la ville se fait à travers des passages tunnels. Les constructions ont envahi toute la cuvette. La ville a perdu tout lien avec son appellation d'origine : le col des genêts.

Guidés par Omar, nous rejoignons l'hôtel installé sur une colline au nord de la ville. Notre chambre regarde le Djurdjura qui s'étire au loin. Le soir, nous avons tout loisir d'admirer la cuvette et les montagnes en face, constellées de lumières.

Pendant que je déballe mes modestes bagages, Yazid conduit Omar à la gare routière réservée aux minibus. Il regagnera la région d'Ouled Moussa par ce moyen de transport. Les minibus sont très nombreux et se garent dans l'ordre d'arrivée sur un élargissement de la chaussée, sorte de place s'étirant à la sortie de Tizi-Ouzou en direction d'Azazga. Des pancartes sur le pare-brise indiquent la direction et les chauffeurs annoncent les destinations en criant : *« Azazga !, Bouzeguene !, Douala !, Bouira ! »...* Une autre gare routière, réservée aux cars, est installée plus au centre. J'ai oublié de me renseigner sur la densité du trafic de la voie de chemin de fer que nous utilisions au temps jadis.

Lundi 27 décembre 2004, dès 9 heures en route pour Bouzeguene ! Le temps est dégagé. Après avoir quitté la ville de Tizi-Ouzou qui s'étire sur trois km, nous retrouvons la campagne. Le trafic vers Azazga est soutenu. Pendant des kilomètres, nous longeons le Sebaou qui somnole tranquillement à notre gauche, dans sa cuvette. Au-delà du fleuve, au nord, des montagnes domptées par l'érosion, aux formes arrondies, barrent l'horizon. Elles sont parsemées de villages discrets. Au sud, à notre droite, sans qu'on puisse les voir de la route, mais comme je pourrai m'en rendre compte les deux jours suivants en parcourant les Beni Yenni, les Akbils, et en allant à Michelet (Aïn El Hammam) et à Fort-National (actuellement Larba Naït Irathen), un enchevêtrement de vallées profondes, peu habitées, descendent du Djurdjura. L'une d'elles du reste, celle de l'oued Ouassi, à proximité de Fort-National, est engloutie sous les eaux d'un immense barrage hydroélectrique. Ces vallées par contre sont dominées par une multitude d'arêtes tentaculaires plus ou moins effilées auxquelles sont accrochés, sur leurs sommets ou leurs escarpements, de nombreux villages dont les maisons défient les lois de la pesanteur.

Peu de temps après avoir traversé le Sebaou, en négociant les premiers virages montant vers Azazga, la deuxième ville de Kabylie, nous rencontrons les premiers immeubles de l'agglomération qui s'est étendue à l'ouest. Au cœur de la ville, en bifurquant plein sud pour gagner Bouzeguene, nous passons devant l'ancienne église. À proximité étaient installés les Pères Blancs. Dans les parages : un immeuble éventré. L'ancienne gendarmerie d'Azazga, démolie systématiquement par les manifestants, témoin silencieux et éloquent de la violence des émeutes du printemps noir de 2001. Celles-ci firent localement six morts et ébranlèrent les relations de la Kabylie avec Alger.

Nous suivons le flux vers Bouzeguene. Les bas-côtés sont bordés de commerces et d'échoppes où s'activent des Kabyles venus négocier leurs achats. Une agence Peugeot flambant neuve vient d'être installée. Peu au-delà, nous retrouvons la campagne et ses champs d'oliviers. Nous laissons, une dizaine de kilomètres plus

loin, à main droite, la route qui conduit vers Tizirt n'Boubehir, village carrefour permettant de gagner Tabouda ou Michelet (actuellement Aïn El Hammam). Nous emprunterons cette route à notre retour des Akbils le lendemain.

- Vous verrez, m'avait dit l'un des réceptionnistes de l'hôtel, la route pour Bouzeguene est un vrai billard.

En empruntant la route pour Iffigha où était installé le PC du 27e B.C.A., j'ai pu constater l'exactitude du renseignement. Nous nous arrêtons, le temps de chercher Lalla Khedidja, 2 308 mètres, parmi les sommets enneigés du Djurdjura. La traversée de l'Acif Ou Serdoun se fait sur un ouvrage neuf, près duquel, est allongé l'ancien pont. Ce dernier est encore surveillé par le poste mirador de Youssouf, témoin muet et inutile des nuits blanches des sentinelles aux aguets, chargées de protéger l'ouvrage que voulaient détruire ceux qu'on appelait les rebelles.

Quelques décharges sauvages parsèment les bas-côtés. Nous gagnons ce que nous appelions le Café maure, col évasé permettant d'avoir un premier aperçu du territoire de Bouzeguene. Première surprise. Je cherche à ma gauche Tazerouts et à ma droite Iril Naït Ziboua. Ce ne sont que des immeubles ! Le relief semble gommé par les constructions qui ont poussé de toute part comme des champignons.

Nous poursuivons notre chemin pour nous arrêter un peu plus loin à hauteur du monument aux morts, érigé par le village d'Ibouysfene à la mémoire de ceux qui sont tombés pendant le conflit. Nous aurons l'occasion d'en voir bien d'autres. Chaque village ayant à cœur de garder une trace de ses héros. La liste dans la plupart des villages est longue. Tout à l'étonnement de retrouver la région, je n'ai pas questionné les personnes rencontrées à ce sujet. Après coup, je me suis demandé si les listes prenaient en compte les victimes des purges d'Amirouche et des rivalités entre le F.L.N. et le M.N.A. qui firent de nombreuses victimes en France.

Après avoir roulé à flanc de coteau en direction du sud-est, nous pénétrons dans une agglomération que je ne connais pas. Je cherche le bordj. Pas de trace. Nous poursuivons notre chemin sur une route chaotique, non goudronnée, bordée de maisons de façon presque continue. J'atterris finalement près d'Haoura et Ahariq où nous nous arrêtons pour faire le point auprès de jeunes qui devisent devant une maison relativement ancienne.

- Je cherche la S.A.S. à Bouzeguene.
- C'est ici, me dit un jeune.
- Ici c'est Haoura. Ce n'est pas la S.A.S..
- Si, si c'est ici.

192. Les hommes du village d'Haoura devant l'ancienne antenne de la S.A.S. devenue maison des jeunes.

Les jeunes me présentent l'antenne S.A.S. où était Pirel. La maison n'a pas beaucoup changé. Je leur explique que j'ai été chef de S.A.S. à Bouzeguene en 1960 et 1961 et qu'à proximité il doit y avoir une fontaine avec un réservoir. Certains, parmi les anciens du groupe, ont entendu parler de Pirel.

- Nous allons te montrer la fontaine, me dit un autre pendant que l'un de ses collègues est allé chercher deux adultes Boubkeur et Mouloud, enseignants à Bouzeguene. Ceux-ci prendront contact avec Mustapha qui va nous rejoindre et nous retenir à manger chez lui à Ahricq. Il est artisan taxi à Aubervilliers.

La conversation s'engage avec naturel. Évocation de souvenirs. Mustapha se souvient très bien du nom des instituteurs militaires qui lui faisaient la classe : Mercier et Michel. Notre hôte nous reçoit chez lui, avec une gentillesse et simplicité confondante, malgré les ennuis de santé de son épouse qui est immobilisée avec une méchante fracture au pied. Au cours du repas, Mustapha me renseigne :

193. Boubkeur, Yazid, Mouloud devant la Main de la Fatma.

194. Nous prenons congé devant les réservoirs fontaines construits par le sous-lieutenant Pirel en 1961.

- Bouzeguene et Aït Ikhlef ne forment plus qu'une seule commune : Bouzeguene. Les Beni Ziki composent une autre commune. Bouzeguene est devenue une daira, c'est-à-dire une sous-préfecture où vivent approximativement 26 000 personnes. Amroun Tahar qui est décédé dans les années 1976, a été le premier maire de Bouzeguene. L'ensemble des villages est doté de l'électricité. L'eau, distribuée dans chaque maison, arrive par gravité, grâce au captage d'une grande source dans le Beni Zikki. Nous vous ferons voir un des réservoirs, celui qui alimente les villages d'Haoura et d'Ahariq.
- J'ai des photos à vous montrer, lui dis-je en faisant état d'un CD-ROM que j'avais amené et que finalement je ne présenterai pas faute d'outils et de temps sur place, mais que j'ai promis d'envoyer.

Nous prenons congé de Mustapha devant la fontaine réservoir construite par Pirel. Elle a fonctionné jusque dans les années 1990. Nous y retrouvons Boubkeur et Mouloud. Ils vont être nos guides attentionnés une partie de l'après-midi et nous

piloter à travers Haoura et Bouzeguene, tout en nous renseignant sur la vie locale pendant le parcours.

- Il y a ici un ancien moudjahid, peut-il vous rencontrer ?

Je bavarde et embrasse Hocine qui a été prisonnier au bordj en 1956 avant de gagner la Tunisie et d'assurer par la suite le convoyage de ravitaillement pour l'A.L.N. à travers le pays. Il a perdu à l'époque sa femme, qui a fait une fausse couche après avoir été malmenée par les militaires.

Nos accompagnateurs nous conduisent à la nouvelle école d'Haoura et nous font voir l'ancienne école, désaffectée, installée dans des baraques Adrian composées d'éléments en acier, où enseignaient les militaires Mercier et Michel. Ils nous pilotent ensuite à l'ancien bordj à Bouzeguene. Nous nous arrêtons à hauteur de l'ancienne école, actuellement désaffectée, près du bordj. De là, j'ai des difficultés à localiser le mirador sud-est parmi l'enchevêtrement des maisons. En remontant une ruelle, face au poste de police (ancien PC de la 4e compagnie), nous gagnons l'entrée du bordj, écrasée parmi les maisons attenantes.

195. Hocine, ancien de l'ALN et Claude.

J'y rencontre l'adjoint de l'A.P.C. (assemblée populaire communale équivalente du conseil municipal) qui habite les lieux et me fait passer un test de contrôle des connaissances :

- Vous étiez ici il y a des années ? me demande-il d'un air dubitatif. Pouvez-vous me citer des noms de village ?
- Sans aucune difficulté. En arrivant depuis Iffigha dans le col que nous appelions le Café Maure, vous avez sur votre droite Ighil N'Aït Ziboua, à votre gauche, Tazerout, puis, Ibouyoussfene et Aït Saïd, Iathousse, en contrebas, Bouzeguene, Sahel dominé par Taourirt, en poursuivant vous rencontrez Aït Ferach, Haoura, Ahariq dominés par Aït Salah et Aït Moussa. Plus loin vous avez les Beni Zikki. Est-ce que l'examen de passage est satisfaisant ?
- Ça va, me répond-il d'un air étonné.
- Quelle note me mettez-vous ? dis-je d'un air amusé.
- 16/20.

Nous prenons quelques photos des bâtiments à l'intérieur de murs du bordj où nous vivions et travaillions. Ils sont dans un passable état de délabrement. Nous laissons la voiture et descendons ensuite à pied dans le village. Nous passons devant le poste de police (interdiction de photographier) et gagnons les

bureaux du cercle culturel Igelfan de la commune de Bouzeguene. Nous y faisons connaissance de Messaoudène Chérif, son président. Celui-ci, après m'avoir présenté les lieux, me propose de rédiger un article pour son nouveau journal : Echos de Bouzeguene. Ce que je lui promets.

Après nous être rendus dans un café proche, où nos hôtes nous offrent avec cœur le verre de l'amitié, nous prenons congé peu après, pour ne pas revenir de nuit sur Tizi-Ouzou.

Une journée qui comptera parmi les plus marquantes de ma vie avec celle passée le lendemain en parcourant les Benni Yenni, puis les Akbils. En effet, à Aït El Azis, village qui a souffert également, nous recevons le même accueil chaleureux et sympathique. Nous faisons le tour de la mini agglomération qui n'a pas trop changé et retrouvons l'ancien poste militaire en compagnie d'Ali et Hamiche qui nous conduisent à Aït Hatta, où Alain a trouvé la mort. Un des habitants des trois maisons qui composent ce dernier village veut nous retenir pour le repas.

196. Yazid tenant dans ses bras Inès, la petite fille de Mustapha.

197. Emma, la fille de Marie-Hélène et Yazid.

Ce voyage éclair organisé par Yazid me permet de tourner ma page personnelle concernant l'Algérie dans des conditions inattendues et chaleureuses. En outre, ces quatre jours passés ensemble ont permis au chauffeur et au navigateur de mieux se connaître. Mon gendre a découvert, durant ce voyage, un beau-père ayant pris un coup de jeune, au contact des Kabyles. De mon côté, j'ai vu à l'œuvre un gendre parlant parfaitement l'arabe, liant le contact sur place avec un naturel et une facilité déconcertante. Lui aussi est séduit par la Kabylie.

Cependant, dans cette aventure, deux sentiments forts m'ont profondément habité pendant mon court séjour en Kabylie où, comme en Savoie, le vent et les années ont dépouillé les montagnes de leurs revêtements sédimentaires superflus pour ne conserver que des silhouettes en calcaire ou en granite à la ligne élancée et vertigineuse.

En premier lieu, j'ai eu le sentiment qu'en contact permanent avec cette nature exigeante où la pureté le dispute au sublime, les montagnards kabyles, portés par le milieu ambiant, ont acquis naturellement, et su conserver, une âme limpide et solide. Leur regard, comme je l'ai constaté, est celui de l'amitié sincère, débarrassée de tout préjugé.

Par ailleurs, dans quelques années, Emma, notre petite-fille, et bientôt son petit frère ou sa petite sœur, non seulement connaîtront mieux leurs grands-parents, mais également pourront être fiers de leurs racines.

Gageons que les nouvelles générations sauront, de part et d'autre de la Méditerranée, pardonner et découvrir dans la vie commune passée entre la France et de l'Algérie des raisons d'espérer et de construire pour l'avenir.

Voici le texte envoyé au journal « *Echos de Bouzeguene* » le 7 janvier 2005.

« Chers amis de Bouzeguene.

Je viens de regagner les Alpes après avoir passé quelques jours, trop rapides, dans votre si belle région qui a été un peu la mienne. En effet, il y a plus de 43 ans, j'étais parmi vous, dans des conditions très éprouvantes pour vous et, pourquoi pas le dire, également pour ceux qui, comme moi, portaient l'uniforme français. Nous avions à appliquer les directives d'une politique dont nous ne percevions pas la finalité et qui finalement conduisit à un immense gâchis. Le climat de compréhension fragile qui avait pu être tissé par le passé par des hommes de bonne volonté en fut compromis de façon durable.

J'ai connu, pendant les années 1957 et 1958, le côté opérationnel de cette guerre civile franco-française qui a été appelée tardivement la guerre d'Algérie. Comme beaucoup, parmi nous et sans doute parmi vous, j'en garde un goût amer. J'ai eu, par la suite, tout loisir de méditer sur l'inutilité et la vanité des combats menés et sur leurs conséquences désastreuses.

Un peu plus tard, en 1960, j'ai contracté un engagement pour servir dans les S.A.S.. Après avoir passé quelques mois à Tabarourt, période au cours de laquelle j'ai perdu, au combat, mon frère cadet dans les Akbils, j'ai été affecté à la S.A.S. de Bouzeguene où je suis arrivé courant août 1960.

Je conserve de mon séjour parmi vous, un souvenir ému, riche de contacts avec vos anciens qui ont impressionné le jeune officier que j'étais. J'ai eu l'occasion d'apprécier leur sagesse, leur stoïcisme, leur conception de la vie. J'avais alors en charge ce qu'on appelait la pacification et pense, sans forfanterie, avoir contribué, grâce aux actions menées, à adoucir le sort de ceux qui ont vécu cette période.

Le rôle de la S.A.S. était d'appliquer sur le terrain le plan de Constantine, voulu par le général de Gaulle fin 1959. Il fallait rattraper le temps perdu en matière

d'investissements. À ce titre, sans grand moyen financier, l'équipe que je dirigeais a réussi des prouesses. J'ai en effet été secondé, pendant plus d'un an, par un adjoint efficace et enthousiaste, le sous-lieutenant Pirel. Il venait du Génie et parlait arabe pour avoir vécu son enfance en Tunisie. Avec le concours de vos anciens, nous avons amélioré les conditions de vie des villages : pistes avec ouvrages en buses, réservoirs de 3 m³ pour les principaux villages ; captages de sources et canalisations d'amenée d'eau pour Aït Saïd et Haoura ; écoles en dur pour Aït Saïd et Sahel ; agrandissement de la plate-forme de l'aire de récréation pour l'école de Bouzeguene

L'armée représentée par le 27e B.C.A., tout en assurant le côté opérationnel, a essayé également de faire de son mieux : le bataillon détachait des instituteurs dans pratiquement tous les villages où étaient implantés des postes militaires.

198. Le grand-père et la grand-mère de Mustapha à Aharicq. Photo prise en 1961 par Claude et identifiée par Mustapha en janvier 2005.

199. Le grand-père de Mustapha, en 1961, alors âgé de 80 ans. Il mourra centenaire.

Son médecin épaulait un infirmier militaire détaché à la SAS où intervenait une aide soignante.

Je ne m'étendrai pas sur la prouesse administrative que représentent le recensement et l'établissement de listes électorales correctes pour permettre le déroulement, dans de bonnes conditions, des élections qui ont officialisé l'accès à l'indépendance de votre pays. En ce qui me concerne, j'ai également préparé le terrain pour permettre à votre commune d'avoir à sa tête un maire local : Amroun Tahar.

En revenant au pays 43 ans plus tard, (j'ai quitté Bouzeguene fin décembre 1961), j'ai trouvé un pays complètement transformé. J'ai même vu des mosquées dans tous les villages.

Si je n'ai pas su retrouver le bordj et la maison où j'ai vécu, j'ai, par contre, retrouvé l'âme kabyle intacte, toujours aussi généreuse et hospitalière. Tout en transformant votre pays et en améliorant vos conditions d'habitat, vous avez

su conserver vos qualités de cœur. Celles-ci n'ont pas changé, comme j'ai pu le constater par moi-même. J'étais venu en ami, vous m'avez reçu en frère, comme si je faisais partie de la famille. J'ai également été touché par l'accueil simple et chaleureux que m'ont réservé les Kabyles rencontrés à Aït El Azis, village où mon frère est décédé. Je m'y suis rendu après vous avoir quittés.

J'écris ces lignes, à mon retour, dans les Alpes, ce lundi 3 janvier 2005, lendemain de la fête de l'Épiphanie. Cette fête, dans la religion chrétienne, célèbre la rencontre des Rois mages avec Jésus. Il y a deux mille ans, ils se rendirent à Bethléem jusqu'à la crèche, guidés par une étoile.

En cette nouvelle année 2005, non seulement je présente à Bouzeguene et à ses habitants mes vœux les plus chaleureux, mais je souhaite que l'étoile de l'amitié que j'ai vue briller en me rendant en Algérie et dans notre chère Kabylie, réchauffe et guide les relations entre nos deux pays après ce drame de famille qui n'aurait jamais dû exister. Bien chaleureusement vôtre.» [106]

Claude Grandjacques

Voici la réponse que j'ai reçue le 9 janvier du journal « *Echos de Bouzeguene* », en la personne de son représentant à qui j'avais proposé d'envoyer le compte rendu de mon voyage :

« Bonjour cher ami,

votre message [...] sera entre les mains de nos lecteurs dès la semaine prochaine. Je souhaite que vous m'envoyiez votre article relatant vos impressions du voyage dans notre belle région. Il sera diffusé sur le site Internet de notre association et publié dans le prochain numéro du journal, si vous ne voyez pas d'inconvénients.

Notre objectif est de mettre un cadre d'expression à la disposition de chaque homme / femme de bonne volonté, d'exprimer ses opinions et surtout comme vous, cher ami, d'apporter son témoignage sur une période douloureuse. Jean Lacouture disait : « Un témoignage est un combat.» Alors, aujourd'hui, faisons que cette étoile de l'amitié brille pour nos deux pays pour l'éternité. Mes meilleurs vœux de bonheur et santé, en ce nouvel an 2005.

Bien amicalement vôtre.»

Messaoudène Chérif

106. Ce sous-chapitre a été publié intégralement dans l'Écho de Bouzeguene (publication du Centre Culturel Igelfan de Bouzeguene) de janvier, avril et juin 2005. Il a donc été communiqué et lu à Bouzeguene avant de figurer dans ce livre.
En janvier figurait le titre d'introduction suivant : *« 40 ans après, un ex-lieutenant de la S.A.S. revient à Bouzeguene ».*

« Quand la mémoire est morte, disait Péguy, c'est l'espérance et l'avenir qui sont mutilés. » [107]

Remerciements

Avec le secret espoir que cet ouvrage, apporte une pierre solide à l'édifice de la mémoire concernant cette époque douloureuse et permette aux jeunes générations de l'appréhender avec un autre regard. Sa rédaction, véritable aventure humaine, n'aurait pas vu le jour sous cette forme, sans le concours d'une équipe qui s'est constituée au fil des jours.

En premier lieu mes cinq enfants : Pascale, Hervé, Françoise, Marie-Hélène et Christophe. Ils ont été l'aiguillon m'obligeant à m'atteler au clavier. Avec une mention particulière pour Christophe qui me talonnait depuis des années. Il a réalisé avec talent la mise en page qui a été une occasion de partage unique. Sans oublier Hervé, l'homme de la logistique, Françoise et Marie-Hélène qui ont été attentives à ma rédaction au fil de l'eau et mes deux gendres : Yazid, G.O. (Gentil Organisateur) d'un séjour en Algérie, riche d'émotions et Fred qui a spontanément réalisé un site Internet de qualité visant à faire connaître l'ouvrage.

Mes sœurs, qui depuis longtemps m'ont encouragé à écrire, en particulier Odette qui a suivi mon travail avec beaucoup d'attention et a su me faire prendre de la distance avec les événements. Elle m'a mis judicieusement en contact avec Serge Cattet.

Serge Cattet, historien, sans qui cet ouvrage dans sa forme aboutie, n'aurait jamais vu le jour. Il a en commun avec moi, le ciel d'Oranie et les Monts du Traras ou de Tlemcen. Sa douce pression et ses encouragements ont balayé mes hésitations à livrer au public une expérience dont je ne voulais pas parler et pour la rédaction de laquelle il m'a suggéré un plan.

Je savais que les liens de solidarité noués à la Légion étaient indéfectibles. J'ai pu vérifier la solidité de ceux noués, même à plus de quarante cinq ans de distance :

- avec le colonel Jean-Charles Domine, mon ancien commandant de compagnie, que j'ai retrouvé comme si j'avais pris une permission de longue durée. Il m'a spontanément conseillé avec tact dans l'évocation de mon séjour à la Légion, sa seconde famille et s'est intéressé à ma rédaction,
- avec le médecin général Cristau, qui m'a accueilli chaleureusement avant de me confier ses magnifiques albums et de m'autoriser à reproduire ses photographies exceptionnelles et commentées. Grâce à ses archives, j'ai pu mieux restituer certaines actions dans les brumes de mes souvenirs.

L'ancien popotier de Turenne leur présente à tous deux ses respects et leur exprime ses remerciements chaleureux.

Évoquer Bouzeguene et la Kabylie a été une raison supplémentaire pour renforcer

mes liens anciens avec Roland Bordas et renouer avec Philippe Pirel, mes camarades de la S.A.S.. Ils ont validé mon écrit pour la période que nous avons vécue ensemble.

Faire revivre la S.E.M. du 7e B.C.A. m'a permis d'étendre mon cercle d'amis à ceux d'Alain. Ils ont conservé intact son souvenir :

- Gilbert Morand, le chef de section de la S.E.M., qu'Alain avait en haute estime. Lors de notre rencontre, j'ai pu constater que c'était réciproque.
- Les anciens camarades de mon frère, en particulier Jean-Pierre Folliguet, Georges Gormier, Gaston Bal, Simon Pallafray... Nous avons parlé du 7e B.C.A. et tenté de mettre des noms sur les photos.

Le Docteur Jean-Claude Depoutot, devenu un ami après notre rencontre un soir d'automne, en Bourgogne. Il était médecin en Petite Kabylie, pas très loin de Bouzeguene. Il m'a fait de nombreuses réflexions judicieuses.

Certains de mes proches ont accepté le travail fastidieux et redoutable de lecteur-correcteur : mon beau-frère Jean-Pierre, mes complices d'escapades les deux Jean, mes amis de longue date Geneviève, Jeanine, Roger... Leurs commentaires et leurs questions m'ont obligé à mieux faire.

Sans la compréhension de la Direction du Service National, Bureau central d'archives administratives militaires et du Bureau des anciens de la Division des Ressources Humaines de la Légion étrangère, certaines précisions concernant nos disparus auraient fait défaut.

Le fonds cartographique n'a pu être réalisé à temps et dans des conditions exceptionnelles que grâce aux autorisations gracieuses d'Historia, de Michelin éditions voyages et de l'I.G.N. auxquels j'exprime toute ma reconnaissance.

Avec une mention particulière pour :

- Le Docteur Jean-Claude Depoutot, à qui je suis redevable d'une carte de l'Algérie transférée sur un fichier impressionnant. Travail de spécialiste réalisé par son fils architecte.
- Monsieur Benoît Poncelet pour sa délicate attention. Il m'a offert spontanément la magnifique carte de l'Algérie de 1929 qu'il détenait dans ses archives familiales.

Que ceux qui m'ont aidé, encouragé et soutenu dans ma tâche et accompagné tout au long de cet exercice, pour lequel je n'étais pas préparé, soient chaudement remerciés.

Quant à l'aventure de la diffusion de l'ouvrage, le vent de la camaraderie des djebels souffle vers le large et l'entreprise ne peut que réussir. J'ai reçu en effet de la part de l'U.D.C. 74 - A.F.N., qui a accompli et entreprend encore une oeuvre remarquable pour la mémoire de ceux qui sont morts en A.F.N., un soutien franc et solide en la personne de son Président Hubert Bornens et son équipe.

---

107. André Depierre, dans un courrier de février 2004. Citation glanée sur Internet.

Sommaire

Prologue : mémoire et histoire

- Une histoire que nous ignorions 17
- Sous les Miages : le temps de l'insouciance 35
- A la rencontre d'Alain et la montagne 41

1ère PARTIE - Dans les Djebels avec Bernard, Claude et Alain

Chap.1 - Bernard et les rappelés artilleurs (1956) 57

Chap.2 - Claude et la 4e Cie du 5e Etranger. (1957-1958) 61

2.1 - du 15/9 R.I.A. au 5e R.E.I. (1957) 61

2.2 - de Turenne à Djelfa. (1958 - Janv-Mai) 86

2.3 - l'engagement dans le Bou Khaïl. (1958 juin-Août) 96

2.4 - dans le Sud-Oranais. (1958 Sept-Déc) 111

Chap.3 - Alain : 7e B.C.A. Lettres d'A.F.N..(1959-1960) 125

3.1. la préparation 125

3.2. les Ouadhias (1959) 133

3.3. des Ouadhias à Aït El Azis (1960) 141

3.4 - l'après le 8 juin 1960 184

2ème partie - Dans le Bordj (1960-1961)

Chap.4 - Claude : la S.A.S. de Bouzeguene (1960-1961) 195

4.1 - le 27e B.C.A. d'Aït Megève. Bouzeguene 195

4.2 - l'arrivée à la S.A.S. de Bouzeguene. (1960-Août) 205

4.3 - les premiers jours à la S.A.S. 220

4.4 - une nouvelle équipe à la tâche (Automne 1960) 229

4.5 - le souffle des travaux avec le sous-lieutenant Pirel 236

4.6 - le désarroi (1er Semestre 1961) 245

3ème partie - Les nuages de l'amertume (1961-1962)

Chap.5 - Claude : le temps des désillusions (2e semestre 1961) 263

5.1 - la marche sans boussole 263

5.2 - une histoire de fous (décembre 1961) 273

5.3 - l'arrivée en France de *Mialouche* (1er semestre 1962) 283

Chap.6 - André : les derniers mois de la 1ère Cie du 7e B.C.A. (1962) 287

6.1 - les Benni Yenni 287

6.2 - Bordj-Menaïel 291

6.3 - la quille 292

6.4 - épilogue.André 293

Chap.7 - La fin de la guerre d'Algérie. Evocation historique 1962 294

Epilogue : regards et retour vers les Djebels : Claude, Philippe, Yazid

- Regards d'automne vers les djebels (2004) 309
- L'air pur des montagnes 320

Evocations historiques par années

1830 à 1954 17

1954 et 1956 55

1957 62

1958 83

1959 132

1960 138

1961 243

1962 294

Crédits photographiques

1 Famille Lubin Grandjacques
2 Claude Grandjacques
3 Claude Grandjacques
4 Claude Grandjacques
5 Archives Légion
6 Famille Louis Ferriol
7 Jean-Pierre Folliguet
8 Claude Grandjacques
9 Famille Lubin Grandjacques
10 Claude Grandjacques
11 Claude Grandjacques
12 Médecin Général Cristau
13 Claude Grandjacques
14 Claude Grandjacques
15 Famille Lubin Grandjacques
16 Famille Lubin Grandjacques
17 Famille Lubin Grandjacques
18 Famille Lubin Grandjacques
19 Famille Lubin Grandjacques
20 Famille Lubin Grandjacques
21 Famille Lubin Grandjacques
22 Famille Lubin Grandjacques
23 Famille Lubin Grandjacques
24 Famille Lubin Grandjacques
25 Famille Lubin Grandjacques
26 Famille Lubin Grandjacques
27 Famille Lubin Grandjacques
28 Famille Lubin Grandjacques
29 Famille Lubin Grandjacques
30 Médecin Général Cristau
31 Bernard Grandjacques
32 Bernard Grandjacques
33 Bernard Grandjacques
34 Bernard Grandjacques
35 Bernard Grandjacques
36 Claude Grandjacques
37 Claude Grandjacques
38 Médecin Général Cristau
39 Médecin Général Cristau
40 Médecin Général Cristau
41 Médecin Général Cristau
42 Médecin Général Cristau
43 Médecin Général Cristau
44 Médecin Général Cristau
45 Médecin Général Cristau
46 Médecin Général Cristau
47 Médecin Général Cristau
48 Médecin Général Cristau
49 Médecin Général Cristau
50 Claude Grandjacques
51 Médecin Général Cristau
52 Médecin Général Cristau
53 Médecin Général Cristau
54 Médecin Général Cristau
55 Claude Grandjacques
56 Claude Grandjacques
57 Médecin Général Cristau
58 Médecin Général Cristau
59 Médecin Général Cristau
60 Médecin Général Cristau
61 Médecin Général Cristau
62 Médecin Général Cristau
63 Médecin Général Cristau
64 Claude Grandjacques
65 Médecin Général Cristau
66 Internet. Source : http://www.chars-francais.net/archives/ebr75.htm)
67 Médecin Général Cristau
68 Médecin Général Cristau
69 Claude Grandjacques
70 Claude Grandjacques
71 Claude Grandjacques
72 Médecin Général Cristau
73 Famille Lubin Grandjacques
74 Famille Lubin Grandjacques
75 Famille Lubin Grandjacques
76 Famille Lubin Grandjacques
77 Famille Lubin Grandjacques
78 Famille Lubin Grandjacques
79 Claude Grandjacques
80 Famille Lubin Grandjacques
81 Georges Gormier
82 Georges Gormier
83 Famille Lubin Grandjacques
84 Famille Lubin Grandjacques
85 Famille Lubin Grandjacques
86 Famille Lubin Grandjacques
87 Famille Lubin Grandjacques
88 Famille Lubin Grandjacques
89 Jean-Pierre Folliguet
90 Jean-Pierre Folliguet
91 Gaston Bal
92 Famille Lubin Grandjacques
93 Gaston Bal
94 Famille Lubin Grandjacques
95 Famille Lubin Grandjacques
96 Famille Lubin Grandjacques
97 Famille Lubin Grandjacques

98 Georges Gormier
99 Famille Lubin Grandjacques
100 Jean-Pierre Folliguet
101 Claude Grandjacques
102 Famille Lubin Grandjacques
103 Jean-Pierre Folliguet
104 Georges Gormier
105 Claude Grandjacques
106 Claude Grandjacques
107 Gaston Bal
108 Famille Lubin Grandjacques
109 Internet. Source : www.chez.com/athye-ni/djurdjura.htm.
110 Jean-Pierre Folliguet
111 Famille Lubin Grandjacques
112 Georges Gormier
113 Georges Gormier
114 Famille Lubin Grandjacques
115 Georges Gormier
116 Georges Gormier
117 Claude Grandjacques
118 Bal Gaston
119 Jean-Pierre Folliguet
120 Claude Grandjacques
121 Claude Grandjacques
122 Claude Grandjacques
123 Famille Lubin Grandjacques.
124 Famille Lubin Grandjacques
125 Claude Grandjacques
126 Famille Lubin Grandjacques
127 Claude Grandjacques
128 Claude Grandjacques
129 Roland Bordas
130 Roland Bordas
131 Claude Grandjacques
132 Roland Bordas
133 Roland Bordas
134 Roland Bordas
135 Roland Bordas
136 Roland Bordas
137 Roland Bordas
138 Roland Bordas
139 Roland Bordas
140 Claude Grandjacques
141 Claude Grandjacques
142 Claude Grandjacques
143 Claude Grandjacques
144 Claude Grandjacques
145 Claude Grandjacques
146 Claude Grandjacques
147 Claude Grandjacques
148 Claude Grandjacques
149 Claude Grandjacques
150 Claude Grandjacques
151 Roland Bordas
152 Claude Grandjacques
153 Claude Grandjacques
154 Claude Grandjacques
155 Claude Grandjacques
156 Claude Grandjacques
157 Claude Grandjacques
158 Claude Grandjacques
159 Claude Grandjacques
160 Claude Grandjacques.
161 Claude Grandjacques
162 Claude Grandjacques
163 Claude Grandjacques
164 Claude Grandjacques
165 Claude Grandjacques
166 Joannès Grandjacques
167 Claude Grandjacques
168 Claude Grandjacques
169 Claude Grandjacques
170 Claude Grandjacques
171 Claude Grandjacques
172 Roland Bordas
173 Philippe Pirel
174 Claude Grandjacques
175 Claude Grandjacques
176 Claude Grandjacques
177 Claude Grandjacques
178 Claude Grandjacques
179 Claude Grandjacques
180 Claude Grandjacques
181 Claude Grandjacques
182 Claude Grandjacques
183 Roland Bordas
184 Claude Grandjacques
185 Claude Grandjacques
186 Claude Grandjacques
187 Claude Grandjacques
188 Famille Lubin Grandjacques
189 Claude Grandjacques
190 Claude Grandjacques
191 Claude Grandjacques
192 Claude Grandjacques
193 Claude Grandjacques
194 Claude Grandjacques
195 Claude Grandjacques
196 Claude Grandjacques
197 Claude Grandjacques
198 Claude Grandjacques
199 Claude Grandjacques

Bibliographie

Ferhat ABBAS — *Autopsie d'une guerre. L'aurore.* Paris : Editions Garnier Frères. 1980, 346 p.

Jean-Charles DOMINE — *Ces soldats de l'impossible, 50 ans avec la Légion étrangère.* Paris : Albin Michel, 1997, 384 p.

Roger ENRIA — *Les Chasseurs de l'Akfadou (Kabylie 1955-1962)*. Rillieux la pape (69) : auto-édition, 1992, 344 p.

Jean FAURE — *Au pays de la soif et de la peur. Carnet d'Algérie.* Paris : Flammarion, 2001, 172 p.

Rémy MADAOUI — *J'ai été fellagha, officier français et déserteur. Du FLN à l'OAS.* Paris : Seuil, 2004, 398 p.

Claude MARTIN — *Histoire de l'Algérie française de 1830 à 1962.* Paris : Les quatre fils Aymon, 1963, 508 p.

Jacques MASSU — *La vraie Bataille d'Alger.* Paris : Plon, Collection Cercle du nouveau livre, 1971, 391 p.

Pierre MONTAGNON — *La guerre d'Algérie. Genèse et engrenage d'une tragédie.* Paris : Pygmalion / Gérard Watelet, 1984, 450 p.

Pierre MONTAGNON — *Histoire de l'Algérie. Des origines à nos jours.* Paris : Pygmalion/Gérard Watelet, 1998, 399 p.

Hélie de SAINT-MARC — *Mémoires. Les champs de braises.* Paris : Perrin, 1995, 332 p.

Alain-Gérard SLAMA — *La guerre d'Algérie. Histoire d'une déchirure.* Paris : Gallimard, coll. Découverte, 1996, 176 p.

OUVRAGE COLLECTIF — Le livre blanc de l'armée française en Algérie. Paris : Contretemps, 2001, 208 p.

Autres

Historia magasine, Collection la guerre d'Algérie. N° 194 à 369

Encyclopaédia Universalis. Edition 2004.

Mémorial du 5e Régiment Etranger d'Infanterie. Régiment du Tonkin. Années 1956, 1957, 1958, 1959.

Chronologie et guerre d'Algérie de l' Amicale des anciens militaires en AFN. (http://membres.lycos.fr/aamafn/page30.html)

Carte partielle de l'Algérie en 1954 (Sahara et Constantinois exclus)